

Accordi internazionali in materia telegrafica, telefonica e radiotelegrafica stipulati a Madrid tra l'Italia ed altri Stati il 9=10 dicembre 1932, e resi esecutori nel Regno con R. decreto 25 marzo 1933, n. 204.

Accordi internazionali in materia telegrafica, telefonica e radiotelegrafica stipulati a Madrid tra l'Italia ed altri Stati il 9-10 dicembre 1933, e resi esecutori nel Regno con R. decreto 25 marzo 1933, n. 204.

Convention internationale des télécommunications conclue entre les Gouvernements des Pays ci-après énumérés:

Union de l'Afrique du Sud; Allemagne; République Argentine; Fédération Australienne; Autriche; Belgique; Bo-livie; Brésil; Canada; Chili; Chine: Litat de la Cité du Vatican; République de Colombie; Colonies françaises, protectorats et territoires sous mandat français; Colonies portugaises; Confédération suisse; Congo belge; Costa-Rica. Cuba; Curação et Surinam; Cyrénaïque; Danemark; Ville libre de Dantzig; Republique Dominicaine; Egypte. République de El Salvador; Equateur; Erythrée; Espagne, Etats-Unis d'Amérique; Empire d'Ethiopie; Finlande; France; Royaume-Uni de la Grande Bretagne et de l'Irlande du Nord; Grèce; Guatemala; Republique de Honduras Hongrie; Iles italiennes de l'Egée; Indes britanniques; In des néerlandaises; Etat libre d'Irlande; Islande: Italie; Japon, Chosen, Taiwan, Karatuto, le Territoire à bail du Kwantung et les Iles des Mers du Sud sous mandat japonais; Lettonie; Libéria; Lithuanie: Luxembourg; Maroc; Mexique; Nicaragua; Norvège; Nouvelle Zélande; République de Panama; Pays-Bas; Pérou; Perse; Pologne, Portugal; Roumanie; Soumalie italienne; Suède; Syrie et Liban; Tchécoslovaquie; Tripolitaine; Tunisie; Turquie; Union des Républiques Soviétistes Socialistes; Úruguay; Vénézuéla; Yougoslavi (.

Les soussignés, plénipotentiaires des gouvernements cidess se énumérés, s'étant réunis en conférence à Madrid, ont, d'u I commun accord et sous réserve de ratification, arrêté l Convention suivante:

## CHAPITRE I.

## ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DE L'UNION.

Article premier.

Constitution de l'Union.

- § I. Les pays, Parties à la présente Convention, forment l'Union internationale des télécommunications, qui remplace l'Union télégraphique, et qui est régie par les dispositions suivantes.
- § 2. Les termes employés dans la présente Convention sont définis dans l'annexe à ce document.

## Article 2.

# Règlements.

- § 1. Les dispositions de la présente Convention sont complétées par les Règlements, savoir:
  - le Règlement télégraphique,
  - le Règlement téléphonique,

les Règlements des radiocommunications (Règlement général et Règlement additionnel),

qui ne lient que les gouvernements contractants qui se sont engagés à les appliquer, et seulement vis à vis des gouvernements qui ont pris le même engagement.

§ 2. Seuls les signataires de la Convention ou les adhérents à cet acte sont admis à signer les Règlements ou à y adhérer. La signature de l'un, au moins, des Règlements est obligatoire pour les signataires de la Convention. De même, l'adhésion à l'un, au moins, des Règlements est obligatoire pour les adhérents à la Convention. Toutefois, le Règlement additionnel des radiocommunications ne peut pas faire l'objet de la signature ou de l'adhésion sans que la si-

gnature ou l'adhésion ait été donnée au Règlement général des radiocommunications.

§ 3. Les prescriptions de la présente Convention n'engagent les gouvernements contractants que pour les services régis par les Règlements auxquels ces gouvernements sont Parties.

#### Article 3.

Adhésion des gouvernements a la Convention.

- § 1. Le gouvernement d'un pays, au nom auquei la presente Convention n'a pas été signée, peut y adhérer en tout temps. Cette adhésion doit porter sur un au moins des Réglements aunexés, sous réserve de l'application du § 2 de l'article 2 ci-dessus.
- § 2. L'acte d'adhésion d'un gouvernement sera déposé dans tes archives du gouvernement qui a accueilli la conférence de plémpotentiaires ayant arrêté la présente Convention. Le gouvernement qui a reçu en dépôt l'acte d'adhésion en donne connaissance, par la voie diplomatique, à tous les autres gouvernements contractants.
- § 3. L'adhésion emporte de plein droit toutes les obligations et tous les avantages stipulés par la présente Convention; en outre, elle entraîne les obligations et avantages stipulés par les seuls Règlements que les gouvernements adhérents s'engagent à appliquer.

# Article 4.

- 1

Adhésion des gouvernements aux Règlements.

Le gouvernement d'un pays signataire ou adhérent à la présente Convention peut adhérer en tout temps au Règlement ou aux Règlements auxquels il ne s'est pas engagé, en tenant compte des dispositions du § 2 de l'article 2. Cette adhésion est notifiée au Bureau de l'Union, lequel en donne connaissance aux autres gouvernements intéressés.

#### Article 5.

- Adhésion à la Convention et aux Règlements des colonies, protectorats, lerritoires d'outre-mer ou territoires sous souveraineté, autorité ou mandat des gouvernements contractants.
- § 1. Tout gouvernement contractant peut déclarer, soit au moment de sa signature, de sa ratification ou de son adhésion, soit après, que son acceptation de la présente Convention est valable pour l'ensemble ou un groupe ou un seul de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer ou territoires sous souveraineté, autorité ou mandat.
- § 2. L'ensemble ou un groupe ou un seul de ces colonies, protectorats, territoires d'outre-mer ou territoires sous souveraineté, autorité ou mandat peut respectivament faire l'objet à toute époque, d'une adhésion distincte.
- § 3. La présente Convention ne s'applique pas aux colonies, protectorats, territoires d'outre-mer ou territoires sous souveraineté, autorité ou mandat d'un gouvernement contractant, à moins d'une déclaration à cet effet faite en vertu du § 1 du présent article ou d'une adhésion distincte faite en vertu du § 2 ci-dessus.
- § 4. Les déclarations d'adhésion faites en vertu des §§ 1 et 2 du présent article seront communiquées, par la voie diplomatique, au gouvernement du pays sur le territoire duquel aura été tenue la conférence de plénipotentiaires à laquelle la présente Convention a été arrêtée, et une copie en sera transmise par ce gouvernement à chacun des autres gouvernements contractants.

§ 5. Les dispositions des §§ 1 et 3 du présent article s'appliquent aussi soit pour l'acceptation d'un ou de plusieurs Règlements, soit pour l'adhésion à un ou à plusieurs Règlements, en tenant compte des prescriptions du § 2 de l'article 2. Cette acceptation ou cette adhésion est notifiée en conformité des dispositions de l'article 4.

§ 6. Les dispositions des paragraphes précédents ne s'appliquent pas aux colonies, protectorats, territoires d'outremer ou territoires sous souveraineté, autorité ou mandat qui figurent dans le préambule de la présente Convention.

## Article 6.

#### Ratification de la Convention.

- § 1. La présente Convention devra être ratifiée par les gouvernements signataires et les ratifications en seront déposées, par la voie diplomatique, dans le plus bref délai possible, aux archives du gouvernement du pays qui a accueilli la conférence de plénipotentiaires ayant arrêté la présente Convention et qui notifiera aux autres gouvernements signataires et adhérents, par la voie diplomatique, les ratifications au fur et à mesure de leur réception.
- § 2. Dans le cas où un ou plusieurs des gouvernements signataires ne ratifieraient pas la Convention, celle-ci n'en sera pas moins valable pour les gouvernements qui l'auront ratifiée.

#### Article 7.

## Approbation des Règlements.

- § 1. Les gouvernements doivent se prononcer dans le plus bref délai possible au sujet de l'approbation des Règlements arrêtés en conférence. Cette approbation est notifiée au Bureau de l'Union qui en fait part aux membres de l'Union.
- § 2. Dans le cas où un ou plusieurs des gouvernements intéressés ne notificraient pas cette approbation, les nouvelles dispositions réglementaires n'en seront pas moins valables pour les gouvernements qui les auront approuvées.

## Article 8.

Abrogation des Conventions et des Règlements antérieurs à la présente Convention.

La présente Convention et les Règlements y annexés abrogent et remplacent, dans les relations entre les gouvernements contractants, les Conventions télégraphiques internationales de Paris (1865), de Vienne (1868), de Rome (1872) et de St-Pétersbourg (1875) et les Règlements y annexés, ainsi que les Conventions radiotélégraphiques internationales de Berlin (1906), de Londres (1912) et de Washington (1927) et les Règlements y annexés.

## Article 9.

#### Exécution de la Convention et des Règlements.

- § 1. Les gouvernements contractants s'engagent à appliquer les dispositions de la présente Convention et des Règlements acceptés par eux dans tous les bureaux et dans toutes les stations de télécommunications établis ou exploités par leurs soins et qui sont ouverts au service international de la correspondance publique, au service de la radiodiffusion ou aux services spéciaux régis par les Règlements.
- § 2. Ils s'engagent, en outre, à prendre les mesures nécessaires pour imposer l'observation des dispositions de la présente Convention et des Règlements qu'ils acceptent, aux exploitations privées reconnues par eux et aux autres exploitations d'iment autorisées à l'établissement et à l'exploitation des télécommunications du service international ouvertes ou non ouvertes à la correspondance publique:

#### Article 10.

#### Dénonciation de la Convention par les gouvernements.

- § 1. Chaque gouvernement contractant a le droit de dénoncer la présente Convention par une notification adressée, par la voie diplomatique, au gouvernement du pays dans lequel a siégé la conférence de plénipotentiaires qui a arrêté la présente Convention et annoncée ensuite par ce gouvernement, également par la voie diplomatique, à tous les autres gouvernements contractants.
- § 2. Cette dénonciation produit son effet à l'expiration du délai d'une année à partir du jour de la réception de sa notification par le gouvernement du pays où a siégé la dernière conférence de plénipotentiaires. Cet effet ne vise que l'auteur de la dénonciation; pour les autres gouvernements contractants, la Convention reste en vigueur.

## Article 11.

## Dénonciation des Règlements par les gouvernements.

- § 1. Chaque gouvernement a le droit de mettre fin à l'engagement qu'il a pris d'exécuter un Règlement, en notifiant sa décision au Bureau de l'Union, lequel en donne connais sance aux autres gouvernements intéressés. Cette notification produit son effet à l'expiration du délai d'une année à partir du jour de sa réception par le Bureau de l'Union. Cet effet ne vise que l'auteur de la dénonciation; pour les autres gouvernements, le Règlement visé reste en vigueur.
- § 2. Les dispositions du § 1 ci-dessus ne suppriment pas l'obligation pour les gouvernements contractants d'exécuter au moins l'un des Règlements, visée par l'article 2 de la présente Convention, et compte tenu de la réserve mentionnée au § 2 dudit article.

# Article 12.

Dénonciation de la Convention et des Reglements par les colonies, protectorats, territoires d'outre-mer ou territoires sous souveraineté, autorité ou mandat des gouvernements contractants.

§ 1. L'application de la présente Convention à un territoire, faite en vertu des prescriptions du § 1 ou du § 2 de l'article 5, peut prendre fin à toute époque.

§ 2. Les déclarations de dénonciation prévues au § 1 ci-dessus sont notifiées et annoncées dans les conditions fixées au § 1 de l'article 10; elles produisent leur effet d'après les dispositions du § 4 du même article.

§ 3. L'application d'un ou de plusieurs Règlements à un territoire, faite en vertu des dispositions du § 5 de l'article 5, peut prendre fin à toute époque.

§ 4. Les déclarations de dénonciation prévues au § 3 ci-dessus sont notifiées et annoncées selon les prescriptions du § 1 de l'article 11 et produisent leur effet dans les conditions fixées audit paragraphe.

## Article 13.

### Arrangements particuliers.

Les gouvernements contractants se réservent, pour euxmêmes, pour les exploitations privées reconnues par eux et pour d'autres exploitations dûment autorisées à cet effet, la faculté de conclure des arrangements particuliers sur les points du service qui n'intéressent pas la généralité des gouvernements. Toutefois, ces arrangements devront rester dans les limites de la Convention et des Règlements y annexés, pour ce qui concerne les brouillages que leur mise à exécution serait susceptible de produire dans les services des autres pays.

## Article 14.

## Relations avec des Etats non contractants.

- § 1. Chacun des gouvernements contractants se réserve, pour lui et pour les exploitations privées reconnues par lui la faculté de fixer les conditions dans lesquelles il admet les télécommunications échangées avec un pays qui n'a pas adhéré à la présente Convention ou au Règlement dans lequel sont comprises les dispositions relatives aux télécommunications en cause.
- § 2. Si une télécommunication originaire d'un pays non adhérent est acceptée par un pays adhérent, elle doit être transmise, et, pour autant qu'elle emprunte les voies d'un pays adhérent à la Convention et aux Règlements respectifs, les dispositions obligatoires de la Convention et des Réglements en question ainsi que les taxes normales lui sont appliquées.

# Article 15.

## Arbitrage.

- § 1. En cas de désaccord entre deux ou plusieurs gouvernements contractants relativement à l'exécution soit de la présente Convention, soit des Règlements prévus à l'article 2, le différend, s'il n'est réglé par la voie diplomatique, est soumis à un jugement arbitral à la demande d'un quelconque des gouvernements en désaccord.
- § 2. A moins que les Parties en désaccord ne s'entendent pour faire usage d'une procédure déjà établie par des traités conclus entre elles pour le règlement des conflits internationaux, ou de celle prévue au § 7 du présent article, il sera procédé comme il suit à la désignation des arbitres:
- § 3. (1) Les Parties décident, après entente réciproque, si l'arbitrage doit être confié à des personnes ou à des gouvernements ou administrations; à défaut d'entente, il est recouru à des gouvernements.
- (2) Dans le cas où l'arbitrage doit être confié à des personnes, les arbitres ne doivent être de la nationalité d'aucune des Parties intéressées dans le différend.
- (3) Dans le cas où l'arbitrage doit être confié à des gouvernements on administrations, ceux-ci doivent être choisis parmi les Parties adhérentes à l'accord dont l'application a provoqué le différend.
- § 4. La Partie qui fait appel à l'arbitrage est considérée comme Partie demanderesse. Elle désigne un arbitre et le notifie à la partie adverse. La Partie défenderesse doit alors nommer un deuxième arbitre, dans un délai de deux mois à partir de la réception de la notification de la demanderesse.
- § 5. S'il s'agit de plus de deux Parties, chaque groupe de demanderesses ou de défenderesses procède à la nomination d'un arbitre en observant le procédé indiqué au § 4.
- § 6. Les deux arbitres ainsi nommés s'entendent pour désigner un surarbitre qui, si les arbitres sont des personnes et non pas des gouvernements ou administrations, ne soit de la nationalité d'aucun d'eux et d'aucune des Parties. A défaut pour les arbitres de s'entendre sur le choix du surarbitre, chaque arbitre propose un surarbitre désintéressé dans le différend. Il est ensuite tiré au sort entre les surarbitres proposés. Ce tirage au sort est effectué par le Bureau de l'Union.
- § 7. Enfin, les Parties en désaccord ont la faculté de faire juger leur différend par un seul arbitre. Dans ce cas, ou bien elles s'entendent sur le choix de l'arbitre, ou bien celui-ci est désigné conformément à la méthode indiquée au § 6.
- § 8. Les arbitres arrêtent librement la procédure à suivre.
- § 9. Chaque Partie supporte les dépenses que lui occasionne l'instruction du différend. Les frais d'arbitrage sont répartis de façon égale entre les Parties en cause.

#### Article 16.

#### Comités consultatifs internationaux.

- § 1. Des comités consultatifs peuvent être institués en vue d'étudier des questions relatives aux services des télécommunications.
- § 2. Le nombre, la composition, les attributions et le fonctionnement de ces comités sont définis dans les Règlements annexés à la présente Convention.

#### Article 17.

## Bureau de l'Union.

- § 1. Un office central, dénommé Bureau de l'Union internationale des télécommunications, fonctionne dans les conditions fixées ci-après:
- § 2. (1) Outre les travaux et opérations prévus par divers autres articles de la Convention et des Règlements, le Bureau de l'Union est chargè:
- a) des travaux préparatoires des conférences et des travaux consécutifs à ces conférences, auxquelles il est représenté avec voix consultative;
- b) d'assurer, d'accord avec l'administration organisatrice intéressée, le secrétariat des conférences de l'Union, de même que, lorsqu'il en est prié ou que les Règlements annexés à la présente Convention en disposent ainsi, le secrétariat des réunions des comités institués par l'Union ou placés sous l'égide de celle-ci;
- c) de procéder aux publications dont l'utilité générale viendrait à se révéler entre deux conférences.
- (2) Il publie périodiquement, à l'aide des documents qui sont mis à sa disposition et des renseignements qu'il peut recueillir, un journal d'information et de documentation concernant les télécommunications.
- (3) Il doit, d'ailleurs, se tenir en tout temps à la disposition des gouvernements contractants pour leur fournir, sur les questions qui intéressent les télécommunications internationales, les avis et les renseignements dont ils pourraient avoir besoin, et qu'il serait mieux en mesure que ces gouvernements de posséder ou de se procurer.
- (4) Il fait, sur sa gestion, un rapport annuel qui est communiqué à tous les membres de l'Union. Le compte de gestion est soumis à l'examen et à l'appréciation des conférences de plénipotentiaires ou administratives, prévues par l'article 18 de la présente Convention.
- § 3. (1) Les frais communs du Bureau de l'Union ne doivent pas dépasser, par année, les sommes fixées dans les Règlements annexés à la présente Convention. Ces frais communs ne comprennent pas:
- a) les frais afférents aux travaux des conférences de plénipotentiaires ou administratives,
- b) les frais afférents aux travaux de comités régulièrement créés.
- (2) Les frais afférents aux conférences de plénipotentiaires et administratives sont supportés par tous les gouvernements, qui y prennent part proportionnellement à la contribution qu'ils payent pour le fonctionnement du Bureau de l'Union, suivant les dispositions de l'alinéa (3) ci-après.

Les frais afférents aux réunions des comités régulièrement créés sont supportés suivant les dispositions des Règlements annexés à la présente Convention.

(3) Les recettes et les dépenses du Bureau de l'Union doivent faire l'objet de deux comptes distincts, l'un pour les services télégraphique et téléphonique, l'autre pour le service des radiocommunications. Les frais afférents à chacune de ces deux divisions sont supportés par les gouvernements adhérents aux Règlements correspondants. Pour la répartition de ces frais, les gouvernements adhérents sont

divisés en six classes, contribuant chacun dans la proportion d'un certain nombre d'unités, savoir:

1re classe: 25 unités, 2º classe: 20 unités, 3º classe: 15 unités, 4º classe: 10 unités, 5º classe: 5 unités, 6º classe: 3 unités.

- (4) Chaque gouvernement fait connaître au Bureau de l'Union, soit directement, soit par l'intermédiaire de son administration, dans quelle classe son pays doit être rangé. Cette classification est communiquée aux membres de l'Union.
- (5) Les sommes avancées par le gouvernement qui contrôle le Bureau de l'Union doivent être remboursées, par les gouvernements débiteurs, dans le plus bref délai et, au plus tard, à l'expiration du quatrième mois qui suit le mois durant lequel le compte a été envoyé. Passé ce délai, les sommes dues sont productives d'intérêts, au profit du gouvernement créditeur, à raison de six pour cent (6 %) l'an, à compter du jour de l'expiration du délai susmentionné.
- § 4. Le Bureau de l'Union est placé sous la haute surveillance du Gouvernement de la Confédération suisse, qui en règle l'organisation, en contrôle les finances, fait les avances nécessaires et vérifie le compte annuel.

#### CHAPITRE II.

#### CONFERENCES.

#### Article 18.

Conférences de plénipotentiaires et conférences administratives.

- § 1. Les prescriptions de la présente Convention sont revisables par des conférences de plénipotentiaires des gouvernements contractants.
- § 2. Il est procédé à la revision de la Convention lorsqu'il en a été ainsi décidé par une précédente conférence de plénipotentiaires, or lorsque vingt gouvernements contractants au moins en ont manifesté le désir au gouvernement du pays où siège le Bureau de l'Union.
- § 3. Les prescriptions des Règlements annexés à la présente Convention sont revisables par des conférences administratives de délégués des gouvernements contractants qui ont approuvé les Règlements soumis à revision, chaque conférence fixant elle-même le lieu et l'époque de la réunion suivante.
- § 4. Chaque conférence administrative peut permettre la participation, à titre consultatif, des exploitations privées reconnues par les gouvernements contractants respectifs.

#### Article 19.

#### Changement de la date d'une conférence.

- § 1. L'époque fixée pour la réunion d'une conférence, soit de plénipotentiaires, soit administrative, peut être avancée où reculée si la demande en est faite par dix, au moins, des gouvernements contractants, au gouvernement du pays où le Bureau de l'Union a son siège, et si cette proposition reçoit l'agrément de la majorité des gouvernements contractants qui auront fait parvenir leur avis dans le délai fixé.
- g 2. La conférence a alors lieu dans le pays primitivement désigné, si le gouvernement de ce pays y consent. Dans le ché contraire, il est procédé à une consultation des gouvernements contractants, par les soins du gouvernement du pays où le Bureau de l'Union a son siège.

#### Article 20.

## Règlement intérieur des conférences.

- § 1. Avant toute autre délibération, chaque conférence établit un règlement intérieur, qui contient les règles suivant lesquelles sont organisés et conduits les débats et les travaux.
- § 2. A cet effet, la conférence prend comme base le règler ment intérieur de la précédente conférence, qu'elle modifie si elle l'estime utile.

#### Article. 21.

#### Langue.

- § 1. La langue employée pour la rédaction des actes des conférences et pour tous les documents de l'Union est le français.
- § 2. (1) Dans les débats des conférences, les langues française et anglaise sont admises.
- (2) Les discours prononcés en français sont immédiatement traduits en anglais, et réciproquement, par des traducteurs officiels du Bureau de l'Union.
- (3) En outre, d'autres langues peuvent être utilisées dans les débats des conférences, à la condition que les délégués qui les emploient pourvoient eux-mêmes à la traduction de leurs discours en français ou en anglais.
- (4) De même, ces délégués peuvent, s'ils le désirent, faire traduire dans leur propre langue les discours prononcés en français ou en anglais.

#### CHAPITRE III.

# DISPOSITIONS D'ORDRE GENERAL.

#### Article 22.

## La télécommunication service public.

Les gouvernements contractants reconnaissent au public le droit de correspondre au moyen du service international de la correspondance publique. Le service, les taxes, les garanties seront les mêmes pour tous les expéditeurs, sans priorité ni préférence quelconques non prévues par la Convention ou les Règlements y annexés.

## Article 23.

## Responsabilité.

Les gouvernements contractants déclarent n'accepter au cune responsabilité à l'égard des usagers du service international de télécommunication.

## Article 24.

# Secret des télécommunications.

- § 1. Les gouvernements contractants s'engagent à prendre toutes les mesures possibles, compatibles avec le système de télécommunication employé, en vue d'assurer le secret des correspondances internationales.
- § 2. Toutefois, ils se réservent le droit de communiquer les correspondances internationales aux autorités compétentes pour assurer, soit l'application de leur législation intérieure, soit l'exécution des conventions internationales auxquelles les gouvernements intéressés sont Parties.

# Article 25.

Constitution, exploitation et sauvegarde des installations et des voies de télécommunication.

§ 1. Les gouvernements contractants établissent, en accord avec les autres gouvernements contractants intéressés et dans les meilleures conditions techniques, les voies et installations nécessaires pour assurer l'échange rapide et ininterrompu des télécommunications du service international.

§ 2. Autant que possible, ces voies et installations doivent être exploitées par les méthodes et procédés les meilleurs que la pratique du service aura fait connaître, entretenues en constant état d'utilisation et maintenues au niveau des progrès scientifiques et techniques.

§ 3. Les gouvernements contractants assurent la sauvegarde de ces voies et installations dans les limites de leur action

respective.

- § 4. Chaque gouvernement contractant établit et entretient à ses frais à moins d'arrangement particulier fixant d'autres conditions les sections des conducteurs internationaux comprises dans les limites du territoire de son pays.
- § 5. Dans les pays où certains services de télécommunication sont assurés par des exploitations privées reconnues par les gouvernements, les engagements ci-dessus sont pris par les exploitations privées.

#### Article 26.

#### Arrêt des télécommunications.

- § 1. Les gouvernements contractants se réservent le droit d'arrêter la transmission de tout télégramme ou radiotélégramme privé qui paraîtrait dangereux pour la sûreté de l'Etat ou contraire aux lois du pays, à l'ordre public ou aux bonnes mœurs, à charge d'avertir immédiatement le bureau d'origine de l'arrêt de ladite communication ou d'une partie quelconque de celle-ci, sauf dans le cas où l'émission de l'avis peut paraître dangereuse pour la sûreté de l'Etat.
- § 2. Les gouvernements contractants se réservent aussi le droit de couper toute communication téléphonique privée qui peut paraître dangereuse pour la sûreté de l'Etat ou contraire aux lois du pays, à l'ordre public ou aux bonnes mœurs.

## Article 27.

## Suspension du service.

Chaque gouvernement contractant se réserve le droit de suspendre le service des télécommunications internationales pour un temps indéterminé, s'il le juge nécessaire, soit d'une manière générale, soit seulement pour certaines relations et/ou pour certaines natures de correspondances, à charge pour lui d'en aviser immédiatement chacun des autres gouvernements contractants, par l'intermédiaire du Bureau de l'Union.

## Article 28.

#### Instruction des contraventions.

Les gouvernements contractants s'engagent à se renseigner mutuellement au sujet des infractions aux dispositions de la présente Convention et des Règlements qu'ils acceptent, afin de faciliter les poursuites à exercer.

## Article 29.

## Taxes et franchise.

Les dispositions relatives aux taxes des télécommunications et les divers cas dans lesquels celles-ci bénéficient de la franchise sont fixés dans les Règlements annexés à la présente Convention.

#### Article 30.

# Priorité de transmission des télégrammes et radiotélégrammes d'Etat.

Dans la transmission, les télégrammes et radiotélégrammes d'Etat jouissent de la priorité sur les autres télégrammes

et radiotélégrammes, saur dans le cas où l'expéditeur déclare renoncer à ce droit de priorité.

#### Article 31.

#### Langage secret.

- § 1. Les télégrammes et les radiotélégrammes d'Etat ainsi que les télégrammes et les radiotélégrammes de service peuvent être rédigés en langage secret dans toutes les relations.
- § 2. Les télégrammes et les radiotélégrammes privés peuvent être émis en langage secret entre tous les pays, à l'exception de ceux qui auront préalablement notifié, par l'intermédiaire du Bureau de l'Union, qu'ils n'admettent pas ce langage pour ces catégories de correspondances.
- § 3. Les gouvernements contractants qui n'admettent pas les télégrammes et les radiotélégrammes privés en langage secret en provenance ou à destination de leur propre territoire doivent les laisser circuler en transit, sauf le cas de suspension de service défini à l'article 27.

#### Article 32.

#### Unité monétaire.

L'unité monétaire employée à la composition des tarifs des télécommunications internationales et à l'établissement des comptes internationaux est le franc-or à 100 centimes, d'un poids de "/,, de gramme et d'un titre de 0,900.

#### Article 33.

# Reddition des comptes.

Les gouvernements contractants se doivent réciproquement compte des taxes perçues par leurs services respectifs.

#### CHAPITRE IV.

# DISPOSITIONS SPECIALES AUX RADIOCOMMUNICATIONS.

# Article 34.

## Intercommunication.

- § 1. Les stations assurant les radiocommunications dans le service mobile sont tenues, dans les limites de leur affectation normale, d'échanger réciproquement les radiocommunications sans distinction du système radioélectrique adopté par elles.
- § 2. Toutefois, afin de ne pas entraver les progrès scientifiques, les dispositions du paragraphe précédent n'empêchent pas l'emploi d'un système radioélectrique incapable de communiquer avec d'autres systèmes, pourvu que cette incapacité soit due à la nature spécifique de ce système et qu'elle ne soit pas l'effet de dispositifs adoptés uniquement et vue d'empêcher l'intercommunication.

# Article 35. Brouillages.

- § 1. Toutes les stations, quel que soit leur objet, doivent, autant que possible, être établies et exploitées de manière, à ne pas troubler les communications au services radioélectriques, soit des autres gouvernements contractants, soit des exploitations privées reconnues par ces gouvernements contractants et des autres exploitations dûment autorisées qui effectuent un service de radiocommunication.
- § 2. Chacun des gouvernements contractants n'exploitant pas lui-même les moyens de radiocommunication s'engage à exiger des exploitations privées reconnues par lui et des

autres exploitations dûment autorisées à cet effet l'observation de la prescription du § 1 ci-dessus.

#### Article 36.

Appels et messages de détresse.

Les stations participant au service mobile sont obligées d'accepter par priorité absolue les appels et messages de détresse, quelle qu'en soit la provenance, de répondre de même à ces messages et d'y donner immédiatement la suite qu'ils comportent.

Article 37.

Signaux de détresse faux ou trompeurs. Usage irrégulier d'indicatifs d'appel.

Les gouvernements contractants s'engagent à prendre les mesures utiles pour réprimer la transmission ou la mise en circulation de signaux de détresse ou d'appels de détresse faux ou trompeurs et l'usage, par une station, d'indicatifs d'appel qui ne lui ont pas été régulièrement attribués.

#### Article 38.

Service restreint.

Nonobstant les dispositions du § 1er de l'article 34, une station peut être affectée à un service international restreint de télécommunication déterminé par le but de cette télécommunication ou par d'autres circonstances indépendantes du système employé.

Article 39.

Installations des services de défense nationale.

- § 1. Les gouvernements contractants conservent leur entière liberté relativement aux installations radioélectriques non prévues à l'article 9 et, notamment, aux stations militaires des forces terrestres, maritimes ou aériennes.
- § 2. (1) Toutefois, ces installations et stations doivent, autant que possible, observer les dispositions réglementaires relatives aux secours à prêter en cas de détresse et aux mesures à prendre pour empêcher le brouillage. Elles doivent aussi, autant que possible, observer les dispositions réglementaires en ce qui concerne les types d'ondes et les fréquences à utiliser, selon le genre de service que lesdites stations assurent.
- (2) En outre, lorsque ces installations et stations font un échange de correspondance publique ou participent aux services spéciaux régis par les Règlements annexés à la présente Convention, elles doivent se conformer, en général, aux prescriptions réglementaires pour l'exécution de ces services.

CHAPITRE V.

# DISPOSITION FINALE.

Article 40.

Mise en vigueur de la Convention.

La présente Convention entrera en vigueur le premier janvier mil neuf cent trente-quatre.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la Convention en un exemplaire qui restera déposé aux archives du Gouvernement de l'Espagne et dont une copie sera remise à chaque gouvernement.

Fait à Madrid, le 9 décembre 1932.

Pour l'Union de l'Afrique du Sud:

H. J. LENTON.

A. R. M. LACHLAN.

Pour, l'Allemagne:

HERMANN GIESS.

HANS STEIDLE.

PAUL JÄGER,

HANS HARBICH.

PAUL MÜNCH.

MARTIN FENERHAHN.

SIEGFRIED MEY.

FRIEDRICH HERATH.

RUDOLF SALZMANN.

ERHARD FRIEDRICH MAERTENS.

CURT WAGNER.

Pour la République Argentine:

Daniel Garcia Mansilla.

RENÉ CORREA LUNA.

Luis Castineiras.

MELQUIADES SÁENZ BRIONES.

Pour la Fédération Australienne:

JOHN MURRAY CRAWFORD.

Pour l'Autriche:

RUDOLF OESTREICHER. HANS PEEUFFER.

Pour la Belgique:

MAUS B. P. M. J. G.

CORTEIL R. E. M.

LAMBERT J. F. G.

Fossion H. E.

Pour la Bolivie:

Georges Sáenz.

Pour le Brésil:
Luis Guimaraes.

Pour le Canada:

ALFRED DURANCEAN. W. ARTHUR STEEL.

JEAN DESY.

Pour le Chili:

ENRIQUE BERMUDEZ.

Pour le Chine:

LINGOH WANG.

Pour l'Etat de la Cité du Vatican:

GIUSEPPE GIANFRANCESCHI.

Pour la République de Colombie:

José Joaquin Casas.

ALBERTO SANCHEZ DE IRTARTE.

WALTER MAC LELIAN ALDRICH.

Pour les Colonies françaises, protectorats et territoires sous mandat français:

CAROUR.

Pour les Colonies Portugaises:

ERNESTO JULIO NAVARO. ARNALDO DE PAIVA CARVALHO.

José Méndes de Vasconcellos Guimaraes.

MARIO CORREA BARATA DA CRUZ.

Pour la Confédération suisse:

G, KELLER,

E. METZLER.

Pour le Congo belge:

TONDEUR FELIX GEORGES.

Pour Costa-Rica:

ADRIANO MARTIN LANUZA.

Pour Cuba:

MANUEL S. PICHARDO Y PERALTA.

Pour Curação et Surinam:

G. SCHOTEL.

J. J. HOOGEWOONING.

Pour la Cyrénaïque:

G. GNEME.

GIAN FRANCO DELLA PORTA.

Pour le Danemark:

KAY CHRISTIANSEN.

C. D. LERCHE.

M. J. C. GREDSTED.

Pour la Ville libre de Dantzig:

H. Kowalski.

VICTOR ZANDER.

Pour la République Dominicaine:

ELIAS BRACHE.

JUAN DE OLÓZÁGA.

Pour l'Egypte:

R. MURRAY.

MOHAMED SAID.

Pour la République de El Salvador:

RAOUL CONTRERAS.

Pour l'Equateur:

HIPOLITO DE MOZONCILLO.

ABEL ROMEO CASTILLO.

Pour l'Erytrée:

G. GNEME.

GIAN FRANCO DELLA PORTA.

Pour l'Espagne:

MIGUEL SASTRE Y PICATOSTE.

RAMON MIGUEL NIETO.

GABRIEL HOMBRE CHALBAND.

FRANCISCO VIDAL Y PLANAS.

JESÚS ENCIO CORTÉS.

TOMAS FERNANDEZ QUINTANA.

LEOPOLDO CAL y DIAZ.

TRINIDAD MATRES Y GARCIA.

Carlos de Bordons Gomez.

Pour les Etats-Unis d'Amérique:

EUGÈNE O. SYKES.

CHARLES B. JOLLIFFE.

WALTER LICHTENSTEIN.

IRVIN STEWART.

Pour l'Empire d'Ethiopie:

TESFAE TAGAGNE.

Pour la Finlande :

NIILO ORASMAA.

VILJO YLOSTALO.

Pour la France:

JULES GAUTIER.

Pour le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord:

F. W. PHILLIPS.

J. LOUDEN.

F. W. Home.

C. H. Boyd.

J. P. G. WORLLEDGE.

Pour la Grèce:

TH. PENTHEROUDAKIS.

ST. NICOLIS.

Pour le Guatemala:

VIRGILIO RODRIGUEZ BETETA.

ENRIQUE TRAUMANN.

RICARDO CASTANEDA PAGANINI,

Pour la République de Honduras:

ANTONIO GRAIÑO.

Pour la Hongrie:

FRANÇOIS HAVAS.

Jules Erdöss.

Pour les Iles italiennes de l'Egée:

G. GNEME.

ERMINIO MARIANI.

Pour les Indes britanniques:

M. L. PASRICHA.

P. J. EDMUNDS.

Pour les Indes néerlandaises:

A. J. H. VAN LEEUWEN.

A. VAN DOOREN.

G. SCHOTEL.

J. J. HOOGEWOONING.

Pour l'Etat libre d'Irlande:

P. S. O. H EIGEARTAIGH.

E. Cuisin.

G. J. HLIDDAL.

Pour l'Italie:

G. GNEME.

GINO MONTEFINALE.

Pour le Japon:

Pour Chosen, Taiwan, Karafuto, le Territoire à bai! du Kwantung et les lles des Mers du Sud sous mandat japonais:

SAICHIRO KOSHIDA.

YOSOSHICHI YONEZAWA.

TOYOKICHI NAKAGAMI.

TAKEO JINO.

Pour la Lettonie:

BERNHARD EINBERG.

Pour Libéria :

Luis Maria Soler.

Pour la Lithuanie:

KLEOPAS GAIGALIS.

Pour le Luxembourg :

EDOUARD JAAQUES.

Pour le Maroc:

DUBEAUCLARD.

Pour le Mexique:

GENARO ESTRADA.

EMILIO TORRES L. AGUSTIN FLORES JR.

SALVADOR TAYABAS.

Pour le Nicaragua:

José Garcia Plaza.

Pour la Norvège:

T. ENGSET.

HERMOD PETERSEN.

ANDR. HADLAND.

Pour la Nouvelle Zélande:

MELVIN BROWN ESSON.

Pour la République de Panama:

MELCHOR LASSO DE LA VEGA.

Pour les Pays Bas:

**Н. J. Воетје.** 

H. C. FELSER. C. H. DE VOS.

J. A. BLAND VAN DEN BERG.

W. DOGTEROM.

Pour le Pérou:

JUAN DE OSMA.

Pour la Perse:

MOHSEN KHAN RAÏS.

Pour la Pologne:

H. KOWALSKI.

ST. ZUCHMANTOWICZ

K. GOEBEL.

K. KRULISZ.

K. SZYMANSKI.

Pour le Portugal:

MIGUEL VAZ DUARTE BACELAR.

JOSÉ DE LIZ FERREIRA JUNIOR.

DAVID DE SOUSA PIRES.

JOAQUIM RODRIGUEZ GONÇALVES.

Pour la Roumanie:

T. TANASESCU.

Pour la Somalie Italienne:

G. GNEME.

Pour la Suède:

G. WOLD.

Pour la Syrie et le Liban :

MORILLON.

Pour la Tchécoslovaquie:

JOSEPH STRNAD.

OTTO KUCERA.

VÁCLAV KUCERA.

JAROMIR SVOBODA.

Pour la Tripolitaine:

G. GNEME, ,

D. CRETY.

Pour la Tunisie:

CROUZET.

Pour la Turquie:

FAHRI.

IHSAN CEMAL.

MAZHAR.

Pour l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes:

EUGÈNE HIRSCHFELD.

ALEXANDRE KOKADEEV.

Pour l'Uruguay:

DANIEL CASTELLANOS,

Pour le Vénézuéla:

CESAR MARMOL CUERVO.

ANTONIO REYES.

Pour la Yougoslavie:

DIMITRIEV ZLATANOVITCH.

#### ANNEXE

(voir article premier, § 2)

#### Définition des termes employés dans la Convention internationale des télécommunications.

Télécommunication: Toute communication télégraphique ou téléphonique de signes, de signaux, d'écrits, d'images et de sons de toute nature, par fil, radio ou autres systèmes ou procédés de signalisation électriques ou visuels (sémaphores).

Radiocommunication: Toute télécommunication à l'aide des ondes hertziennes.

Radiotélégramme: Télégramme originaire ou à destination d'une station mobile transmis, sur tout ou partie de son parcours, par les voies de radiocommunication du service

Télégrammes et radiotélégrammes d'Etat: Ceux qui éma-

a) d'un chef d'Etat;

b) d'un ministre membre d'un gouvernement;

c) d'un chef de colonie, protectorat, territoire d'outremer ou territoire sous souveraineté, autorité ou mandat des gouvernements contractants;

d) des commandants en chef des forces militaires terrestres, navales ou aériennes;

e) des agents diplomatiques ou consulaires des gouvers nements contractants;

f) du secrétaire général de la Société des Nations, ainsi que les réponses à ces correspondances.

Télégrammes et radiotélégrammes de service: Ceux qui émanent des administrations de télécommunication des gouvernements contractants ou de toute exploitation privée reconnue par un de ces gouvernements et qui sont relatifs aux télécommunications internationales, soit à des objets d'intérêt public déterminés de concert par lesdites administrations.

Télégrammes et radiotélégrammes privés: Les télégrammes et radiotélégrammes autres que les télégrammes et radiotélégrammes de service ou d'Etat.

Correspondance publique: Toute télécommunication que les bureaux et stations, par le fait de leur mise à la dispositions du public, doivent accepter pour transmission.

Exploitation privée: Tout particulier ou toute compagnie ou corporation autre qu'une institution ou agence gouvernementale, reconnue par le gouvernement intéressé et qui exploite des installations de télécommunication en vue de l'échange de la correspondance publique.

Administration: Une administration gouvernementale.

Service public: Un service à l'usage du public en général.

Service international: Un service de télécommunication entre bureaux ou stations relevant de pays différents ou entre stations du service mobile, sauf si celles-ci sont de même nationalité et se trouvent dans les limites du pays auquel elles appartiennent. Un service de télécommunication intérieur ou national, qui est susceptible de causer des brouillages avec d'autres services au delà des limites du pays dans lequel il opère, est considéré comme service international au point de vue du brouillage.

Service restreint: Un service ne pouvant être utilisé que par des personnes spécifiées ou dans des buts particuliers.

· Service mobile: Un service de radiocommunication exécuté entre stations mobiles et stations terrestres et par les stations mobiles communiquant entre elles, à l'exclusion des services spéciaux.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

p. Il Ministro per gli affari esteri:
Suvich.

# Règlement télégraphique annexé à la Convention internationale des télécommunications.

CHAPITRE I.

# REPERCUSSION SUR L'EXPLOITATION DES RADIOCOMMUNICATIONS.

Article premier.

Application du Règlement télégraphique aux radiocommunications.

[1] En tant que le présent Règlement n'en dispose pas autrement, les prescriptions applicables aux communications par fil le sont aussi aux communications par sans fil.

## CHAPITRE II.

#### RESEAU INTERNATIONAL.

#### Article 2.

Constitution du réseau.

- [2] § 1. Les bureaux entre lesquels l'échange des télégrammes est continu ou très actif sont, autant que possible, reliés par des voies de communication directes, établies en nombre suffisant pour satisfaire à tous les besoins du service. Celles-ci dcivent, en outre, présenter les garanties mécaniques, électriques et techniques suffisantes, en tenant compte, autant que possible, des avis du Comité consultatif international télégraphique (C. C. I. T.).
- [3] § 2. Si, sur la totalité du parcours ou sur certaines sections seulement, des câbles interurbains sont disponibles, ceux-ci sont, autant que possible, également à utiliser pour l'établissement de voies de communication télégraphiques internationales. A cet effet, les administrations intéressées s'entendent sur la manière de procéder. En ce qui concerne les détails techniques, font règle, autant que possible, les recommandations communes du Comité consultatif international télégraphique (C. C. I. T.) et du Comité consultatif international téléphonique (C. C. I. F.).

## Article 3.

Utilisation des voies de communication.

- [4] § 1. L'exploitation des voies de communication internationales fait l'objet d'un accord entre les administrations intéressées.
- [5] § 2. Les transmissions par les voies de communication internationales ne sont effectuées, en règle générale, que par les bureaux tête de ligne. Les administrations prennent,

chacune en ce qui la concerne, des dispositions pour que, sur chaque voie de communication internationale importante, un ou plusieurs bureaux du parcours puissent se substituer au bureau désigné comme point extrême, lorsque le travail direct entre les deux bureaux tête de ligne devient impossible.

[6] § 3. En cas de dérangement ou de non utilisation, les voies de communication internationales peuvent, sur les sections nationales, être détournées en tout ou partie de leur affectation normale, à la condition que les administrations intéressées les ramènent à cette affectation dès que le dérangement a cessé ou que la demande en a été faite.

#### Article 4.

#### Entretien des voies de communication.

- [7] § 1. Les administrations prennent, pour chacune des voies de communication internationales, les dispositions qui permettent d'en tirer le meilleur parti.
- [8] § 2. (1) Les bureaux tête de ligne des fils internationaux à grand trafic mesurent l'état électrique (isolement, résistance, etc.) de ces fils chaque fois qu'ils le jugent utile. Ils s'entendent sur le jour et l'heure de ces mesures, se communiquent les résultats de celles-ci et font procéder le plus promptement possible à l'élimination des défauts constatés.
- [9] (2) Lorsque des câbles interurbains sont utilisés pour l'établissement des voies de communication télégraphiques internationales à grand trafic, il est procédé aux mesures conformément aux dispositions spéciales du Règlement téléphonique.
- [10] § 3. En cas de dérangement des voies de communication internationales, les bureaux intéressés se communiquent mutuellement les résultats de leurs recherches, dans le but de déterminer l'endroit et la nature de l'interruption; les administrations intéressées s'engagent à réparer ou à remplacer, dans la mesure du possible, et dans le plus bref délai, la section défectueuse.

# CHAPITRE III.

## NATURE ET ETENDUE DU SERVICE DES BUREAUX.

# Article 5.

Ouverture, durée et clôture du service. Heure légale.

- [11] § 1. Chaque administration fixe les heures pendant lesquelles les bureaux doivent rester ouverts au public.
- [12] § 2. Les bureaux importants, travaillant directement l'un avec l'autre, restent ouverts, autant que possible, le jour et la nuit, sans interruption.
- [13] § 3. Dans les bureaux à service permanent, la clôture des séances journalières est donnée à une heure établie d'accord entre les bureaux correspondants.
- [14] § 4. Les bureaux dont le service n'est point permanent ne peuvent prendre clôture avant d'avoir transmis tous leurs télégrammes internationaux a un bureau dont le service est plus prolongé et avant d'avoir reçu du bureau correspondant les télégrammes internationaux qui sont en instance au moment de la clôture.
- [15] § 5. Entre deux bureaux de pays différents communiquant directement, la clôture est demandée par celui qui se ferme à celui qui demeure ouvert, et donnée par ce der nier. Lorsque les deux bureaux en relation se ferment au même moment, la clôture est demandée par celui qui appartient au pays dont la capitale a la position la plus orientale, et donnée par l'autre bureau.

[16] § 6. A l'exception des pays ayant deux ou plusieurs zones horaires, la même heure est adoptée par tous les bureaux du même pays. L'heure légale ou les heures légales adoptées par une administration sont notifiées aux autres administrations par l'intermédiaire du Bureau de l'Union.

#### Article 6.

# Notations indiquant la nature et l'étendue du service des bureaux.

- [47] (1) Les notations suivantes sont adoptées pour indiquer la nature du service et les heures d'ouverture des bureaux:
  - N bureau à service permanent (de jour et de nuit);
  - R station terrestre (de radiocommunication);
  - S bureau sémaphorique;
  - K bureau qui admet au départ les télégrammes de toute catégorie et qui n'accepte à l'arrivée que ceux à remettre « télégraphe restant » ou à di stribuer dans l'enceinte d'une gare;
  - VK bureau qui admet au départ les télégrammes de toute catégorie ou seulement ceux des voyageurs ou du personnel résidant dans la gare, et qui n'accepte aucun télégramme à l'arrivée;
  - E bureau ouvert seulement pendant le séjour du chef de l'Etat ou de la cour;
  - B bureau ouvert seulement pendant la saison des bains:
  - Π bureau ouvert seulement pendant la saison d'hiver;
  - bureau temporairement fermé.
- [18] (2) Les notations qui précèdent peuvent se combiner entre elles.
- [19] (3) Les notation B et H sont complétées, autant que possible, par l'indication des dates d'ouverture et de fermeture des bureaux temporaires dont il s'agit.

## CAPITRE IV.

4 B

# DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES A LA CORRESPONDANCE.

#### Article 7.

Constatation de Fidentité de Fexpéditeur ou du destinataire.

[20] L'expéditeur ou le destinataire d'un telégramme privé est tenu d'établir son identifé lorsqu'il y est invité par le bureau d'origine ou celui de destination, respectivement.

## CAPITRE V.

# REDACTION ET DEPOT DES TELEGRAMMES.

## - Article 8.

Langage clair et langage secret.

Acceptation de ces langages.

[21] § 1. Le texte des télégrammes peut être rédigé en langage clair ou en langage secret, ce dernier se distinguant en langage convenu et en langage chiffré. Chacun de ces langages peut être employé seul ou conjointement avec les autres dans un même télégramme.

[22] § 2. Toutes les administrations acceptent, dans toutes leurs relations, les télégrammes en langage clair. Elles peuvent n'admettre ni au départ ni à l'arrivée les télégrammes privés rédigées totalement ou partiellement en langage

secret, mais elles doivent laisser ces télégrammes circuler en transit, sauf le cas de suspension défini à l'article 27 de la Convention.

# Article 9. Langage clair.

- [23] § 1. Le langage clair est celui qui offre un sens compréhensible dans une ou plusieurs des langues autorisées pour la correspondance télégraphique internationale, chaque mot et chaque expression ayant la signification qui leur est normalement attribuée dans la langue à laquelle ils appartiennent.
- [24] § 2. On entend par télégrammes en langage clair, ceux dont le texte est entièrement rédigé en langage clair. Toutefois, la présence de nombres écrits, soit en lettres soit en chiffres, qui n'ont aucune signification secrète, d'adresses conventionnelles, de marques de commerce, de cours de bourse, de lettres représentant les signaux du code international de signaux, employées dans les télégrammes sémaphoriques et dans les radiotélégrammes, d'expressions abrégées d'un usage courant dans la correspondance usuelle ou commerciale, comme fob, cif, caf, svp ou toute autre analogue, dont l'appréciation appartient au pays qui expédie le télégramme, d'un mot ou d'un nombre de contrôle placé en tête du texte dans les télégrammes de banque et ceux analogues, ne change pas le caractère d'un télégramme en langage clair.
- [25] 3. Chaque administration désigne, parmi les langues usitées sur le territoire du pays auquel elle appartient, celles dont elle autorise l'emploi dans la correspondance télégraphique internationale en langage clair. L'usage du latin et de l'espéranto est également autorisé.

## Article 10.

## Langage convenu.

- [26] · § 1. Le langage convenu est celui qui se compose soit de mots artificiels, soit de mots réels n'ayant pas la signification qui leur est normalement attribuée dans la langue à laquelle ils appartiennent et, de ce fait, ne forment pas des phrases compréhensibles dans une ou plusieurs des langues autorisées pour la correspondance télégraphique en langage clair, soit entin d'un mélange de mots réels ainsi définis et de mots artificiels.
- [27] § 2. (1) On entend par télégrammes en langage convenu ceux dont le texte contient des mots appartenant à ce langage.
- [28] (2) Les mots convenus, qu'ils soient réels ou artificiels, ne doivent pas comprendre plus de cinq lettres; ils peuvent être construits librement. Ces mots ne peuvent contenir la lettre accentuée  $\ell$ .
- [29] § 3. L'agent qui accepte un télégramme en langage convenu inscrit sur la minute la mention de service « CDE » qui est transmise en tête du préambule du télégramme jusqu'à destination.
- [30] § 4. Les télégrammes CDE sont taxés aux 6/10 du tarif plein s'il s'agit du régime extra-européen, et aux 7/10 du tarif plein s'il s'agit du régime européen.
- [31] § 5. (1) Les télégrammes dont le texte contient des mots en langage convenu et des mots en langage clair et/ou des chiffres et des grupes de chiffres, sont considérés, pour la taxation, comme appartenant au langage convenu. Toutefois:

[32]

a) le nombre des chiffres ou groupes de chiffres ne doit pas dépasser la moitié du nombre des mots taxés du texte et de la signature; [33] b) pour la taxation, ne sont pas considérés comme télégrammes convenus les télégrammes de banque et ceux analogues rédigés en langage clair contenant un mot ou un nombre de contrôle placé en tête du texte (art. 9, § 2).

[34] (2) Les télégrammes dont le texte contient des mots en langage convenu et des groupes de chiffres en nombre supérieur à la moitié des mots taxés du texte et de la signature sont considérés, pour la taxation, comme des télégrammes en langage chiffré.

[35] § 6. L'éxpediteur d'un télégramme en langage con venu ou mixte convenu est tenu de présenter le code d'après lequel le texte ou partie du texte du télégramme a été rédigé, si le bureau d'origine ou l'administration dont ce bureau relève lui en font la demande.

#### Article 11.

## Langage chiffré.

[36] § 1. Le langage chiffré est celui qui est formé:

[37] 1° de chiffres arabes, de groupes ou de séries de chiffres arabes ayant une signification secrète;

[38] 2º de mots, noms, expressions ou réunions de lettres, à l'exclusion de la lettre é. ne remplissant pas les conditions du langage clair (art. 9) ou du langage convenu (art. 10).

[39] § 2. Le mélange, dans un même groupe, de chiffres et de lettres ayant une signification secrète, n'est pas admis. [40] § 3. Ne sont pas considérés comme ayant une signification secrète les groupes visés à l'article 9, § 2.

#### Article 12.

# Rédaction des télégrammes. Caractères pouvant être employés.

[41] § 1. La minute du télégramme doit être écrite lisiblement en caractères qui ont leur équivalent dans le tableau ci-dessous des signaux télégraphiques et qui sont en usage dans le pays où le télégramme est présenté.

[42] § 2. Ces caractères sont les suivants:

Lettres: A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, L, M, N, O, P, Q, R, S, T, U, V, W, X, Y, Z, E. Chiffres: 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 0.

Signes de ponctuation: Point (.), virgule (.), deux points (:), point d'interrogation (?), apostrophe ('), trait d'union ou tiret (-).

Autres signes d'écriture: Parenthèses (), barre de fraction (/), souligné (—).

[43] § 3. Tout renvoi, interligne, rature, suppression ou surcharge doit être approuvé par l'expéditeur ou par son représentant.

[44] § 4. (1) Les chiffres romains sont admis tels quels, mais ils sont transmis en chiffres arabes.

[45] (2) Toutefois, si l'expéditeur d'un télégramme désire que le destinataire soit informé qu'il s'agit de chiffres romains, il écrit le ou les chiffres arabes et, devant ce ou ces chiffres, il intercale le mot « romain ».

[46] § 5. Le signe de multiplication (x), quoique n'ayant pas son équivalent dans le tableau réglementaire, est admis: La lettre X le remplace dans la transmission; elle est comptée pour un mot.

[47] § 6. (1) Les expressions telles que 30°, 30me, 30me, 1°, 2°, \$\infty\$ 1' (minute), 1'' (seconde), etc., ne peuvent être reproduires par les appareils; les expéditeurs doivent leur substituer un équivalent pouvant être télégraphié, soit, par exem-

ple, pour les expressions citées ci-dessus: 30 exposant a (ou 30 a), trentième, trentaine, primo, secundo, B dans losange, 1 minute, 1 seconde, etc.

[48] (2) Toutefois, si les expressions 30a, 30b, etc., 30 bis, 30 ter, etc., 30 l, 30 II, etc., 30¹, 30², etc., indiquant le numéro d'habitation, figurent dans une adresse, l'agent taxateur sépare le numéro de son exposant on des lettres ou chiffres qui l'accompagnent, par une barre de fraction. La même règle est appliquée dans la transmission des numéros d'habitation tels que 30 A, 30 B, etc. Les expressions envisagéeseront, par conséquent, transmises sous la forme ci-après: 30/A, 30/B, etc., 30/bis, 30/ter, etc., 30/1, 30/2, etc., 30/1, 30/2, etc., 30/A, 30/B, etc.

#### Article 13.

Ordre de rangement des diverses parties d'un télégramme.

[49] Les diverses parties q'un télégramme peut comporter doivent être libellées dans l'ordre suivant: 1° les indications de service taxées; 2° l'adresse; 3° le texte; 4° la signature.

#### Article 14.

## Libellé des indications de service taxées.

[50] § 1. Indications de service taxées et formules pour leur transmission.

lear transmission.
Urgent =D=
Partiellement urgent =PU=
Réponse payée x =RPx=
Collationnement =TC=
Accusé de réception télégraphique (télé-
gramme avec) =PC=
Accusé de réception postal (télégramme
avec) = PCP =
Faire suivre . , =FS=
Poste = Poste =
Poste recommandée = PR =
Poste restante =GP=
Poste restante recommandée =GPR=
Poste-avion =PAV=
Télégraphe restant =TR=
Exprès = Exprès=
Exprès payé
Mains propres = MP=
Ouvert = Ouvert=
Jour
Nuit
X advesses = $TMx$ =
Communiquer toutes les adresses =CTA=
X jours , $=$ Jx $=$
X jours $=$ Jx $=$ Télégramme de presse $=$ Presse $=$
Télégramme différé =LC==
Télégramme sémaphorique =SEM=
Lettre-télégramme du régime européen =ELT=
Lettre-télégramme du régime extra-euro-
péen
ou, suivant la relation = DLT=
Télégramme à remettre sur formulaire de
. luxe =LX=
Télégramme de félicitations = XLT=
Télégramme à transmettre obligatoirement
par téléphone

- [51] § 2. (1) Toute indication de service taxée, prévue par le Règlement, dont l'expéditeur désire faire usage, doit être écrite sur la minute, immédiatement avant l'adresse.
- [52] (2) En ce qui concerne les télégrammes multiples, l'expéditeur doit inscrire ces indications avant l'adresse de chaque destinataire qu'elles peuvent concerner. Toutefois, s'il s'agit d'un télégramme multiple urgent, d'un télégramme multiple particllement urgent, d'un télégramme multiple de presse, d'un télégramme multiple différé ou d'un télégramme multiple avec collationnement, il suffit que les indications correspondantes soient inscrites une seule fois et avant la première adresse.
- [53] § 3. Les indications de service taxées peuvent être écrites dans une forme quelconque, mais elles ne sont taxées et transmises que dans la forme abrégée prévue par le Règlement. L'agent taxateur biffe l'indication inscrite par l'expéditeur dans une autre forme que la forme réglementaire abrégée et la remplace par l'abréviation correspondante, mise entre deux doubles traits (exemple: =TC=).

#### Article 15.

#### Libellé de l'adresse.

- [54] § 1. L'adresse doit comprende toutes les indications nécessaires pour assurer la remise du télégramme au destinataire, sans recherches ni demandes de renseignements.
- [55] § 2. (1) Toute adresse doit, pour être admise, contenir au moins deux mots, le premier désignant le destinataire, le second indiquant le nom du bureau télégraphique de la localité de destination.
- [56] (2) Lorsque cette localité n'est pas desservie par les voies de communication internationales, on applique les dispositions de l'article 62.
- [57] (3) L'adresse doit, pour les grandes villes, faire mention de la rue et du numéro ou, à défaut de ces indications, spécifier la profession du destinataire ou donner tous autres renseignements utiles.
- [58] (4) Même pour les petites localités, la désignation du destinataire doit être, autant que possible, accompagnée d'une indication complémentaire capable de guider le bureau d'arrivée.
- [59] § 3. Pour les télégrammes à destination de la Chine, l'emploi de groupes de quatre chiffres est admis pour désigner le nome et le domicile du destinataire.
- [60] § 4. Les indications de l'adresse doivent être écrites dans la langue du pays de destination ou en français; toutefois, celles relatives aux nom, prénoms, raison sociale et domicile sont acceptées telles que l'expéditeur les a libellées.
- [61] § 5. (1) L'adresse peut être formée par le nom du destinatuire suivi du mot « téléphone » et de l'indicatif d'appel de son raccordement téléphonique. Dans ce cas, l'adresse est libellée comme il suit: « Pauli téléphone Passy 5074 Paris », et la transmission téléphonique du télégramme au destinataire est facultative.
  - [62] (2) Si l'expéditeur désire que son télégramme soit obligatoirement téléphoné au destinataire, il inscrit avant

- l'adresse l'indication de service taxée =TF=, suivie de l'indicatif d'appel du raccordement téléphonique du destinataire; par exemple: =TF Passy 5074= Pauli Paris. Le bureau de destination est alors tenu de faire pervenir le télégramme par téléphone, à moins que des dispositions de l'administration dont dépend ce bureau ne s'y opposent.
- [63] § 6. L'adresse peut aussi être formée par le nom du destinataire et le numéro de sa boîte postale. Dans ce cas, l'adresse est libellée comme il suit : « Pauli boîte postale 275 Paris ».
- [64] § 7. Lorsqu'un télégramme est adressé à une personne chez une autre, l'adresse doit comprendre, immédiatement après la désignation du véritable destinataire, l'une des mentions « chez », « aux soins de » ou toute autre équivalente
- [65] § S. L'adresse des télégrammes adressés « poste restante » ou « télégraphe restant » doit indiquer le nom du destinataire : l'emploi d'initiales, de chiffres, de simples prénoms, de noms supposés n'est pas admis pour ces correspondances.
- [66] § 9. L'adresse peut être écrite sous une forme conventionnelle ou abrégée. Toutefois, la faculté pour un destinataire de se faire remettre un télégramme dont l'adresse est ainsi formée est subordonnée à un arrangement entre ce destinataire et le bureau télégraphique d'arrivée.
- [67] § 10. Lorsque, dans la localité de destination, la distribution des télégrammes est assurée par plusieurs bureaux exploités par des administrations ou exploitations privées différentes, ces bureaux communiquent à celui d'entre eux qui leur en fait la demande, les renseignements nécessaires pour remettre un télégramme reçu avec une adresse enregistrée inconnue de ce bureau, mais autorisée par une administration ou exploitation privée autre que celle dont il dépend.
- [68] § 11. Le nom du bureau télégraphique de destination doit être placé à la suite des indications de l'adresse qui servent à désigner le destinataire et, le cas échéant, son domicile; il doit être écrit tel qu'il figure dans la première colonne de la nomenclature officielle des bureaux. Ce nom ne peut être suivi que du nom de la subdivision territoriale ou de celui du pays, ou bien de ces deux noms. Dans ce dernier cas, c'est le nom de la subdivision territoriale qui doit suivre immédiatement celui du bureau destinataire.
- [69] § 12. (1) Lorsque le nom de la localité donné comme destination, ou celui de la station terrestre désignée pour la transmission d'un radio-télégramme n'est pas mentionné dans la nomenclature officielle y relative, l'expéditeur doit obligatoirement écrire, à la suite de ce nom, soit le nom de la subdivision territoriale, soit celui du pays de destination, soit ces deux indications ou toute autre indication qu'il juge suffisante pour l'acheminement de son télégramme. Il en est de même lorsqu'il existe plusieurs bureaux du nom indiqué et que l'expéditeur n'est pas en mesure de donner des renseignements positifs permettant de défiuir la désignation officielle de la localité.
- [70] (2) Dans l'un comme dans l'autre cas, le télégramme n'est accepté qu'aux risques et périls de l'expéditeur.
- [71] § 13. Les télégrammes dont l'adresse ne satisfait pas aux conditions prévues dans les §§ 2 (1), 8 et 12 (1) du présent article sont refusés.
- [72] § 14. Dans tous les cas d'insuffisance de l'adresse, les télégrammes ne sont acceptés qu'aux risques et périls de l'expéditeur, si celui-ci persiste à en demander l'expédition; de toute manière, l'expéditeur supporte les conséquences de l'insuffisance de l'adresse.

[87]

[90]

# Article 16. Libellé du texte.

[73] § 1. Le texte des télégrammes doit être libellé conformément aux dispositions des articles 8, 9, 10, 11 et 12 du présent Règlement.

[74] § 2. Les télégrammes ne comportant que l'adresse ne sont pas admis.

#### Article 17.

#### Libellé de la signature; légalisation.

[75] § 1. La signature n'est pas obligatoire; elle peut être libellée par l'expéditeur sous une forme quelconque. [76] § 2. L'expéditeur a la faculté de comprendre dans son télégramme la légalisation de sa signature, si cette légalisation a été faite par une autorité compétente, selon

les lois du pays d'origine. Il peut faire transmettre cette légalisation, soit textuellement soit sous la formule: « signature légalisée par... ». La légalisation prend place après la signature du télégramme.

[77] § 3. Le bureau de dépôt vérifie l'authenticité de la légalisation. Il doit refuser l'acceptation et la transmission de la légalisation si elle n'a pas été faite selon les lois du pays d'origine.

#### CHAPITRE VI.

#### COMPTE DES MOTS.

#### Article 18.

Dispositions applicables à toutes les parties d'un télégramme.

- [78] § 1. (1) Tout ce que l'expéditeur écrit sur sa minute pour être transmis est taxé et, en conséquence, compris dans le nombre de mots, excepté l'indication de la voie.
- (2) Toutefois, les tirets qui ne servent qu'à séparer sur la minute les différents mots ou groupes d'un télégramme ne sont ni taxés ni transmis, et les signes de ponctuation, apostrophes et traits d'union ne sont transmis et, par suite, taxés que sur la demande formelle de l'expéditeur.
- 180] (3) Lorsque des signes de ponctuation, au lieu d'être employés isolément, sont répétés à la suite les uns des autres, ils sont taxés comme des groupes de chiffres (§§ 7 et 8).
- [81] § 2. (1) La nature du télégramme, le nom du bureau d'origine, le numéro du télégramme, la date et l'heure de dépôt, les mentions de service (par exemple: « Etat », « Percevoir »), les indications de voie et les mots, nombres ou signes qui constituent le préambule, ne sont pas taxés. Ceux de ces renseignements qui parviennent au bureau d'arrivée et dans tous les cas la date et l'heure de dépôt, dont la transmission est obligatoire, figurent sur la copie remise au destinataire.
- (2) L'expéditeur peut insérer ces mêmes indications, en tout ou en partie, dans le texte de son télégramme. Elles entrent alors dans le compte des mots taxés.

[83] § 3. La légalisation de la signature, telle qu'elle est transmise, entre dans le compte des mots taxés.

[84] § 4. Lors de l'acceptation d'un télégramme de plus de cinquante mots, l'agent taxateur marque d'une croix (1) le dernier mot de chaque tranche de cinquante mots réels (indépendamment des règles de taxation), les indications

(1) A transmettre comme « double trait » [art. 37, § 8 (1)].

de service taxées et les mots de l'adresse étant compris dans la première tranche.

- [85] § 5. Sont comptés pour un mot dans tous les lan-
- [36] a) chacune des indications de service taxées telles qu'elles figurent à l'article 14, § 1, dans la seconde colonne;
  - b) dans les télégrammes mandats, le nom du bureau postal d'émission, le nom du bureau postal payeur et celui de la localité où réside le bénéficiaire. En tant qu'elle est applicable aux télégrammes-mandats, l'agent taxateur doit s'en tenir à la disposition de l'article 19, § 2;
- [88] c) tout caractère, toute lettre, tout chiffre îsolé, ainsi que tout signe de ponctuation, apostrophe, trait d'union ou barre de fraction, transmis à la demande de l'expéditeur (§ 1);
- d) le souligné, sans égard à sa longueur; 1891
  - e) la parenthèse (les deux signes servant à la former).

[91] § 6. Les mots séparés ou réunis par une apostrophe, par un trait d'union ou par une barre de fraction, sont respectivement comptés comme des mots isolés.

[92] § 7. Les groupes de chiffres, les groupes de lettres, les nombres ordinaux composés de chiffres et de lettres sont comptés comme autant de mots qu'ils contiennent de fois cinq caractères, plus un mot pour l'excédent.

- [93] § 8. Sont comptés pour un chiffre ou une lettre, dans le groupe où ils figurent, les points, les virgules, les deux points, les tirets et les barres de fraction. Il en est de même des lettres ou des chiffres ajoutés à un numéro d'habitation dans une adresse, même quand il s'agit d'une adresse figurant dans le texte ou dans la signature d'un télégramme. [94] § 9. (1) Les réunions ou altérations de mots contraires à l'usage de la langue à laquelle ils appartiennent ne sont pas admises.
- (2) Toutefois, les noms patronymiques apparte-[95]nant à une même personne, les désignations complètes de lieux, places, boulevards, rues et autres voies publiques, les noms de navires, les désignations d'aéronefs, les mots composés dont, le cas échéant, l'admission peu être justifiée, les nombres entiers, les fractions, les nombres décimaux ou fractionnaires écrits en toutes lettres, peuvent être groupés en un seul mot, qui est compté conformément aux prescriptions de l'article 20, § 1.
- (3) Il en est de même pour les nombres écrits en toutes lettres, dans lesquels les chiffres sont indiqués isolement ou par groupes, par exemple: trentetrente au lieu de troismilletrente ou sixquatresix au lieu de sixcentquarantesix.
- [97] § 10. Le compte des mots du bureau ou de la station mobile d'origine est décisif, tant pour la transmission que pour les comptes internationaux.

# Article 19.

Compte des mots de l'adresse.

[98] § 1. Sont comptés pour un mot dans l'adresse:

a) le nom du bureau télégraphique ou de la sta-[99]tion terrestre, ou de la station mobile de destination écrit tel qu'il figure dans la première colonne des nomenclatures officielles et complété par toutes les indications qui figurent dans cette colonne;

[100] b) le nom du bureau télégraphique de destination ou celui de la station terrestre, complété soit par la désignation du pays ou de la subdivision territoriale, ou par l'une et l'autre, soit par toute autre indication, lorsque ce nom n'est pas encore publié dans les nomenclatures officielles (art. 15, § 12);

[101] c) respectivement, les noms de subdivisions territoriales ou de pays s'ils sont écrits en conformité des indications desdites nomenclatures, ou de leurs autres dénominations telles qu'elles sont données dans la préface de ces nomenclatures.

[102] § 2. Lorsque les différentes parties de chacune des expressions visées respectivement sous a), b) et c) du § 1 et comptées pour un mot ne sont pas groupées, l'agent taxateur réunit ces différentes parties en un seul mot.

[103] § 3. Les désignations de rues et d'habitations, composées de chiffres et de lettres, sont comptées comme autant de mots qu'elles contiennent de fois cinq chiffres ou lettres, plus un mot pour l'excédent.

[104] § 4. La barre de fraction n'est pas comptée pour un caractère dans le groupe de chiffres ou de chiffres et de lettres constituant un numéro d'habitation, alors même que l'expéditeur l'aurait écrite sur sa minute [art. 12, § 6 (2)]. [105] § 5. Tout autre mot de l'adresse est compté pour autant de mots qu'il contient de fois quinze caractères, plus un mot pour l'excédent, s'il y a lieu, même lorsqu'il s'agit d'un télégramme dont le texte est rédigé en langage secret ou mixte clair-secret.

## Article 20.

# Compte des mots du texte.

[106] § 1. (1) Dans les télégrammes dont le texte est rédigé exclusivement en langage clair, chaque mot simple et chaque groupement de mots autorisé sont comptés respectivement pour autant de mots qu'ils contiennent de fois quinze caractères, plus un mot pour l'excédent, s'il y a lieu. Les marques de commerce sont comptées pour autant de mots qu'elles contiennent de fois cinq caractères, plus un mot pour l'excédent.

[107] (2) Dans les télégrammes météorologiques, la lettre x est comptée pour un chiffre dans le groupe de chif-

fres où elle figure.

[108] (3) Sont traités comme il est prescrit à l'alinéa (1), les télégrammes de banque et ceux analogues dont le texte, rédigé en langage clair, comprend un mot ou un nombre de contrôle placé en tête du texte. Toutefois, la longueur du mot ou du nombre de contrôle ne peut excéder cinq lettres ou cinq chiffres.

[109] § 2. Toutefois, les noms de bureaux télégraphiques et de stations terrestres et mobiles tels qu'ils sont définis à l'article 19, § 1, les noms de villes, de pays et de subdivisions territoriales, peuvent être groupés en un seul mot, qui est compté conformément aux prescriptions du § 1.

[110] § 3. (1) Dans le langage convenu tel qu'il est défini à l'article 10, le maximum de longueur d'un mot est fixé à

cing lettres.

[111] . . (2) Les mots en langage clair insérés dans le texte d'un télégramme mixte, composé de mots en langage clair et de mots en langage convenu, sont comptés pour un mot jusqu'à concurrence de cinq lettres, l'excédent étant compté pour un mot par série indivisible de cinq lettres.

[112] (3) Si le télégramme mixte comprend, en outre, un texte en langage chiffré, les passages en langage chiffré sont comptés pour un mot jusqu'à concurrence de cinq ca-

ractères, l'excédent étant compté pour un mot par série indivisible de cinq caractères.

[113] (4) Les mots qui ne remplissent ni les conditions du langage clair ni les conditions du langage convenu sont comptés pour autant de mots qu'ils contiennent de fois cinq lettres, plus un mot pour l'excédent.

[114] § 4. Si le télégramme mixte ne comprend que des passages en langage clair et des passages en langage chiffré, le télégramme est taxé à plein tarif et les passages en langage clair sont comptés suivant les prescriptions du § 1 du présent article, et ceux en langage chiffré suivant les prescriptions de l'article 18, §§ 7 et 8.

#### Article 21.

### Compte des mots de la signature.

[115] § 1. Chaque mot de la signature est compté pour autant de mots qu'il contient de fois quinze caractères, plus un mot pour l'excédent, même lorsqu'il s'agit d'un télégramme dont le texte est rédigé en langage secret ou mixte clair-secret.

[116] § 2. Toutefois, les noms de bureaux télégraphiques et de stations terrestres et mobiles tels qu'ils sont définis à l'article 19, § 1, les noms de villes, de pays et de subdivisions territoriales peuvent être groupés en un seul mot, qui est compté conformément aux prescriptions de l'article 20, § 1.

## Article 22.

Indication du nombre des mots dans le préambule.

[117] § 1. En cas de différence entre le nombre des mots établi suivant les règles de la taxation et celui des mots réels (y compris les lettres et chiffres isolés, les groupes de lettres et de chiffres et les signes de ponctuation et autres), on emploie, sauf en ce qui concerne les télégrammes de service et les avis de service non taxés, une fraction dont le numérateur indique le nombre des mots établi suivant les règles de la taxation et le dénominateur celui des mots réels.

[118] § 2. Cette disposition s'applique notamment:

1º au cas où un télégramme en langage clair contient des mots de plus de 15 caractères;

2º au cas où un télégramme dont le texte est en langage convenu comprend des mots clairs de plus de 5 lettres;

3° aux groupes de chiffres ou de lettres comportant plus de 5 caractères.

## Article 23.

# Irrégularités dans le compte des mots. Redressement éventuel d'erreurs.

[119] § 1. Par exception à la règle générale stipulée à l'article 18, § 10, lorsqu'un télégramme en langage clair ou la partie en langage clair d'un télégramme mixte contient des réunions ou des altérations de mots d'une langue autre que celle ou celles du pays d'origine, contraires à l'usage de cette langue, les administrations ont le droit de prescrire que le bureau d'arrivée recouvre sur le destinataire le montant de la taxe perçue en moins. Lorsqu'il est fait usage de ce droit, le bureau d'arrivée peut ne pas remettre le télégramme si le destinataire refuse de payer.

[120] § 2. Les administrations qui font usage de la disposition ci-dessus en informent les autres administrations par l'intermédiaire du Bureau de l'Union.

[121] § 3. Dans le cas de refus de payement, un avis de service ainsi conçu est adressé au bureau de départ « A Wien Paris 18 1710 (date et heure de dépôt) 456 dixhuit Lemoine (numéro du télégramme, date en toutes lettres, nom du destinataire)... (reproduire les mots réunis abusivement ou altérés)...; mots (indiquer pour combien de mots on aurait dû taxer) ». Si l'expéditeur, dûment avisé du motif de non remise, consent à payer le complément, un avis de service ainsi conçu est adressé au bureau destinataire: « A Paris Wien 18 1940 (date et heure de dépôt) = 456 dixhuit Lemoine (numéro du télégramme, date en toutes lettres, nom du destinataire) complément perçu ». Dès la réception de cet avis de service, le bureau d'arrivée remet le télégramme, si celui-ci a été retenu.

[122] § 4. Pour l'application du présent article, ainsi que de l'article 18, §§ 5, 6, 7, 8 et 10, de l'article 19, § 2 et de l'article 20, un navire est considéré comme faisant partie du territoire du gouvernement duquel il relève.

[123] § 5. Lorsque l'administration d'origine constate que une taxe insuffisante a été perçue pour un télégramme, elle peut recouvrer le complément sur l'expéditeur, et elle opère de même lorsque les irrégularités lui sont signalées par une administration de transit ou par celle d'arrivée. Dans ce dernier cas, et si la perception des taxes peut avoir lieu, les quotes-parts de taxes sont dues aux différentes administrations intéressées.

[124] § 6. Aucun bureau de transit ou de destination ne peut surseoir à l'acheminement ou à la remise du télégram me, sauf dans le cas prévu au § 1.

[125] § 7. Lorsque le bureau d'arrivée constate qu'un télégramme différé, libellé dans une langue autre que celle ou celles du pays d'origine, ne remplit pas les conditions fixées au § 2 de l'article 75, ou qu'un télégramme différé ne remplit pas les conditions fixées aux §§ 4, 5 (1) et (2) de l'article 75, il peut percevoir sur le destinataire un complément de taxe égal à la différence entre le prix d'un télégramme à plein tarif et celui d'un télégramme différé.

[126] § 8. Les mêmes dispositions sont applicables aux lettres-télégrammes et aux télégrammes de félicitations. [127] § 9. Si le destinataire refuse de payer les taxes il

[127] § 9. Si le destinataire refuse de payer les taxes, il est fait application des dispositions des §§ 1 et 3.

## Article 24.

# Exemples de compte des mots.

[128] Les exemples suivants déterminent l'interprétation des règles à suivre pour compter les mots:

				Nombre dans r'adresse	de mots dans le texte el dans la signature
New York 1)				1	<b>2</b>
Newyork				1.	1.
Frankfurt Main 1)					2
Frankfurtmain					1.
Sanct Pölten 1)				1.	2
Sanctpölten				1	1.
Emmingen, Kr. Soltau 1) 2	2)			1	3
Emmingenkrsoltau (16 cara	ctères	s) .		1	2
Emmingen Württ 1) 2)				1.	2
Emmingenwürtt					1
New South Wales 1)				1.	3
Newsouthwales				1.	1
= RP $2,50 =$ (indication de	servi	ce ta	xée)	1.	
= Réexpédié de Tokio = (					
service taxée)					-

<sup>(1)</sup> Dans l'adresse, ces diverses expressions sont groupées par l'agent taxateur.

									• .			Nombre de mot
Van de Brande												3
Van debrande												<b>2</b>
Vandebrande												1
Du Bois												2
Dubois (nom de perso	onu	e)						. 1				1.
Belgrave Square									•			$^{-2}$
Pelgravesquare .					•							1
Hyde Park										•		<b>2</b>
Hydepark										•		1
Hydepark square	•					•		•				<b>2</b>
Hydeparksquare .			•		•							1
Saint James street .												3
Saintjames street .												2
Saintjamesstreet (16	car	act	tèro	es)						٠.		2
								•			•	1
5th Avenue												2
332nd Street												<b>2</b>
		-										3
East thirtysix street									•			3
East thirtysixstreet												. 2
Rue de la paix				•	•		• .					4
Rue dela paix						•	•	•				3
Rue de lapaix	•			•	•							3
Rue delapaix							•	•				2
Ruedelapaix								•	•		•	1
Boulevarditaliens (17												<b>2</b>
Boultvarddesitaliens (	(20)	ca	rac	tèi	es)							2
Bditaliens									•			1
Corso Umberto										•		2
Corsoumberto												1
Corso Carlo Felice						•	•					3
									•			2
Corsocarlofelice (16 ca	rac	tè	res)			•	٠	•		•		2

### Numéros d'habitation.

l	5 bis (transmettre dans l'adresse 5/bis)	1
	15 A ou 15ª (transmettre dans l'adresse 15/a)	1
	15-3 ou 15 <sup>a</sup> (transmettre dans l'adresse 15/3)	1
	15 bpr (transmettre dans l'adresse 15/bpr) (5 ca-	
	ractères)	1
	15/3 h 1 (transmettre dans l'adresse 15/3/h/1)	
	(5 caractères)	1
	15 bis/4 (transmettre dans l'adresse 15/bis/4) (6 ca-	
	ractères)	2
	A 15 (transmettre dans l'adresse a/15)	1
	1021 A/5 (transmettre dans l'adresse 1021/a/5)	_
	(6 caractères)	2
	19 B/4 ög (transmettre dans l'adresse 19/b/4/og)	
	(6 caractères)	2
	,	
	Two hundred and thirty four	5
	Twohundredandthirtyfour (23 caractères)	2
	Trois deuxtiers	<b>2</b>
	Troisdeuxtiers.	1
	Troisneufdixièmes (17 caractères)	$\frac{2}{1}$
	Sixfoursix (au lieu de 646)	1
	Quatorzevingt (au fieu de 1420)	1 1
i	Einzweivier (au lieu de 124)	1

Un deux quatre (trois chiffre différents) . . .

<sup>(2)</sup> Noms de bureaux, conformes aux indications de la première colonne de la nomenclature officielle des bureaux télegraphiques.

	Vombre le mots	Nombre de mots
•		
Deux mille cent quatre-vingt-quatorze	$\frac{6}{3}$	$\frac{3}{M}$ (marque de commerce)
Responsabilite (14 caractères)	1	21070A(1) (marque de commerce) (un groupe de six
Incompréheusible (16 caractères)	2	caractères, une parenthèse et un nombre 4
######################################		D 1003 (désignation d'aéronef)
Wie geht's ')	4	L'affaire est urgente, partir sans retard (7 mots,
Wie geht's	3	2 soulignés)
Wie gelits ')	$\frac{2}{5}$	L'affaire est urgente, partir sans retard (7 mots,
a-t-il	3	2 soulignés, 1 signe)
$\mathbf{c}'$ est $\cdot$ $\mathbf{a} \cdot \mathbf{dire}^{-1}$ )	7	légraphiez directement (9 mots, 1 parenthèse) 10
C'est-à-dire	4	CHAPITRE VII.
aujourd'hui	$\frac{2}{1}$	•
porte-monnaie	2	FARIFS ET TAXATION.
Prince of Wales	$\begin{bmatrix} 1 \\ 3 \end{bmatrix}$	Article 25.
Princeofwales (navire)	1	Régime européen et régime extra-curopéen.
3/4 8 (un groupe, 4 caractères)	1	[129] § 1. Les télégrammes sont, en ce qui concerne l'application des taxes et de certaines règles de service, soumis,
14 1/2 (5 curactères)	$\frac{1}{2}$	soit au régime européen, soit au régime extra-européen.
444,5 (5 caractères)	1	[130] § 2. Le régime européen comprend tous les pays d'Eu-
444,55 (6 caractères)	$\frac{2}{1}$	rope, ainsi, que l'Algérie et les contrées situées hors de l'Eu- rope, qui sont declarées par les administrations respectives,
14/2 (4 caractères)	1 1	come appartenant à ce régime.
27th	1	[131] § 3. Le régime extra-européen comprend tous les pays autres que ceux visés au paragraphe précédent.
17me	1 1	[132] § 4. Un télégramme est soumis aux règles du régime
. 2 % (4 caractères)	1	européen lorsqu'il emprunte exclusivement les voies de com-
2 p. %	3	munication de pays appartenant à ce régime. [133] § 5. Les gouvernements qui ont, en dehors de l'Eu-
2°/ (5 caractères)	$\frac{1}{3}$	rope, des voies de communication pour lesquelles ils ont
54-58 (5 caractères)	1.	adhéré à la Convention, déclarent quel est, du régime euro- péen ou extra-européen, celui qu'ils entendent leur appli-
10 francs 50 centimes (ou) 10 fr. 50 c	$\frac{4}{3}$	quer. Cette déclaration résulte de l'inscription dans les ta-
10 fr. 50	$\frac{3}{2}$	bleaux des taxes au est notifiée ultérieurement par l'intermé-
discinguante	1	diaire du Bureau de l'Union.
11 h. 30	$\begin{bmatrix} 3 \\ 1 \end{bmatrix}$	Article 26.
huit/10	2	Composition du tarif.
5/douzièmes	$\frac{2}{3}$	[134] § 1. Le tarif pour la transmission télégraphique ou
May/August	"	radioélectrique des correspondances internationales se com- pose:
Tempo service de del como service	1	[135] a) des taxes terminales des administrations d'o-
75×6 (transmettre 15×6)	$\begin{bmatrix} 3 \\ 1 \end{bmatrix}$	rigine et de destination; [136] b) des taxes de transit des administrations in-
Emychf (marque de commerce ou groupe de lettres)	$\frac{1}{2}$	[136] b) des taxes de transit des administrations intermédiaires dans les cas où les territoires,
G H F	1	les installations ou les voies de communica-
G H F	$\frac{3}{3}$	tion de ces administrations sont empruntés pour la transmission des correspondances;
· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·		[137] c) le cas échéant, de la taxe de transit afférente
M (4 caracteres)	1	à chacune des deux stations assurant une
GHF45 (marque de commerce) (5 caractères)	1 4	transmission radioélectrique, ou aux câbles assurant une transmission sousmarine.
G H F 45	4	[138] § 2. Les tarifs résultant de l'application des disposi-
105-	i	tions du § 1 aux correspondances échangées entre les bureaux de deux quelconques des pays de l'Union doivent être égaux
1973 (marque de commerce) (9 caractères)	2	par la même voie et dans les deux sens.
	}	[139] § 3. Le tarif est établi par mot pur et simple. Toute-
(1) L'agent taxateur souligne d'un petit trait le ou les	signes	fois: [140] a) pour les télégrammes en langage convenu, il
de ponctuation, etc., dont la transmission est demandée d'attirer l'attention de l'agent transmetteur.	e, anu	est obligatoirement perçu un minimum de
(2) Liaison consacrée par l'usage.	•	taxe de cinq mots;

[141] b) pour la correspondance du régime européen, chaque administration a la faculté d'imposer un minimum de taxe qui ne devra pas dépasser un franc cinquante (1 fr. 50) par télégramme ou, en se conformant aux articles 30

et 31, de percevoir la taxe dans la forme qui lui conviendra.

[142] § 4. Toute administration qui fournit une voie de communication internationale directe de transit, peut exiger des administrations terminales la garantie d'un revenu minimum de taxes de transit.

#### Article 27.

Fixation des taxes élémentaires du régime européen.

[143] § 1. (1) Dans la correspondance du régime européen, les taxes sont fixées conformément au tableau A publié par le Bureau de l'Union. Toutefois, ces taxes ne doivent pas être supérieures à :

[144] a) douze centimes (0 fr. 12), taxe terminale, et sept centimes (0 fr. 07), taxe de transit, pour les pays suivants: Allemagne, Espagne, France, Grande-Bretagne, Italie;

[145] b) trente cinq contimes (0 fr. 35), taxe terminale, et trente ceutimes (0 fr. 30), taxe de transit, pour l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes;

[146] c) vingt centimes (0 fr. 20), taxe terminale, et quinze centimes (0 fr. 15), taxe de transit, pour la Turquie.

[147]

d, neuf centimes (0 fr. 09), taxe terminale, et sept centimes (0 fr. 07), taxe de transit, pour les autres pays d'Europe.

[148] (2) Exceptionnellement et transitoirement, pour la Finlande, l'Islande, la Norvège, la Pologne et la Suède, la taxe terminale est fixée à dix centimes (0 fr. 10). La taxe de transit de ces pays est fixée à sept centimes (0 fr. 07).

[149] § 2. (1) Pour le trafic échangé radioélectriquement entre des pays du régime européen, la taxe radioélectrique visée à l'article 26, § 1, c), ne peut être inférieure au montant des taxes télégraphiques qui seraient dues aux administrations de transit pour le même trafic échangé par la voie télégraphique la moins coûteuse.

[150] (2) Quand les relations ont lieu entre deux stations radioélectriques d'Etat, l'ensemble des taxes de transit est partagé entre elles par moitié. Quand une ou plusieurs stations radioélectriques d'Etat intermédiaires, situées sur la voie télégraphique la moins coûteuse, interviennent, les taxes de transit sont partagées de la même manière pour chaque section.

[151] § 3. Quand les stations intermédiaires empruntées ne sont pas situées sur la voie télégraphique la moins coûteuse, la taxe à percevoir sur l'expéditeur, laquelle ne peut être inférieure à la taxe perçue par la voie télégraphique la moins coûteuse, est fixée et partagée d'accord entre les administrations intéressées, étant entendu que les taxes terminales restent celles normalement appliquées.

[152] § 4. (1) Dans le régime européen, toutes les administrations ont la faculté de réduire leurs taxes terminales ou de transit. Toutefois, ces modifications doivent avoir pour but et pour effet, non point de créer une concurrence de taxes entre les voies existantes, mais bien d'ouvrir au public, à taxes égales, autant de voies que possible.

[153] (2) Les combinaisons de taxes doivent être réglées de façon que la taxe terminale de départ soit toujours la même, quelle que soit la voie suivie, et qu'il en soit de même pour la taxe terminale d'arrivée.

[154] (3) Les tarifs résultant de ces modifications doivent être notifiés au Bureau de l'Union en vue de leur insertion dans le tableau A.

[155] § 5. La taxe à percevoir entre deux pays du régime européen est toujours et par toutes les voies la taxe de la voie active qui, par l'application des taxes élémentaires et, le cas échéant, des taxes des parcours des câbles ou des taxes radioélectriques, résultant du tableau A, a donné le chiffre le moins élevé, sauf les cas prévus aux §§ 3 et 6.

[156] § 6. Toutefois, si l'expéditeur, profitant de la faculté qui lui est attribuée per l'article 47, a indiqué la voie à suivre, il doit payer la taxe correspondant à cette voie.

#### Article 28.

Fixation des taxes élémentaires du régime extra-européen.

[157] § 1. Dans la correspondance du régime extra-européen, les taxes terminales et de transit sont fixées conformément au tableau B publié par le Bureau de l'Union. Toutefois, les taxes des pays compris dans le régime européen, à l'exception de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes,, ne doivent pas être supérieures à:

[158] a) vingt centimes (0 fr. 20), taxe terminale, et quinze centimes (0 fr. 15), taxe de transit, pour l'Allemagne, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et la Turquie ');

[159] b) quinze centimes (0 fr. 15), taxe terminale, et douze centimes (0 fr. 12), taxe de transit, pour tous les autres pays.

[160] § 2. Dans le régime extra-européen, toutes les administrations européennes ont le droit de modifier, dans les limites des maxima autorisés, et toutes les administrations extra-européennes ont le droit de modifier leurs taxes terminales et de transit pour tout ou partie de leurs relations, à condition que les taxes terminales ainsi fixées soient applicables à toutes les voies à suivre entre deux mêmes pays.

[161] § 3. (1) Dans le régime extra-européen, chaque administration désigne à ses propres bureaux les voies dont les taxes sont applicables aux télégrammes déposés par les expéditeurs sans aucune indication de voie. Lorsque la voie désignée par l'administration n'est pas la moins coûteuse, l'administration de départ a l'obligation de faire mentionner l'indication de cette voie dans le préambule des télégrammes, quand c'est nécessaire pour assurer l'acheminement régulier de ces télégrammes.

[162] (2) Pour les télégrammes déposés avec une indication de voie, on applique les dispositions de l'article 27, § 6.

## Article 29.

# Délai d'application des taxes nouvelles.

[163] § 1. Toute taxe nouvelle, toutes modifications d'ensemble ou de détail concernant les tarifs ne sont exécutoires que 15 jours après leur notification ') par le Bureau de l'Union, jour de dépôt non compris, et ne sont mises en ap-

<sup>(1)</sup> Il est admis que l'Allemagne, la France et l'Italie peuvent provisoirement et transitoirement élever jusqu'à vingt-deux centimes (0 fr. 22) leur taxe terminale, et que l'Allemagne et l'Espagne peuvent provisoirement et transitoirement conserver leurs taxes de transit en vigueur à la date de la signature du présent Règlement.

<sup>(2)</sup> S'il y a plusieurs notifications, la date de la première est seule à considérer pour le calcul du delai.

plication qu'à partir du 1er ou du 16 qui suit le jour d'expiration de ce délai.

[164] § 2. (1) Le délai de 15 jours est réduit à 10 jours pour les modifications ayant pour but d'égaliser des taxes aux

taxes de voies concurrentes déjà notifiées.

[165] (2) Toutefois, pour les radiotélégrammes originaires des stations mobiles, les modifications aux tarifs télé graphiques ne sont exécutoires qu'un mois après les délais fixée au § 1.

[166] § 3. Les dispositions des paragraphes ci-dessus n'admettent aucune exception.

#### Article 30.

#### Faculté d'arrondir les taxes.

[167] § 1. Les taxes à percevoir en vertu des articles 25 à 29 peuvent être arrondies en plus ou en moin, soit après application des taxes normales par mot fixées d'après les tableaux publiés par le Bureau de l'Union, soit en augmentant ou en diminuant ces taxes normales d'après les convenances

monétaires ou autres du pays d'origine.

[168] § 2. Les modifications opérées en exécution du paragraphe précédent ne s'appliquent qu'à la taxe perçue par le bureau d'origine et ne portent point altération à la répartition des taxes revenant aux autres administrations intéres sées. Elles doivent être réglées de telle manière que l'écart entre la taxe à percevoir pour un télégramme de quinze mots et la taxe exactemente calculée d'après les tableaux au moyen des équivalents du franc-or, fixés en conformité des dispositions de l'article ci-après, ne dépasse pas le quinzième de cette dernière taxe, c'est-à-dire la taxe réglementaire d'un mot.

## Article 31.

## Fixation d'équivalents monétaires.

[169] § 1. A l'effet d'assurer l'uniformité de taxe prescrite par l'article 26, § 2, les pays de l'Union fixent, pour la perception de leurs taxes, un équivalent dans leur monnaie respective, se rapprochant aussi près que possible de la valeur du franc-or.

[170] § 2 Chaque pays notifie directement au Bureau de l'Union l'équivalent qu'il a choisi. Le Bureau de l'Union dresse un tableau des équivalents et le transmet à toutes les

administrations de l'Union.

[171] § 3. L'équivalent du franc or peut subir dans chaque pays des modifications correspondant à la hausse ou à la baisse de la valeur de la monnaie de ce pays. L'administration qui modifie son équivalent fixe le jour à partir duquel elle percevra les taxes d'après son nouvel équivalent; elle en donne avis au Bureau de l'Union, qui en informe toutes les administrations de l'Union.

### CHAPITRE VIII.

## RERCEPTION DES TAXES.

#### Article 32.

Perception au départ; perception à l'arrivée.

[172] § 1. La perception des taxes a lieu au départ, sauf dans les cas prévus au présent Règlement, où elle est faite sur le destinataire.

[173] § 2. L'expéditeur d'un télégramme international a le droit d'en demander reçu avec mention de la taxe perçue. L'administration d'origine a la faculté de percevoir, de ce

chef, une rétribution à son profit, dans les limites de cinaquante centimes (0 fr. 50).

[174] § 3. Lorsqu'il doit y avoir perception à l'arrivée, le télégramme n'est délivré au destinataire que contre payement de la taxe due, sauf quand le Règlement en dispose autrement (art. 59, 60 et 62).

[175] § 4. Si la taxe è percevoir à l'arrivée n'est par recouvrée, la perte est supportée par l'administration d'arrivée, à moins d'arrangements speciaux conclus conformément à l'article 13 de la Convention.

[176] § 5. Les administrations télégraphiques prennent toutefois; autant que possible, les mesures nécessaires en faisant au besoin verser des arrhes par l'expéditeur pour que les taxes à percevoir à l'arrivée et qui n'auraient pas été acquittées par le destinataire par suite de son refus ou de l'impossibilité de le trouver, soient recouvrées sur l'expéditeur, sauf quand le Règlement en dispose autrement (article 60, § 4).

#### Article 33.

#### Interdiction d'accorder des rabais. Sanctions.

[177] Les administrations de l'Union se réservent le droit de prendre des sanctions à l'égard des exploitations privées qui, directement ou par l'intermédiaire de leurs agents ou sous agents, accorderaient aux expéditeurs ou aux destinataires, d'une manière quelconque (par mot, par télégramme, sous forme de primes, etc.), des rabais ayant pour effet de réduire les taxes notifiées au Bureau de l'Union. Ces sanctions peuvent comporter la suspension du service avec ces exploitations.

## Article 34.

## Erreurs de perception.

[178] § 1. Les taxes perçues en moins par erreur doivent être complétées par l'expéditeur.

[179] § 2. Les taxes perçues en trop par erreur ainsi que la valeur des timbres d'affranchissement appliqués en trop sur les télégrammes sont remboursées à l'expéditeur, sur demande, si celle-ci est faite pendant le délai fixé à l'article 82, § 1.

## CHAPITRE IX.

## SIGNAUX DE TRANSMISSION.

## Article 35.

Signaux de transmission des alphabets télégraphiques internationaux nos 1 et 2, signaux du code Morse, de l'appareil Hughes et de l'appareil Siemens.

[180] § 1. Les tableaux ci dessous indiquent les signaux des alphabets télégraphiques internationaux nos 1 et 2, les signaux du code Morse et des appareils Hughes et Siemens.
[181] § 2. Signaux des appareils multiples d'après l'alphabet international no 1.

[182]

Lettres.

ABCDEFGHIJKLMNOPQRSTUVWXYZ

[183]

Chiffres.

 $1\ 2\ 3\ 4\ 5\ 6\ 7\ 8\ 9\ 0$ 

[184]	Sig	nes	de	p	one	tuc	ttie	m	et	au	tre	8.		
	Point		•		•.		•	٠	٠			•		
	Virgule .		٠				•.			•			•	,
	Deux poin	ts.												:
	Point d'int	err	oga	tic	m.		•							?
	Apostropho	e .	•											,
	Croix	•	•				•							+
	Trait d'un	ion	ou	ti	iret									
	Barre de f	rac	tion	١.					•			•		/
	Double tra													=
	Pourcent .													07
	Parenthèse													(
	Parenthèse	de	dr	oit	t.				•					ì
	Errenr					-	-	-	~	_	•	•	•	Ψź.

[185] Chaque espace entre deux mots, entre deux nombres ou entre un mot et un nombre est marqué par un « blanc ». De même, un nombre est séparé d'un signe qui n'appartient pas à ce nombre par un « blanc ». Un groupe formé de chiffres et de lettres doit être séparé par deux « blancs » de la expression (mot ou nombre) qui le précède et de celle qui le suit. Une fraction ou un nombre dans lequel entre une fraction est séparé par deux « blancs » d'un autre groupe de lettres ou de chiffres qui précède ou qui suit, tandis que la fraction est séparée par un « blanc » du nombre entier auquel elle se rapporte.

Exemples: 1 3/4 et non 13/4; 3/4 8 et non 3/48; 363 1/2 4 5642 et non 363 1/2 4 5642.

[186] Les mots et passages soulignés sont précédés et suivis de deux traits d'union (exemple: — — sans retard — —); ils sont soulignés à la main par l'employé du bureau d'arrivée.

[187] Les accents sur E sont tracés à la main, lorsqu'ils sont essentiels au sens (exemple: achète, acheté). Dans ce dernier cas, l'agent transmetteur répète le mot après la signature, en y faisant figurer l'E accentué entre deux « blancs », pour appeler l'attention du poste qui reçoit.

On transmet:

- [188] pour appeler le bureau: le mot « ohe », suivi de l'indicatif du bureau appelé, et l'on termine par plusieurs inversions (maniement altérnatif des touches formant les signaux « blanc des lettres » et « blanc des chiffres »)
- [189] pour indiquer une erreur de transmission: le signal \*
- [190] pu donner « attente »: la combinaison ATT
- [191] pour indiquer la fin du télégramme: le signal +
- [192] pour indiquer la fin de la transmission: les deux signaux +?
- [193] pour indiquer la fin du travail: les deux signaux + + , donnés par le bureau qui a transmis le dernier télégramme.
- [194] Le tableau suivant donne les composés de courant pour la transmission des lettres et signes, avec indication de la polarité des diverses impulsions:

			_					
Nº des	Rangées	Rangée		Nº de	des impulsions	nlsions	_	
posés	des lettres	des chiffres	1	22	ಣ	4	3	
_	Α	1	1	+	+	+	+	
2	В	8	+	+	1	1	+	- Courant n'yatif.
3	၁	. 6	1	+	1		+	+ Courant positif.
4	Q	0	1	1		1	+	n A la disposit.on
5	ш	2	+		+	+	+	dechaque adminis
9	Œ.	1)	+		1		+	service intericur.
7	G	7	+	1	+	1	+	2) Pour l'impri-
8	Н	+			+		+	meur sur pages.
6		1)	+	1	1	+	+	
10	ſ	9	1	+	+	1	+	
=	Ж	)	ı	+	+	1		
12	Г	11	1	I	+	1	I	
13	W		+	1	+	1		
14	Z	1)	+		1	Ī		
15	0	5	1		1	+	+	
91	Д	,0 ,0	1	ł		1	1	
17	ď	/		+		1	1	
81	æ	1	+	+	1	1		
19	s	•	+	+	1	+		
20	T	(I	1	+	1	+		
77	Ú	4	1	+	1	+	+	
22	Λ	٠	1	1		+		
23	W	C+	+	1	١	+		
24	×	•	+	1	+	+		
22	Y	3	+	+		+	+	
92	Z	••	1	ı	+	+	1	
27	Retour du chariot	chariof 2)	ı	1	+	+	+	
28	Changement de ligne	t de ligne 2)	ı	+	+	+	1	
53	Blanc des 'el	des lettres (espace)	+	+	+	+	1	
8	Blanc des chiffres (espace)	fres (espace)	+	+	+	1	+	•
ಹ	* (Erreur)	* (Errcur)	+	+	+	۱	1	
8	Demon		-					

ΥZ

[195] § 3. Sign Valphabet intern					irci	18	a	ryt	hm	iqu	168	d'e	après
[196]			Le	ttr	cs.								
ABCDEF	GП	IJ	L	M	N (	) I	, Q	R	S!	r t	v	w	XYZ
[197]			Chi	iffr	es.								
1 2	3 4	5 6 7	7 8	9-(	0								
[198] Sig	gnes	de/p	onc	tua	rtio	n	et	au	trei	₹.			
Point .								•				•	
Virgule								•		•	•	,	
Deux poir									•	•	•	:	
Point d'i										•	•	?	
Apostroph	е.				•	•	•	•			•	,	
Croix												+	
Trait d'un												_	
Barre de										•		1	
Double tr	ait											-=	
Parenthèse	e de	gaue	he									(	
Parenthèse												ì	

[1997] Les dispositions concernant la transmission des mots, des nombres entiers, des nombres fractionnaires, des mots ou passages soulignés et des lettres é et è, qui sont applicables aux appareils multiples (§ 2), le sont également aux appareils arythmiques.

[200] Pour donner un «blanc», on transmet le signal « espace ».

[201] Pour indiquer une erreur dans la transmission, on transmet deux X consécutifs, sans aucun signe de ponctua-

[202] En cas de transmission automatique, on se sert du signal « Lettres » comme « signal » d'effacement ».

[203] Pour donner « attente », pour indiquer la fin du télégramme, la fin de la transmission et la fin du travail, on transmet les mêmes signaux qu'aux appareils multiples (§ 2).

[204] Le tableau suivant donne les composés de courant pour la transmission des lettres et signes, avec indication. de la polarité des diverses impulsions:

	chiffres 1 2 3 4 5 high	0 0	ν.		— I-	3 O Pas de Con-	<del>-                                    </del>		-	0 0 0	1 Arous ique OOOOOOOOOOOOOOOOOOOOOOOOOOOOOOOOOOOO	( O O O O O O Iton pour son service	000	• OOOO	, O O O O 31 Sept mussi mour set.	9   O O   facement, in caste		1 O O O O Pour la transmission	0 0 0	O O ques dans les colon-	,	7 OOO o crreur, on transmet	= OOOOOO	2 O O O O O O C'ne de poncruation	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0	ariot 2) O O	ligne 2) O . O	0 0 0 0	0 0 0 0 0	0	
Ranges	des chiffres	1	5	••	1)	က	1)	1)	1)	8	Signal acous ique	<u> </u>	^			6	0	-	4	•	2	7		2	\	9	+	du chariot	ligne	Lettres 3)	Chifres	Espace	
No des Rangée com- des		A	В	C	D	<b>3</b>	<b>12.</b>	9	Ŧ	- 6	10 J	11 K	2 T	3 W	A N	5 0	16 P	17 Q	18 R		20 T	21 U	22 V	23 W.	24 X	25 Y	Z 92	27 Retour	28 Changsment de	53	30	31	

Signaux du code Morse. Espacement et longueur des signes: a) Un trait est égal à trois points. [206] [207] b) L'espace entre les signaux d'une même lettre est égal à un point. c) L'espace entre deux lettres est égal à trois [208] points. [209] d) L'espace entre deux mots est égal à cinq points. [210] e) A l'appareil Wheatstone, lorsqu'il est fait

usage de perforateurs, l'espace entre deux lettres est égal à un « blanc », et l'espace entre deux mots est égal à trois « blancs ». [211] Lettres.

[212]		Ch	iffres.	
	1		6	
	<b>2</b>		7	
	3		8	
	4		9	
	5		0	

[213] Dans les répétitions d'office, lorsqu'il ne peut y avoir de malentendu du fait de la coexistence de chiffres et de lettres ou de groupes de lettres, les chiffres doivent être rendus au moyen des signaux suivants:

1	• -	6	
<b>2</b>	11	7	
3	***	8	
4		9	
5		0	_

[214] Sauf demande contraire du bureau récepteur, le bureau transmetteur peut aussi utiliser ces signaux dans le préambule des télégrammes, exception faite pour les numéros de distinction du bureau d'origine, ainsi que dans le texte des télégrammes ne comportant que des chiffres. Dans ce dernier cas, les télégrammes doivent porter la mention de service « en chiffres ».

# [215] Signes de ponctuation et autres.

Point			[.]
Virgule			[,]
Deux points			
Piont d'interrogation ou			. ,
pétition d'une transm			
prise			[?]
Apostrophe			[']
Trait d'union ou tiret			[·]
Barre de fraction			
Parenthèses (avant et			[0]
Souligné (avant et aprè			fol
membre de phrase).	105 I	nots ou ic	
Double trait			[_1
Compris	• •		[=]
Compris	• •		••••
Croix on gional de fin de	 . 4616m		******
Croix ou signal de fin de	e tereg	rannie on	
de transmission			
Invitation à transmettre			
Attente	• •	• • • 6	
Fin de travail			
Signal de commenceme			
ment de toute transmi			
Signal séparatif pour			
des nombres fractions	naires	(entre la	
<b>fraction</b> ordinaire et l	e nom	bre entier	
à transmettre)			
		_	_

[216] Pour transmettre les nombres dans lesquels entre une fraction, on doit, afin d'éviter toute confusion, transmettre la fraction en la faisant précéder ou suivre, selon le cas, du signal séparatif.

Exemples: Pour 1 1/16, on transmettra 1. \_ .. \_ 1/16, afin qu'on ne lise pas 11/16; pour 3/4 8, on transmettra 3/4 . \_ . \_ 8, afin qu'on ne lise pas 3/48; pour 2 1/2 2, on transmettra 2. \_ . \_ 1/2. \_ . \_ 2, afini qu'on ne lise pas 21/22.

[217] Les lettres facultatives suivantes peuvent être employées, exceptionnellement, dans les relation entre les pays qui les acceptent:

	a.	·
á ou	å	
	ñ	
	Ö	
, .	ü,	, B. F. apper , appr ,

§ 5. Signaux de l'appareil Hughes.

[218] . . . Lettres.

ABCDEFGHIJKLMNOPQRSTUVWXYZ

[219] Chiffres. 1 2 3 4 5 6 7 8 9 0

[220] Signes de ponctuation et autres.

Point				•		
Virgule						
Deux points						:
Point d'interrogation						
Apostrophe	•					,
Croix						
Trait d'union ou tiret						
Barre de fraction		٠				1
Double trait						_
Parenthèse de gauche						
Parenthèse de droite		•	•	•		)

[221] Les dispositions relatives à la transmission des mots, des nombres entiers, des nombres fractionnaires, des mots ou passages soulignés et des lettres é et è, qui sont applicables aux appareils multiples (§ 2), le sont également à l'appareil Hughes.

[222] Pour appeler le poste avec lequel on est en communication ou pour lui répondre, on transmet: le blanc des lettres et l'N répétés alternativement uu petit nombre de fois. [223] Pour demander la répétition prolongée du même signal, en vue de régler le synchronisme: une combinaison composée du blanc des lettres, de l'I et du T, reproduite autant de fois qu'il est nécessaire.

[224] Pour demander ou permettre le réglage de l'électroaimant: une combinaison formée des quatre signaux suivants: le blanc des lettres, l'I, l'N et le T, répétés autant de fois qu'il est nécessaire.

[225] Pour indiquer une erreur: deux N consécutifs, sans aucun signe de ponctuation.

[226] Pour donner « attente », pour indiquer la fin du télégramme, la fin de la transmission et la fin du travail, on transmet les mêmes signaux qu'aux appareils multiples (§ 2). [227] Les signes: point et virgule (;), point d'exclamation (!), guillemets («»), §, & et la lettre é, s'ils existent encore sur l'appareil, ne sont plus transmis.

[228] § 6. Signaux de l'appareil Siemens.

[229] Lettres.

A B C D E F G П I J K L M N O P Q R S T U V W X Y Z [230] Chiffres.

1234567890

Deux point	ts					ĕ	٠	•		¥	¥	*	1:
Point d'int	terr	oga	atio	on			*		¥			*	?
Apostrophe		•				•	•			•		•	,
Croix	•									*	٠.		i+.
Trait d'uni	on	ou	ti	ret		•	¥		•		y.		
Barre de fr	act	ion	١.			•,			•	•		•	/
Double trai	t.				•	•	•			٠	•		=
Parenthèse	de	gg	auc	bе	•	•				•			(
Parenthèse	de	dı	roit	æ			•	÷			•		)
Erreur						•					•	•	*

[232] Les dispositions concernant la transmission des mots, des nombres entiers, des nombres fractionnaires, des mots ou passages soulignés et des lettres é et è, qui sont applicables aux appareils multiples (§ 2), le sont également à l'appareil Siemens.

[233] Pour indiquer une erreur dans la transmission, la fin du télégramme et la fin de la transmission, on transmet les mêmes signaux qu'aux appareils multiples (§ 2).

[234] Les signes: point et virgule (;), point d'exclamation (!), guillemets («»), §, & s'ils existent encore sur l'appareil, ne sont plus transmis.

[235] § 7. Transmission par téléphone.

Dans les relations entre bureaux reliés par des voies de communication de faible longueur, dans les relations frontières à faible trafic, ainsi que dans des cas exceptionnels (par exemple, lorsque les voies normales sont interrompúes et qu'une voie détournée n'est pas disponible), la transmission téléphonique des télégrammes peut avoir lieu, en observant le système d'épellation admis par le C. C. I. F.

[236] Ce mode de transmission n'est utilisé qu'après entente préalable entre les administrations interessées.

## CHAPITRE X.

## TRANSMISSION DES TELEGRAMMES.

## Article 36.

#### Ordre de transmission.

[237] § 1. La transmission des télégrammes a lieu dans l'ordre suivant:

a) Télégrammes relatifs à la sécurité de la vie humaine dans la navigation maritime ou aérienne 1);

(1) Exemples de télégrammes relatifs à la sécurité de la vie humaine dans la navigation aérienne, pour lesquels la priorité absolue de transmission se justifie:

pour départ avion GEABC = (signature).

'Les renseignements météorologiques demandés par ce télégramme sont indispensables à la sécurité de l'avion, par le fait qu'il pourrait rencontrer sur sa route du brouillard, des nuages, masquant proposers de la securité de l'avion, par le fait qu'il pourrait rencontrer sur sa route du brouillard, des nuages, masquant proposers la securité de l'avion, par le fait qu'il pourrait rencontrer sur sa route du brouillard, des nuages, masquant la securité de l'avion par le fait qu'il pourrait rencontrer sur sa route du brouillard, des nuages, masquant l'avion par le fait qu'il page de l'avion page l'avion page de l'avion page l'avion page de l'a un obstacle et pouvant provoquer un accident.

b) SVH Cologne de Zurich = Allumez projecteurs et feux de bali-tage pour atterrissage avion HCKLM

Le but de ce télégramme est de faire éclairer un terrain en vue de l'atterrissage d'un avion de nuit, de manière à éviter un accident au moment de l'atterrissage

c) SVH Marseille de Naples = Hydroavion FAGCK amerri 50 mil-

Tunis attend secours.

Ce télégramme est consécutif à un avis de détresse envoyé par un hydroayion obligé d'amerrir; reçu par une station côtiere, il est retransmis ensuite jusqu'au destinataire indiqué par l'hydroayion.

d) SVH Bruxelles de Prague = Informez avion FABDQ qu'il a pardu roue droite au départ et qu'il atterrisse avec précaution.

Co télégramme est destiné à être communiqué à l'avion par la rstation de Bruxelles, pour l'avertir du danger que présente l'atter-rissage et manœuvrer de façon à éviter un accident.

b) Télégrammes d'Etat;

c) Télégrammes météorologiques;

- Télégrammes et avis de service se rapportant aux dérangements des voies de communica-
- e) Télégrammes et avis de service urgents et avis de service taxés;
- Télégrammes privés urgents et télégrammes de presse urgents;

Télégrammes et avis de service non urgents;

Télégrammes d'Etat pour lesquels l'expéditeur a renoncé à la priorité de transmission, télégrammes privés ordinaires et télégrammes de presse ordinaires;

i) Télégrammes différés et autres catégories de

télégrammes à tarif réduit.

[238] § 2. Tout bureau qui reçoit par une voie de communication internationale un télégramme présenté comme télégramme relatif à la sécurité de la vie humaine dans la navigation maritime ou aérienne, comme télégramme d'Etat, comme télégramme de service, ou comme télégramme météorologique, le réexpédie comme tel.

[239] § 3. Les télégrammes de même rang sont transmis par les bureaux de départ dans l'ordre de leur dépôt et par les bureaux intermediaires dans l'ordre de leur réception.

[240] § 4. Dans les bureaux intermédiaires, les télégrammes de départ er les télégrammes de passage qui doivent emprunter les mêmes voies de communication sont confondus et transmis en suivant l'heure de dépôt ou de réception et en tenant compte de l'ordre établi par le présent article.

## Article 37.

## Règles générales de transmission.

[241] § 1. Une transmission commencée ne peut être interrompue pour faire place à une communication d'un rang supérieur qu'en cas d'urgence absolue (art. 36).

[242] § 2. (1) Toute correspondence entre deux bureaux commence par l'appel. Toutefois, et sauf accord contraire entre les bureaux correspondants, l'appareil arythmique doit être connecté de manière que le bureau transmetteur puisse en effectuer le démarrage et commencer la transmission des télégrammes sans appel spécial, ni avis préalable du bureau récepteur.

[243] (2) Pour l'appel, le bureau appelant transmet trois fois l'indicatif d'appel du bureau appelé et le mot « de » suivi de son propre indicatif d'appel, à moins qu'il n'y ait des règles spéciales, particulières au genre d'appareil utilisé (art. 35). Dans le service entre stations fixes, l'appel est effectué à vitesse manuelle.

(3) Le bureau appelé doit répondre immédiatement, sauf dans les échanges à l'appareil arythmique lors qu'il existe un accord entre les bureaux correspondants.

**[245]** (4) Dans les échanges à l'appareil Morse, le bureau appelé répond en transmettant son indicatif suivi du signe .

(5) Lorsqu'un bureau appelé ne répond pas à [246] l'appel, celui-ci peut être répété à intervalles appropriés.

(6) Si le bureau appelé est empêché de recevoir, il donne « attente ». Si l'attente présumée dépasse dix minutes, il en indique le motif et la durée probable.

[248] § 3. Le double trait (\_\_\_\_ à l'appareil Morse et\_] aux appareils imprimeurs) est transmis pour séparer le préambule des indications de service taxées, les indications de service taxées entre elles, les indications de service taxées de l'adresse, les différentes adresses d'un télégramme multiple entre elles, l'adresse du texte, le texte de la signature,

[249] § 4. Si l'agent qui transmet s'aperçoit qu'il s'est trompé, il s'interrompt par le signal « erreur », répète le dernier mot bien transmis et continue la transmission rectifiée. [250] § 5. Lorsque l'agent qui reçoit constate que la réception devient incompréhensible, il interrompt ou fait interrompre son correspondant, conformément aux dispositions du § 12, 2°, et répète ou fait répéter le dernier mot bien reçu, suivi d'un point d'interrogation. Le correspondant reprend alors la transmission à partir de ce mot. Si une répétition est demandée après une interruption prolongée de la correspondance, il y a lieu de désigner exactement le télégramme dont il s'agit.

[251] § 6. Tout télégramme doit être transmis tel quel l'expéditeur l'a écrit et d'après sa minute, sauf les exceptions prévues à l'article 42, § 2 et aux articles 12, §§ 4, 5 et 6 (2), 14, § 3, 18, § 1 (2) et 77, § 4 (2). Hormis les indications de service taxées qui doivent toujours être transmises sous la forme abrégée et les cas déterminés d'un commun accord entre les diverses administrations, il est interdit d'employer une abréviation quelconque en transmettant un télégramme ou de modifièr cèlui-ci de quelque manière que ce soit.

[252] § 7. (1) Lorsqu'un bureau a à transmettre au même correspondant plus de cinq télégrammes ayant un même texte et comprenant plus de 30 mots, il est autorisé à ne transmettre ce texte qu'une fois. Dans ce cas, la transmission du texte n'a lieu que dans le premier télégramme, et le texte, dans tous les télégrammes avec même texte qui suivent, est remplacé par les mots: texte n°... (numéro du premier télégramme). Il peut être procédé de la même manière lorsque le nombre des télégrammes ayant un même texte est de cinq ou inférieur à cinq et que le texte comporte plus de 50 mots. [253] (2) Ce mode de procéder comporte la transmission, en ordre successif, de tous les télégrammes ayant même texte.

[254] (3) Le bureau correspondant doit être prévenu de la transmission des télégrammes avec un même texte par un avis conforme à l'exemple suivant: « Attention voici cinq mêmes textes ».

[255] (4) Lorsqu'au bureau correspondant la réception peut se faire sur bande perforée, ce bureau doit être prévenu en temps utile de la transmission de télégrammes avec même texte, afin qu'il puisse les recevoir en perforations.

[256] § 8. (1) Dans la transmission d'un télégramme de plus de 50 mots, le double trait désignant le dernier mot de chaque tranche de 50 mots est transmis après ce mot.

[257] (2) Au Morse et aux appareils à réception auditive, l'agent récepteur reproduit le double trait, s'il s'agit d'un télégramme de passage, et marque simplement d'un petit trait de repère le cinquantième mot de la tranche, lorsque le télégramme est reçu au bureau de destination.

[258] (3) Aux appareils imprimeurs, l'agent récepteur du bureau de passage maintient le double trait; celui du bureau de destination l'élimine et marque d'un petit trait de repère le cinquatième mot de la tranche.

[259] (4) Le double trait marquant la tranche ne doit pas se trouver sur la copie remise au destinataire.

[260] § 9. A l'exception des stations radioélectriques mobiles, aucun bureau ne peut refuser de recevoir les télégrammes qu'on lui présente, quelle qu'en soit la destination. Toutéfois, en cas d'erreur de direction évidente ou d'autres irrégularités manifestes, l'agent qui reçoit en fait l'observa-

tion au bureau transmetteur. Si celui-ci ne tient pas compte de l'observation, un avis de service lui est transmis après la réception du télégramme et il est alors tenu de rectifier, également par avis de service, l'erreur commise.

[261] § 10. On ne doit ni refuser ni retarder un télégramme si les mentions de service; les indications de service taxées ou certaines parties de l'adresse ou du texte ne sont pas régulières. Il faut le recevoir et puis en demander, au besoin, la régularisation au bureau d'origine, par un avis de service, conformément aux dispositions de l'article 79.

[262] § 11. Dans la correspondance de service relative à l'exploitation des communications, on doit employer, de préférence, les abréviations appropriées de l'annexe n° 1 au présent Règlement.

[263] § 12. (1) Les communications et notes de sérvice s'intercalant entre les télégrammes sont, lorsque le travail se fait par séries, séparées des télégrammes de la manière suivante:

[264] a) Morse et Wheatstone. Deux fois les lettres « AY » avant et après la communication ou la note.

Exemple: AYAY en 187 répétez ... AYAY.

[265] b) Appareils imprimeurs. Double parenthèse avant et après la communication ou la note. Exemple: ( (en 187 répétez . . . )).

[266] (2) En cas de nécessité d'arrêter la transmission d'un correspondant ou, aux appareils multiples, la transmission au secteur en conjugaison, il est opéré comme il suit:

[267] a) Morse simplex. Transmettre une série de points, jusqu'à ce que l'arrêt soit obtenu.

[268] b) Morse duplex et Wheatstone duplex. Transmettre les lettres « S T P », jusqu'à ce que l'arrêt soit obtenu.

[269] c) Hughes simplex. Transmettre deux ou trois lettres quelconques, convenablement espacées.

[270] d) Hughes duplex. Transmettre les signaux « blanc des chiffres », « point d'interrogation » en alternance, jusqu'à ce que l'arrêt soit obtenu.

[271] c) Appareils multiples simplex et duplex. Transmettre une succession de lettres « P » ou de signes « % », jusqu'à ce que l'arrêt soit obtenu.

[272] f) Appareils arythmiques. Transmettre « signal acoustique », jusqu'à ce que l'arrêt soit obtenu.

[273] g) Siemens. Transmettre le signal spécial « arrêt », jusqu'à ce que l'arrêt soit obtenu.

#### Article 38.

# Transmission à l'alternat, par télégramme.

[274] § 1. Deux bureaux en relation directe par appareil Morse ou par appareil à réception auditive échangent les télégrammes dans l'ordre alternatif, télégramme par télégramme, en tenant compte des prescriptions de l'article 36. [275] § 2. Dans le travail alternatif, un télégramme de rang supérieur comme ordre de transmission ne compte pas dans l'alternat.

[276] § 3. Le bureau qui vient d'effectuer une transmission est en droit de continuer, lorsqu'il a des télégrammes en instance ou lorsque surviennent des télégrammes auxquels la priorité est accordée sur ceux que le correspondant a à transmettre, à moins que ce dernier n'ait déja commencé sa transmission. Celle-ci doit cependant être interrompue, s'il s'agit d'un télégramme SVH ou d'argence absolue.

[277] § 4. Dans le cas où les transmissions ont lieu alternativement, lorsqu'un bureau a terminé sa transmission, le bureau qui vient de recevoir transmet à son tour; s'il n'a

rien à transmettre, l'autre continue. Si, de part et d'autre, il n'y a rien à transmettre, le signal de fin de travail est donné.

## Article 39.

Transmission à l'alternat, par séries, et transmission continue, par séries.

[278] § 1. Aux appareils à grand rendement, les échanges se font par séries, quand les postes en relation ont plusieurs télégrammes à transmettre. Cette règle est applicable aux transmissions par l'appareil Morse et par les appareils à réception auditive, quand le trafic le justifie et après entente entre les bureaux correspondants.

[279] § 2. Les télégrammes d'une même série sont considerés comme formant une seule transmission. Tutefois, les télégrammes reçus ne sont pas conservés à l'appareil jusqu'à la fin de la série, mais il est donné cours à chaque télégramme régulier dès que le deuxième télégramme venant après lui est commencé ou après un temps équivalent à la durée de transmission d'un télégramme de longueur moyenne.

[280] § 3. Dans les cas où deux bureaux sont en relation par deux communications affectées l'une à la transmission, l'autre à la réception ou lorsque les bureaux emploient le service simultané, la transmission se fait d'une manière continue, mais les séries sont marquées de dix en dix télégrammes, à moins que les bureaux intéressés n'utilisent. selon les dispositions de l'article 40, un numérotage particulier et continu pour les échanges effectués à chaque poste. [281] § 4. (1) Chaque série comprend, au plus, cinq télégrammes si les transmissions ont lieu par l'appareil Morse ou par les appareils à réception auditive et, au plus, dix télegrammes si elles sont effectuées par des appareils à grand rendement. Lorsque le travail est alternatif, tout télégramme contenant plus de 100 mots à l'appareil Morse, plus de 150 mots aux appareils à réception auditive ou plus de 200 mots aux appareils à grand rendement, compte pour une série ou met fin à une série en cours.

[282] (2) De même, dans la transmission par séries, à l'alternat, le bureau transmetteur met fin à une série en cours, dès qu'il n'a plus à transmettre que des télégrammes différés ou autres de rang inférieur; il ne reprend la transmission que lorsque le bureau correspondant n'a plus de télégrammes de rang supérieur en instance.

## Article 40.

Transmission avec numérotage continu.

- [283] § 1. (1) Chaque administration a la faculté de désigner par des numéros de série les télégrammes à transmettre sur des circuits internationaux. Elle communique, dans chaque cas, son intention à ce sujet aux administrations intéressées.
- [284] (2) Toutefois, l'usage de cette faculté n'impose pas à l'administration dont dépend le bureau qui a reçu, l'obligation d'appliquer les dispositions spéciales établies aux §§ 7, 8 et 9, pour l'échange de l'accusé de réception. Dans ces cas, les dispositions de l'article 45 restent en vigueur sur demande de l'administration intéressée.
- [285] § 2. Le numéro de série est transmis soit au début du préambule, en maintenant le numéro de dépôt, soit aux lieu et place du numéro de dépôt. Les administrations prennent, chacune en ce qui la concerne, la décision qui leur convient le mieux à ce sujet; mais elles sont tenues de faire part aux autres administrations intéressées, du système qu'elles ont décidé d'employer.

- [286] § 3. (1) Lorsqu'il est fait usage des numéros de série, tous les télégrammes sont numérotés dans une série unique et continue. Aux appareils multiples, on utilise une série spéciale pour chaque secteur, laquelle ne diffère des séries employées pour les autres secteurs que par des chiffres caractéristiques et non par des lettres.
- [287] (2) Seuls les télégrammes qui sont reçus et réexpédiés par bandes perforées, sont munis de lettres caractéristiques pour les distinguer des différentes séries.
- [288] (3) Les télégrammes avec priorité sont revêtus de la lettre caractéristique « X », placée au début du préambule.
- [289] § 4. (1) Chaque nouvelle série de numéros commence journellement à une heure déterminée, qui est convenue entre les deux bureaux correspondants.
- [290] (2) Les bureaux correspondants se mettent d'accord pour établir s'ils commenceront journellement les nouvelles séries de numéros par les nos 1, 2001, etc., ou par un autre numéro, que le bureau récepteur communiquera journellement au bureau transmetteur avant de commencer la nouvelle série.
- [291] § 5. (1) Lorsque des télégrammes doivent être déviés et que leurs numéros de série ne peuvent plus être modifiés, parce qu'ils ont déjà été perforés, le bureau qui procède à la déviation en informe, par avis de service, le bureau auquel les télégrammes auraient dû être transmis primitivement et le bureau auquel les télégrammes sont transmis. Le bureau récepteur auquel les télégrammes auraient dû être transmis, biffe sur sa liste les numéros des télégrammes dont la déviation lui est annoncée.
- [292] (2) Dans tous les autres cas, les télégrammes à dévier recoivent de nouveaux numéros de série.
- [293] § 6. Lorsque le bureaux récepteur constate qu'un numéro de série manque, il doit en informer immédiatement le bureau transmetteur, pour les rechérches éventuelles.
- [294] § 7. Sauf le cas prévu au § 1, (2), lorsque les télégrammes sont désignés par des numéros de série, un accusé de réception (LR) n'est donné qu'à la demande de l'agent transmetteur. Cet accusé de réception est alors transmis sous la forme suivante:
- « LR 683 manque 680 en dépôt 665 ». (Cet accusé de réception contient le dernier numéro [683] reçu le n. 680 manquant, et le n. 665 en dépôt).
- [295] § 8. (1) Toutefois, l'agent transmetteur doit demander l'accusé de réception immédiatement après la transmission d'un télégramme-mandant ou d'une série de télégrammes-mandats.
- [296] (2) Dans ces cas, l'accusé de réception est donné sous la forme suivante:
  - « LR 683 mdts 681 682 683 ».
- [297] § 9. L'accusé de réception prévu au § 7 est donné à la clôture du service et, dans tous les cas, à 24 heures, si le service est ininterrompu. L'agent transmetteur joint alors à son invitation « LR » le mot « clôture ».

# Article 41.

# Transmission du préambule.

[298] Lorsque le bureau appelé a répondu (en ce qui concerne l'appareil arythmique, voir l'article 37, § 2), le bureau appelant transmet, dans l'ordre suivant, les mentions de service constituant le préambule du télégramme:

[299] a) la lettre B, mais seulement dans les échanges à l'appareil Morse et aux appareils à réception auditive et lorsque le bureau transmetteur correspont directement avec le bureau destinataire;

- [300] b) le numéro de série du télégramme, s'il sert à désigner le télégramme et s'il ne prend pas la place du numéro de dépôt;
- [301] c) (1) la nature du télégramme, au moyen de l'une des abréviations indiquées ci-après:

SVH Telégramme relatif à la sécurité de la vie humaine dans la navigation maritime ou aérienne.

S Télégramme d'Etat.

SCDE Télégramme d'Etat en langage convenu.

F Télégramme d'Etat pour lequel l'expéditeur a renoncé à la priorité de transmission.

FCDE Télégramme d'Etat en langage convenu pour lequel l'expéditeur a renorcé à la priorité de transmission.

A Télégramme ou avis de service ordinaire. AD Télégramme ou avis de service urgent.

ADG Télégramme ou avis de service relatif à un dérangement des voies de communication.

ST Avis de service taxé.

RST Réponse à un avis de service taxé.

MDT Télégramme-mandat.

OBS Télégramme météorologique.

D Télégramme privé urgent.

PU Télégramme avec urgence partielle.

CR Accusé de réception.

CDE Télégramme en langage convenu.

- [302] (2) La nature du télégramme n'est pas indiquée dans la transmission des autres télégrammes non mentionnés dans le précédent alinéa c) (1).
- [303] (3) Si un bureau de transit ou le bureau de destination constate qu'un télégramme en langage convenu ne porte pas la mention « CDE », il en provoque l'insertion, le cas échéant, d'entente avec le bureau d'origine.
- [304] d) le nom du bureau de destination, mais seulement s'il s'agit d'un télégramme relatif à la sécurité de la vie humaine, d'un avis de service, d'un avis de service taxé ou d'un accusé de réception;
- [305] e) (1) le nom du bureau d'origine suivi, le cas échéant, des adjonctions destinées à le distinguer d'autres bureau de la même localité (par exemple: Berlin Fd.). Le nom du bureau doit être transmis comme il figure dans la première colonne de la nomenclature officielle des bureaux ouverts au service international et ne peut être abrégé. Lorsqu'il est composé de plusieurs mots, ceux-ci ne peuvent être réunis que dans le cas où cette réunion ne produit pas la défiguration du nom.

Exemple: La Union et pas Launion. S. Albans d'Ay et pas Salbansday.

- (2) Lorsque le bureau d'origine est indiqué, en sus du nom du lieu, par un nombre, par exemple: Berlin 19, le nom du bureau est, dans la transmission, séparé de ce nombre par une barre de fraction. (Exemple: Berlin/19). A l'appareil Morse ou aux appareils à réception auditive, ce nombre est transmis, sans être séparé par une barre de fraction et sans être abrégé, immédiatement à la suite du nom du bureau.
- [307] (3) Lorsque l'ouverture du bureau d'origine n'a pas encore été publiée par le Bureau de l'Union, il y a lieu d'indiquer à la suite du nom du bureau

- d'origine celui de la subdivision territoriale et celui du pays dans lesquels il se trouve.
- [308] f) le numero du télégramme (numéro de dépôt ou de série):
- [309] g) le nombre de mots (art. 22);
- [310] h) (1) le dépot du télégramme par deux groupes de chiffres indiquant, le premier, le quantième du mois et, le second, l'heure et les minutes au moyen d'un groupe de 4 chiffres (0001 à 2400).
- [311] (2) Dans les pays qui n'appliquent pas le cadran de 24 heures, les heures peuvent être transmises au moyen des chiffres 1 à 12. Dans ce cas, on ajoute à l'heure de dépot les lettres m ou s (matin ou soir).
- [312] i) la voie à suivre, si elle est indiquée. Toutefois, pour les télégrammes reçus, la transmission de cette mention est facultative dans les réexpéditions à l'intérieur du pays de destination;
- $\lceil 313 \rceil$  j) les autres mentions de service.

#### Article 42.

Transmission des autres parties du télégramme.

- [314] § 1. A la suite du préambule spécifié ci-dessus, on transmet successivement les indications de service taxées, l'adresse, le texte, la signature, et, le cas échéant, la légalisation de la signature du télégramme. Les expressions taxées pour un mot et groupées par l'agent taxateur (art. 19, § 2) doivent être transmises en un mot.
- [315] § 2. (1) Lors de la transmission des télégrammes entre deux pays reliés par une communication directe, le nom du bureau de destination peut être abrégé, suivant un accord entre les administrations intéressées, lorsqu'il s'agit d'une localité généralement connue appartenant à l'un de ces pays.
- [316] (2) Les abréviations choisies ne doivent pas correspondre au nom d'un bureau figurant à la nomenclature officielle. Elles ne peuvent pas être employées pour la transmission des télégrammes-mandats.

## Article 43.

## Contrôle du nombre des mots transmis.

- [317] § 1. Aussitôt après la transmission, l'agent qui a reçu compare, pour chaque télégramme, le nombre des mots reçus au nombre annoncé. Quand le nombre de mots est donné sous forme de fraction, cette comparaison ne porte, à moins d'erreur évidente, que sur le nombre de mots ou de groupes existant réellement.
- [318] § 2. (1) Si l'agent constate une différence entre le nombre de mots qui lui est annoncé et celui qu'il reçoit, il la signale à son correspondant en indiquant le nombre de mots reçus, et répète la première lettre de chaque mot et le premier chiffre de chaque nombre. (Exemple: 17 j c r b 2 d..., etc.). Si l'agent transmetteur s'est simplement trompé dans l'annonce du nombre de mots, il répond: « Admis » et indique le nombre réel de mots (Exemple: 17 admis); sinon, il rectifie le passage reconnu erroné d'après les initiales reçues. Dans les deux cas, il interrompt au besoin son correspondant dans la transmission des initiales, dés qu'il est à même de rectifer ou de confirmer le nombre de mots.
- [319] (2) Pour les longs télégrammes, dans lesquels chaque tranche de 50 mots est suivie du double trait, l'agent récepteur ne donne que les initiales de la tranche où réside l'erreur.

[320] (3) Lorsque cette différence ne provient pas d'une erreur de transmission, la rectification du nombre de mots annoncé ne peut se faire que d'un commun accord, établi au besoin par avis de service, entre le bureau d'origine et le bureau correspondant. Faute de cet accord, le nombre de mots annoncé par le bureau d'origine est admis et, en attendant, le télégramme est acheminé avec la mention de service « Rectification suivra constaté . . . mots », transmise sous la forme abrégée = CTF. . . mots = , dont la signification est indiquée par le bureau de destination sur la copie remise au destinataire.

[321] § 3. Les répétitions sont demandées et données sous une forme brève et claire.

#### Article 44.

## Répétition d'office. Collationnement.

[322] § 1. Les agents peuvent, quand ils ont des doutes sur l'exactitude de la transmission ou de la réception, donner ou exiger la répétition partielle ou intégrale des télégrammes qu'ils ont transmis ou reçus. La répétition partielle est obligatoire pour les télégrammes d'Etat en langage clair et les télégrammes mandats; elle comprend, pour ces telégrammes, tous les chiffres ainsi que les noms propres et, le cas échéant, les mots douteux. La répétition intégrale est obligatoire pour les télégrammes d'Etat et les télégram mes de service rédigés en langage secret (art. 57, § 3). [323] § 2. (1) A l'appareil Morse et aux appareils à réception auditive, lorsque le travail est alternatif, télégramme par télégramme, la répétition d'office, de même que, éventuellement, le collationnement, se font par l'agent qui a reçu. Si la répétition d'office ou le collationnement est rectifié par l'employé qui a transmis, les mots ou chiffres rectifiés sont répétés par l'agent qui a reçu. En cas d'omission, cette seconde répétition est exigée par l'employé qui a transmis. Lorsque, à ces appareils, le travail se fait par séries, de même que dans le travail aux appareils à grand rendement, la répétition d'office ou le collationnement est donné par l'agent qui a transmis, immédiatement à la suite du telégramme. Si l'agent qui a reçu constate des differences entre la transmission et la répétition d'office ou le collationnement, il les signale à son correspondant, en reproduisant les passages douteux et en les faisant suivre d'un point d'in terrogation; il répète également, s'il est nécessaire, le mot qui précède et le mot qui suit.

[324] (2) Sur les communications exploitées en dupley ou à l'aide d'appareils permettant la correspondance bila térale, le collationnement intégral des télégrammes de plus de 100 mots est donné par l'agent récepteur. Cette règle n'est pas obligatoire sur les communications exploitées à l'appareil Wheatstone. Aux appareils permettant la transmission par bandes perforées, le collationnement doit faire l'objet d'un second travail de perforation, lorsque c'est

l'agent transmetteur qui le donne.

[325] § 3. Dans le travail par Morse ou aux appareils à réception auditive, la répétition d'office comprend obligatoirement tous les chiffres de l'adresse, du texte et de la

signature.

3/48; pour 2 1/2 2, on transmettra 2 1/2 1/2 2 ou 2 = 1/2 = 2, afin qu'on ne lise pas 21/22. [327] § 5. La répétition d'office ne peut être retardée ni interrompue sous aucun prétexte.

#### Article 45.

### Accusé de réception.

[328] § 1. Après la vérification du nombre des mots, la rectification d'erreurs éventuelles et, le cas échéant, la répétition d'office, le bureau qui a reçu donne à celui qui a transmis l'accusé de réception du télégramme ou des télégrammes constituant la série.

[329] § 2 (1) L'accusé de réception est donné, pour un seul télégramme, par R suivi du numéro du télégramme

reçu, par exemple: «R. 436 ».

[330] (2) Lorsqu'il s'agit d'un télégramme-mandant, l'accusé de réception est donné sous la fore: « R 436 mdt ». [331] § 3. (1) Pour une série de télégrammes, on donne R avec l'indication du nombre des télégrammes reçus, ainsi que du premier et du dernier numéro de la série, par exemple: « R 5 157 980 ».

[332] (2) Si, dans la série, sont compris des télégrammes-mandats, l'accusé de réception est complété par l'indication des numéros des télégrammes-mandats, savoir:

« R 5 157 980 y compris 13 mdt 290 mdt ».

[333] § 4. Si la transmission a lieu avec numérotage continu, l'accusé de réception est donné sous la forme et dans les conditions prévues au §§ 7, 8 et 9 de l'article 40, sauf la réserve contenue au § 1 (2) dudit article.

## Article 46.

## Procédure concernant les télégrammes altérés.

[334] § 1. Les rectifications et les demandes de renseignements relatives à des télégrammes auxquels le bureau correspondant a déjà donné cours sont faites par avis de service urgent (AD).

[335] § 2. (1) Les télégrammes contenant des altérations manifestes ne peuvent être retenus au cas où la rectification ne pourrait se faire à bref délai. Ils doivent être réexpédiés sans retard avec la mention de service « CTF » à la fin du préambule; cette mention est complétée par un renseignement concernant la nature de la rectification, exemple: « CTF 4e » signifiat que le 4e mot sera rectifié. Aussitôt après la réexpédition du télégramme, la rectification en est démandée par avis de service urgent (AD).

[336] (2) Les rectifications différées doivent être expressément désignées comme avis de service urgent (AD).

[337] § 3. S'il arrive que, par suite d'interruption ou pour toute autre cause, on ne puisse donner ou recevoir la répétition ou l'accusé de réception, cette circostance n'empêche pas le bureau qui a reçu les télégrammes de leur donner cours, sauf à les faire suivre ultérieurement d'une rectification, s'il y a lieu, en inscrivant la mention de service « CTF » à la fin du préambule.

[338] § 4. En cas d'interruption, le bureau récepteur donne immédiatement l'accusé de réception et, le cas échéant, demande le complément d'un télégramme non achevé, soit par un autre fil direct, s'il y en a en service, soit, dans le cas contraire, par un avis de service urgent (AD), acheminé par la meilleure voie disponible.

[339] § 5. L'annullation d'un télégramme commencé doit toujours être demandée ou communiquée par avis de service

urgent (AD).

[340] § 6. (1) Lorsque la transmission d'un télégramme n'a pu être complétée ou qu'un accusé de réception n'est pas

reçu dans un délai raisonnable, le télégramme est transmis de nouveau avec la mention de service « Ampliation », sauf s'il s'agit d'un télégramme-mandat [art. 48, § 3 (2)].

[341] (2) Dans le cas où cette deuxième transmission est effectuée par une autre voie que celle utilisée primitivement pour l'acheminement du télégramme, seule la transmission par ampliation doit entrer dans les comptes internationaux. Le bureau transmetteur fait alors le nécessaire auprès des bureaux intéressés, par avis de service, en vue de l'annulation, dans les comptes internationaux, du télégramme primitif.

## CHAPITRE XI.

#### ACHEMINEMENT DES TELEGRAMMES.

## Article 47.

Voic à suivre par les télégrammes.

- [342] § 1. L'expéditeur peut donner des instructions pour l'acheminement de son télégramme, en observant les prescriptions des articles 27, § 6, 28, § 3, ainsi que celles des §§ 2 à 7 ci-après.
- [343] § 2. Les différentes voies que peuvent suivre les télégrammes sont indiquées par des formules concises ou abrégées, arrêtées d'un commun accord par les administrations intéressées. Seules les formules ainsi arrêtées peuvent être employées; des abréviations arbitraires ne sont pas admises. [344] § 3. L'expéditeur qui veut prescrire la voie à suivre indique sur sa minute la formule correspondante. Il peut n'indiquer qu'une partie du parcours à suivre.
- [345] § 4. Lorsque l'expéditeur a prescrit la voie à suivre, les bureaux respectifs sont tenus de se conformer à ses indications, à moins que la voie indiquée ne soit interrompue ou ne soit notoirement encombrée, auxquels cas l'expéditeur ne peut élever aucune réclamation contre l'emploi d'une autre voie.
- [346] § 5. Si, au contraire, l'expéditeur n'a prescrit aucune voie à suivre, chacun des bureaux à partir desquels les voies se divisent reste juge de la direction à donner au télégramme.
- [347] § 6. Quand l'acheminement d'un télégramme peut être assuré à taxe égale par plusieurs voies exploitées par une même administration, celle-ci reste juge de la direction à donner aux correspondances privées, au mieux de l'intérêt des expéditeurs qui ne peuvent, dans ce cas, demander spécialement l'emploi de l'une de ces voies.
- [348] § 7. (1) Quand l'acheminement d'un télégramme peut être assuré par fil ou par sans fil, que les voics employées à cet effet soient ou non exploitées par la même administration, l'expéditeur a le droit de demander que le télégramme soit transmis par « fil » ou par « sans fil », en inscrivant sur la minute une mention explicite à ce sujet. Cette mention est considérée par le service télégraphique comme étant une indication de voie à suivre [art. 41, litt. i)]. Elle est transmise à la fin du préambule par l'une des expression ciaprès:
  - « Fil », quand l'expéditeur demande la transmission par une voie « fil »,
  - « Anten », quand l'expéditeur demande la transmission par une voic « sans fil »,
    - que l'agent taxateur écrit sur la minute du télégramme.

Ces expressions sont maintennes jusqu'à destination.

[349] (2) En aucun cas, les télégrammes d'Etat dont la transmission est demandée par une voie « fil » ne sont transmis par une voie « sans fil », sauf si l'expéditeur, dûment consulté, en a autorisé la transmission par une voie « sans til ».

- [350] (3) En aucun cas, les télégrammes d'Etat dont la transmission est demandée par une voie « sans fil » ne sont transmis par une voie « fil », sauf si l'expéditeur, dûment consulté, en a autorisé la transmission par une voie « fil ».
- [351] (4) Les autres télégrammes dont la transmission est demandée par une voie « fil » ne sont transmis par une voie « sans fil » que lorsque la voie « fil » est interrompue sans prévision d'un rétablissement prochain.
- [352] (5) Inversement, les autres télégrammes dont la transmission est demandée par une voie « sans fil » ne sont transmis par une voie « fil » que lorsque la voie radioélectrique est interrompue sans prévision d'un rétablissement prochain.

#### CHAPITRE XII.

# INTERRUPTION DES COMMUNICATIONS TELEGRAPHIQUES.

#### Article 48.

Déviation. Généralités.

- [353] § 1. (1) Lorsqu'il se produit, au cours de la transmission d'un télégramme, une interruption dans les communications télégraphiques régulières, le bureau à partir duquel l'interruption s'est produite ou un bureau situé plus en arrière et disposant d'une voie télégraphique détournée expédie immédiatement le télégramme par cette voie (art. 86, §§ 5 (3) et 6) ou, à défaut, par la poste (autant que possible par lettre recommandée) ou par exprès. Les frais de réexpédition autres que ceux de la transmission télégraphique sont supportés par le bureau qui fait cette réexpédition. La lettre expédiée par la poste doit porter l'annotation « Télégramme-exprès ».
- [354] (2) Dans des cas exceptionnels, la transmission téléphonique des télégrammes est également admise. Elle ne peut cependant être utilisée qu'après entente préalable entre les administrations intéressées.
- [355] (3) Les télégrammes acheminés par télégraphe dans les conditions prévues au présent paragraphe doivent être revêtus de la mention « dévié », accompagnée du nom du bureau qui effectue la déviation. Cette mention est transsime à la fin du préambule, à la suite de l'indication de la voie, s'il en existe une.
- [356] § 2. (1) Toutefois, les télégrammes ne sont réexpédiés par une voie plus coûteuse que s'ils ont été déposés ou parviennent au bureau chargé de les réexpédier dans le délai maximum de 24 heures qui suit la notification de l'interruption.
- [357] (2) La transmission du premier télégramme portant la meution « dévié » (art. 86, § 5) sera considérée comme tenant lieu de la notification officielle de l'interruption.
- [358] § 3. (1) Le bureau qui recourt à une mode de réexpédition autre que le télégraphe, adresse le télégramme, suivant les circostances, soit au premier bureau télégraphique en mesure de le réexpédier, soit au bureau de destination, soit au destinataire même, lorsque cette réexpédition se fait dans les limites du pays de destination. Dès que la communication est rétablie, le télégramme est de nouveau transmis par la voie télégraphique, à moins qu'il n'en ait été précédemment accusé réception ou que, par suite d'encombrement exceptionnel, cette réexpédition ne doive être manifestement nuisible à l'eusemble du service (art. 49, § 7).
- [359] (2) Lorsqu'il s'agit d'un télégramme mandat, la transmission par ampliation est effectuée par un avis de service qui annonce que ce mandat a déjà été expédié une première fois et indique la voie qu'il a suivie.

#### Article 49.

## Déviation par poste.

[360] § 1. Les télégrammes qui, pour un motif quelconque, sont adressés par la poste à un bureau télégraphique, sont accompagnés d'un borderaux numéroté. En même temps, le bureau qui fait cette réexpédition en avertit le bureau auquel il l'adresse, si les communications télégraphiques le permettent, par un avis de service indiquant le nombre des télégrammes expédiés et l'heure du courrier.

[361] § 2. A l'arrivée du courrier, le bureau correspondant vérifie si le nombre des télégrammes reçus est conforme au nombre des télégrammes annoncés. Dans ce cas, il en accuse réception sur le bordereau, qu'il renvoie immédiatement au bureau expéditeur. Après le rétablissement des communications télégraphiques, le bureau renouvelle cet accusé de réception par un avis de service dans la forme suivante: « Reçu 63 télégrammes conformément au borderau n. 18 du 30 mars ».

[362] § 3. Les dispositions du paragraphe précédent s'appliquent également au cas où un bureau télégraphique reçoit par la poste un envoi de télégrammes sans en être averti.

[363] § 4. Lorsqu'un envoi de télégrammes annoncé ne parvient pas par le courrier indiqué, le bureau expéditeur doit en être averti immédiatement. Celui-ci doit, selon les circonstances, soit transmettre immédiatement les télégrammes si la communication télégraphique est rétablie, soit effectuer un nouvel envoi par un mode de transport quelconque.

[364] § 5. Quand un télégramme est envoyé directement au destinataire dans le cas prévu à l'article 48, § 3 (1), il est accompagné d'un avis indiquant l'interruption des lignes.

[365] § 6. Le bureau qui réexpédie par télégraphe des télégrammes déjà transmis par la poste en informe le bureau sur lequel les télégrammes ont été dirigés, par un avis de service rédigé dans la forme suivante:

« Berlin Paris 15 1045 (date et heure) ⇒ Télégrammes n.ºs..... réexpédiés par ampliation ».

[366] § 7. La réexpédition télégraphique par ampliation, visée par l'article 48, § 3 et par le présent article, § 6, doit être signalée par la mention de service « Ampliation », transmise à la fin du préambule.

[367] § 8. La même mention de service est inscrite dans le préambule des télégrammes transmis une seconde fois.

## CHAPITRE XIII.

# ANNULATION D'UN TELEGRAMME.

# Article 50.

Annulation avant transmission ou en cours d'acheminement.

[368] § 1. L'expéditeur d'un télégramme ou son fondé de pouvoirs peut, en justifiant de sa qualité, en arrêter la transmission et la remise, s'il en est encore temps.

[369] § 2. Lorsqu'un expéditeur annule son télégramme avant que la transmission en ait été commencée, la taxe est remboursée, sous déduction d'un droit de un franc (1 fr.) au maximum, au profit de l'administration d'origine. [370] § 3. Si le télégramme a été transmis par le bureau d'origine, l'expéditeur ne peut en demander l'annulation que par un avis de service taxé, émis dans les conditions prévues à l'article 80 et adressé au bureau destinataire. L'expéditeur doit acquitter, à son choix, le prix d'une réponse télégraphique ou d'une réponse postale à l'avis d'annulation. Autant que possible, cet avis de service est successivement transmis aux bureaux par lesquels le télégramme

primitif a transité, jusqu'à ce qu'il ait rejoint ce dernier. Sauf indication contraire dans le ST, si le télégramme a été remis au destinataire, celui-ci est informé de l'annulation du télégramme.

[371] § 4. Le bureau qui annule le télégramme ou qui remet l'avis d'annulation au destinataire en informe le bureau d'origine. Cette information indique par le mot « annulé » ou « remis » que le télégramme a pu être annulé avant la distribution ou bien qu'il a déjà été remis. Elle est donnée par télégraphe si l'expéditeur a payé une réponse télégraphique à l'avis d'annulation; dans le cas contraire, elle est envoyée par la poste, comme lettre affranchie.

[372] § 5. Si le télégramme est annulé avant d'avoir atteint le bureau destinataire, le bureau d'origine rembourse à l'expéditeur les taxes du télégramme primitif, de l'avis de service d'annulation et, éventuellement, de la réponse télégraphique payée, après déduction des taxes du télégramme primitif, de l'avis de service d'annulation et, éventuellement, de la réponse télégraphique pour le parcours effectué.

#### CHAPITRE XIV.

## ARRET DES TELEGRAMMES.

#### Article 51.

Bureaux qualifiés. Notification des arrêts.

[373] § 1. Le contrôle prévu par l'article 26 de la Convention est exercé par les bureaux télégraphiques extrêmes ou intermédiaires, sauf recours à l'administration centrale, qui prononce sans appel.

[374] § 2. La transmission des télégrammes d'Etat, des télégrammes concernant la sécurité de la vie humaine et des télégrammes de service se fait de droit. Les bureaux télégraphiques n'ont aucun contrôle à exercer sur ces télégrammes.

[375] § 3. Doivent être arrêtés par le bureau d'arrivée, avec obligation toutefois, d'en informer immédiatement le bureau d'origine, les télégrammes à destination d'une agence télégraphique de réexpédition notoirement organisée dans le but de soustraire les correspondances des tiers au payement intégral des taxes dues pour leur transmission, sans réexpédition intermédiaire, entre le bureau de départ et celui de la destination définitive.

[376] § 4. (1) Les administrations et exploitations privées s'engagent à arrêter, dans leurs bureaux respectifs, les télégrammes que ces bureaux reçoivent de l'étranger, par n'importe quelle voie (poste, télégraphe, téléphone ou autres), pour être réexpédiés par télégraphe, dans le but de soustraire ces correspondances au payement intégral des taxes dues pour le parcours entier.

[377] (2) L'arrêt doit être signalé à l'administration du pays d'origine de ces télégrammes.

#### CHAPITRE XV.

## REMISE A DESTINATION.

## Article 52.

## Différents cas de remise.

[378] § 1. Les télégrammes sont remis, suivant leur adresse, soit à domicile (habitation particulière, bureau, établissement, etc.), soit poste restante (=GP=), soit télégraphe restant (=TR=). Ils sont aussi transmis au destinataire par téléphone, dans les cas prévus à l'article 15, § 5, ou

par des fils télégraphiques privés, aux conditions fixées par les administrations qui admettent ce mode de transmission. [379] § 2. Ils sont remis ou expédiés à destination dans l'ordre de leur réception et de leur priorité, sauf dans les cas mentionnés au § 9 de l'article 76 et au § 12 de l'article 77.

[380] § 3. (1) Les télégrammes adressés à domicile dans la localité que le bureau télégraphique dessert sont immédiatement portés à leur adresse. Toutefois, les télégrammes portant l'indication de service taxée = Jour = ne sont pas distribués la nuit; ceux qui sont reçus pendant la nuit ne sont obligatoirement distribués immédiatement, dans la limite des heures d'ouverture des bureaux, que lorsqu'ils por tent l'indication de service taxée = Nuit = .

[381] (2) Les administrations sont tenues de faire distribuer immédiatement les télégrammes relatifs à la sécurité de la vie humaine dans la navigation maritime ou aérienne ainsi que les télégrammes d'Etat; elles sont également tenues, dans la limite des houres d'ouvertures des bureaux, de faire distribuer immédiatement les télegrammes privés ne portant pas l'indication = Nuit = , si le caractère d'urgence est reconnu par le bureau d'arrivée.

[382] § 4. (1) Un télégramme porté à domicile peut être remis, soit au destinataire, aux membres adultes de sa famille, à toute personne à son service, à ses locataires ou hôtes, soit au concierge de l'hôtel ou de la maison, à moins que le destinataire n'ait désigné, par écrit, un délégué spécial ou que l'expéditeur n'ait demandé, en inscrivant avant l'adresse l'indication de service taxée « Mains propres » ou  $MP_{\pm}$ , que la remise n'ait lieu qu'entre les mains du destinataire seul. Dans ce dernier cas, tout autre mode de remise (poste, téléphone, fil privé) est exclu.

[383] (2) L'indication « Mains propres » est reprodui te en toutes lettres sur la suscription, par le bureau d'ar rivée, qui donne au porteur les indications nécessaires.

[384] § 5. L'expéditeur peut demander aussi que le télégramme soit remis ouvert, en inscrivant avant l'adresse l'indication de service taxée = Ouvert = .

[385] § 6. Ces modes de remise « en mains propres » et « ouvert » ne sont pas obligatoires pour les administrations qui déclarent ne pas les accepter.

[386] § 7. Les télégrammes qui doivent être déposés « poste restante » ou expédiés par poste sont remis immédiatement à la poste par le bureau télégraphique d'arrivée, dans les conditions fixées par l'article 62.

[387] § 8. Les télégrammes adressés « poste restante » ou remis par poste sont, au point de vue de la délivrance et des délais de conservation, soumis aux mêmes règles que les correspondances postales.

[388] § 9. L'administration dont dépend le bureau d'ar rivée a la faculté de percevoir sur la destinataire une sur taxe spéciale de distribution pour les télégrammes remis « poste restante » ou « télégraphe restant ». Si le destina taire refuse de payer la surtaxe, le bureau de poste en avise le bureau télégraphique et ce dernier informe le bureau d'origine, en vue de la perception de la surtaxe sur l'expéditeur.

[389] § 10. Lorsqu'un télégramme est adressé « télégraphe restant », il est remis, au guichet télégraphique, au destinataire ou à son représentant dûment autorisé, lesquels sont tenus d'établir leur identité, s'ils en sont requis.

[390] § 11. Les télégrammes à remettre aux passagers d'un navire dès son arrivée dans le port sont délivrés, autant que possible, avant le débarquement. Si cela n'est pas pos sible, ou si cette remise donne lieu à des frais (d'embarquement, par exemple), ils sont délivrés au représentant de l'armateur du navire.

#### Article 53.

Non remise et remise différée.

[391] § 1. (1) Lorsqu'un télégramme ne peut pas être remis, le bureau d'arrivée envoie, à bref délai, au bureau d'origine un avis de service faisant connaître la cause de la non remise et dont le texte est rédigé sous la forme sui vante: = 425 quinze Delorme 212 rue Nain (numéro, daté en toutes lettres et adresse du télégramme textuellemen conformes aux indication reques) refusé, destinataire in connu, parti (avec l'adjonction éventuelle « réexpédié poste à....» [art. 60, § 3]), décédé, pas arrivé, adresse plus enregistrée (ou adresse non enregistrée), etc. L'adresse répétée dans l'avis de service comporte également le nom du bureau de destination si cette indication est jugée nécessaire. Le cas échéant, cet avis est complété par l'indication du motif de refus (art. 23, § 1) ou des frais dont le reconvrement doit être tenté sur l'expéditeur (art. 59 et 62). (2) Pour les télégrammes adressés « poste restante » ou « télégraphe restant », qui n'ont pas été retirés par le destinataire à l'expiration du délai de conservation de ces correspondances, il n'est pas expédié d'avis de service de non remise Seuls ceux qui sont grevés d'une taxe à percevoir donnent lieu à l'envoi, par lettre ordinaire affranchie, d'un avis de service de non remise conforme aux dispositions de l'alinéa (1) ci-dessus.

[393] § 2. (1) Le bureau d'origine vérifie l'exactitude de l'adresse et, si cette dernière a été dénaturée, il la rectifie sur-le-champ par avis de service affectant la forme suivante: « 425 quinze (numéro, date en toutes lettres du télégramme) pour . . . (adresse rectifiée) ».

[394] (2) Suivant le cas, cet avis de service contient les indications propres à redresser les erreurs commises telles que: «faites suivre à destination», «annulez télégramme», etc. Dans ce dernier cas, le bureau qui a prescrit l'annulation doit lui-même transmettre le télégramme vers sa destination exacte.

[395] (3) Si le bureau d'origine est fermé au moment où l'avis de non remise parvient au dernier bureau de transit, celui ci vérifie l'exactitude de l'adresse d'après la formule de transit du télégramme primitif et, s'il constate une erreur, transmet lui-même au bureau de destination la rectification dans la forme indiquée à l'alinéa (1). Dans ce cas, il en informe le plus tôt possible le bureau d'origine, auquel il communique la teneur de l'avis rectificatif, [396] § 3. (1) Si l'adresse n'a pas été dénaturée, le bureau d'origine communique, autant que possible, à l'expéditeur, l'avis de non remise.

[397] (2) La non communication de cet avis n'a pas pour conséquence d'ouvrir un droit au remboursement de la taxe acquittée pour le télégramme.

[398] § 4. (1) Un avis de non remise n'est réexpédié par télégramme que si l'expéditeur du télégramme primitif a demandé que ses télégrammes lui soient réexpédiés par télégraphe (art. 60). Dans tous les autres cas, la réexpédition s'effectue par poste, sous forme de lettre affranchie, si l'expéditeur est connu.

[399] (2) La transmission de l'avis de non remise à l'expéditeur peut également avoir lieu par poste lorsque la remise par un mode spécial de transport (lorsqu'il s'agit de la remise à la campagne, par exemple) entraînerait des frais dont le recouvrement n'est pas assuré.

[400] § 5. Le destinataire d'un avis de non remise ne peut compléter, rectifier ou confirmer l'adresse du télégramme primitif que dans les conditions prévues par l'article 80. [401] § 6. (1). Si, après l'envoi de l'avis de non remise,

le télégramme est réclamé par le destinataire, ou si le bu-

reau de destination peut remettre le télégramme sans avoir reçu l'un des avis rectificatifs prévus par le §§ 2 et 5 ci-dessus, il transmet au bureau d'origine un second avis de service rédigé dans la forme suivante: « 29 onze (numéro, date en toutes lettres), Mirane (nom du destinataire) réclamé ou remis ».

[402] (2) Ce second avis n'est pas transmis lorsque la remise est notifiée au moyen d'un accusé de réception télégraphique.

[403] (3) L'avis de remise est communiqué à l'expéditeur si ce dernier a reçu notification de la non remise.

[404] § 7. Si la porte n'est pas ouverte à l'adresse indiquée ou si le porteur ne trouve personne qui consente à recevoir le télégramme pour le destinataire, un avis est laissé au domicile indiqué et le télégramme est rapporté au bureau pour être délivré au destinataire ou à son délégué sur la réclamation de l'un ou de l'autre. Toutefois, les télégrammes dont la remise n'est pas subordonnée à des précautions spéciales sont déposés dans la boîte aux lettres du destinataire quand il n'y a d'ailleurs aucun doute sur le domicile de ce dernier.

[405] § 8. Lorsque le destinataire, avisé dans les conditions du § 7. de l'arrivée d'un télégramme, n'en prend pas livraison dans un délai de 48 heures, il est procédé conformément aux dispositions du § 1.

[406] § 9. Tout télégramme qui n'a pu être délivré au destinataire dans un délai de 42 jours qui suit la date de sa réception au bureau d'arrivée est détruit, sous réserve des dispositions des articles 52, § 8, et 65, §§ 10 et 11.

[407] § 10. Pour la rédaction des avis de non remise ou qui se réfèrent aux télégrammes en cours de transmission, il est recommandé de faire usage des abréviations de l'annexe n. 1 au présent Règlement.

## CHAPITRE XVI.

#### TELEGRAMMES SPECIAUX.

#### Article 54.

## Dispositions générales.

[408] § 1. Les dispositions qui font l'objet des autres chapitres s'appliquent intégralement aux télégrammes spéciaux, sous réserve des modifications qui sont prévues dans le présent chapitre.

[409] § 2. Dans l'application des articles du présent chapitre, on peut combiner les facilités données au public pour les télégrammes urgents, les réponses payées, les télégrammes avec collationnement, les accusés de réception, les télégrammes à faire suivre, les télégrammes multiples et les télégrammes à remettre au delà des lignes.

#### Article 55.

#### Télégrammes privés urgents.

[410] § 1. (1) L'expéditeur d'un télégramme privé peut obtenir la priorité de transmission et de remise à destination en inscrivant l'indication de service taxée « Urgent » ou prime avant l'adresse et en payant le double de la taxe d'un télégramme ordinaire de même longueur pour le même parcours.

[411] (2) De même, la taxe d'un télégramme CDE urgent est le double de la taxe d'un télégramme CDE ordinaire de même longueur pour le même parcours.

[412] 1802. Les télégrammes privés urgents ont la priorité sur les autres télégrammes privés et leur priorité entre eux est réglée dans les conditions prévues par l'art. 36, § 3. [413] § 3. Les dispositions des paragraphes précédents ne sont pas obligatoires pour les administrations qui déclarent ne pas pouvoir les appliquer, soit à une partie, soit à la totalité des télégrammes qui empruntent leurs voies de communication.

[414] § 4. Les administrations qui n'acceptent les télégrammes urgents qu'en transit doivent les admettre soit sur les fils où la transmission est directe à travers leurs territoires, soit dans leurs bureaux de réexpédition, entre les télégrammes de même provenance et de même destination. La taxe de transit qui leur revient est doublée, comme, pour les autres parties du trajet.

[415] § 5. (1) Dans les télégrammes du régime extra-européen, l'urgence est admise sur des parcours partiels, si les administrations intéressées se sont entendues à cet égard. L'expéditeur qui veut faire usage de cette faculté inscritavant l'adresse l'indication de service taxée = PU = et, pour, le parcours sur lequel le télégramme doit être transmis comme urgent, paie la taxe double.

[416] (2) La taxe d'un télégramme CDE partiellement urgent est égale aux '/10 de celle d'un télégramme privé partiellement urgent de même longueur pour le même partours, sous réserve des dispositions de l'article 26, § 3 a) que

#### Article 56.

# Télégrammes avec réponse payée. Utilisation ou remboursement des bons.

[417] § 1. L'expéditeur d'un télégramme peut affranchir la réponse qu'il demande à son correspondant en écrivant avant l'adresse l'indication de service taxée « Réponse payée » ou =RP=, complétée par la mention du montant payé en francs et centimes pour la réponse: « Réponse payée x . . . . » ou =RPx = (exemples: =RP 3,00=, =RP 305=, =RP 3,40=).

[418] § 2. Au lieu de destination, le bureau d'arrivée remet au destinataire un bon d'une valeur égale à celle indiquée dans le télégramme-demande. Ce bon donne la faculté d'expedier, dans la limite de sa valeur, un télégramme avec ou sans services spéciaux, à une destination quelconque, à partir d'un bureau quelconque de l'administration dont relèvo le bureau qui a émis le bon ou, dans le cas d'un radiotélégramme adressé à une station mobile, à partir de la station qui a émis le bon.

[419] § 3. (1) Lorsque la taxe d'un télégramme affranchi par un bon excède le montant de la valeur de ce bon, l'excédent de la taxe doit être payé par l'expéditeur qui utilise le bon. Dans le cas contraire, la différence entre la valeur du bon et le montant de la taxe réellement due est remboursée à l'expéditeur du télégramme primitif lorsque la demande en est faite dans le délai de six mois à partir de la date d'émission du bon et que cette différence est au moins égale à deux francs (2 fr.).

[420] (2) Ce remboursement est effectué pour le compte de l'administration de destination du télégramme primitif, à moins qu'un procédé simplifié ne puisse être appliqué en vertu de l'article 83,

[421] (3) Si la valeur du bon est inférieure au minimum de taxe d'un télégramme, éventuellement imposé aux termes de l'article 26, § 3 b), par l'administration qui a émis le bon, et si le montant du télégramme-réponse n'atteint pas ce minimum, l'expéditeur de la réponse doit payer la différence.

[422] § 4. Le bon ne peut être utilisé pour l'affranchissement d'un télégramme que pendant le délai de trois mois qui suit la date de son émission.

[423] § 5. Lorsque le destinataire a refusé le bon ou n'en a pas fait usage pour une cause quelconque, et que ce bon a été restitué au bureau, le montant du bon est remboursé à l'expéditeur du télegramme si la demande en est faite soit par cet expéditeur, soit par le destinataire, pendant la période de validité du bon.

[424] § 6. Lorsque le bon n'a pu être délivré au destinataire, par suite de l'impossibilité de trouver celui-ci, le montant en est remboursé à l'expéditeur s'il en fait la demande avant l'expiration du délai de validité. Dans ce cas, le bureau de destination annule le bon, et le télégramme, annoté à cet effet, est conservé pendant le délai prescrit.

## Article 57.

## Télégrammes avec collationnement.

- [425] § 1. Le collationnement a pour but de renforcer les garanties d'exactitude de la transmission. Il consiste dans la répétition intégrale du télégramme (y compris le préambule) et dans la comparaison de cette répétition avec le préambule et la teneur dudit télégramme.
- [426] § 2. (1) L'expéditeur d'un télégramme a la faculté d'en demander le collationnement. A cet effet, il paie une surtaxe égale à la moitié de la taxe d'un télégramme or dinaire de même longueur pour la même destination et par la même voie et il écrit avant l'adresse l'indication de service taxée « Collationnement » ou = TC=.
- [427] (2) La surtaxe pour le collationnement des télégrammes CDE est la moitié de la taxe d'un télégramme CDE ordinaire.
- [428] § 3. Les télégrammes d'Etat et les télégrammes de service rédigés en langage secret sont collationnés d'office et gratuitement (art. 78, § 8 et 79, § 10).
- [429] § 4. Le collationnement est donné par le bureau récepteur ou par le bureau transmetteur, suivant le système de transmission employé (art. 44, §§ 1, 2 et 3).
- [430] § 5. Le collationnement ne compte pas dans l'alternat des transmissions.

### Article 58.

Télégrammes avec accusé de réception.

## I. Formalités au bureau d'origine.

- [431] § 1. (1) L'expéditeur d'un télégramme peut demander que l'indication de la date et de l'heure auxquelles son télégramme aura été remis à son correspondant lui soit notifiée, par télégraphe ou par poste, aussitôt après la remise.
- [432] (2) Si l'expéditeur demande que la notification lui soit faite par télégraphe, il doit acquitter, à cet effet, une taxe égale à celle d'un télégramme ordinaire de six mots pour la même destination et par la même voie. Il inscrit alors avant l'adresse l'indication de service taxée « Accusé de réception » ou = PC::. L'accusé de réception d'un télégramme CDE est dans tous les cas soumis à la taxe intégrale.
- [433] (3) Si l'expéditeur demande que cette notification lui soit faite par la poste, il paie une taxe de quarante centimes (0 fr. 40) et inscrit avant l'adresse l'indication de service taxée « Accusé de réception postal » ou = PCP = . [434] § 2. L'accusé de réception, télégraphique ou postal, dès qu'il est parvenu au bureau d'origine du télégramme, est porté à la connaissance de l'expéditeur de ce télégramme.

## II. Formalités au bureau de destination.

[435] § 3. Les accusés de réception sont traités comme télégrammes de service ordinaires, quelle que soit la nature du télégramme auquel ils se réfèrent.

- [436] § 4. Le préambule ne comporte pas l'indication du numéro de depôt, du nombre de mots et de l'heure de dépôt. L'accusé de réception est transmis dans la forme suivante:
- CR Paris Berne = 469 vingtdeux Brown (numéro, date en toutes lettres du télégramme primitif, nom du destinataire de ce télégramme) remis vingtcinq 1025 (date en toutes lettres, heure et minutes).
- [437] § 5. (1) Lorsque le télégramme a été confié à la poste ou aux soins d'un intermédiaire quelconque, en dehors des personnes se trouvant au domicile ordinaire du destinataire, l'accusé de réception en fait mention, exemple:
- « Remis poste, ou hôtel, ou gare, etc., vingteinq 1025 ». [438] (2) Lorsque le télégramme est acheminé sur sa destination définitive par la voie postale, déposé poste restante ou remis par téléphone, par fil télégraphique privé ou aux soins d'un intermédiaire quelconque, la notification susvisée indique la date et l'heure de cet acheminement, dépôt ou remise.
- [439] (3) Lorsqu'il s'agit d'un radiotélégramme ou d'un télégramme sémaphorique, la station terrestre ou le sémaphore émet l'accusé de réception et indique la date et l'heure de transmission à la station mobile (dans le cas d'un radiotélégramme) ou au navire (dans le cas d'un télégramme sémaphorique); exemple:
- « Transmis station mobile (ou navire) vingteinq 1025 ». [440] § 6. L'accusé de réception postal contient les mêmes renseignements que l'accusé de réception télégraphique. Il est envoyé par le bureau d'arrivée du télégramme à celui d'origine sous pli affranchi portant la suscription « Accusé de réception ».
- [441] § 7. (1) Lorsqu'un télégramme avec accusé de réception n'a pu être remis, un avis de service de non remise est envoyé au bureau d'origine, comme s'il s'agissait d'un télégramme ordinaire, et l'accusé de réception n'est pas établi.
- [442] (2) Si, ultérieurement, pendant le délai de conservation du télégramme (art. 53, § 9), le télégramme peut être délivré au destinataire, l'accusé de réception est immédiatement établi et mis en transmission.
- [443] (3) A l'expiration du délai de conservation, si le télégramme n'a pas été remis, la taxe de l'accusé de réception télégraphique peut être remboursée à l'expéditeur sur sa demande.
- [414] (4) La taxe de l'accusé de réception postal n'est jamais remboursée.

## Article 59.

Télégrammes à faire suivre sur l'ordre de l'expéditeur.

- [445] § 1. Tout expéditeur peut demander en inscrivant, avant l'adresse, l'indication de service taxée « Faire suivre » ou =FS= que le bureau d'arrivée fasse suivre son télégramme.
- [446] § 2. (1) L'expéditeur d'un télégramme à faire suivre doit être prévenu que, si le télégramme est réexpedié, il devra payer les taxes de réexpédition qui n'auraient pas été recouvrées à l'arrivée.
- [447] (2) Lorsqu'un télégramme à faire suivre comportant l'une des indication de service taxées = RPx = ou = PC = doit être réexpédié, le bureau réexpéditeur applique les dispositions de l'article 60, § 5.
- [448] § 3. Lorsqu'un télégramme porte l'indication de service taxée =FS= sans autre mention d'adresse, le burcau de destination inscrit, le cas échéant, la nouvelle adresse qui lui ést indiquée au domicile du destinataire dans les conditions prévues au § 5 ci-après et fait suivre le télégramme sur la nouvelle destination. On opère de même jusqu'à ce que le télégramme soit remis ou jusqu'à ce qu'il ne soit plus fourni de nouvelle adresse.

[449] § 4. Si l'indication de service taxée =FS= est accompagnée d'adresses successives, le télégramme est transmis à chacune des destinations indiquées, jusqu'à la dernière, s'il y a lieu, et le dernier bureau d'arrivée se conforme, le cas échéant, aux dispositions du § 6.

[450] § 5. (1) Le lieu d'origine, la date et l'heure de dépôt à indiquer dans le préambule des télégrammes réexpédiés sont le lieu d'origine, la date et l'heure de dépôt primitifs; le lieu de destination est celui auquel le télégramme doit être d'abord expédié.

[451] (2) Dans l'adresse, les indications de remise à domicile s'appliquant aux acheminements déja effectués sont supprimées et l'on maintient seulement, à la suite de l'indication = FS = , le nom de chacune des destinations par lesquelles le télégramme a déja transité.

Par exemple, l'adresse d'un télégramme libellée au de-

part:

=FS = Haggis chez Dekeysers Londres =Hôtel Tarbet Tarbet =

North British Hotel Edimbourg,

serait rédigée à partir de Tarbet, lieu de la seconde réexpédition, sous la forme:

=FS= de Londres, Tarbet = Haggis North British Hotel Edimbourg.

[452] (3) A chaque réexpédition, le nombre de mots est compté à nouveau et le préambule modifié en conséquence.

[453] § 6. (1) Lorsque la remise ne peut être effectuée et qu'aucune nouvelle adresse n'est indiquée, le dernier bureau d'arrivée envoie l'avis de service de non remise prévu par l'article 53, § 1. Cet avis doit faire connaître le montant des frais de réexpédition qui n'ont pu être recouvrés sur le destinataire. Il affecte la forme suivante: « 435 vingtneuf Paris Julien (numéro, date en toutes lettres, nom du bureau d'origine primitif, nom du destinataire) réexpédié à . . . . (nouvelle adresse), inconnu, refusé, etc. (motif de la non remise), percevoir . . . (montant de la taxe non recouvrée) ».

[454] (2) Cet avis est adressé au bureau qui a fait la dernière réexpédition, afin qu'il puisse éventuellement opérer les rectifications nécessaires. Si la transmission est correcte, ce bureau transmet l'avis de service au bureau d'origine, qui recouvre le montant des taxes de réexpedition sur l'expéditeur du télégramme et lui communique l'avis de non remise.

[455] (3) D'autre part, le dernier bureau d'arrivée conserve le télégramme en dépôt, conformément aux dispositions de l'article 53, § 9.

[456] § 7. (1) La taxe à percevoir au départ pour les télégrammes à faire suivre est simplement la taxe afférente au premier parcours, l'adresse complète entrant dans le nombre des mots. La taxe complémentaire est perçue sur le destinataire. Elle est calculée en tenant compte du nombre de mots transmis lors de chaque réexpédition.

[457] (2) Lorsqu'un télégramme à faire suivre comporte l'indication de service taxée = TC=, la taxe applicable au collationnement est cumulée, lors de chaque réexpédition, avec les autres frais de réexpédition.

[458] (3) Lorsque le destinataire refuse le payement des frais de réexpédition, le télégramme est néanmoins remis. Un avis de service signale au bureau d'origine le refus de payement et fait connaître le montant des frais à recouvrer sur l'expéditeur.

[450] § 8. A partir du premier bureau indiqué dans l'adresse, les taxes à percevoir sur le destinataire, pour les parcours ultérieurs, doivent, à chaque réexpédition, être ajoutées. Leur total est indiqué d'office dans le préambule.

[460] § 9. (1) Cette indication est formulée comme il suit « Percevoir . . ». Si les réexpéditions ont lieu dans les limites du pays auquel appartient le bureau d'arrivée, la taxe complémentaire à percevoir sur le destinataire est calculée, pour chaque réexpédition, suivant le tarif intérieur de ce pays. Si les réexpéditions ont lieu hors de ces limites, la taxe complémentaire est calculée en considérant comme autant de télégrammes séparés chaque réexpédition internationale. Le tarif pour chaque réexpédition est le tarif applicable aux correspondances échangées entre le pays qui réexpédie et celui auquel le télégramme est réexpédié.

[461] (2) Les taxes de réexpédition des télégrammes CDE sont calculées sur la base des taux réduits (art. 10, § 4). Les télégrammes CDE réexpédiés conservent la mention de service « CDE ».

#### Article 60.

Télégrammes à réexpédier sur l'ordre du destinataire.

[462] § 1. Toute personne peut demander, en fournissant les justification nécessaires, que les télégrammes parvenant à son adresse à un bureau télégraphique lui soient réexpédiés télégraphiquement à une nouvelle adresse qu'elle indique. Dans ce cas, il est procédé conformément aux dispositions de l'article précédent, mais au lieu d'inscrire avant l'adresse l'indication =FS=, on inscrit l'indication de service taxée = Réexpédié de . . . = (nom du ou des bureaux réexpéditeurs).

[463] § 2. Les demandes de réexpédition doivent se faire par écrit, par avis de service taxé ou par la voie postale (art. 80, § 9). Elles sont formulées soit par le destinataire lui-même, soit en son nom par l'une des personnes mentionnées à l'article 52, § 4 (1), comme pouvant recevoir les télégrammes aux lieu et place du destinataire. Celui qui formule une semblable demande s'engage à acquitter les taxes qui ne pourraient être recouvrées par le bureau de distribution.

[464] § 3. (1) Chaque administration se réserve la faculté de réexpédier télégraphiquement, d'après les indications données au domicile du destinataire, les télégrammes pour lesquels aucune indication spéciale n'aura été fournie.

[465] (2) Si, au domicile du destinataire d'un télégramme ne portant pas l'indication =FS=, on indique la nouvelle adresse sans donner l'ordre de rèexpédier par la voie télégraphique, les administrations sont tenues de faire suivre par la voie postale une copie de ce télégramme, à moins qu'elles n'aient été invitées à la conserver en instance ou qu'elles n'effectuent d'office la réexpédition télégraphique.

[466] (3) La réexpédition par la poste se fait d'après les prescriptions de l'article 62. Les télégrammes dont on fait suivre une copie par la poste doivent faire l'objet d'un avis de non remise ordinaire (art. 53). La mention « Réexpédié poste à . . . (nouvelle destination) » est, dans ce cas, ajoutée à l'avis télégraphique de non remise.

[467] § 4. (1) Si le destinataire refuse de payer les frais de réexpédition d'un télégramme réexpédié télégraphiquement ou si ce télégramme ne peut être remis pour une autre cause, le dernier bureau d'arrivée envoie l'avis de non remise prévu par l'article 53, § 1. Cet avis affecte la forme suivante:

« 435 vingtneuf Paris Julien (numero, date en toute lettres, nom du bureau d'origine primitif, nom du destinataire) réexpédié a ... (nouvelle adresse), inconnu, refusé, etc. (motif de la non remise), percevoir ... (montant de la taxe non recouvrée) ».

[468] (2) Cet avis est adressé d'abord au bureau qui a fait la dernière réexpédition, puis au précédent et ainsi de suite successivement à chaque bureau réexpéditeur afin que chacun de ces bureaux puisse éventuellement opérer les rectifications nécessaires et ajouter l'adresse sous laquelle il a reçu le télégramme.

[469] (3) Le cas échéant, les bureaux intéressés doivent percevoir les taxes non recouvrées sur les personnes qui ont donné l'ordre de réexpédier et qui sont respectivement

responsables.

[470] (4) L'avis est enfin transmis au bureau d'origine pour être communiqué à l'expéditeur, auquel il n'est pas réclamé de frais de réexpédition.

[471]. § 5. (1) Lorsqu'un bureau de destination doit réexpédier télégraphiquement un télégramme avec réponse payée, il maintient, avant l'adresse, l'indication = RPx = telle qu'il l'a reçue, et il annule le bon, s'il en a créé un.

[472] (2) La taxe payée pour la réponse est portée, par l'administration réexpéditrice, au crédit de l'adminis-

tration à laquelle le télégramme est réexpédié.

[473] (3) Lorsqu'un bureau de destination doit réexpédier par poste une copie d'un télégramme avec réponse payée, il annexe le bon à la copie (§ 3 (2) du présent article).

[474] (4) Dans le cas d'un accusé de réception visant un télégramme réexpédié, le montant de la taxe payée d'avance est appliqué à un accusé de réception donnant avis de la réexpédition du télégramme. Cet avis est rédigé sous la forme suivante: « CR Madrid Paris = 524 onze Regel Paris réexpédié Londres douze 0840 ».

[475] § 6. Dans les cas prévus au présent article, §§ 1 et 2, ainsi qu'au § 7 (2), la personne qui fait suivre un télégramme a la faculté d'acquitter elle même la taxe de réexpédition, pourvu qu'il s'agisse de diriger le télégramme sur une seule localité, sans indication de retransmissions éventuelles à d'autres localités.

[476] § 7. (1) Lorsqu'il s'agit de réexpédier le télégramme sur une destination déterminée sans indication de retransmissions éventuelles à d'autres localités, la personne qui donne l'ordre de faire suivre ce télégramme peut même demander que la rèexpédition soit faite d'urgence, mais elle est tenute alors d'acquitter elle-même la double taxe. Le bureau qui défère à cette demande ajoute dans l'adresse du télégramme à faire suivre l'indication de service taxée = I) = .

[477] (2) D'autre part, les télégrammes urgents peuvent être, sur demande du destinataire ou de son représentant, réexpédiés comme télégrammes ordinaires après radiation de l'indication = D=.

[478] § 8. Dans le cas prévu au § 7 (1), et aussi lorsqu'il est fait usage de la faculté mentionnée dans le § 6, l'indication « Percevoir . . . » formulée dans l'article 59, § 9, est remplacée par l'indication « Taxe perçue ».

# Article 61.

# Télégrammes multiples.

[479] § 1. (1) Tout télégramme peut être adressé soit à plusieurs destinataires dans une même localité ou dans des localités différentes, mais desservies par un même bureau télégraphique, soit à un même destinataire à plusieurs domiciles dans la même localité ou dans des localités différentes, mais desservies par un même bureau télégraphique. A cet effet, l'expéditeur inscrit avant l'adresse l'indication de service taxée: « x adresse » ou =TMx=. Le nom du bureau de destination ne figure qu'une fois, à la fin de l'adresse. [480] (2) Dans les télégrammes adressés à plusieurs destinataires, les indications concernant le lieu de la remise.

telles que bourse, gare, marché, etc., doivent figurer apres le nom de chaque destinataire. De même, dans les télégrammes adressés à un seul et même destinataire à plusieurs domiciles, le nom du destinataire doit figurer avant chaque indication de lieu de remise.

[481] § 2. L'emploi des indications de service taxées est réglé conformément aux prescriptions de l'article 14, § 2. [482] § 3. (1) Le télégramme multiple est taxé comme un télégramme unique, toutes les adresses entrant dans le compte des mots.

[483] (2) Il est en outre perçu pour les télégrammes multiples, de toutes catégories, en sus de la taxe par mot, un droit de un franc (1 fr.) pour l'établissement de chaque copie ne comprenant pas plus de cinquante mots taxés.

[484] (3) Pour les copies comportant plus de cinquante mots taxés, le droit est de un franc (1 fr.) pour les cinquante premiers mots et de cinquante centimes (0 fr. 50) par cinquante mots ou fraction de cinquante mots supplémentaires.

[485] (4) La taxe pour chaque copie est calculée séparément, en tenant compte du nombre de mots qu'elle doit contenir. Le nombre de copies à établir est égal au nombre des adresses.

[486] § 4. (1) Chaque exemplaire d'un télégramme multiple ne doit porter que l'adresse qui lui est propre, et l'indication de service taxée = TMx = n'y doit pas figurer, à moins que l'expéditeur n'ait demandé le contraire. Cette demande doit être comprise dans le nombre des mots taxés et être formulée comme il suit: = CTA =.

[487] (2) Si une copie portant l'indication de service taxée = CTA = doit être réexpédiée télégraphiquement, elle ne mentionne que l'adresse qui lui est propre; les autres adresses sont transmises après la signature ou, à défaut de signature, après le texte, et sont précédées de l'indication « reçu avec . . . adresse (s) ».

[488] § 5. Dans les copies, le nombre des mots indiqué dans le préambule du télégramme est modifié en tenant compte du nombre des mots figurant sur chacune d'elles.

## Article 62.

Télégrammes à remettre par exprès ou par poste.

## I. Généralités.

[489] § 1. Les télégrammes destinés à des localités desservies par les voies de télécommunication internationales ne peuvent y être envoyés par poste que par un bureau télégraphique du pays auquel appartiennent ces localités.

[490] § 2. (1) Les télégrammes adressés à des localités non desservies par les voies de télécommunication internationales peuvent être remis à destination, à partir d'un bureau télégraphique du pays auquel appartient la localité de destination, soit par poste, soit, si ces services existent, par exprès ou par poste-avion.

[491] (2) Cette remise peut, néanmoins, être effectuée à partir d'un bureau télégraphique d'un autre pays, lorsque le pays de destination n'est pas relié au réseau de télécommunications internationales ou lorsque la localité ne peut être atteinte par le réseau de télécommunications du pays de destination.

# II. Télégrammes à remettre par exprès.

[492] § 3. L'exprès s'entend de tout mode de remise plus rapide que la poste, lorsque cette remise a lieu en dehors des limites de distribution gratuite des télégrammes.

reau de destination ne figure qu'une fois, à la fin de l'adresse. [493] § 4. Les administrations qui ont organisé un service [480] (2) Dans les télégrammes adressés à plusieurs de transport par exprès pour la remise des télégrammes nodestinataires, les indications concernant le lieu de la remise, itifient, par l'intermédiaire du Bureau de l'Union, le mon-

[520]

[521]

[522]

[523]

[524]

[525]

tant des frais de transport à payer au départ. Ce montant doit être une taxe fixe et uniforme pour chaques pays. Toutefois, pour les administrations qui en font la demande, des taxes spéciales d'expres peuvent, pour certains bureaux, être indiquées dans la nomenclature officielle du Bureau de la Union, en regard du nom des bureaux intéressés.

[494] § 5. (1) L'expéditeur qui désire payer la taxe fixe notifiée pour le transport par exprès inscrit, avant l'adresse lu télégramme, l'indication de service taxée « Exprès payé » u = XP = .

[495] (2) S'il désire que la perception des frais de exprès ait lieu sur le destinataire, il porte sur son télégramme l'indication de service taxée = Exprès =.

[496] § 6. Lorsqu'un télégramme portant l'indication de service taxée = Exprès = et ayant donné lieu à une course n'est pas remis, le bureau de destination ajoute à l'avis de non remise prévu par l'article 53, § 1, la mention « Percevoir XP » (montant fixe des frais d'exprès notifié par l'administration intéressée).

## III. Télégrammes à remettre par poste.

[497] § 7. L'expéditeur qui désire faire transporter par poste son télégramme destiné à une localité au delà des voies de communication internationales, doit inscrire, avant l'adresse du télégramme, l'indication de service taxée:

=Poste = si le télégramme est à expédier comme lettre ordinaire;

=PR= si le télégramme est à expédier comme lettre recommandée;

=PAV= si le télégramme est à expédier par poste-avion. [498] § 8. Le nom du bureau télégraphique à partir duquel le télégramme doit être transporté par la poste est placé immédiatement après le nom de la localité de dernière destination; par exemple, l'adresse: « Poste (ou = PR=) Lorenzini l'oggiovalle Teramo » indiquerait que le télégramme est à réexpédier par la poste de Teramo au destinataire à Poggiovalle, localité non desservie par le télégraphe.

[499] § 9. Les télégrammes à remettre par poste sont soumis aux taxes supplémentaires ci après:

[500] a) Télégrammes à distribuer dans les limites du pays de destination :

[501] 1º ceux portant l'indication de service taxée = Poste = : pas de surtaxe;

[502] 2° ceux portant l'indication de service taxée = PR = : quarante centimes (0 fr. 40);

[503] 3° ceux portant l'indication de service taxée = PAV = : surtaxe afférent au transport aérien d'une lettre ordinaire :

[504] 4° ceux portant les indications de service taxées = PR = et = PAV = : quarante centimes (0 fr. 40) et surtaxe afférente au transport aérien d'une lettre ordinaire;

[505] b) Télégrammes à réexpédier à un autre pays que le pays de destination télégraphique (article 62):

[500] 1º ceux portant l'indication de service taxée = Poste = : quarante centimes (0 fr. 40);

[507] 2° ceux portant l'indication de service taxée
=PR=: quatre-vingt centimes (0 fr. 80);
[508] 3° ceux portant l'indication de service taxée

[509]

3° ceux portant l'indication de service taxée =PAV = : quarante centimes (0 fr. 40) et surtaxe afférente au transport aérien d'une lettre ordinaire;

4° ceux portant les indications de service taxées = PR = et = PAV = : quatre-vingts centimes (0 fr. 80) et surtaxe afférente au transport aérien d'une lettre ordinaire.

[510] § 10. Le bureau télégraphique d'arrivée est en droit d'employer la poste:

[511] a) à défaut d'indication, dans le télégramme.
du moyen de transport à employer;

[512] b) lorsque le moyen indiqué diffère du mode adopte et notifié par l'administration d'arrivée;

[513] c) lorsqu'il s'agit d'un transport par exprès à payer par un destinataire qui aurait refusé antérieurement d'acquitter des frais de même

[514] § 11. L'emploi de la poste est obligatoire pour le bureau de destination:

[515] a) (1) lorsque telle a été la demande faite expressément, soit par l'expéditeur (§ 7), soit par le destinataire (art. 60).

[516] (2) Le bureau d'arrivée peut, toutefois, employer l'exprès, même pour un télégramme portant l'indication = Poste = , si le destinataire a exprimé la volonté de recevoir ses télégrammes par exprès;

[517] b) lorsque le bureau de destination ne dispose pas d'un moyen plus rapide.

[518] § 12. Les télégrammes qui doivent être acheminés à destination par la voie postale et qui sont remis à la poste par le bureau télégraphique d'arrivée sont traités suivant les dispositions ci-après:

[519] a) Telégrammes à distribuer dans les limites du pays de destination;

1° ceux qui portent l'indication de service taxée = Poste = ou = GP = ou qui ne portent aucune indication de service taxée relative à l'envoi par poste, sont mis à la poste come lettres ordinaires, sans frais pour l'expéditeur ni pour le destinataire; toutefois, les télégrammes adressés poste restante sont passibles d'une surtaxe spéciale de distribution (art. 52, § 9);

2º ceux qui parviennent avec l'indication de service taxée = PR = ou = GPR = sont déposés à la poste comme lettres recommandées dument affranchies, s'il y a lieu;

3º ceux qui parviennent avec l'indication de service taxée = PAV = sont remis au service postal aérien après avoir été revêtus des timbres poste représentant le montant de la surtaxe applicable à une lettre ordinaire devant être transportée par avion:

b) Télégrammes à réexpédier par poste à un pays autre que le pays de destination télegraphique:

1° Si les frais de poste ont été dûment perçus au préalable, les télégrammes sont mis à la poste come lettres affranchies, ordinaires ou recommandées, suivant, le cas, l'affranchissement devant, pour les télégrammes portant l'indication de servicé takée = PAV =, comprendre la surtaxe, afférente au transport par avion.

2º Dans le cas où il n'y a pas eu perception des frais de poste, les télégrammes sont mis à la poste comme lettres ordinaires non affranchies, le port étant à la charge du destinataire.

[526] § 13. Lorsqu'un télégramme à expédier par lettre recommandée ne peut être soumis immédiatement à la formalité de la recommandation, tout en pouvant profiter d'un départ postal, il est mis d'abord à la poste comme lettre ordinaire; une ampliation est andressée, comme lettre recommandée, aussitôt qu'il est possible.

## Article 63.

## Télégrammes de luxe.

- [527] § 1. (1) Entre les pays de l'Union est admis, à titre facultatif, le service des télégrammes de luxe.
- [528] (2) L'organisation de ce service fait l'objet d'arrangements particuliers entre les administrations intéressées, et la surtaxe éventuelle perçue pour ce service n'entre pas dans la comptabilité internationale.
- [529] § 2. Pour les télégrammes de luxe, l'expéditeur doit inscrire, avant l'adresse, l'indication de service taxée = LX = .

#### CHAPITRE XVII.

## PHOTOTELEGRAMMES.

#### Article 64.

## Photoiélégrammes.

- [530] § 1. Un service facultatif de phototélégrammes est admis entre les administrations qui ont déclaré vouloir l'organiser.
- [531] § 2. Les taxes et les dispositions afférentes aux phototélégrammes sont fixés par entente directe entre les administrations intéressées.

### CHAPITRE XVIII.

## TELEGRAMMES SEMAPHORIQUES.

## Article 65.

## Télégrammes sémaphoriques.

- [532] § 1. Les télégrammes échangés au moyen des sémaphores portent le nom de télégrammes sémaphoriques.
- [533] § 2. Les télégrammes sémaphoriques doivent porter avant l'adresse l'indication de service  $\tan e = SEM = .$
- [534] § 3. L'adresse des télégrammes sémaphoriques destinés à des navires en mer doit contenir:
- [535]
- a) le nome du destinataire avec indication complémentaire, s'il y à lieu;
- [536]
- b) le nom du navire, complété par la nationalité et, au besoin, par le signal distinctif du code international de signaux, en cas d'homonymie;
- [537]
- c) le nom du poste sémaphorique, tel qu'il figure à la nomenclature officielle des bureaux.
- [538] § 4. Les télégrammes sèmaphoriques doivent être rédigés soit dans la langue du pays où est situê le sémaphore chargé de les signaler, soit au moyen de groupes de lettres du code international de signaux.
- [539] § 5. Pour les télégrammes d'Etat sémaphoriques expédiés d'un navire en mer, le sceau est remplacé par le signe distinctif du commandement.
- [540] § 6. Pour les télégrammes sémaphoriques originaires des navires en mer, l'indication du bureau d'origine, en

- préambule, se compose du nom du poste récepteur, suivi du nom du navire. L'heure de dépôt est l'heure de réception du télégramme par le poste récepteur en relation avec le navire.
- [541] § 7. La taxe des télégrammes à échanger avec les navires en mer par l'intermédiaire des sémaphores est tixée à vingt centimes (0 fr. 20) par mot. Cette taxe s'ajoute au prix du parcours électrique calculé d'après les règles générales. La totalité est perçue sur l'expéditeur pour les télégrammes adressés aux navires en mer, et sur le destinataire pour les télégrammes provenant des bâtiments (art. 32, § 1). Dans ce dernier cas, le préambule doit contenir la mention « Percevoir... ».
- [542] § 8. Les télégrammes provenant d'un navire en mer sont transmis à destination en signaux du code international de signaux lorsque le navire expéditeur l'a demandé.
- [543] § 9. Dans le cas où cette demande n'a pas été faite, ils sont traduits en langage ordinaire par le préposé du poste sémaphorique et transmis à destination.
- [544] § 10. (1) L'expéditeur d'un télégramme sémaphorique à destination d'un navire en mer peut préciser le nombre de jours pendant lesquels ce télégramme doit être tenu à la disposition du navire par le sémaphore.
- [545] (2) Dans ce cas, il inscrit, avant l'adresse, l'indication de service taxée « x jours » ou =Jx= spécifiant ce nombre de jours, y compris celui du dépôt du télégramme.
- [546] § 11. (1) Si un télégramme à destination d'un navire en mer n'a pu être transmis à ce navire dans le délai indiqué par l'expéditeur ou, à défaut d'une telle indication, jusqu'an matin du 29° jour suivant celui du dépôt, le sémaphore en donne avis au bureau d'origine, qui communique cet avis à l'expéditeur.
- [547] (2) Celui ci a la faculté de demander par avis de service taxé, télégraphique ou postal, adressé au sémaphore, que son télégramme soit retenu pendant une nouvelle période de trente jours, pour être transmis au navire, et ainsi de suite. A défaut d'une telle demande, le télégramme est mis au rebut à la fin du 30° jour (jour de depôt non compris).
- [548] (3) Toutefois, si le sémaphore a l'assurance que le navire est sorti de son rayon d'action avant qu'il ait pu lui transmettre le télégramme, le bureau d'origine est avisé de ce fait et en informe l'expéditeur.
- $[\,549\,]~~\S~12.~$  Ne sont pas admis comme télégrammes sémaphoriques :
  - a) les télégrammes avec réponse payée, sauf pour les télégrammes à destination des navires en mer;
  - b) les télégrammes mandats;
  - c) les télégrammes avec collationnement;
  - d) les télégrammes avec accusé de réception télégraphique ou postal, sauf pour les télégrammes à destination des navires en mer et sur le parcours des voies de communication du réseau télégraphique;
  - e) les télégrammes à faire suivre;
  - f) les avis de service taxés, sauf en ce qui concerne le parcours sur les voies de communication du réseau télégraphique;
  - g) les télégrammes urgents, sauf en ce qui concerne le parcours sur les voies de communication du réseau télégraphique;
  - h) les télégrammes à remettre par exprès ou par poste;
  - i) les télégrammes différés;
  - j) les lettres-télégrammes;
  - k) les télégrammes de félicitations.

#### CHAPITRE XIX.

#### RADIOTELEGRAMMES,

#### Article 66.

## Radiotélégrammes.

[550] Le service des radiotélégrammes s'effectue conformément aux dispositions des Règlements des radiocommunications.

#### CHAPITRE XX.

#### TELEGRAMMES MANDATS.

#### Article 67.

#### Télégrammes-mandats.

[551] § 1. L'émission, la rédaction du texte et le payement des télégrammes mandats sont réglés par des conventions spéciales internationales.

[552] § 2. Si la localité où se trouve le bureau postal payeur n'est pas pourvue d'un bureau télégraphique, le télégramme-mandat doit porter l'indication du bureau postal payeur et celle du bureau télégraphique qui le dessert.

[553] § 3. (1) Les telégrammes mandats sont admis à la taxe des télégrammes différés, sous réserve de l'application des dispositions de l'article 75. Ils portent l'indication de service taxée = LC=.

[554] (2) Les conditions fixées pour la rédaction des télégrammes différés ne doivent être observées dans les télégrammes-mandats différés, que pour ce qui concerne les communications destinées au bénéficiaire du mandat.

[555] § 4. La transmission des télégrammes mandats, lorsque cette transmissions est admise entre les administrations en correspondance, est soumise aux mêmes règles que les autres catégories de télégrammes, sous réserve des prescriptions qui font l'objet des articles 40, § 8, 44, §§ 1, 2 et 3, et 45, § 3 (2).

#### CHAPITRE XXI.

#### TELEGRAMMES DE PRESSE.

#### Article 68.

#### Conditions d'admission.

556] § 1. Sont admis comme télégrammes de presse à tarif éduit ceux dont le texte est constitué par des informations it nouvelles politiques, commerciales, etc., destinées à être publiées dans les journaux et autres publications périodiques. Ces télégrammes comportent obligatoirement, en tête de l'adresse, l'indication de service taxée = Presse=, inscrite par l'expéditeur.

[557] § 2. Les télégrammes de presse ne sont acceptés au départ que sur la présentation de cartes spéciales que l'administration du pays où ces cartes sont utilisées fait établir et délivrer aux correspondants de journaux, publications périodiques ou agences autorisées. Toutefois, la présentation de cartes n'est pas obligatoire si l'administration de départ en décide autrement.

[558] § 3. Les télégrammes de presse doivent être adressés à des journaux, publications périodiques ou agences de publicité et seulement au nom du journal, de la publication ou de l'agence, et non pas au nom d'une personne attachée à un titre quelconque à la direction du journal, de la publication ou de l'agence. Ils doivent contenir seulement des matières destinée à être publiées et des instructions relatives à la publication du télégramme. Tout passage de cette dernière catégorie doit être mis entre parenthèse et écrit soit au commencement, soit à la fin du texte. Le nombre de mots conte-

nus dans la totalité des instructions relatives à un seul télégramme peut s'élever jusqu'à 5 p. 100 du nombre des mots taxés du texte, sous condition qu'il ne dépasse pas dix mots. Les parenthèses sont à taxer. Les administrations qui ont dressé une liste des journaux, publications ou agences autorisés à recevoir des télégrammes de presse, après s'être engagés à se conformer à toutes les conditions fixées par le Règlement, doivent communiquer cette liste aux autres administrations, par l'intermédiaire du Bureau de l'Union.

[559] § 4. L'usage d'adresses abrégées et enregistrées est autorisé.

[560] § 5. En dehors de l'indication de service taxée = Presse=, les télégrammes de presse ne peuvent porter d'autres indications de service taxées que celles relatives aux télégrammes urgents et aux télégrammes multiples.

[561] §6. Les taxes terminales et de transit applicables aux télégrammes de presse ordinaires échangés entre les administrations de l'Union sont celles des télégrammes privés ordinaires, réduites de 50 p. 100 dans le régime européen et d'au moins 50 p. 100 dans les autres relations.

[562] § 7. La taxe par mot à percevoir pour un télégramme de presse urgent est celle afférente à un télégramme privé ordinaire pour le même parcours.

[563] § 8. Le droit de copie des télégrammes de presse multiples est celui afférent aux télégrammes privés ordinaires multiples.

[564] § 9. Les administrations qui perçoivent un minimum de taxe pour les télégrammes ordinaires [art. 26, § 3 b)] perçoivent le même minimum pour les correspondances de presse.

[565] § 10. (1) Les administrations qui n'admettent pas les télégrammes de presse (soit ordinaires, soit urgents), au tarif réduit, doivent les accepter en transit.

[566] (2) La taxe de transit qui revient à ces administrations est, selon qu'il s'agit de télégrammes de presse ordinaires ou de télégrammes de presse urgents, celle qui découle de l'application des dispositions du § 6 ou du § 7 du présent article.

#### Article 69.

## Rédaction des télégrammes de presse.

[567] § 1. (1) Les télégrammes de presse doivent être rédigés en langage clair dans une des langues admises pour la correspondance télégraphique internationale, et choisie parmi les langues suivantes:

[568] a) la langue française;

[569] b) la langue dans laquelle est rédigé le journal destinataire;

[570] c) la ou les langues nationales du pays d'origine ou du pays de destination, désignées par les administrations intéressées;

[571] d) une ou plusieurs langues supplémentaires désignées éventuellement par l'administration d'origine ou par l'administration de destination comme étant usitées sur le territoire du pays auquel elles appartiennent.

[572] (2) L'expéditeur d'un télégramme de presse rédigé conformément au littéra b) ci-dessus peut être tenu de fournir la preuve qu'il existe, dans le pays de destination du télégramme, un journal publié dans la langue qu'il a choisie.

[573] § 2. Les langues mentionnées au § 1 ci-dessus peuvent être employées à titre de citations conjointement avec celle dans laquelle est rédigé le télégramme.

[574] § 3. Sous réserve de l'exception prévue par l'article 68, § 3, les télégrammes de presse ne doivent contenir aucun passage, annonce ou communication ayant le caractère de

correspondance privée ni aucune annonce ou communication dont l'insertion est faite à titre onéreux; de même, ils ne doivent contenir aucune annonce dont l'insertion est faite

à titre gratuit.

[575] § 4. Les cours de bourse et de marché, les résultats sportifs, avec ou sans texte explicatif, sont admis dans les télégrammes de presse à tarif réduit. Les bureaux d'origine doivent, en cas de doute, s'assurer auprès de l'expéditeur, qui est tenu d'en justifier, si les groupes de chiffres figurant dans ces télégrammes représentent bien des cours de bourse et de marché ou des résultats sportifs.

#### Article 70.

· Application du tarif normal aux télégrammes de presse.

[576] § 1. Lorsque les télégrammes présentés comme télégrammes de presse ne remplissent pas les conditions indiquées par l'article précédent, l'indication = Presse = est biffée et ces télégrammes sont taxés d'après le tarif de la catégorie (ordinaire ou urgente) à laquelle ils appartiement. [577] § 2. Le tarif normal des correspondances privées (ordinaires ou urgentes) est également applicable à tout télégramme de presse dont il est fait usage dans un but autre que celui de son insertion dans les colonnes du journal ou de la publication périodique destinataire, c'est à-dire:

[578]

a) aux télégrammes qui ne sont pas publiés par le journal on la publication périodique destinataire (à moins d'une explication satisfaisante) ou que le destinataire a communiqués avant publication, soit à des particuliers, soit à des établissements tels que clubs, cafés, hôtels, bourses, etc.;

[579]

b) aux télégrammes non encore publiés que le journal ou la publication périodique destinataire a vendus, distribués ou communiqués, avant de les publier, à d'autres journaux, en vue de leur insertion dans leurs propres colonnes; les télégrammes de presse peuvent, toutefois, être vendus, distribués ou communiqués pour publication simultanée;

[580]

c) aux télégrammes, adressés aux agences, qui ne sont pas publiés dans un journal (à moins d'une explication satisfaisante) ou qui sont communiqués à des tiers avant d'être publiés par la presse.

[581] § 3. Dans le cas prévus au § 2, le complément de taxe est perçu sur le destinataire, au profit de l'administration d'arrivée.

## Article 71.

Transmission et remise des télégrammes de presse.

[582] Selon la catégorie à laquelle ils appartiennent (ordinaires ou urgents), les télégrammes de presse prennent rang, tant pour la transmission que pour la remise, parmi les télégrammes privés ordinaires ou urgents.

#### Article 72.

#### Dispositions diverses.

[583] § 1. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les articles 68 à 71 et dans le présent article, les télégrammes de presse sont soumis aux dispositions du présent Règlement et des conventions particulières conclues entre administrations.

[584] § 2. Les dispositions visant les télégrammes de presse ne sont obligatoires, pour les administrations qui déclarent ne pas pouvoir les appliquer, qu'en ce qui concerne l'ac-

ceptation des télégrammes de presse en transit. Les conditions de transmission peuvent être modifiées d'un commun accord par les administrations intéressées.

## CHAPITRE XXII.

## TELEGRAMMES METEOROLOGIQUES.

#### Article 73.

Télégrammes météorologiques.

[585] § 1. (1) Le terme « télégramme météorologique » désigne un télégramme envoyé par un service météorologique officiel ou par une station en relation officielle avec un tel service, et adressé à un tel service ou à une telle station, et qui contient exclusivement des observations météorologiques ou des prévisions météorologiques.

[586] (2) Ces télégrammes comportent obligatoirement, en tête de l'adresse, l'indication de service taxée

= OBS = .

[587] § 2. Les taxes terminales et de transit applicables aux télégrammes météorologiques considérés au paragraphe précédent sont réduites d'au moins 50 p. 100 dans toutes les relations.

[588] § 3. Sur demande de l'agent du guichet, l'expéditeur doit déclarer que le texte de son télégramme correspond aux conditions fixées au § 1 (1).

#### CHAPITRE XXIII.

## RADIOCOMMUNICATIONS A MULTIPLES DESTINATIONS.;

#### Article 74.

## Radiocommunications à multiples destinations.

[589] § 1. (1) Les administrations se réservent la faculté d'organiser des services de transmission par télégraphie sans fil ou par téléphonie sans fil de radiocommunications à multiples destinations.

[590] (2) Seuls les expéditeurs et destinataires qui satisfont aux prescriptions et conditions spécialement établies par les administrations respectives sont admis à participer

auxdits services.

[591] (3) Ces radiocommunications doivent être constituées par des informations et nouvelles politiques, commer ciales, etc., e ne doivent contenir aucun passage, aunonce ou communication ayant un caractère privé.

[592] § 2. (1) L'expéditeur est tenu de communiquer les adresses des destinataires à l'administration du pays d'émission. Celle-ci communique aux autres administrations l'adresse des destinataires qui sont établis sur leur territoire. Elle notifie, en outre, pour chacun de ces destinataires, la date fixée pour la première réception, ainsi que le nom de la station d'émission et l'adresse de l'expéditeur. Les administrations se notifient mutuellement les changements intervenus dans le nombre et les adresses des expéditeurs et des destinataires.

[593] (2) Il appartient à l'administration du pays de réception d'autoriser ou non les destinataires désignés par l'expéditeur à recevoir les radiocommunications, en faisant les communications nécessaires à l'administration du pays d'émission.

[594] (3) Chaque administration prend, autant que possible, les mesures appropriées en vue de s'assurer que seules les stations autorisées pour ce service spécial de communication font usage des radiocommunications en question et uniquement de celles que leur sont destinées. Les dispo-

sitions de l'article 24 de la Convention, relatives au secret des télécommunications, s'appliquent à ces radiocommunications.

[595] § 3. (1) Ces radiocommunications sont transmises à heures fixes et comportent comme adresse un mot convention-

nel placé immédiatement avant le texte.

(2) Elles peuvent être rédigées soit en langage clair, soit en langage secret, d'aprés la décision des administrations des pays d'émission et de réception. Sauf arrangements spéciaux entre les administrations intéressées, les seules langues autorisées pour le langage clair sont le français, l'une des langues désignées par le pays d'origine, ou l'une des langues d'un des pays de destination. Les administrations des pays d'émission et de réception se réservent le droit de demander le dépôt des codes utilisés.

[597] § 4. (1) La taxe à percevoir sur l'expéditeur est fixeé

par l'administration du pays d'émission.

(2) Les destinataires de ces radiocommunications peuvent être grevés par l'administration de leur pays, en dehors des charges prévues pour l'établissement et l'exploitation éventuels des stations privées réceptrices, d'une taxe télégraphique ou téléphonique dont le montant et les modalités sont détérminés par cette administration.

(3) Les taxes de ces radiocommunications n'entrent pas dans les comptes internationaux.

#### CHAPITRE XXIV.

## TELEGRAMMES A TARIF REDUIT.

#### Article 75.

#### Télégrammes différés.

[600] § 1. L'expéditeur d'un télégramme privé peut obtenir, dans les relations entre les pays du régime européen, d'une part, et les pays du régime extra-européen, d'autre part, le bénéfice d'une réduction de 50 p. 100, sous réserve que ce télégramme ne soit transmis qu'après les télégrammes privés ordinaires et les télégrammes de presse ordinaires. Le même bénéfice, à la même condition, est concédé aux télégrammes échangés entre deux pays du régime extra-européen, si la taxe des télégrammes privés ordinaires n'est pas inférieure à un franc (1 fr.) par mot.

[601] § 2. (1) Le texte des télégrammes différés doit être entièrement rédigé en langage clair, dans une seule et même langue choisie parmi les langues admises dans le langage

clair (art. 9).

(2) Les expressions désignées au § 2 de l'article 9 comme ne changeant pas le caractère d'un télégramme en langage clair sont admises dans les télégrammes différés. (3) En outre, les noms propres, les raisons sociales, les expressions désignant des marchandises ou un type de marchandises, insérés dans le texte, sont exception-

nellement admis dans une langue autre que celle dans la-

quelle le télégramme est rédigé.

(4) De même, dans un télégramme-mandat dif-[604] (4) De même, dans un telegramme féré, le montant du mandat peut être remplacé d'office par

(5) Pour les télégrammes différés, l'expéditeur doit inscrire, avant l'adresse, l'indication de service taxée

[606] § 3. Les radiotélégrammes et les télégrammes sémaphoriques ne sont pas admis comme différés.

[607] § 4. Tout télégramme comprenant des nombres, des noms ou des mots sans signification suivie et, d'une manière générale, tout télégramme qui n'offre pas par lui-même un sens intelligible pour le service télégraphique n'est pas admis nu bénéfice de la taxe réduite.

[608] \$ 5. (1) Les adresses convenues sont acceptées lorsqu'elles sont accompagnées d'un texte qui en fait ressortir nettement le caractère.

(2) Si des nombres écrits en chiffres, des marques de commerce et des expressions abrégées sont employés dans le texte, le nombre de ces mots ou groupes, calculé selon les règles de taxation, ne doit pas dépasser le tiers du nombre des mots taxés du texte, y compris la signature. Si le calcul du tiers donne comme résultat un nombre fractionnaire de mots, celui-ci est arrondi au nombre entier immédiatement supérieur.

(3) Toutefois, dans les télégrammes-mandats différés, cette restriction ne s'applique qu'à la correspondance particulière qui suit éventuellement le texte du mandat pro-

prement dit.

(4) Exceptionnellement, dans les télégrammes [611] différés originaires ou à destination de la Chine, le texte peut être entièrement rédigé au moyen de groupes de quatre chiffres, empruntés au dictionnaire télégraphique officiel de l'Administration chinoise.

[612] § 6. (1) L'expéditeur doit signer sur la minute du télégramme une déclaration specifiant formellement que le texte est entièrement rédigé en langage clair et ne comporte pas une signification différente de celle qui ressort de son libellé. La déclaration doit indiquer la langue dans laquelle le télégramme est rédigé.

(2) Pour les télégrammes mandats différés, la déclaration n'est exigée que si le texte officiel est suivi d'une

communication privée.

[614] § 7. (1) Les télégrammes différés peuvent comporter toutes les indications de service taxées, sauf celles relatives

à l'urgence et à l'urgence partielle.

[615] (2) Les taxes applicables aux divers services spéciaux demandés par l'expéditeur au sujet d'un télégramme différé (avis de service taxé, conditions de remise, TC, etc.) sont les mêmes que pour un télégramme ordinaire; cependant, les télégrammes à faire suivre peuvent être réexpédiés au tarif réduit des télégrammes différés si ces télégrammes sont admis entre l'administration qui réexpédie et celle de la nouvelle destination. Les indications de service taxées correspondantes sont taxées au tarif réduit.

[616] §8. Les télégrammes différés peuvent être remis

après les telégrammes ordinaires.

[617] § 9. Les taxes de toutes les administrations et exploitations privées (départ, transit et arrivée) qui concourent à la transmission des télégrammes différés sont réduites uniformément de 50 p. 100.

[618] § 10. Le service des télégrammes différés est facul-tatif. Les administrations et exploitations privées qui déclarent admettre les télégrammes différés doivent appliquer toutes les dispositions précédentes dans l'échange de ces télégrammes avec toutes les autres administrations et exploitations privées qui on fait une déclaration semblable.

## Article 76.

#### Lettres-télégrammes.

[619] § 1. Dans les relations entre les pays du régime européen, est admise la catégorie des lettres-télégrammes, dont la taxe par mot est égale à 50 p. 100 de la taxe afférente aux télégrammes ordinaires à plein tarif. Ces correspondances, distinguées par l'indication de service taxée = ELT=, placée avant l'adresse, sont soumises pour l'acceptation, la transmission et la remise, aux dispositions des §§ 3 et suivants du présent article.

[620] § 2. (1) Dans les relations entre les pays du régime européen, d'une part, et les pays du régime extra-européen,

d'autre part, et dans les relations des pays du régime extraeuropéen entre eux, sont admises les catégories de lettrestélégrammes distinguées, avant l'adresse, par l'une des indications de service taxées:

#### = NLT = = DLT =

[621] (2) Ces correspondances bénéficient d'une réduction des deux tiers (²/s) sur la taxe par mot des télégrammes ordinaires à plein tarif.

[622] (3) Elles sont soumises pour l'acceptation, la transmission et la remise aux restrictions résultant des §§ 3 et suivants du présent article.

[623] § 3. (1) L'admission des lettres-télégrammes ELT, NLT et DLT est facultative. Chaque administration est libre d'admettre ou non l'une ou l'autre, ou toutes les catégories de lettres-télégrammes.

[624] (2) Les administrations et les exploitations privées qui n'admettent pas au départ et à l'arrivée les lettres-télégramme, ou l'une ou l'autre des catégories desdites lettres-télégrammes, doivent les admettre en transit; elles ont droit, pour les lettres-télégrammes ELT, à la taxe des télégrammes ordinaires à plein tarif, et, pour les lettres-télégrammes NLT et DLT, à la taxe des télégrammes différés, si elles les admettent, ou, à défaut, à la taxe des télégrammes ordinaires à plein tarif.

[625] § 4. L'acceptation des lettres-télégrammes ELT, NLT et DLT est facultative le dimanche.

[626] § 5. Les radiotélégrammes, les télégrammes sémaphoriques et les télégrammes-mandats ne sont pas admis comme lettres-télégrammes.

[627] § 6. L'usage des adresses abrégées ou convenues est admis dans l'adresse des lettres-télégrammes, aux conditions prévues à l'article 15, § 9.

[628] § 7. (1) Dans les lettres-télégrammes les seuls services spéciaux admis sont les suivants: réponse payée, poste restante, télégraphe restant, télégrammes de luxe et réexpédition télégraphique sur l'ordre du destinataire. Les indications de service taxées correspondantes (=RPx=, =GP=, =TR=, =LX= et =Réexpédié de . . . . =) sont taxées au tarif réduit.

[629] (2) La réexpédition télégraphique s'effectue, le cas échéant, après radiation ou modification de l'indication = ELT=, = NLT= ou = DLT=, d'après les tarifs en vigueur et les catégories de services admis dans les relations entre le pays de réexpédition et le pays de destination.

[630] § 8. Le minimum du nombre des mots taxés pour les lettres-télégrammes est fixé à 25.

[631]  $\S$  9. (1) Le remise des lettres-télégrammes doit avoir lieu :

pour les lettres-télégrammes ELT et NLT: le lendemain matin du jour de dépôt; pour les lettres-télégrammes DLT: le surlendemain matin du jour de dépôt.

[632] (2) La remise des lettres-télégrammes ELT, NLT et DLT est facultative le dimanche.

[633] § 10. La remise des lettres télégrammes peut avoir lieu par poste, par facteur spécial, par téléphone ou par tout autre moyen, selon la décision de l'administration dont dépend le bureau de destination.

[634] § 11. (1) Pour les lettres-télégrammes du régime européen, le remboursement de taxes est admis seulement dans les cas prévus à l'article 81, § 1, litt. a), k) et n).

[635] (2) Pour les lettres-télégrammes du régime extra-européen, le remboursement de taxes est admis seulement dans les cas prévus à l'article 81, litt. a), d) (1)  $3^{\circ}$ , k) et n). [636] § 12. Sont applicables aux lettres-télégrammes les dispositions des articles 23, § 8; 36, § 1; 75, §§ 2 (1), (2) et

(3), 4, 5 (1), (2) et (4) et 6, minsi que celles de l'article 80, [637] § 13. Au point de vue de la détermination de la quantité admise de nombres écrits en chiffres, de marques de commerce et d'expressions abrégées [art 75, § 5 (2)], une lettre-télégramme est toujours considérée comme contenant au moins 25 mots, même si le nombre réel de mots est inférieur à 25.

[638] § 14. La comptabilité des lettres-télégrammes est soumise aux dispositions réglementaires, en tenant compte du minimum de taxe fixé au § 8.

#### Article 77.

#### Télégrammes de félicitations.

[639] § 1. Un service facultatif de télégrammes de voeux et de souhaits de Noël et de Nouvel-An (télégrammes de félicitations) est admis pendant la période du 14 décembre au 6 janvier inclus.

[640] § 2. L'expéditeur d'un télégramme de félicitations doit inscrire, avant l'adresse, l'indication de service taxée = XLT = .

[641] § 3. L'usage des adresses abrégées ou convenues est admis dans l'adresse des télégrammes de félicitations, aux conditions prévues à l'article 15, § 9.

[642] § 4. (1) Le texte des télégrammes de félicitations ne doit contenir que des vœux ou des souhaits.

[643] (2) L'expéditeur peut rédiger le texte à son gré (texte libre), ou bien selon des formules détérminées par les administrations intéressées (texte fixe).

[644] (3) Dans le régime européen, le texte libre est seul admis.

[645] (4) Dans le régime extra-européen, les administrations intéressées peuvent adopter aussi des textes fixes, [646] (5) S'il s'agit de textes libres, on s'en tiendra, pour la rédaction des textes, aux dispositions de l'article 75, §§ 2 (1), 4 et 5 (1), (2) et (4) et à l'esprit de l'article 76, § 13.

[647] § 5. Pour les télégrammes de félicitations à texte libre, l'expéditeur doit signer la déclaration prévue à l'article 75, § 6 (1), et spécifier, en outre, que le texte ne contient que des vœux ou souhaits.

[648] § 6. Dans les télégrammes de félicitation à texte fixe du régime extra-européen, la signature ne peut comprendre plus de trois mots.

[649] § 7. (1) Les télégrammes de félicitations du régime européen bénéficient d'une réduction de 50 p. 100 sur le tarif des télégrammes privés ordinaires.

[650] Les réductions de tarif des télégrammes de félicitations du régime extra-européen font l'objet d'accords entre les administration et les exploitations privées intéressées.

[651] § 8. Le minimum du nombre de mots taxés pour les télégrammes de félicitations à texte libre est fixé à 10, dans les deux régimes.

[652] § 9. (1) Dans les télégrammes de félicitations, les seuls services spéciaux admis sont les suivants: réponse payée, poste restante, télégraphe restant et télégrammes de luxe. Toutefois, le service spécial des télégrammes de luxe n'est admis que dans les relations avec les pays qui ont organisé ce service.

[653] (2) Les indications de service taxées correspondantes =RPx=, =GP=, =TR= et =LX= sont taxées au tarif réduit.

[654] § 10. Les télégrammes sémaphoriques et les télégrammes-mandats ne sont pas admis comme télégrammes de félicitations. Les radiotélégrammes de félicitations sont admis seulement après accords spéciaux entre les administrations et les exploitations privées intéressées.

[655] § 11. Les télégrammes de félicitations sont transmis dans l'ordre indiqué à l'article 36, § 1.

[656] § 12. La remise des télégrammes de félicitations est effectuée d'après les conditions fixées par l'administration du pays de destination.

[657] § 13. Le remboursement de la taxe des télégrammes de félicitations est effectué dans les cas prévue à l'article 76, § 11. Toutefois, le délai prévu à l'article 81, § 1, litt. d) (1), 3°, est calculé:

pour les télégrammes de félicitations déposés du 14 au 24 décembre :

à partir du 24 décembre;

pour les télégrammes de félicitations déposés du 25 au 31 décembre :

à partir du 31 décembre ;

pour les télégrammes de félicitations déposé après le 31 décembre :

à partir du jour de dépôt.

[658] § 14. (1) La comptabilité des télégrammes de félicitations à texte libre des deux régimes est soumise aux dispositions réglementaires, en tenant compte du minimum fixé au § 8.

[659] (2) La comptabilité des télégrammes de félicitations à texte fixe du régime extra-européen fait l'objet d'accords entre les administration et les exploitations privées intéressées.

#### CHAPITRE XXV.

#### TELEGRAMMES D'ETAT.

#### Article 78.

Dispositions particulières aux télégrammes d'Etat,

[660] § 1. Les télégrammes d'Etat doivent être revêtus du sceau ou du cachet de l'autorité qui les expédie. Cette formalité n'est pas exigible lorsque l'authenticité du télégramme ne peut soulever aucun doute.

[661] § 2. Le droit d'émettre une réponse comme télégramme d'Etat est établi par la production du télégramme

d'Etat primitif.

[662] § 3. Les télégrammes des agents consulaires qui exercent le commerce ne sont considérés comme télégrammes d'Etat que lorsqu'ils sont adressés à un personnage officiel et qu'ils traitent d'affaires de service. Toutefois, les télégrammes que ne remplissent pas ces dernières conditions sont acceptés par les bureaux et transmis comme télégrammes d'Etat; mais ces bureaux les signalent immédiatement à l'administration dont ils relèvent.

[663] § 4. A titre exceptionnel, les télégrammes relatifs à l'application des articles 15 et 16 du pacte de la Société des Nations échangés en cas de danger de guerre, entre le président du conseil de la Société des Nations ou le secrétaire général, d'une part, et un ministre membre d'un gouvernement, un membre du conseil de la Société des Nations ou un membre d'une mission envoyée par le conseil, d'autre part, jouissent d'une priorité supérieure à celle accordée aux télégrammes d'Etat avec priorité. Ces télégrammes portent en préambule l'indication « S Priorité Nations », et l'expéditeur doit inscrire avant l'adresse: « = Priorité Nations = », indication qui est taxée pour deux mots. Ils ne sont acceptés que s'ils sont revêtus de l'autorisation personnelle d'une des personnalités indiquées ci-dessus.

[664] § 5. L'expéditeur d'un télégramme d'Etat peut renoncer à la priorité de transmission établie par l'article 30 de la Convention; dans ce cas, la minute du télégramme doit porter la mention « sans priorité » inscrite par l'expédifeur, et ce télégramme est traité, dans l'ordre de transmissione, comme un télégramme privé ordinaire. [665] § 6. Les télégrammes d'Etat qui ne remplissent pas les conditions visées aux articles 9, 10 et 11 ne sont pas refusés, mais ils sont signalés par le bureau qui constate les irrégularités à l'administration dont ce bureau relève.

[666] § 7. (1) Les télégrammes d'Etat portent la mention de service « Etat »; cette mention est insérée d'office par le bureau d'origine à la fin du préambule.

[667] (2) Les télégrammes d'Etat portant la mention « CDE » sont admis au tarif réduit tout en conservant le bénéfice de la priorité de transmission.

[668] § 8. Les télégrammes d'Etat rédigés en langage clair donnent lieu à une répétition partielle obligatoire; ceux qui sont rédigés totalement ou partiellement en langage secret (art. 31 de la Convention) doivent être répétés intégralement et d'office par le bureau récepteur ou par le bureau transmétteur, suivant le système de transmission employé (art. 44).

#### CHAPITRE XXVI.

#### TELEGRAMMES DE SERVICE ET AVIS DE SERVICE.

#### Article 79.

Télégrammes de service et avis de service.

#### I. Généralités.

[669] § 1. Les télégrammes de service se distinguent en télégrammes de service proprement dits et en avis de service. [670] § 2. Ils doivent être limités aux cas qui présentent un caractère d'urgence et être libellés dans la forme la plus concise. Les administrations et les bureaux télégraphiques prennent les mesures nécessaires pour en diminuer, autant que possible, le nombre et l'étendue.

[671] § 3. Ils sont rédigés en français lorsque les administrations en cause ne se sont pas entendues pour l'usage d'une autre langue. Il en est de même des notes de service qui accompagnent la transmission des télégrammes.

[672] § 4. Ils sont transmis en franchise dans toutes les relations hormis les cas spécifiés au § 7 et à l'article 80.

[673]  $\S$  5. Leur nature est indiquée par une des mentions de service fixées par l'article 41 sous c) (1).

[674] § 6. En cas d'absolue nécessité, les télégrammes et les avis de service peuvent être transmis par téléphone.

[675] § 7. Les disposition du présent article ne doivent pas être considérées comme autorisant la transmission gratuite, par les stations radiotélégraphiques mobiles, de télégrammes de service exclusivement relatif au service télégraphique, ni la transmission gratuite par le réseau télégraphique des télégrammes de service exclusivement relatifs au service des stations mobiles, ni la transmission gratuite par toute exploitation privée quelconque, de télégrammes de service intéressant une exploitation privée concurrente.

## II. Télégrammes de service.

[676] § 8. (1) Les télégrammes de service proprement dits sont échangés entre les administrations et les fonctionnaires qui y sont autorisés.

[677] (2) Ces télégrammes doivent contenir en préambule la date de dépôt, mais ils ne comportent pas de signature. L'adresse affecte la forme ci-après: « « ... (expéditeur) à ... (destinataire et destination); exemple: Gentel à Burinterna Berne »

[678] § 9. Les administrations doivent employer une adresse abrégée pour les télégrammes de service échangés entre elles.

[679] § 10. Le texte des télégrammes de service peut être rédigé en langage secret dans toutes les relations. Les télégrammes de service rédigés totalement on partiellement en

langage secret sont répétés intégralement et d'office, soit par le bureau récepteur, soit par le bureau transmetteur, selon les invareils de transmission (art. 44, §§ 1, 2 et 3).

#### III. Avis de service.

[680] § 11. (1) Les avis de service se rapportent à des incidents de service ou sont relatif au service des lignes, des stations radioélectriques et des transmission. Ils sont échangés entre les bureaux télégraphiques et ils ne comportent ni adresse ni signature.

[681] (2) Pour leur rédaction, on utilise de préférence les abréviations de l'annexe n. 1 au présent Règlement (article, 37, § 11).

[682] (3) La destination et l'origine de ces avis sont indiquées uniquement dans le préambule; celui-ci est rédigé comme il suit: « A Lyon Lilienfeld 15 1045 (date et heure de dépôt); suit le texte du bureau expéditeur ».

[683] (4) Les bureaux importants peuvent ajouter, sous une forme abregée, au nom du lieu d'origine, celui du service d'où émane l'avis, par exemple: « A Paris Berlin Nf (Nachforschungsstelle — Service des recherches) 15 1015 (date et heure de dépôt) ». Cette adjoncion doit figurer dans la réponse, exemple: « A Berlin Nf Paris 14 1345 ».

[684] § 12. (1) Les avis de service relatifs à un télégramme précédemment transmis reproduisent toutes les indications propres à faciliter la recherche de celui-ci, notamment le numéro de dépôt ou le numéro de série ou l'un et l'autre s'ils figurent tous deux dans le préambule du télégramme primitif, la date écrite en toutes lettres (le nom du mois n'est indiqué que s'il y a doute), la voie d'acheminement contenue dans le télégramme primitif, le nom du destinataire et, au besoin, l'adresse complète. Lorsque le télégramme primitif ne comporte qu'un numéro de série, le bureau intéressé doit veiller à substituer à ce numéro le numéro de dépôt, au moment où cet avis parvient au pays de destination.

[685] (2) S'il existe plusieurs voies de communication directes entre deux bureaux télégraphiques, il y a lieu indiquer, autant que possible, quand et par quelle voie le télégramme primitif a été transmis et les avis de service seront dirigés, autant que possible, par la même voie.

[686] (3) Si des dérangements de ligne sont survenus sur le parcours emprunté par le télégramme primitif, le bureau de réexpédition inscrit sur l'avis de service la mention « dévié ». En outre, l'avis de service est à compléter par une notice mentionnant les données relatives à la transmission du télégramme primitif. Dans ce cas, l'avis de service réponse doit emprunter la même voie que l'avis de service demande. [687] (4) Si les bureaux intermédiaires ne peuvent se

procurer sans retard les éléments nécessaires pour donner suite aux avis de service, ils ont à les transmettre plus loin, immédiatement.

[688] (5) Toutefois, les bureaux intermédiaires sont tenus, après retransmission immédiate de ces avis, de procé der aux recherches utiles et de faire le nécessaire, s'il y a lieu.

[689] § 13. Lorsqu'un bureau de transit peut, sans qu'il en résulte ni inconvénient ni retard, réunir les éléments nécessaires pour donner suite à un avis de service, il prend les mesures propres à en éviter une retransmission inutile; dans tout autre cas, il dirige l'avis sur sa destination.

### Article 80.

#### Avis de service taxés.

[690] '§ 1. (1) Pendant la durée minimum de conservation des archives, telle qu'elle est fixée par l'article 89, l'expédi-

teur et le destinataire de tout, télégramme transmis ou en cours de transmission, ou le fondé de pouvoirs de l'un d'eux, peuvent faire demander des renseignements ou donner des instructions par voie télégraphique au sujet de ce télégramme, après avoir préalablement justifié, s'il est nécessaire, de leur qualité et de leur identité.

[691] (2) Ils doivent déposer les sommes suivantes:

- 1° le prix du télégramme (à plein tarif) qui formule la demande;
- 2º s'il y a lieu (§ 4), le prix d'un télégramme (à plein tarif) pour la réponse.
- [692] (3) Ils penvent aussi, en vue d'une rectification, faire répéter intégralement ou partiellement, soit par le bureau de destination ou d'origine, soit par un bureau de transit, un télégramme qu'ils ont expédié ou reçu.

[693] (4) Ces télégrammes (demande et réponse) sont nommés  $\alpha$  avis de service taxés ».

[694] § 2. (1) Lorsqu'il s'agit d'une répétition demandée par le déstinataire, celui-ci ne doit acquitter la taxe réglementaire que pour chaque mot à répéter; cette taxe est dans tous les cas celle du tarif plein, compte tenu des règles relatives au compte des mots (art. 19), quelle que soit la nature du télégramme (CDE, D, PU, etc.).

[695] (2) Rentrent dans cette taxe les frais totaux pour la demande et la réponse. Le minimum de perception est de un franc cinquante centimes (1 fr. 50).

[696] (3) Toutefois, les administrations sont libres de ne pas percevoir de taxe ou de percevoir une taxe inférieure à celle prévue.

[697] § 3. Les télégrammes rectificatifs, complétifs ou annulatifs et toutes les autres communications relatives à des télégrammes déjà transmis ou en cours de transmission, lorsqu'ils sont adressés à un bureau télégraphique, doivent être échangés exclusivement entre les bureaux, sous forme d'avis de service taxés, au compte de l'expéditeur ou du destinataire.

[698] § 4. (1) Les avis de service taxés sont désignés par l'indice ST; ils sont dirigés, autant que possible, par la même voie que le télégramme auquel ils se rapportent. Ceux qui sont émis à la demande du destinataire, pour obtenir la répétition d'une transmission supposée erronée, impliquent toujours une réponse télégraphique, sans qu'il y ait lieu de faire figurer l'indication de service taxée = RPx = . Dans les autres cas où une réponse télégraphique est demandée, cette indication doit être employée, et la taxe à percevoir est celle pour une réponse de six mots.

[699] (2) Si l'expéditeur demande que la réponse soit expédiée par la poste, l'avis de service doit porter, au lieu de =RPx=, l'indication de service taxée =Lettre=. Il est perçu une taxe de quarante centimes (0 fr. 40) pour la réponse. Si l'expéditeur désire que la réponse soit transmise comme lettre recommandée, il paie pour cette réponse une taxe de quatre-vingts centimes (0 fr. 80). Dans ce cas, l'indication de service taxée =Lettre RCM= est inscrite dans l'avis de service.

[700]  $\S$  5. (1) Ces avis de service taxés affectent, par exemple, la forme suivante:

[701] a) s'il s'agit de rectifier ou de complétes l'adresse:

« ST Paris Bruxelles 365 (numéro de l'avis de service taxé) 5 (nombre de mots) 17 (date) = 315 douze François (numéro, date en toutes lettres, nom du destinataire du télégramme primitif) remettez (ou lisez)... (indiquer la rectification) »;

[702] b) s'il s'agit de rectifier ou de compléter le texte:

« ST Paris Vienne 26 (numéro de l'avis de service taré) 8 (nombre de mots) 17 (date) = 235 treize Kriechbaum (numéro, date en toutes lettres, nom du destinataire du télégramme à rectifier) remplacez trois (mot du texte) 20 par 2000 »;

[703] c) s'il s'agit d'une demande de répétition partielle ou totale du texte:

« ST Calcutta Londres 86 (numéro de l'avis de service taxé) 6 (nombre de mots) 17 (date) via Empiradio =439 quinze Brown (numéro, date en toutes lettres, nom du destinataire du télégramme à répéter partiellement ou totalement) un, quatre, neuf » (mots du texte du télégramme primitif à répéter, exprimés en nombres cardinaux et écrits en lettres) ou: « mot (ou . . mots) après . . . » ou encore « texte »;

[704] d) s'il s'agit d'annuler un télégramme et si une réponse télégraphique a été demandée: « ST Paris Berlin 126 (numéro de l'avis de service taxé) 5 (nombre de mots) 17 (date) = RPx = 285 seize Grunewald (numéro, date en toutes lettres, nom du destinataire du télégramme en cause) annulez »;

[705]

e) s'il s'agit d'une demande de renseignements devant être donnés télégraphiquement:

«ST Londres Berlin Nf 40 (numéro de l'avis de service taxé) 11 (nombre de mots) 17 (date) = RPx = 750 vingtsix Robinson (numéro, date de dépôt en toutes lettres, nom du destinataire du télégramme en cause) confirmez remis expéditeur sans réponse informez destinataire »;

[706]

f) s'il s'agit d'une demande de renseignements devant être donnés par lettre:

«ST Londres Lisbonne 50 (numéro de l'avis de service taxé) 6 (nombre de mots) 17 (date)

= Lettre = 645 treize Emile (numéro, date de dépôt en toutes lettres, nom du destinataire du télégramme en cause) confirmez remise ».

[707] (2) La réponse à un avis de service taxé est designée par la mention de service RST. Le texte de la réponse comprend: le numéro de l'avis de service taxé demande, la date du service taxé demande (en toutes lettres), le nom du destinataire du télégramme primitif, suivi de la communication à lui adresser. Par exemple, les réponses aux avis de service taxés visés dans les exemples c) et d) affecteraient les formes suivantes:

« RST Londres Calcutta 40 (numéro de l'avis de service taxé réponse) 6 (nombre de mots) 17 (date) via Empiradio =86 (numéro de l'avis de service taxé demande) dixsept (date du service taxé demande en toutes lettres) Brown (nom du destinataire) Albatros scrutiny commune (les, trois mots du télégramme primitif dont la répétition est demandée) ».

a RST Berlin Paris 53 (numéro de l'avis de service taxé réponse) 4 (nombre de mots) 17 (date) = 126 (numéro de l'avis de service taxé demande) dixsept (date en toutes lettres) Grunewald (nom du destinataire) annulé».

RST Berlin Paris 53 (numéro de l'avis de service taxé réponse) 5 (nombre de mots) 17 (date) = 126 numéro de l'avis de service taxé demande) dixsept (date

en toutes lettres) Grunewald (nom du destinataire) déjaremis ».

[708] § 6. Les mots à répéter ou à rectifier dans un télégramme sont désignés par le rang qu'ils occupent dans le texte de ce télégramme, indiqués par les nombres cardinaux écrits en toutes lettres, abstraction faite des règles de la taxation.

[709] § 7. Lorsque les mots dont la répétition est demandée sont écrits d'une manière douteuse, le bureau de départ consulte, au préalable l'expéditeur. Si ce dernier ne peut être trouvé, le bureau de départ joint à la répétition une note ainsi conçue: « Ecriture douteuse ».

[710] § 8. (1) Lorsque la répétition concerne un télégramme parvenu au bureau d'origine par la voie téléphonique ou par un fil télégraphique privé, ce bureau demande d'abord à l'expéditeur la répétition des mots en litige. Si l'expéditeur ne peut être consulté immédiatement, une répétition provisoire est donnée d'après la copie de départ du télégramme. Elle porte, à la fin du texte, la mention spéciale « CTFSN » (rectification suit, si nécessaire).

[711] (2) Lors de la consultation de l'expéditeur, si l'un ou plusieurs des mots ainsi répétés ne sont pas tels qu'ils figurent dans le télégramme, le bureau donne la répétition demandée en tenant compte des corrections effectuées, mais il peut faire suivre le texte de l'avis de service de la mention « CTP » (conserver taxe payée), accompagnée de l'indication en toutes lettres du nombre des mots recti-fiés par l'expéditeur et dont la taxe ne doit pas être restituée. Exemples: « CTP un », « CTP deux », etc.

[712] § 9. (1) Les diverses communications relatives à des télégrammes déjà transmis dont il est question dans le présent article, peuvent se faire par la voie postale et par l'intermédiaire des bureaux télégraphiques de dépôt ou d'arrivée.

[713] (2) Ces communications sont toujours revêtues du cachet du bureau qui les a rédigées. Elles sont envoyées aux frais du demandeur, comme lettre ordinaire ou sous pli recommandé, selon sa demande. Le demandeur doit, en outre, acquitter les frais de réponse postale lorsqu'il en demande une; dans ce cas, l'administration destinatuire affranchit la réponse.

[714] § 10. Les taxes des avis de service qui font l'objet du présent article sont remboursées dans les conditions fixées par l'article 81.

## CHAPITRE XXVII.

#### DETAXES ET REMBOURSEMENTS.

#### Article 81.

Cas de remboursement de taxes.

[715] § 1. Sont remboursés, sous réserve des dispositions des articles 76, § 11 et 77, § 13, à ceux qui les ont versés et à la suite d'une demande de remboursement ou d'une réclamation visant l'exécution du service:

[716] a) la taxe intégrale de tout télégramme qui, par le fait du service télégraphique, n'est pas parvenu à destination;

[717]

b) la taxe de tout télégramme qui, par suite d'altération ou de modification du nom du bureau d'origine, en cours de transmission, n'a pu remplir son objet;

[718] c) la taxe intégrale de tout télégramme arrêté en cours de transmission par suite de l'interruption d'une voie et dont l'expéditeur a, pour ce fait, demandé l'annulation;

[719] · · · d)	(1) la taxe intégrale de tout télégramme qui, par la faute du service télégraphique, est parvenu plus tard qu'il ne serait parvenu par la poste, ou, dans tous les cas, s'il n'a été remis au destinataire qu'après un délai de:	[728]	g)
[720]	1° 8 heures, s'il s'agit d'un télégramme échangé entre deux pays d'Europe li- mitrophes on reliés par une voie de	[729]	h)
[721]	communication directe par fil; 2° 18 heures, s'il s'agit d'un télégramme échangé entre deux autres pays d'Eu- rope, y compris l'Algérie et les con-	[·]	,,,
	trées qui se seront rangées dans le ré- gime européen, et entre deux pays hors d'Europe limitrophes ou reliés par une voie de communication directe par fil ou entin entre un pays d'Europe et un pays hors d'Europe reliés par une voie de communication directe par fil, en ce qui concerne les télégrammes à plein tarif, y compris les télégrammes CDE et les télégrammes de presse;	[730]	i,
[722]	3º 72 heures, s'il s'agit d'un télégramme différé, ou, dans le régime extra-européen, s'il s'agit d'une lettre-télégramme ou d'un télégramme de félicitations. Pour les lettres-télégrammes, le délai indiqué est calculé à partir du moment où la lettre-télégramme devrait être normalement remise, en vertu des dispositions de l'article 76, 8,0	[731]	
E#091	tu des dispositions de l'article 76, § 9. Pour les télégrammes de félicitations, les délais sont calculés de la manière indiquée à l'article 77, § 13;		
[723] [724]	<ul> <li>4º 36 heures dans tous les autres cas;</li> <li>(2) la durée de fermeture des bureaux, quand elle est la cause du retard, la durée du transport par exprès, le temps employé pour la transmission maritime ou aérien-</li> </ul>	[732]	j)
**	ne des radiotélégrammes et la transmis- sion maritime des télégrammes sémapho- riques, ainsi que la durée du séjour de ces télégrammes dans une station ter- restre, ou à bord d'une station mobile, ou dans un poste sémaphorique, ne sont pas comptés dans les délais indiqués ci-dessus;	[733]	k)
[725]	(3 les délais mentionnées aux 2° et 4° ci-des- sus sont réduits de moitié pour les télé- grammes d'Etat pour lesquels il n'a pas été renoncé au bénéfice des dispositions de l'article 30 de la Convention, les télé- grammes urgents et les avis de service taxés;	[734]	1)
[726]	la taxe du ou des mots omis dans la trans- mission d'un télégramme, lorsqu'elle est égale ou supérieure à deux francs (2 fr.), à moins que le remboursement d'une partie du texte ne soit accordé par application du litt. g), ou bien que l'erreur n'ait été réparée au moyen d'un avis de service tayé:	[735]	m
[727] f)	moyen d'un avis de service taxé; la taxe intégrale d'un télégramme en langage clair si, par l'omission d'un ou de plusieurs mots, le sens de ce télégramme est changé, ou si ce télégramme est devenu, par cette faute, incompréhensible;	,	

g) la taxe de toute partie du texte d'un télégramme en langage secret avec collationnement ou d'un télégramme en langage clair qui, par suite d'erreurs de transmission ou d'omissions de mots, n'a pu manifestement remplir son objet, lorsque cette taxe est égale ou supérieure à deux francs (2 fr.), à moins que les erreurs ou omissions n'aient été réparées par avis de service taxés;

 h) la taxe accessoire applicable à un service spécial qui n'a pas été rendu, ainsi que la taxe de l'indication de service taxée correspondante;

(1) les sommes versées pour les avis de service taxés demandant la répétition d'un passage supposé erroné, si la répétition n'est pas conforme à la première transmission, mais sous la réserve que, dans le cas où quelques mots auraient été correctement et les autres incorrectement reproduits dans le télégramme primitif, la taxe des mots correctement transmis la première fois n'est pas remboursée. Lorsqu'il est fait application, soit du minimum de perception de 1 fr. 50 [art. 80, § 2 (2)], soit d'un système différent de taxes pour les avis de service [art. 80, § 2 (3)], le remboursement est calculé sur la base de la taxe perçue, au prorata du nombre des mots correctement transmis;

(2) toutefois, la taxe des mots correctement transmis doit être remboursée, quel que soit le langage dans lequel est rédigé le télégramme, si l'administration intéressée reconnaît que les altérations commises empêchaient de saisir le sens des mots qui n'avaient pas été dénaturés;

j) la taxe intégrale de tout autre avis de service taxé télégraphique ou postal, dont l'envoi a été motivé par une erreur de service;

k) le montant intégral de toute somme versée d'avance en vue d'une réponse, lorsque le destinataire n'a pas fait usage du bon ou l'a refusé et que ce bon se trouve entre les mains du service qui l'a délivré ou est restitué à ce service avant l'expiration du délai de trois mois qui suit sa date d'émission;

1) la taxe afférente au parcours électrique non effectué lorsque, par suite de l'interruption d'une voie télégraphique, le télégramme a été acheminé sur sa destination par la voie postale ou par un autre moyen. Toutefois, les frais déboursés pour remplacer la voie télégraphique primitive par un moyen de transport quelconque sont déduits de la somme à rembourser;

m) la taxe intégrale de tout télégramme avec réponse payée qui manifestement n'a pu remplir son objet, par suite d'une irrégularité de service justifiant le remboursement de la taxe versée pour la réponse, ainsi que la taxe intégrale de toute réponse payée d'avance qui manifestement n'a pu remplir son objet, par suite d'une irrégularité de service justifiant le remboursement de la taxe du télégramme demande; [736]

n) la différence entre la valeur d'un bon de réponse et le montant de la taxe du télégram-" me affranchi au moyen de ce bon, si cette différence est au moins égale à deux francs (2 fr.) (art. 56, § 3);

[737]

o) la taxe intégrale de tout télégramme arrêté par application des dispositions des articles 26 et 27 de la Convention;

[738]

la part de taxe due pour tout télégramme annulé (art. 50, §§ 2, 3, 4 et 5).

[739] § 2. Dans les cas prévus par les litt. a), b), c), d), e),  $\vec{f}$ ),  $\vec{g}$ ) et  $\vec{l}$ ) du § 1, le remboursement ne s'applique qu'aux télégrammes mêmes qui ne sont pas parvenus ou qui ont été annulés, retardés ou dénaturés, y compris les taxes accessoires non utilisées, mais non aux correspondances qui auraient été motivées ou rendues inutiles par la non remise, le retard ou l'altération.

[740] § 3. (1) Lorsqu'une station terrestre fait connaître au bureau d'origine qu'un radiotélégramme ne peut être transmis à la station mobile destinataire, l'administration du pays d'origine provoque aussitôt le remboursement, à l'expéditeur, des taxes terrestres et de bord relatives à ce

radiotélégramme.

(2) Lorsque la station terrestre a fait parvenir [741] le radiotélégramme à la station mobile par d'autres moyens de communication que la t. s. f. (selon les dispositions du Reglement des radiocommunications), la taxe terrestre est retenue par l'administration dont dépend la station terrestre, et seule la taxe de bord est remboursée à l'expéditeur par les soins de l'administration dont dépend le bureau

(3) Lorsque l'accusé de réception d'un radiotélégramme n'est pas parvenu à la station qui a transmis le radiotélégramme, la taxe n'est remboursée que lorsqu'il a été établi que le radiotélégramme donne lieu à rembour-

[743] § 4. Dans le cas de remboursement partiel d'un télégramme multiple, le quotient obtenu en divisant la taxe totale perçue par le nombre des adresses détermine la taxe

afférente à chaque copie.

[744] § 5. Lorsque les erreurs imputables au service télégraphique ont été réparées par avis de service taxés dans les délais résultant de l'application du § 1, litt. d), et comptant à partir de l'heure de dépôt du télégramme primitif, le remboursement ne porte que sur les taxes de ces avis de service. Aucun remboursement n'est dû pour les télégrammes auxquels ces avis se rapportent.

[745] § 6. Aucun remboursement n'est accordé pour les télégrammes rectificatifs qui, au lieu d'être échangés de bureau à bureau sous forme d'avis de service taxés (art. 80), ont été échangés directement entre l'expéditeur et le desti-

nataire.

[746] § 7 (1) Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux télégrammes empruntant les lignes d'une administration non adhérente qui refuserait de se soumettre à l'obligation du remboursement.

(2) Toutefois, les administration adhérentes ayant participé à la transmission abandonnent leur part de faxe quand le droit au remboursement se trouve établi, sauf les cas prévus à l'article 83, § 1 (1).

## Article 82.

Procédure applicable aux remboursements.

[748] § 1. Toute réclamation en remboursement de taxe doit être présentée, sous peine de déchéance, avant l'expi-

ration d'un délai de six mois qui suit la date de dépôt du télégramme, sauf dans le cas prévu à l'article 81, § 1, litt. k).

[749] § 2. (1) Toute réclamation doit être présentée à l'administration d'origine et être accompagnée des pièces probantes, savoir: une déclaration écrite du bureau de destination ou du destinataire, si le télégramme a été retardé ou s'il n'est pas parvenu; la copie remise au destinataire, s'il s'agit d'altération ou d'omission. Dans le cas de retard, la copie remise au destinataire peut être substituée à la déclaration, si le retard résulte à l'évidence de ladite copie. (2) Toutefois, la réclamation peut être présentée par le destinataire à l'administration de destination, qui juge si elle doit y donner suite ou la faire présenter à l'administration d'origine.

[751] § 3. Lors de la présentation d'une demande de remboursement, il peut être perçu sur le reclamant une taxe uniforme de réclamation s'élevant à un franc (1 fr.) au maximum.

[752] § 4. Lorsqu'une réclamation a été reconnue fondée par les administrations intéressées, la taxe du télégramme est remboursée par l'administration d'origine, et la taxe de réclamation, s'il en a été perçu une, est restituée au réclamant.

[753] § 5. Le droit au remboursement est prescrit après un délai de six mois qui suit la date de la lettre par laquelle l'expéditeur est informé que le remboursement lui a été accordé.

[754] § 6. L'expéditeur qui ne réside pas dans le pays où il a déposé son télégramme peut faire présenter sa réclamation à l'administration d'origine par l'intermédiaire d'une autre administration. Dans ce cas, l'administration qui l'a reçue est, s'il y a lieu, chargée d'effectuer le remboursement.

[755] § 7. Les réclamations communiquées d'administration à administration sont transmises avec un dossier complet. c'est-à-dire qu'elles contiennent (en original, en extrait ou en copie) toutes les pièces ou lettres qui les concernent. Ces pièces doivent être analysées en français lorsqu'elles ne sont pas rédigées dans cette langue ou dans une langue comprise de toutes les administration intéressées.

[756] § 8. L'administration qui reçoit une demande en remboursement de la taxe payée pour une réponse peut la transmettre directement à l'administration qui a émis le bon. Cette dernière administration provoque le remboursement de cette taxe, soit en donnant l'autorisation de porter le montant à son débit par la voie des différentes administrations intermédiaires, soit en faisant parvenir en mandat-poste, directement à l'administration d'origine, le montant à rembourser.

#### Article 83.

Administration qui, dans chaque cas, doit supporter le remboursement.

[757] § 1. (1) Toutes les fois que le remboursement de taxe est la conséquence d'une erreur du service télégraphique, il est supporté par l'administration d'origine lorsque la somme à rembourser n'excède pas cinq francs (5 fr.) pour les télégrammes à plein tarif et deux francs (2 fr.) pour les télégrammes à tarif réduit.

(2) Dans tous les cas où la somme à rembourseur dépasse cinq francs (5 fr.) ou deux francs (2 fr.), suivant le cas, le remboursement est supporté par les différentes administrations ayant participé à l'acheminement du télégramme, chacune d'elles abandonnant les taxes ou parts des taxes qui lui avaient été attribuées.

[759] (3) Dans le calcul des limites respectives de 5 et 2 francs, il n'est tenu compte que de la taxe par mot du télégramme primitif, à l'exclusion des taxes afférentes aux services spéciaux (=RPx=, =XP=, etc.).

[760], § 2. (1) L'administration d'origine rembourse les taxes sans enquête préalable, si:

[761] a) en cas de non remise, l'expéditeur présente une déclaration du bureau destinataire, attestant que le télégramme n'est pas arrivé;

b) en cas de retard ou d'altération, l'expéditeur prouve irrécusablement ce retard ou cette altération en présentant soit le télégramme remis au destinataire, soit une copie de ce télégramme certifiée conforme ou photographiée;

[763] c) en cas de non emploi du bon de réponse, l'expéditeur présente ledit bon.

[764] (2) La décision de l'administration qui rembourse est sans appel lorsque le remboursement a été fait conformément au Règlement.

[765] § 3. Lorsque le remboursement doit être supporté par les différentes administrations intervenues dans la transmission, l'administration d'origine fait suivre la réclamation aux administrations en cause en vue de l'application du § 1 (2). D'autre part, l'administration d'origine se réserve la faculté de faire suivre toutes réclamations lorsque, dans l'intérêt du service, elle juge une enquête nécessaire.

[766] § 4. Le remboursement de la taxe accessoire applicable à un service spécial non effectué est à la charge de l'ádministration au profit de laquelle cette taxe accessoire a été dévolue, sauf le cas prévu au § 1 (1).

[767] § 5. Le remboursement de la taxe payée pour une réponse, lorsque le bon n'a pas été utilisé, est supporté par l'administration d'origine, si la somme à rembourser ne dépasse pas cinq francs (5 fr.).

[768] § 6. Dans les cas envisagés au § 1 (2), lorsqu'une réclamation a été présentée et mise en circulation dans les délais fixés par l'article 82, § 1, et que la solution n'a point été notifiée dans le délai minimum fixé pour la conservation des archives, l'administration qui a reçu la réclamation rembourse la taxe réclamée et le remboursement est supporté par les différentes administrations ayant participé à l'acheminement.

[769] § 7. Les remboursements de taxes d'avis de service taxés sont supportés par l'administration qui a perçu ces taxes.

#### Article 84.

'Administration qui doit supporter le remboursement en cas d'arrêt des télégrammes.

[770] (1) Le remboursement de la taxe de tout télégramme arrêté en vertu des articles 26 et 27 de la Convention est à la charge de l'administration qui a arrêté le télégramme.

[771] (2) Toutefois, lorsque cette administration a notifié, conformément à l'article 27 de la Convention, la sus pension de certaines catégories de correspondances, le remboursement des taxes des télégrammes de cette catégorie est supporté par l'administration d'origine à partir du lendemain du jour où la notification lui est parvenue.

# COMPTABILITE.

#### Article 85.

Administration qui établissent les comptes.

[772] § 1. Le franc-or, tel qu'il est défini à l'article 32 de la Convention, sert d'unité monétaire dans l'établissement des comptes internationaux.

[773] § 2. (1) Sauf entente contraire, chaque administration porte les parts de taxes qui lui reviennent au débit de l'administration avec laquelle elle correspond directement et, le cas échéant, les parts de taxes afférentes aux parcours à effectuer au delà de son territoire, pour tous les telégrammes qu'elle a reçus de cette administration, sans tenir compte des réductions accordées aux télégrammes d'Etat sur certaines lignes; ces réductions font l'objet d'un règlement spécial entre les administrations intéressées.

[774] (2) En ce qui concerne les communications par fils directs entre deux pays non limitrophes, l'administration qui a reçu les télégrammes dresse le compte des taxes dues, pour tout le parcours jusqu'à destination, en indi quant séparément la part qui revient à chaque administration intéressée. Après acceptation de son compte par l'administration qui a transmis les télégrammes, l'administration qui l'a établi en envoie une copie à chacune des administrations intermédiaires.

[775] (3) Chaque administration débite celle qui la précède des part de taxes qui lui reviennent à elle-même et des parts de taxes afférentes au parcours au delà de son territoire.

[776] § 3. Les taxes terminales peuvent être liquidées directement entre les administrations extrêmes, après entente entre ces dernières et les administrations intermédiaires.

[777] § 4. Dans le cas d'application de l'article 97, l'administration contractante en relation directe avec l'administration non adhérente est chargée de règler les comptes entre celle-ci et les autres contractants auxquels elle a servi d'intermédiaire pour la transmission.

## Article 86.

#### Etablissement des comptes.

[778] § 1. (1) Les comptes sont établis d'après le nombre de mots transmis pendant le mois, distinction faite des diverses catégories des télégrammes et compte tenu:

[779] a) éventuellement, de certaines taxes accessoires;

[780] b) du minimum de perception appliqué aux télégrammes CDE du régime extra-européen;

[791] c) du minimum de perception appliqué aux lettres-télégrammes et aux télégrammes de félicitations des deux régimes.

[782] (2) Pour les télégrammes CDE, les coefficients fixés à l'article 10, § 4, sont appliqués aux taxes du tarif plein préalablement multipliées par le nombre total des mots.

[783] § 2. La taxe qui sert de base à la répartition entre administrations est celle qui résulte de l'application régulière des tarifs établis entre les administrations intéressées, sans qu'il soit tenu compte des erreurs de taxation qui ont pu se produire.

[784] § 3. Le nombre de mots annoncé par le bureau d'origine sert de base à l'application de la taxe, sauf le cas où, par suite d'une erreur de transmission, il aurait été recti-

fié d'un commun accord entre le bureau d'origine et le bureau correspondant.

[785] § 4. Les taxes accessoires, à l'exception de celles qui font l'objet de l'alinéa suivant, sont exclues des comptes ainsi que les taxes non recouvrées par le bureau d'arrivé et perçues par un autre bureau. Sont également exclues des comptes les taxes relatives aux avis de service taxés et aux télégrammes dont la taxe, conformément aux dispositions du Règlement, n'a pas été encaissée par le bureau de départ ou le bureau de réexpédition. Cette règle comporte les exceptions suivantes, dans les deux régimes:

[786]

 a) la taxe spéciale afférente au collationnement des télégrammes est portée dans les comptes et répartie entre les administrations intéressées proportionnellement à leurs parts normales;

[787]

- b) la tase perçue d'avance pour une réponse payée est portée dans les comptes et appartient intégralement à l'administration destinataire du télégramme avec réponse payée; quant à la taxe du télégramme payé en totalité ou en partie au moyen d'un bon de réponse, elle est comprise dans les comptes et répartie entre les administrations intéressées comme si cette taxe était payée en numéraire. Toutefois, les taxes des réponses payées, si ces réponses ont été demandées par avis de service taxé (=ST=), n'entrent pas dans les comptes internationaux; elles appartiennent intégralement, comme en général les taxes des avis de service, à l'administration qui les a perçues;
- [788] c) les taxes afférentes aux transports par exprès et aux transports par avion sont portées dans les comptes et ces taxes reviennent intégralement à l'administration à laquelle appartient le ureau télégraphique d'arrivée.
- [789] § 5. (1) Lorsque la transmission s'écarte de la voie qui a servi de base à l'établissement du tarif, la taxe restant disponible à partir du point où cette voie a été abandonnée est répartie entre les administrations qui ont concouru à la transmission du télégramme, y compris celle qui a effectué la déviation, et les exploitations privées intéressées. Cette répartition est à effectuer de la manière suivante:

[790] [791]

- a) les taxes terminales restent telles quelles;
- b) les taxes de transit des administrations et des exploitations privées n'ayant pas connaissance de la déviation restent également inchangées;

[792]

- c) les taxes de transit des administrations et des exploitations privées ayant connaissance de la déviation sont diminuées proportionnellement, de façon que le total de ces taxes réduites soit égal au total des taxes de transit pour cette partie de la voie normale.
- [793] (2) Les télégrammes transmis exceptionnellement par une voie téléphonique sont inclus dans la comptabilité télégraphique.

[794] (3) Les dispositions ci-dessus s'appliquent également aux télégrammes transmis par une voie plus coûteuse dans les conditions indiquées à l'article 48, § 2.

[795] (4) Dans ce dernier cas, aucune administration ne peut, du fait de la déviation, recevoir une taxe supérieure à celle qu'elle aurait reçue si le télégramme avait été transmis par la voie interrompue. Si la taxe de la voie réellement suivie est plus élèvée, c'est la taxe qui aurait été perçue normalement qui doit entrer dans le total des taxes à partager au prorata, comme il est dit ci dessus.

[796] § 6. Lorsque les télégrammes échangés entre pays limitrophes empruntent une voie détournée, l'administration qui reçoit les télégrammes débite celle qui les lui transmet du montant des taxes normales dans les conditions prévues par l'article 85, sauf arrangements spéciaux.

## Article 87.

Etablissement des comptes, d'après des moyennes dans le régime européen.

- [797] § 1. Dans le régime européen, les administrations peuvent, d'un commun accord, régler les comptes d'après le nombre de télégrammes qui ont franchi la frontière, chaque télégramme étant considéré comme comprenant le nombre moyen de mots résultant des statistiques établies contradictoirement.
- [798] § 2. Dans le cas prévu au § 1, il n'est tenu compte que des télégrammes ordinaires, des télégrammes urgents (chaque télégramme urgent comptant pour deux télégrammes) et des réponses payées.
- [799] § 3. Les statistiques destinées à déterminer le nombre moyen de mots par télégramme portent sur une durée de deux fois vingt-huit jours, savoir : les vingt-huit premiers jours du mois de février et les vingt-huit premiers jours du mois d'août. En cas d'événement exceptionnel survenu dans une des deux périodes précitées, les administrations intéressées peuvent s'entendre pour opérer un nouveau comptage à une époque différente.
- [800] § 4. (1) Pour détérminer la moyenne du nombre des mots par télégramme, on divise le nombre total des mots échangés dans chaque relation par le nombre des télégrammes échangés pendant la période précitée et dans la même relation. On procède de même pour déterminer la valeur moyenne des réponses payées.
- [801] (2) Ces moyennes sont arrondies à deux décimales. Elles peuvent être établies pour les télégrammes échangés dans les deux sens ou dans chaque sens séparément.
- [802] § 5. Les moyennes ainsi obtenues servent à l'établissement des comptes jusqu'à revision; celle-ci ne doit pas être faite avant deux années au moins.
- [803] § 6. Les bureaux en relation directe portent en compte, chaque jour, le nombre des télégrammes échangés, en divisant le trafic suivant les différents pays.
- [804] § 7. En multipliant le nombre des télégrammes par le chiffre moyen du nombre de mots, on obtient, pour le mois considéré, le nombre total des mots, lequel doit alors être multiplié par le chiffre de la part de taxe terminale ou de transit correspondante. Il est procédé de même pour déterminer le montant des taxes pour réponses payées à créditer. [805] § 8. Le cas échéant, les bureaux d'échange se communiquent chaque jour, par catégories, le nombre des télégrammes expédiés la veille, en indiquant également le nombre de télégrammes portant l'indication de service taxée = RPx = .
- [806] § 9. Doivent seules faire l'objet de vérifications, les différences supérieures à un maximum fixé d'accord entre les deux administrations intéressées. Ce maximum est déterminé d'après le nombre habituel des télégrammes échangés peudant un mois.

## Article 88.

Echange et vérification des comptes, payement des soldes.

[807] § 1. Les comptes réciproques sont dressés mensuellement et les comptes d'un mois doivent être échangés avant l'expiration du troisième mois qui suit celui auquel ces comptes se rapportent. [808] § 2. La notification de l'acceptation d'un compte ou des observations y relatives, ont lieu avant l'expiration du sixième mois qui suit celui auquel ce compte se rapporte. L'administration qui n'a reçu, dans cet intervalle, aucune observation rectificative considère le compte mensuel comme admis de plein droit.

[809] § 3. (1) Les comptes mensuels sont admis sans revision quand la différence entre les comptes dressés par les deux administrations intéressées n'est pas supérieure à vingtcinq francs (25 fr.) ou ne dépasse pas 1 p. 100 du compte de l'administration créditrice, pourvu que le montant de ce compte ne soit pas supérieur à cent mille francs (100.000 fr.); lorsque le montant du compte dressé par l'administration créditrice est supérieur à cent mille francs (100.000 fr.), la différence ne doit pas dépasser une somme totale comprenant:

- 1° 1 p. 100 des premiers cent mille francs (100 000 fr.);
- 2° 0,5 p. 100 du surplus du montant du compte.
- [810] (2) Une revision commencée est arrêtée dès que, à la suite d'échanges d'observations entre les deux administrations intéressées, la différence a été ramenée à une valeur ne dépassant pas le maximum fixé par le premier alinéa.

  [811] § 4. (1) Immédiatement après l'acceptation des comp-
- [811] § 4. (1) Immédiatement après l'acceptation des comptes afférents au dernier mois d'un trimestre, un compte tri mestriel, faisant ressortir le solde pour l'ensemble des trois mois du trimestre, est, sauf arrangement contraire entre les deux administrations intéressées, dressé par l'administration créditrice et transmis en deux exemplaires à l'administration débitrice, qui, après vérification, renvoie l'un des deux exemplaires revêtu de son acceptation.
- [812] (2) A défaut d'acceptation de l'un ou l'autre des comptes mensuels d'un même trimestre avant l'expiration du sixième mois qui suit le trimestre auquel ces comptes se rapportent, le compte trimestriel peut, néanmoins, être dressé par l'administration créditrice, en vue d'une liquidation pro visoire, qui devient obligatoire pour l'administration débitrice, dans les conditions fixées par le § 5.
- [813] (3) Les rectifications reconnues ultérieurement nécessaires sont comprises dans une liquidation trimestrielle subséquente.
- [814] § 5. Le compte trimestriel doit être vérifié et le montant doit en être payé dans un délai de six semaines à dater du jour où l'administration débitrice l'a reçu. Passé ce délai, les sommes dues à une administration par une autre sont productives d'intérêts à raison de 6 p. 100 par an, à dater due lendemain du jour d'expiration dudit délai.
- [S15] § 6. (1) Sauf entente contraire, le solde du compte trimestriel est payé par l'administration débitrice à l'administration créditrice, en or ou au moyen de chèques ou de traites payables à vue et établis pour un montant équivalant à la valeur du solde exprimé en francs-or.
- [816] (2) En cas de payement au moyen de chèques ou de traites, ces titres sont établis en monnaie d'un pays où la banque centrale d'émission ou une autre institution officielle d'émission achète et vend de l'or ou des devises-or contre la monnaie nationale, à des taux fixes déterminés par la loi ou en vertu d'un arrangement avec le gouvernement.
  [817] (3) Si les monnaies de plusieurs pays répondent
- à ces conditions, il appartient à l'administration créditrice de désigner la monnaie qui lui convient. La conversion est faite au pair des monnaies d'or.
- [818] (4) Dans le cas où la monnaie d'un pays créditeur ne répond pas aux conditions prévues à l'alinéa (2), et si les deux pays se sont mis d'accord à ce sujet, les chèques ou traites peuvent aussi être exprimés en monnaie du pays

créditeur. Dans ce cas, le solde est converti au pair des monnaies d'or en monnaie d'un pays répondant aux conditions susvisées. Le résultat obtenu est ensuite converti dans la monnaie du pays débiteur, et de celle-ci dans la monnaie du pays créditeur, au cours de la bourse de la capitale ou d'une place commerciale du pays débiteur au jour de la remise de l'ordre d'achat du chèque ou de la traite.

[819] § 7. Les frais de payement sont supportés par l'administration débitrice.

#### CHAPITRE XXIX.

## ARCHIVES.

#### Article 89.

Délais de conservation des archives.

[820] Les originaux des télégrammes et les documents y relatifs, retenus par les administrations, sont conservés, jusqu'à la liquidation des comptes qui s'y rapportent, et, en tout cas, au moins pendant dix mois, à compter du mois qui suit le mois de dépôt du télégramme, avec toutes les précautions nécessaires au point de vue du secret.

#### Article 90.

Communication des originaux des télégrammes. Délivrance de copies des télégrammes.

- [821] § 1. (1) Sauf les exceptions prévues à l'article 24, § 2. de la Convention, les originaux ou les copies des télégrammes ne peuvent être communiqués qu'à l'expéditeur ou au destinataire, après constatation de leur identité, ou bien au fondé de pouvoirs de l'un d'eux.
- [822] (2) Une taxe maximum de un franc (1 fr.) peut être perçue pour cette communication.
- [823] § 2. Dans le délai minimum fixé pour la conservation des archives, l'expéditeur et le destinataire d'un télégramme ou leurs fondés de pouvoirs ont le droit de se faire délivrer des copies, certifiées conformes ou des photographies:
  - a) de ce télégramme;
  - b) de la copie d'arrivée, si cette copie ou un double de celle-ci a été conservé par l'administration de destination.
- [824] § 3. (1) Il est perçu, pour toute copie délivrée conformément au présent article, un droit fixe de un franc cinquante centimes (1 fr. 50) par télégramme ne dépassant pas 100 mots. Au delà de 100 mots, ce droit est augmenté de cinquante centimes (0 fr. 50) par série ou fraction de série de 50 mots.
- [825] (2) Le prix des photographies d'originaux ou de copies est fixé par l'administration qui délivre ces photographies.
- [826] § 4. Les administrations ne sont tenues de donner communication, copie ou photographie des pièces désignées ci-dessus que si les expéditeurs, les destinataires ou leurs ayants droit fournissent les indications nécessaires pour trouver les télégrammes auxquels se rapportent leurs demandes.

## CHAPITRE XXX.

BUREAU DE L'UNION, COMMUNICATIONS RECIPRO-QUES. COMITE CONSULTATIF INTERNATIONAL TE-LEGRAPHIQUE (C.C.I.T.).

#### Article 91.

#### Frais du Bureau de l'Union.

si les deux pays se sont mis d'accord à ce sujet, les chèques [827] (1) Les frais communs du Bureau de l'Union, ou traites peuvent aussi être exprimés en monnaie du pays pour les services télégraphique et téléphonique, ne doivent

pas dépasser, par année, la somme de deux cent mille fancsor (200 000 fr.).

[828] (2) Toutefois, si une dépense exceptionnellement élevée en imprimés ou documents se présente au cours d'une année, sans que les recettes correspondants soient encaissées pendant la même année, le Bureau est autorisé, exclusivement dans ce cas, à dépasser le crédit maximum prévu, sous la réserve que le maximum du crédit pour l'année suivante sera réduit d'un montant égal à l'excédent susvisé.

(3) La somme de deux cent mille francs-or (200 000 fr.) pourra être modifiée entre deux conférences du consentement de toutes les Parties contractantes.

#### Article 92.

Relations des administrations entre elles par l'intermédiaire du Burcau de l'Union.

[830] § 1. Les administrations de l'Union se transmettent réciproquement les documents essentiels relatifs à leur organisation intérieure et se communiquent les perfectionnements importants qu'elles viendraient à y introduire.

[831] § 2. En règle générale, ces notifications sont faites

par l'intermédiaire du Bureau de l'Union.

[832] § 3. Lesdites administrations envoient au Bureau de l'Union, par la poste, par lettre affranchie, ou en cas d'urgence par télégramme, la notification de toutes les mesures relatives à la composition et aux changements de tarifs intérieurs et internationaux, à l'ouverture de voies de communication nouvelles et à la suppression de voies existantes en tant que ces voies intéressent le service international, enfin aux ouvertures, suppressions et modifications de service des bureaux. Les documents imprimés ou autographiés à ce sujet par les administrations sont expédiés au Bureau de l'Union, soit à la date de leur distribution, soit, au plus tard, le premier jour du mois qui suit cette date.

[833] § 4. Lesdites administrations lui envoient, en outre, par télégraphe, avis de toutes les interruptions ou rétablissements des communications qui affectent la correspondance

internationale.

[834] § 5. Elles lui font parvenir, au commencement de chaque année, des tableaux statistiques dressés, aussi complètement que possible, d'après les indications du Bureau de la Union, qui distribue, à cet effet, des formulaires tout préparés.

[835] § 6. Elles adressent également au Bureau de l'Union deux exemplaires des publications diverses qu'elles font paraître et qu'elles jugent susceptibles d'intéresser les autres

administrations de l'Union.

### Article 93.

## Travaux du Bureau de l'Union.

[836] § 1. Le Bureau de l'Union coordonne et publie le tarif. Il communique aux administrations, en temps utile, tous les renseignements y relatifs, en particulier ceux qui sont spécifiés à l'article 92, § 3. S'il y a urgence, ces communications sont transmises par la voie télégraphique, no tamment dans le cas prévus par l'article 92, § 4. Dans les notifications relatives aux changements de tarifs, il donne à ces communications la forme voulue pour que ces changements, puissent être immédiatement introduits dans le texte des tableaux des taxes.

[837] § 2. Le Bureau de l'Union dresse une statistique

générale.

[838] § 3. Il dresse et publie des cartes officielles des voiés de télé communication internationales et les revise périodiquement.

[839] § 4. (1) Il établit et publie une nomenclature des bureaux télégraphiques ouverts au service international, y compris les stations terrestres radiotélégraphiques, ainsi que des annexes périodiques à ce document, faisant connaître les additions et modifications qui doivent y être apportées. (2) En vue d'assurer l'exactitude des données de cette nomenclature, les administrations sont tenues d'indiquer au Bureau de l'Union, en même temps que les noms de leurs bureaux, le nom de la subdivision territoriale (département, comitat, Etat fédéral, canton, etc.) pour insertion après le nom du pays, dans la deuxième colonne de la nomenclature. Seules les administrations des petits pays sont dispensées de cette obligation.

[841] § 5. Le Bureau de l'Union publie, en outre, une nomenclature des voies de radiocommunication entre points fixes.

[842] § 6. Les documents imprimés par le Bureau de l'Union sont distribués aux administrations de l'Union dans la proportion du nombre d'unités contributives, d'après l'article 17 de la Convention. Les documents supplémentaires que réclameraient les administrations sont payés à part d'après leur prix de revient. Il en est de même des documents demandés par les administrations des pays ne faisant pas partie de l'Union et par les exploitations privées.

[843] § 7. Les demandes de cette nature doivent être formulées une fois pour toutes, jusqu'à nouvel avis et de manière à donner au Bureau de l'Union le temps de régler le tirage en conséquence.

#### Article 94.

Comité consultatif international télégraphique (C. C. 1. T.).

[844] § 1. Un comité consultatif international télégraphique (C. C. I. T.) est chargé d'étudier les questions techniques et celles relatives aux méthodes d'exploitation des voies de communication qui intéressent la télégraphie internationale, et qui lui sont soumises par les administrations et les exploitations privées.

[845] § 2. (1) Il est formé d'experts des administrations et des exploitations privées, qui déclarent vouloir participer à ses travaux et qui s'engagent à contribuer, par parts égales, aux frais communs de ses réunions. La déclaration est adressée à l'administration du pays où a été tenue la dernière conférence administrative.

(2) Les dépenses personnelles des experts de cha-[846] que administration ou exploitation privée sont supportées

par celles-ci.

[847] § 3. En principe, les reunions du C. C. I. T. ont lieu de deux en deux ans. Cependant, une réunion fixée peut être avancée ou ajournée par l'administration qui l'a convoquée, sur demande de dix administrations participantes, si le nombre et la nature des questions à examiner le justifient.

[848] § 4. (1) Les langues et le mode de votation employés dans les assemblées plénières, commissions et sous-commissions, sont ceux adoptés par la dernière conférence de plénipotentiaires ou administrative.

(2) Toutefois, lorsqu'un pays n'est pas représenté par une administration, les experts des exploitations privées de ce pays disposent, pour leur ensemble et quel que soit leur nombre, d'une seule voix délibérative.

[850] § 5. Le directeur du Bureau de l'Union ou son représentant et les représentants des autres comités consultatifs internationaux, C. C. I. F. et C. C. I. R., ont le droit de participer avec voix consultative aux réunions du C. C. I. T. [851] § 6. L'organisation intérieure du C. C. I. T. est régie par les dispositions de l'annexe n° 2 au présent Règlement.

CHAPITRE XXXI.

#### ADHESIONS.

## RELATIONS AVEC LES ADMINISTRATIONS NON ADHERENTES.

#### Article 95.

Refus d'appliquer les tarifs conventionnels.

[852] Dans le cas des adhésions prévues par l'article 4 de la Convention, les administrations des gouvernements contractants peuvent refuser le bénéfice de leurs tarifs conventionnels aux administrations qui demanderaient à adhérer sans conformer elles-mêmes leurs tarifs à ceux des pays intéresses.

#### Article 96.

Stipulations concernant les exploitations privées.

[853] § 1. Les exploitations privées qui fonctionnent dans les limites d'un ou de plusieurs pays contractants, avec participation au service international, sont considérées, au point de vue de ce service, comme faisant partie intégrante du réseau télégraphique de ces pays.

[854] § 2. Les autres exploitations privées sont admises aux avantages stipulés par la Convention et par le présent Règlement, moyennant adhésion à toutes leurs clauses obligatoires et sur la notification du pays qui a concédé ou autorisé l'exploitation. Cette notification a lieu conformément aux articles 3 et 4 de la Convention.

[855] § 3. Cette adhésion doit être imposée aux exploitations privées qui relient entre eux deux ou plusieurs des pays contractants, pour autant qu'elles soient engagées par leur contrat de concession à se soumettre, sous ce rapport, aux obligations prescrites par le pays qui a accordé la concession. [856] § 4. Les exploitations privées qui demandent à l'un quelconque des pays contractants l'autorisation de relier leurs voies de télécommunication au réseau de ce pays, ne l'obtiennent que sur l'engagement formel de soumettre le taux de leurs tarifs à l'approbation du pays accordant la concession et de n'appliquer une modification de tarif qu'à la suite d'une notification du Bureau de l'Union, laquelle n'est exécutoire qu'après de délai prévu à l'article 29.

[857] § 5. La réserve qui fait l'objet de l'article 95 est applicable aux exploitations susmentionnées.

#### Article 97.

Relations avèc les pays non adhérents.

[858] § 1. Lorsque les relations télégraphiques sont ouvertes avec des pays non adhérents ou avec des exploitations privées qui n'auraient point adhéré aux dispositions obligatoires du présent Règlement, ces dispositions sont invariablement appliquées aux correspondances dans la partie de leur parcours qui emprunte le territoire des pays contractants ou adhérents.

[859] § 2. Les administrations intéressées fixent la taxe applicable à cette partie du parcours. Cette taxe, déterminée dans les limites de l'article 28, est ajoutée à celle des administrations non participantes.

CHAPITRE XXXII.

#### DISPOSITION FINALE.

Article 98.

Mise en vigueur du Règlement.

[860] Le présent Règlement entrera en vigueur le premier janvier mil neuf cent trente-quatre.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé ce Règlement en un exémplaire qui restera déposé aux archives du Gouvernement de l'Espagne et dont une copie sera remise à chaque gouvernement.

Fait à Madrid, le 10 décembre 1932.

Pour l'Union de l'Afrique du Sud:

H. J. LENTON.

A. R. M. LACHLAN.

Pour l'Allemagne:

HERMANN GIESS. HANS STEIDLE. MARTIN FENERHAHN. SIEGFRIED MEY.

Pour la République Argentine:

DANIEL GARCIA - MANSILLA. RENÉ CORREA LUNA. Luis Castineiras. MELQUIADES SÁENZ BRIONES.

Pour la Fédération Australienne: JOHN MURRAY CRAWFORD.

Pour l'Autriche:

RUDOLF OESTREICHER. HANS PFEUFFER.

Pour la Belgique:

Maus B. P. M. J. G. LAMBERT J. F. G.

Pour la Bolivie:

GEORGES SÁENZ.

Pour le Brésil:

Luis Guimaraes.

Pour le Chili:

ENRIQUE BERMUDEZ.

Pour la Chine:

LINGOH WANG.

Pour l'Etat de la Cité du Vatican: GIUSEPPE GIANFRANCESCHI.

Pour la République de Colombie:

José Joaquin Casas. ALBERTO SANCHEZ DE IRIARTE. WALTER MAC LELLAN ALDRICH.

Pour les Colonies énumérées ci-après : Côte française des Somalis, Guyane française, Indochine française, Madagascar, Nouvelle Calédonie, Sénégal: CAROUR.

Pour les Colonies portugaises:

ERNESTO JULIO. NAVARO. ARNALDO DE PAIVA CARVALHO. JOSÉ MÉNDES DE VASCONCELLOS GUIMARAES. MARIO CORREA BARATA DA CRUZ.

Pour la Confédération suisse:

G. KELLER.

Pour le Congo belge:

TONDEUR FÉLIX GEORGES.

Pour Costa-Rica:

ADRIANO MARTIN LANUZA.

Pour Cuba:

MANUEL S. PICHARDO Y PIERALTA.

Pour Curação et Surinam:

G. SCHOTEL.

J. J. Hoogewooning.

Pour la Cyrénaïque:

G. GNEME.

GIAN FRANCO DELLA PORTA.

Pour le Danemark:

KAY CHRISTIANSEN.

M. J. C. GREDSTED.

Pour la Ville libre de Dantzig:

H. Kowalski.

VICTOR ZANDER.

Pour la République Dominicaine

ELIAS BRACHE.

JUAN DE OLÓZAGA.

Pour l'Egypte:

R. MURRAY.

MOHAMED SAID.

Pour la République de El Salvador:

BAQUL CONTRERAS.

Pour l'Equateur:

HIPOLITO DE MOZONCILLO.

ABEL ROMEO CASTILLO.

Pour l'Erytrée:

G. GNEME.

GIAN FRANCO DELLA PORTA.

Pour l'Espagne:

MIGUEL SASTRE Y PICATORTE.

GABRIEL HOMBRE CHALBAND.

FRANCISCO VIDAL Y PLANAS.

TOMAS FERNANDEZ QUINTANA.

CARLOS DE BORDONS GOMEZ.

Pour l'Empire d'Ethiopie:

TESFAE TAGAGNE.

Pour la Finlande:

NIILO ORASMAA.

Pour la France:

JULES GAUTIER.

Fis.

MORILLON.

SCHNEIDER.

Pour le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord:

F. W. PHILLIPS.

J. LOUDEN.

Pour la Grèce:

TH. PENTHERON DA KIS.

ST. NICOLAS.

Pour le Guatemala:

VIRGILIO RODRIGUEZ BETETA.

ENRIQUE TRAUMANN.

RICARDO CASTANEDA PAGANINI.

Pour la République de Honduras:

Antonio Graiño.

Pour la Hongrie:

FRANÇOIS HAVAS.

Pour les Iles italiennes de l'Egée:

G. GNEME.

ERMINIO MARIANI.

Pour les Indes britanniques:

M. L. PASRICHA.

P. J. EDMUNDS.

Pour les Indes néerlandaises:

A. J. H. VAN LEEUWEN.

A. VAN DOOREN.

G. SCHOTEL.

J. J. HOOGEWOONING.

Pour l'Etat libre d'Irlande:

P. S. OH EIGEARTAIGH.

E. Cuisin.

Pour l'Islande:

G. J. HLIDDAL.

Pour l'Italie:

G. GNEME.

Pour le Japon:

Pour Chosen, Taiwan, Karafuto, le Territoire à bail du Kwantung et les Îles des Mers du Sud sous mandat japonais:

SAICHIRO KOSHIDA.

YOSOSHICHI YONEZAWA.

Toyokichi Nakagami.

TAKEO JINO.

Pour la Lettonie:

BERNHARB EINBERG.

Pour la Lithuanie:

KLEOPAS GAIGALIS.

Pour le Luxembourg:

EDOUARD JAAQUES.

Pour le Maroc:

DUBEANCLARD.

Pour le Mexique:

GENARO ESTRADA. EMILIO TORRES L.

AGUSTIN FLORES JR.

SALVADOR TAYABAS.

Pour la Norvège:

T. Engset.

ANDR. HADLAND.

Pour la Nouvelle-Zélande:

MELVIN BROWN ESSON.

Pour la République de Panama:

MELCHOR LASSO DE LA VEGA.

Pour les Pays Bas:

H. C. FELSER.

P. Bossen.

Pour de Pérou:

JUAN DE OSMA.

Pour la Perse:

Mohsen Khan Raïs.

ANNENE N. 1. [voir art. 37, § 11 et 79, § 11 (2)]. Liste des expressions de code A employer dans les avis de service et des abréviations à employer

H. KOWALSKI.
ST. ZUCHMANTOWICZ

K. GOEBEL. K. KRULISZ.

Pour le Portugal:

Pour la Pologne:

MIGUEL VAZ DUARTE BACELAR. JOSÉ DE LIZ FERREIRA JUNIOR. DAVID DE SOUSA PIRES. JOAQUIM RODRIGUEZ GONÇALVES.

Pour la Roumanie:

T. TANASESCU.

Pour la Somalie Italienne :

G. GNEME. GELMETTI.

Pour la Suède:

G. WOOLD.

Pour la Syrie et le Liban:

MORILLON.

Pour la Tchécoslovaquic:

OTTO KUCERA. VÁCLAV KUCERA. JAROMIR SVOBODA. Pour la Tripolitaine:

G. GNEME.

D. CRETY.

Pour la Tunisie:

CROUZET.

Pour la Turquie:

FAHRI.

IHSAN CEMAL.

MAZHAR.

Pour l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes:

EUGÈNE HIRSCHFELD.

ALEXANDRE KOKADEEV.

Pour l'Uruguay:

DANIEL CASTELLANOS.

Pour le Vénézuéla:

CÉSAR MARMOL CUERVO.

ANTONIO REYES.

Pour la Yougoslavie:

DIMITRIEV ZLATANOVITCH.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

p. Il Ministro per gli affari esteri: Suvich.

ž	Abbré- viation	Traduction
		I. Avis de non remise.
_	RAFIS	Indélivrable, pas réclamé.
C)	RAFUJ	
ಣ	RAFYZ	Indélivrable, destinataire parti.
4	RAHOT	Indélivrable, destinataire parti, réexpédié poste à
Ü	RAJAJ	destinataire
9	RAJEV	Indélivrable, destinataire parti pour
1	RAJFU	destinataire
œ	RAJGO	Indélivrable, destinataire pas arrivé.
6	RAJIF	Indélivrable, destinataire pas à l'hòtel.
10	REGAD	Indélivrable, plusieurs personnes du même nom (homonymes).
11	REJAB	Indélivrable, navi e hors d'atteinte.
12	REKEG	Indélivrable, adresse insuffisante.
13	RESIN	Indélivrable, adresse insuffisante sans indication du numéro
		de l maison,
14	RICOD	Indélivrable, adresse n'est plus enregistrée.
15	RIHUB	Indélivrable, hôtel inconnu.
16	RIJAG	Indélivrable, adresse pas enregistrée.
17	RIKEN	Indélivrable, endroit inconnu.
18	RISOB	Indélivrable, numéro de maison n'existe pas.
19	ROCOG	rue (place) inconn
20	ROFER	
21	ROFJO	Indélivrable, navire ne s'est pas annoncé.
22	RUCMU	ndelivrable, numéro téléphonique indiqué dans l'adresse
23	RITCOS	Indélivrable, hôtel maison firme, etc., n'existe n'us
24	RUCXO	
	. !	
25 c	RUCYD	Indélivrable, appel au train sans résultat.
2 6	RITEAI	crain ucja parti. navir, dáid narti Rásvaddition nassible
		man arms
8	RUFKU	Indélivrable, navire pas encore arrivé.
29	RUFMO	Indélivrable, destinataire déjà débarqué du navire.
30	RACYB	Toujours indélivrable,

Ž,	Abbre- viation	Traduction
		II. Avis de service relatifs à l'exploitation.
31 32	DADRO TIBOH	Répondre par fil (ou secteur); ici encombrement. Pouvons-nous déposer pour
		III. Avis de service aivers.
33	NEDIB	Lieu de destination incomplet, plusieurs; renseignez.
34 35	NEKLO NEMYD	Lieu d'origine pas dans nomenclature; renseignez. Lieu de destination inconnu; nous dirigeons sur, rectifiez si
36	NIGYC	utile. Reeli delix fois: avons anni lá una transmission
37		L'accusé de réception télégraphique (CR) manque.
38	PASCA	Transmis deux fois; annulez deuxième transmission.
39	PYSAT	Délivré postérieurement, ou réclamé. Annulez avis de non remise.
40	WEJYV	Référence fausse; donnez numéro, date, heure de dépôt, et dites nar quel fil transmis
41	WEFXU	Attendons réponse à notre avis de service,
42	WEJOD	Lieu de destination pas dans nomenclature; renseignez.
43	XESCU	Quand et par quel fil avez-vous :eçu télégramme en litige ?
4	XESLA	Quand et par quel fil avez-vous transmis télégramme en litige ?
		IV. Abréviations à employer dans l'exploitation.
45	RQ	Désignation d'un cemande.
46	BQ	Réponse à RQ.
47	AL	Répétez fout , e qu'y vous avez transmis.
48	LR	Jusqu'à quel point (mot ou félégramme) aver-vous reçu? Nous avons recu jusque
49	OK	D'accord; tout est en règle.
20	SX	Simplex.
21	DX	Duplex
22	DF	J'établis communication.
53	ANH	Encombrement.
	•	

ANNEXE Nº 2 (voir art. 94).

## Règlement intérieur du Comité consultatif international télégraphique (C.C.I.T.).

## Article premier. Administration gérante.

On entend par « administration gérante » l'administration qui est chargée d'organiser une réunion du C. C. I. T. L'administration gérante commence à s'occuper des affaires du C. C. I. T. cinq mois après la clôture de la réunion précédente; son rôle expire cinq mois après la clôture de la réunion qu'elle a organisée.

## Article 2. Réunions.

L'administration gérante fixe le lieu et la date définitive de la réunion qu'elle s'est chargée d'organiser. Au moins six mois avant cette date, elle adresse les invitations pour ladite réunion, seulement aux administrations, lesquelles les communiquent aux exploitations privées et aux autres organismes qui peuvent y avoir intérêt (art. 10). Les réponses ou désirs des exploitations privées et organismes susdits doivent être communiqués à l'administration gérante, par l'entremise des administrations compétentes.

## Article 3.

## 'Assemblée plénière. Commissions.

§ 1. L'assemblée plénière (A. P.) convoquée par l'administration gérante, désigne le président et les vice-présidents. § 2. Le président dirige les séances d'ouverture et de clô-

ture et a, en outre, la direction générale de l'assemblée plénière. § 3. Les questions à traiter sont réparties par catégoriés et discutées dans les séances de commissions; chacune de ces commissions est normalement présidée par le vice-président désigné par l'assemblée plénière.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re: p. Il Ministro per gli affari esteri:

## 'Article 4. Secrétariat.

Le secrétariat de la réunion est assuré par l'administration gérante avec la collaboration du Bureau de l'Union.

## Article 5.

### Procès-verbaux et rapports.

En principe, les procès-verbaux et les rapports ne reproduisent les exposés des délégués que dans leurs points principaux. Cependant, chaque délégué a le droit de demander l'insertion analytique ou in extenso au procès-verbal ou au rapport de toute déclaration qu'il a faite, à condition qu'il en fournisse le texte au plus tard le matin qui suit la fin de la séance.

## Article 6. Votation.

- § 1. En cas d'empéchements sérieux, une délégation peut, par écrit, charger de sa voix une autre délégation. Toutefois, aucune délégation ne peut disposer de plus de deux voix.
- § 2. Une proposition n'est adoptée que si elle réunit la majorité absolue des suffrages exprimés; en cas d'égalité de voix, elle est écartée. Dans les procès verbaux sont indiqués le nombre des délégations qui ont voté pour et le nombre de celles qui ont voté contre la proposition.
- § 3. Les votations ont lieu soit à mains levées, soit, sur demande d'une délégation, par appel nominal, dans l'ordre alphabétique du nom français des pays. Dans ce dernier cas, les procès verbaux indiquent les délégations qui ont voté pour et celles qui ont voté contre la proposition.

#### Article 7.

#### Fonctionnement des commissions.

- § 1. Les commissions instituées par l'assemblée plénière peuvent se subdiviser en sous commissions, et les sous-commissions en sous-sous-commission.
- § 2. Les présidents des commissions proposent à la ratification de la commission respective le choix du président de chaque sous-commission et sous-sous-commission. Les commissions, sous-commissions et sous-sous-commissions nomment elles-mêmes leurs rapporteurs.
- § 3. Les avis émis par les commissions doivent porter la formule: « à l'unanimité », si l'avis a été émis à l'unanimité des votants, ou la formule « à la majorité », si l'avis à été adopté à la majorité.

#### Article 8.

### Participation du Bureau de l'Union.

- § 1. Le Bureau de l'Union prend part aux divers travaux du C. C. I. T., en vue de la centralisation et de la publication d'une documentation générale à l'usage des administrations.
- § 2. La publication des documents afférents aux réunions du C. C. I. T. doit être autorisée, au préalable, par l'assemblée plénière.

#### Article 9.

#### Questions à examiner.

L'assemblée plénière du C. C. I. T. ne peut être saisie que de questions mûrement étudiées et déjà soumises, par l'intermédiaire du Bureau de l'Union, aux administrations, depuis au moins trois mois avant la réunion.

### Article 10.

Admission de représentants de groupements ou organismes.

- § 1. Les représentants des constructeurs de matériel ne sont pas autorisés à assister aux assemblées plénières.
- § 2. Des représentants des groupements ou organismes d'autre nature et dont la consultation ou la collaboration apparaissent comme utiles peuvent être, par décision du président de la commission compétente, invités à prendre part aux travaux de certaines commissions ou séances. Toutefois, ces répresentants ne sont pas admis aux séances de l'assemblée plénière.

#### Article 11.

## Commissions de rapporteurs.

- § 1. Il est constitué des commissions de rapporteurs (C. R.), formées des experts des administrations et chargées d'étudier les questions entre les sessions et de préparer les avis à soumettre au C. C. I. T. Chaque commission de rapporteurs élit un rapporteur principal, qui assume la direction des travaux de la commission de rapporteurs et à compétence pour convoquer les rapporteurs de sa commission, avec l'autorisation de son administration.
- § 2. Les questions doivent, dans la mesure du possible, être résolues par correspondance; le rapporteur principal peut, à cet effet, correspondre directement par écrit avec les autres membres de sa commission. Mais, si la solution complète d'une question ne peut pas être obtenue par cette voie, il a le droit de proposer des réunions à des endroits convenables, afin de pouvoir discuter verbalement la question à l'étude.
- § 3. Les commissions de rapporteurs peuvent inviter des représentants des exploitations privées et des experts de

- l'industrie privée à participer à certaines de leurs études et discussions, s'il apparaît que leur collaboration peut être utile.
- § 4. Le chef du secrétariat institué par l'administration gérante est informé par le rapporteur principal de la date et du lieu de cette réunion, afin qu'il puisse y prendre part.
- § 5. Les rapports des commissions de rapporteurs, avec leurs projets d'avis, sont transmis au Bureau de l'Union, qui les fait multiplier et distribuer aux participants du C. C. I. T. et aux autres intéressés.

#### Article 12.

#### Séance de clôture.

- § 1. A la séance de clôture, l'assemblée plénière adopte, rejette ou renvoie pour étude les avis approuvés dans le commissions et établit la liste des questions nouvelles ou restées en suspens. Elle désigne les commissions de rapporteurs qui, jusqu'à la prochaine réunion, les étudieront, et établit la liste des administrations qui désirent être représentées dans chaque commission de rapporteurs.
- § 2. Le secrétariat de la réunion transmet les avis au Bureau de l'Union, qui les communique aux administrations de l'Union
- § 3. Dans la même séance, le C. C. I. T. fixe la date approssimative à laquelle pourra se tenir la réunion suivante et désigne l'administration gérante de la prochaine réunion. Il indique les questions nouvelles et celles qui sont encore en suspens; l'ensemble de ces questions est porté au programme de la réunion suivante.

#### Article 13.

## Mise à l'étude de questions nouvelles.

- § 1. Dès la fin d'une réunion, toutes les questions nouvelles, non prévues par l'assemblée, à soumettre au C. C. I. T., sont adressées à la nouvelle administration gérante. Cette administration inscrit ces questions au programme de la prochaine réunion, sous reserve des dispositions de l'article 9.
- § 2. Pour la multiplication et la distribution des propositions nouvelles, l'administration gérante peut s'adresser au Bureau del l'Union (art. 11, § 5).

#### Article 14.

## Gestion du C. C. I. T. dans l'intervalle de deux réunions.

- § 1. Pendant les cinq mois qui suivent la clôture d'une réunion du C. C. I. T., le secrétariat de l'ancienne administration gérante administration du pays qui a été le siège de la dernière réunion continue à maintenir la liaison avec les administrations, exploitations privées et constructeurs, et il conserve, notamment, le service de la correspondance courante.
- § 2. L'administration qui, en dernier lieu, a eu la charge de la gerance remet directement au nouveau secretariat toutes les affaires en instance.

### Article 15.

Relations entre l'administration gérante et les autre administrations, exploitation privées et organismes.

L'administration gérante peut correspondre directement avec les administrations, les exploitations privées et les organismes susceptibles de collaborer aux travaux du C.C.I.T. Elle remet au moins un exemplaire des documents au Bureau de l'Union.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

p. Il Ministro degli Affari Esteri: Suvich.

## Protocole final au règlement télégrafique annexé à la Convention internationale des télécommunications - Madrid, 1932.

Au moment de procéder à la signature du Règlement télégraphique annexé à la Convention internationale des télécommunications, les plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce que les dispositions concernant les télégrammes urgents (art. 55) et les lettres-télégrammes (art. 76) dudit Règlement seront mises en exécution à partir du 1er avril 1933.

Les plénipotentiaires soussignés prennent acte des déclarations suivantes:

1.

Les plénipotentiaires du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord déclarent formellement que, par leur signature du Règlement télégraphique annexé à la Convention internationale des télécommunications, le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord n'accepte aucune obligation relative soit au § 2 de l'article 26 (composition du tarif) soit à l'article 31 (fixation d'équivalents monétaires) dudit Règlement.

2.

Le plénipotentiaire de la Fédération Australienne déclare formellement que, par sa signature du Règlement télégraphique annexé à la Convention internationale des télécommunications, la Fédération Australienne n'accepte aucune obligation relative soit au § 2 de l'article 26 (composition du tarif) soit à l'article 31 (fixation d'équivalents monétaires) dudit Règlement.

3.

Le plénipotentiaire de la Nouvelle-Zélande déclare formellement que, par sa signature du Règlement télégraphique annexé à la Convention internationale des télécommunications, la Nouvelle-Zélande n'accepte aucune obligation relative soit au § 2 de l'article 26 (composition du tarif) soit à l'article 31 (fixation d'équivalents monétaires) dudit Règlement.

4.

Les plénipotentiaires des pays désignés ci-après déclarent formellement que, par leur signature du Règlement télégraphique annexé à la Convention internationale des télécommunications, leurs gouvernements n'acceptent aucune obligation relative soit au § 2 de l'article 26 (composition du tarif) soit à l'article 31 (fixation d'équivalents monétaires) du dit Règlement.

Afrique du Sud (Union de l')

Allemagne

Argentine (République)

Autriche

Belgique

Brésil

Chine

Colombie

Congo belge

Cuba

Dominicaine (République)

Egypte

Espagne

Finlande

France Colonies françaises

Hongrie

Indes britanniques

Italie, Colonies italiennes et Iles italiennes de l'Egée Japon, Chosen, Taïwan, Karafuto, le Territoire à bail de Kwantung et les Iles des Mers du Sud sous mandat japonais.

Lithuanie

Luxembourg

Maroc

Pologne

Portugal

Colonies portugaises

Roumanie

Tchécoslovaquie

Tunisie

Vénézuéla

Yougoslavie

En foi de quoi, les plénipotentiaires ci dessous ont dressé le présent Protocole et ils l'ont signé en un exemplaire qui yesfera dans les archives du Gouvernement espagnol et dont une copie sera remise à chaque Gouvernement signataire dudit Règlement.

Fait à Madrid, le 10 décembre 1932.

Suivent les signatures.

(Les pays qui ont signé le Protocole final sont les mêmes que ceux qui ont signé le Règlement télégraphique [voir pages 125 à 143 ci-avant], à l'exception de la Perse.

D'autre part, pour Curação et Surinam et pour les Indes néerlandaises, Mr Schotel n'a pas signé ledit Protocole).

## Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

р. Il Ministro degli Affari Esteri: Suvich.

## Règlement téléphonique annexé à la Convention internationale des télécommunications.

## CHAPITRE I.

#### APPLICATION DU REGLEMENT.

Article premier.

Application du Règlement. - Régimes.

[1] § 1. (1) Les dispositions du présent Règlement ne s'appliquent qu'aux services téléphoniques internationaux du régime européen.

[2] (2) Le régime européen comprend tous les pays de l'Europe et les pays situés hors de l'Europe que leurs administrations respectives déclarent appartenir à ce régime.

[3] § 2. Une communication téléphonique est soumise aux règles du régime européen lorsqu'elle emprunte exclusivement des voies de communication de pays appartenant à ce régime.

[4] § 3. Les règles relatives à chaque service téléphonique extra européen sont fixées par accord entre les administrations et/ou les exploitations privées intéressées.

[31]

§ 4. Les dispositions du Règlement télégraphique qui ne sont pas contraires aux stipulations du présent Règlement et qui se rapportent aux mêmes objets que celui ci sont applicables au service téléphonique.

#### CHAPITRE II.

#### DEFINITIONS.

#### Article 2.

#### Définitions.

- Les définitions ci-après complètent celles qui sont mentionnées dans la Convention:
- Bureau central téléphonique: Installation permettant d'établir des communications téléphoniques.
- Circuit téléphonique: Liaison électrique permettant d'établir une communication téléphonique dans les deux sens entre deux bureaux centraux téléphoniques.
- [9] Circuit téléphonique international: Circuit téléphonique reliant deux bureaux centraux téléphoniques, situés dans deux pays différents.
- [10] Bureaux tête de ligne: Bureaux reliés directement par un circuit international.
- Circuit direct de transit: Circuit téléphonique international traversant un ou plusieurs pays de transit et ne comportant aucun bureau central téléphonique de transit.
- [12] Communication directe: Communication téléphonique établie au moyen d'un seul circuit téléphonique international.
- [13] Communication de transit: Communication téléphonique établie au moyen de plus d'un circuit téléphonique international.
- [14] Demande de communication: Première requête formulée par l'usager pour obtenir une communication téléphonique internationale.
- [15] Conversation: Suite donnée à une demande de communication lorsque la communication a été établie entre les postes demandeur et demandé.
- [16] Refus d'une conversation: Conversation refusée lorsque, au moment où elle est offerte, une personne quelconque à l'un des deux postes demandeur ou demandé indique immédiatement qu'on ne peut ou ne veut pas causer.
- [17] Voie normale: Voie qui doit être choisie en premier lieu pour l'écoulement du trafic téléphonique dans une relation déterminée.
- [18] Voie auxiliairè: Voie autre que la voie normale, mais traversant les mêmes pays que la voie normale.
- Voie de secours: Voie qui traverse d'autres pays que les pays traversés par la voie normale.
- [20] Durée taxable d'une conversation téléphonique: Intervalle de temps qui sert de base pour le calcul de la taxe de cette conversation.
- [21] Unité de taxe dans une relation internationale déterminée: Taxe afférente à une conversation ordinaire d'une durée de trois minutes échangée pendant la période de fort trafic.

### CHAPITRE III.

#### RESEAU INTERNATIONAL.

#### Article 3.

Constitution et utilisation du réseau.

[22] § 1. (1) Les administrations et/on les exploitations

circuits nécessaires pour assurer l'écoulement du trafic téléphonique international.

- (2) Chaque administration ou exploitation privée intermédiaire fournit les sections de circuits internationaux qui doivent traverser le territoire qu'elle dessert.
- (3) Chaque section à construire sur le territoire desservi par une administration ou exploitation privée intermédiaire est établie, autant que possible, compte tenu des difficultés de toute nature, par l'itinéraire le plus court entre les points d'entrée et de sortie du circuit international.  $\lceil 25 \rceil \mid \S \mid 2.$  (1) Les circuits destinés à l'écoulement du trafic téléphonique international et les installations techniques y relatives sont constitués et entretenus de manière à assurer une bonne audition ainsi qu'un service sûr et rapide.
- (2) A cet égard, les administrations et les exploitations privées se conforment, autant que possible, aux recommandations de principe formulées par le C.C.I.F. en ce qui concerne la constitution et la maintenance des lignes et des installations.
- [27] § 3. (1) Les administrations et/ou les exploitations privées intéressées déterminent, d'un commun accord, les relations à ouvrir, en s'efforçant d'étendre ces relations à de grandes circonscriptions géographiques et non seulement à certains réseaux.
- (2) Pour chaque relation, les administrations et/ou les exploitations privées intéressées déterminent, d'un commun accord:

a) une ou plusieurs voies normales; [30]

b) éventuellement, des voies auxiliaires à utiliser chaque fois que cela présente de l'intérêt au point de vue de la rapidité du service;

le cas échéant, des voies de secours à utiliser en cas d'interruption totale ou de dérangement important des voies normales.

(3) Les voies normales sont déterminées en tenant compte de la qualité de l'audition, du nombre des bureaux intermédiaires, de la longueur et du trafic des circuits à utiliser, en attachant, toutefois, une importance primordiale à la qualité de l'audition.

[33] § 4. L'affectation d'un circuit international ne peut être modifiée que par accord entre les administrations et/ou les exploitations privées intéressées.

- [34] § 5. En cas de dérangement, tout circuit international (ou section de circuit international) défectueux doit être réparé avec toute la célérité désirable, et, en attendat qu'il soit réparé, être remplacé dans la mesure du possible et dans le moindre délai.
- [35] § 6. (1) Les administrations et/ou les exploitations. privées intéressées se communiquent la composition des sections de circuit international établies sur leurs territoires respectifs, et se font part de tout changement important dans cette composition.
- (2) Le Bureau de l'Union tient à jour une no-1361menclature des circuits téléphoniques internationaux.

#### Article 4.

#### Maintenance des circuits.

- [37] § 1. Quotidiennement, à une heure fixée d'un commun accord, les bureaux tête de ligne s'assurent, par des essais d'appel et d'audition, de l'état des circuits internationaux. Il est tenu note des dérangements.
- [38] § 2. Les administrations et/ou les exploitations privées intéressées établissent d'un commun accord un programme suivant lequel doivent être effectuées, par les bureaux tête privées intéressées constituent, après entente entre elles, les 1 de ligne et par les stations de répéteurs, les mesures périodi-

ques de maintenance sur les circuits internationaux. Ces mesures doivent être effectuées à des heures telles qu'elles ne gênent pas l'écoulement du trafic téléphonique.

#### CHAPITRE IV.

#### DUREE DU SERVICE. - HEURE LEGALE.

#### Article 5.

#### Durée du service.

[39] § 1. (1) Chaque administration ou exploitation privée détermine les heures de fonctionnement de ses bureaux.

(2) Les administrations et les exploitations privées intéressées font coıncider autant que possible les pé-· riodes de fonctionnement des bureaux situés de part et d'autre de la frontière et qui ont des relations suivies entre eux. [41] § 2. Les bureaux qui ne sont pas ouverts en permanence sont tenus de prolonger le service de 12 minutes au delà des heures réglementaires en faveur des conversations en cours et des communications déjà préparées.

## Article 6. Heure légale.

[42] (1) L'heure des bureaux doit toujours être l'heure lé-

gale de leur pays.

[43] (2) Tout changement apporté à l'heure légale d'un pays est notifié d'avance per l'administration ou l'exploitation privée de ce pays aux autres administrations et exploitations privées intéressées.

#### CHAPITRE V.

#### LISTES DES ABONNES.

#### Article 7.

#### Etablissement des listes.

[44] § 1. Chaque administration ou exploitation privée publie, par réseau, les listes officielles des abonnés.

[45] § 2. Si le classement des réseaux n'est pas basé sur l'ordre alphabétique, chaque liste comprend un tableau récapitulatif des réseaux par ordre alphabétique, afin de faciliter les recherches.

[46] § 3. Au moins pour les bureaux centraux où le service n'est pas assuré d'une manière permanente, les heures de fonctionnement sont indiquées dans ces listes en chiffres arabes.

## Article 8.

## Fournitures des listes.

[47] § 1. Chaque administration ou exploitation privée remet gratuitement aux administrations ou exploitations privées des pays avec lesquels les relations téléphoniques sont ouvertes, un nombre suffisant d'exemplaires de ses listes officielles. Dès qu'une nouvelle liste est reçue, la liste périmée est détruite.

[48] § 2. Les administrations et les exploitations privées prennent les mesures nécessaires pour vendre les listes officielles étrangères au public de leurs pays respectifs.

## CHAPITRE VI.

## CATEGORIES DE CONVERSATIONS.

#### Article 9.

Conversations privées ordinaires.

[49] On entend par conversations privées ordinaires les conversations taxées qui ne jouissent d'aucune priorité.

#### Article 10.

## Conversations privées urgentes.

[50] Des conversations privées urgentes, ayant priorité sur les conversations privées ordinaires, peuvent être admises par accord entre les administrations et/ou les exploitations, privées interessées.

#### Article 11.

#### Conversations « éclairs ».

[51] Des conversations « éclairs » avant priorité sur toutes les autres conversations, à l'exception des conversations d'Etat urgentes, peuvent être admises par accord entre les administrations et/ou les exploitations privées intéressées.

#### Article 12.

#### Conversations par abonnement.

[52] § 1. (1) Les conversations par abonnement sont celles qui sont prévues comme devant avoir lieu chaque jour, ou chaque jour ouvrable, entre les mêmes postes, à la même heure convenue d'avance, pour la même durée, et qui ont été demandees pour un mois entier au moins.

(2) Toutefois, le titulaire d'un abonnement peut être autorisé exceptionnellement à échanger sa conversation avec un poste ou à partir d'un poste autre que ceux indiqués dans l'engagement d'abonnement, mais faisant partie du

même réseau.

[54] § 2. Les conversations par abonnement sont admises par accord spécial entre les administrations et/ou les exploitations privées intéressées.

[55] § 3. Les conversations par abonnement doivent concerner exclusivement les affaires personnelles des correspon-

dants ou celles de leurs établissements.

[56] § 4. (1) Les conversations par abonnement donnent lieu à la souscription, par le demandeur, d'un engagement d'abonnement. L'abonnement peut être contracté à partir d'une date quelconque, mais la période mensuelle ne prend cours que le premier de chaque mois. Le montant de l'abonnement afférent à la première période mensuelle est augmenté, s'il y a lieu, de la partie du montant de cet abonnement correspondant à la période comprise entre la date de l'entrée en vigueur et celle du commencement de la période mensuelle.

(2) L'abonnement se prolonge de mois en mois, à moins qu'il n'ait été résilié de part ou d'autre, au moins huit jours avant l'expiration de la période mensuelle en cours. Toutefois, par accord spécial entre les administrations et/ou les exploitations privées intéressées, une résiliation anticipée peut être accordée, après la première période mensuelle et avant la fin d'une autre période mensuelle, moyennant un préavis de huit jours.

[58] § 5. L'heure et la durée des séances d'abonnement sont fixées par les bureaux intéressés, compte tenu de la demande de l'usager et des possibilités du service. Les bureaux intéressés se confirment par écrit l'heure et la durée des conversations prévues dans l'engagement d'abonnement. [59] § 6. Si, à l'heure prévue dans l'engagement d'abonnement, il y a, entre les bureaux tête de ligne intéressés, un circuit sur lequel aucune conversation n'est engagée et sur lequel il n'y a en instance aucune demande de communication d'Etat urgente ou de communication « éclair » (ou, dans les relations où les conversations d'Etat urgentes ne sont pas admises, aucune demande de communication d'Etat ordinaire), la communication est établie à l'heure prévue. Dans l le cas contraire, elle est établie aussitôt que possible sur le premier circuit remplissant ces conditions après l'heure prévue.

[60] § 7. Une communication par abonnement est rompue définitivement lorsque le demandeur donne le signal de fin de conversation avant l'expiration du temps concédé pour chaque séance d'abonnement. Si, à l'expiration de ce temps, le demandeur n'a pas encore donné le signal de fin de conversation, la communication est rompue d'office, à moins que le demandeur ne déclare vouloir continuer la conversation; dans ce cas, il peut être autorisé à poursuivre la conversation, sous les réserves prévues au sujet de la limitation de la durée des conversations.

#### Article 13.

#### Ionversations fortuites à heure fixe.

[61] § 1. Une conversation fortuite à heure fixe est une conversation pour laquelle la demande comporte l'indication d'une heure d'établissement déterminée.

[62] § 2. Les conversations fortuites à heure fixe sont admises par accord entre les administrations et/ou les exploitations privées intéressées.

[63] § 3. Si, à l'heure prévue pour l'établissement de la conversation fortuite à heure fixe, il y a entre les bureaux tête de ligne intéressés un circuit sur lequel aucune conversotion n'est engagée et sur lequel il n'y a en instance aucune demande de communication d'Etat urgente ou de communication « éclair » (ou, dans les relations où les conversations d'Etat urgentes ne sont pas admises, aucune demande de communication d'Etat ordinaire) la communication est établie à l'heure indiquée par le demandeur. Dans le cas contraire, elle est établie aussitôt que possible sur le premier circuit remplissant ces conditions, après l'heure indiquée.

## Article 14.

#### Conversations d'Etat.

[64] § 1. (1) Les conversations d'Etat sont celles qui sont demandées comme telles par:

[65] a) les ches d'Etat;

[66] b) les ministres membres d'un gouvernement;

[67] c) les chefs de colonie, protectorat, territoire d'outre-mer ou territoire sous souveraineté, autorité ou mandat des gouvernements contractants;

[68] d) les commandants en chef des forces militaires terrestres, navales ou aériennes;

[69] e) les agents diplomatiques ou consulaires de carrière des gouvernements contractants:

[70] f) le secrétaire général de la Société des Nations.

[61] (2) Les conversations demandées par les agents consulaires autres que ceux visés au litt. e) sont considérées comme conversations d'Etat lorsqu'elles sont échangées avec les autorités spécifiées à l'alinéa (1) ci-dessus.

[72] § 2. Le demandeur d'une conversation d'Etat est tenu, s'il y est invité, de déclarer son nom et sa qualité et, dans le cas visé au § 1 (2), le nom et la qualité du demandé.

[73] § 3. Les conversations l'Etat comprennent les conversations d'Etat urgentes et les conversations d'Etat ordinaires.

[74] § 4. Dans les relations où les conversations privées urgentes ne sont pas admises, il peut exister des conversations d'Etat urgentes.

#### Article 15.

#### Conversations de service.

- [75] § 1. (1) Les conversations de service sont celles qui concernent exclusivement l'exéqution du service téléphonique international et qui peuvent être échangé : en exemption de taxe entre les administrations et/ou les exploitations privées intéressées dans ce service.
- [76] (2) En réclamant l'exercice de cette faculté, les fonctionnaires autorisés par leurs administrations ou exploitations privées respectives sont tenus de déclarer leur nom et leur qualité.
- [77] § 2. Les conversations de service doivent être demandées, autant que possible, en dehors des heures les plus chargées; elles prennent rang parmi les conversations privées ordinaires. Cependant, dans les cas importants et urgents, elles peuvent être demandées à toute heure et être considérées comme des conversations de service urgentes, ayant priorité sur les conversations privées urgentes.

#### Article 16.

#### Conversations de bourse.

- [78] § 1. (1) Les conversations de bourse sont celles qui sont originaires ou à destination d'une bourse dans laquelle il existe des cabines accessibles à tous les boursiers et des servies par l'administration ou l'exploitation privée du pays intéressé.
- [79] (2) Le « bureau-bourse » est l'ensemble de ces cabines et, le cas échéant, des commutateurs qui les desservent.
- [80] § 2. Les conversations de bourse sont soumises, sauf stipulations contraires prévues dans le présent Règlement, aux dispositions générales applicables aux conversations téléphoniques internationales.
- [81] § 3. Les demandes de communications à destination d'un « bureau-bourse » ne peuvent pas être accompagnées d'un préavis ou d'un avis d'appel.

#### Article 17.

## Conversations avec préavis.

- [82] § 1. (1) Toute demande de communication peut comporter un préavis ayant pour objet de faire prévenir le poste d'abonné intéressé que le demandeur de la communication désire échanger sa conversation soit avec un correspondant désigné nominativement ou de toute autre façon, soit avec un poste déterminé.
- [83] (2) Les préavis sont admis par accord entre les administrations et/ou les exploitations privées intéressées. [84] § 2. Les conversations qui font suite aux préavis sont nommées « conversations avec préavis » et sont soumises, sauf stipulations contraires prévues dans le présent Règlement, aux dispositions générales applicables aux conversations téléphoniques internationales.
- [85] § 3. Une demande de communication avec préavis cesse d'être valable à l'heure de la clôture d'un des bureaux intéressés. Toutefois, la durée de validité du préavis peut être prolongée de 24 heures à la requête du demandeur lorsqu'il a été informé que la conversation pourrait avoir lieu le lendemain à une heure approximativement déterminée.

### Article 18.

## Conversations avec avis d'appel.

[86] § 1. (1) Toute demande de communication peut comporter un avis d'appel ayant pour objet de faire convoquer, par un poste public, un correspondant ou son remplaçant

habitant le même immeuble, à l'effet d'échanger une conversation.

[87] (2) Les avis d'appel sont admis par accord entre les administrations et/ou les exploitations privées intéressées.

[88] § 2. Les conversations qui font suite aux avis d'appel sont nommées « conversations avec avis d'appel » et sont soumises, sauf stipulations contraires prévues dans le présent Règlement, aux dispositions générales applicables aux conversations téléphoniques internationales.

[89] § 3. Une demande de communication avec avis d'appel reste valable pendant toute la journée qui suit celle où la

demande a été formulée.

[90] § 4. Si, pour une raison quelconque, la remise d'un avis d'appel n'a pu avoir lieu, le demandeur en est informé et la demande de communication est annulée.

#### Article 19.

#### Demandes de renseignements.

[91] § 1. Une demande de renseignement est une requête non accompagnée d'une demande de communication et formulée par un usager en vue de savoir:

[92] a) si telle personne désignée par son nom et son adresse complète est abonnée au téléphone, et, dans l'affirmative, quel est son numéro d'appel;

[93] b) à quelle personne correspond un numéro d'appel donné dans un réseau téléphonique déterminé.

[94] § 2. Les demandes de renseignements sont admises par accord entre les administrations et/ou les exploitations privées intéressées.

## CHAPITRE VII.

#### DEMANDES DE COMMUNICATIONS;

## Article 20.

## Forme de la demande.

[95] § 1. Dans une demande de communication, le poste de l'abonné demandé est désigné par le nom du réseau destinataire et par son indicatif d'appel tel qu'il figure dans la liste officielle des abonnés de son pays. Toutefois, les demandes ne comportant que le nom du demandé, avec les indications supplémentaires nécessaires pour identifier celui-ci, sont admises.

[96] § 2. Dans une demande de communication originaire ou à destination d'un « bureau bourse », on indique le nom de la ou des bourses intéressées, le nom du ou des boursiers intéressées et le cas échéant, le nom ou le titre du délégué du boursier demandé.

#### Article 21.

#### Validité des demandes.

[97] (1) La validité des demandes de communications inscrites pour une journée et non satisfaites expire:

[98] a) au moment de la clôture du service à la fin de la journée dans les bureaux où le service n'est pas permanent;

b) à minuit dans les bureaux à service permanent si la communication a été demandée avant vingt-deux heures de la même journée. [100] (2) La validité des communications demandées entre vingt-deux et vingt-quatre heures expire le lendemain à huit heures.

## Article 22.

#### Limitation des demandes.

[101] Le nombre des demandes de communications émanant du même correspondant à destination du même réseau peut être limité, d'un commun accord entre les administrations et/ou les exploitations privées intéressées.

#### Article 23.

#### Spécification de l'heure d'établissement.

[102] Au moment où il formule sa demande de communication, le demandeur peut spécifier que la communication ne soit établie qu'après une heure indiquée par lui, ou bien que la communication ne soit pas établie pendant une période déterminée qu'il indique, sous réserve de la disposition ci-dessus relative à la validité des demandes de communications (art. 21).

## Article 24.

#### Modification des demandes.

[103] § 1. Pour toute demande de communication et sous réserve de la disposition de l'article 21 relative à la validité des demandes de communications, le demandeur peut, aussi longtemps qu'il n'a pas été appelé par son bureau pour échanger la conversation:

[104] a) spécifier que la communication ne soit pas établie pendant une période déterminée;

[105] b) spécifier que la communication ne soit établie qu'après une heure déterminée;

[106] c) changer soit le numéro du poste demandeur, soit le numéro du poste demandé, dans les limites des réseaux respectifs de ces postes;

[107] d) changer une demande de communication ordinaire en demande de communication urgente et vice versa;

[108] e) changer une demande de communication ordinaire en une demande de communication avec préavis ou avec avis d'appel;

[109] f) changer une demande de communication avec préavis en une demande de communication avec avis d'appel ou vice versa;

[110] g) changer la désignation du destinataire d'une demande de communication avec avis d'appel ou d'une demande de communication de bour•se, dans les limites du même réseau.

[111] § 2. (1) Les modifications des demandes de communications sont accordées gratuitement; toutefois, l'administration ou l'exploitation privée d'origine peut percevoir une taxe spéciale rémunérant le travail supplémentaire d'inscription et n'entrant pas dans les comptes internationaux.

[112] (2) En ce qui concerne la transformation d'une demande de communication avec préavis en une demande de communication avec avis d'appel, et vice versa, ou la transformation de toute demande de communication en une demande de communication avec avis d'appel, ou encore le changement de la désignation du destinataire d'une demande de communication avec avis d'appel ou une demande de communication de bourse, l'administration ou l'exploitation privée de destination reçoit une taxe relative à la course du messager si celle-ci est nécessitée par la modification demandée.

#### CHAPITRE VIII.

PRIORITE DES CONVERSATIONS. — ETABLISSE-MENT ET RUPTURE DES COMMUNICATIONS; LIMI-TATION DE LEUR DURÉE.

#### Article 25.

#### Priorité des conversations.

- [113] § 1. Les conversations internationales (à l'exclusion de celles n'empruntant qu'un circuit international reliant des réseaux voisins de la frontière) bénéticient de la priorité sur les conversations intérieures de même catégorie.
- [114] § 2. Les conversations internationales ordinaires bé néficient de la priorité sur les conversations intérieures privées urgentes des pays terminaux; toutefois, les administrations et/ou les exploitations privées intéressées peuvent s'entendre pour limiter cette priorité aux conversations internationales empruntant un circuit international d'une longueur supérieure à une valeur déterminée.
- [115] § 3. (1) Les conversations sont échangées dans l'ordre suivant:
  - a) conversations d'Etat urgentes;
  - b) conversations «éclairs»;
  - c) conversations de service urgentes:
  - d) conversations privées urgentes;
  - e) conversations d'Etat ordinaires;
  - f) conversations privées ordinaires et conversations de service ordinaires.
- [116] (2) Toutefois, dans les relations où les conversations d'Etat urgentes ne sont pas admises, les conversations d'Etat ordinaires ont priorité sur les conversations de service urgentes.
- [117] § 4. (1) Dans une relation où les communications empruntent un seul circuit international, les demandes de communications prennent rang sur ce circuit au bureau tête de ligne, côté demandeur.
- [118] (2) Dans une relation où les communications empruntent plus d'un circuit international, les administrations et/ou les exploitations privées intéressées s'entendent pour déterminer le circuit sur lequel les demandes de communications prennent rang et le bureau tête de ligne chargé de classer ces demandes; en principe, c'est sur le circuit le plus important au point de vue de la longueur et de la charge que les lemandes de communications prennent rang.
  [119] (3) Au bureau tête de ligne international chargé de classer les demandes de communications, ces demandes prennent rang d'après leur catégorie et l'heure de leur réception par ce bureau.

#### Article 26.

## Etablissement et rupture des communications.

- [120] § 1. Toutes les demandes de communications, les modifications des demandes et les avis d'annulation sont transmis aussi rapidement que possible au bureau tête de ligne chargé de classer les demandes de communication.
- [121] § 2. Les conversations de même catégorie sont établies en alternat: les bureaux tête de ligne intéressés peuvent, d'un commun accord, modifier temporairement les conditions de l'alternat, si cela présente de l'intérêt au point de vue de l'écoulement du trafic. Dans le même but, les bureaux tête de ligne reliés entre eux par plusieurs circuits internationaux peuvent, d'un commun accord, spécialiser certains de ces circuits pour l'établissement de communications de transit ou pour l'écoulement du trafic dans un sens unique.

- [122] § 3. (1) Une communication au moins doit être préparée avant la fin de la conversation en cours.
- [123] (2) La préparation consiste à effectuer toutes les opérations nécessaires pour que les deux postes, demandeur et demandé, soient mis en communication sans aucune perte de temps.
- [124] § 4. Les communications déjà préparées ne doivent pas être retardées au bénéfice de communications de rang supérieur.
- [125] § 5. Il doit être répondu immédiatement aux appels sur les circuits internationaux. Si, après un temps d'appel convenable, le bureau appelé ne répond pas, il est invité, par un autre circuit téléphonique ou, éventuellement, par télégraphe, à reprendre le service sur le circuit en question.
- [126] § 6. (1) Les bureaux tête de ligne vérifient si l'audition entre les correspondants est satisfaisante; ils notent l'heure de mise en communication ainsi que l'heure de la fin de la conversation ou la durée de cette conversation. En outre, le cas échéant, ils notent la période durant laquelle l'audition a été insuffisante.
- [127] (2) Lorsque, dès le commencement d'une communication, les bureaux tête de ligne intéressés constatent que les conditions d'audition ne pourront pas être suffisantes, la communication est rompue, afin d'éviter tout retard dans l'établissement des autres communications.
- [128] § 7. Les bureaux tête de ligne du circuit international prennent note des incidents de service et des éléments nécessaires à l'établissement des comptes internationaux.
- [129] § 8. Pour la préparation, l'établissement et la rupture des communications, la langue française est utilisée entre administrations et/ou exploitations privées de langues différentes, à moins d'accords particuliers entre elles pour l'emploi d'autres langues.

#### Article 27.

#### Limitation de la durée des conversations.

- [130] § 1. (1) En genéral, la durée des conversations privées n'est pas limitée.
- [131] (2) Toutefois, les administrations et/ou les exploitations privées intéressées peuvent s'entendre pour limiter à douze ou même à six minutes la durée d'une conversation privée dans certaines relations déterminées.
- [132] (3) D'autre part, dans toute relation, en cas d'encombrement ou de dérangement, les bureaux tête de ligne intéressés peuvent s'entendre pour limiter temporairement à douze ou même à six minutes la durée d'une conversation privée.
- [133] (4) Dans toute relation, la durée d'une conversation privée peut être limitée a douze minutes, si cela est nécessaire, pour satisfaire une demande de communication de catégorie supérieure en instance.
- [134] § 2. (1) La durée des conversations d'Etat n'est pas limitée.
- [135] (2) Toutefois, les administrations ou les exploitations privées de transit ont le droit de limiter à douze minutes la durée des conversations d'Etat, lorsque ces communications sont établies par l'intermédiaire d'un de leurs bureaux.
- [136] § 3. Dans les cas où la durée de la conversation est limitée, le demandeur en est prévenu, si c'est possible au moment où la communication va être établie; en outre, quelques secondes avant la rupture d'office de la communication, les correspondants sont avisés.

#### CHAPITRE IX.

## TARIFS ET TAXATION. DETAXES ET REMBOURSEMENTS.

#### Article 28.

Durée taxable des conversations.

[137] § 1. La durée taxable d'une conversation entre abonnés commence au moment où la communication est établie entre le poste demandeur et le poste demandé, après que ces deux postes ont répondu à l'appel.

[138] § 2. Lorsque la communication est originaire d'un poste public et est destinée à un poste d'abonné, la durée taxable de la conversation commence au moment où, le poste d'abonné ayant répondu à l'appel, le demandeur est mis en

relation avec ce dernier poste.

[139] § 3. Si la communication est à destination d'un poste public, la durée taxable de la conversation commence au moment où, les deux postes intéressés ayant répondu à l'appel, le demandeur dans le poste public, ou le poste de l'abonné demandeur, selon le cas, est mis en relation avec la personne demandée ou son délégué.

[140] § 4. La durée taxable de la conversation commence dans tous les cas lorsque, après l'établissement correct de la communication, le ou les postes d'abonnés ont répondu à l'appel, quelle que soit la personne qui répond à l'appel. [141] § 5. La durée taxable de la conversation finit au moment où le poste demandeur donne le signal de fin de conversation.

[142] § 6. (1) Après chaque conversation, les opératrices des bureaux tête de ligne intéressés s'entendent pour fixer la durée taxable de cette conversation est, sauf dans le cas d'une conversation privée ordinaire, confirment l'indication de la catégorie de cette conversation.

[143] (2) Lorsque des difficultés d'audition ou des incidents se sont produits au cours d'une conversation, les opératrices des bureaux tête de ligne intéressés s'entendent pour déterminer la durée taxable de cette conversation.

[144] (3) En cas de divergence entre les bureaux tête de ligne sur la durée taxable d'une conversation, l'avis du bureau tête de ligne côté demandeur, prévaut.

## Article 29.

## Tarifs. — Règles générales.

[145] § 1. Le montant de l'unité de taxe est déterminé, sur la base du franc-or, par accord entre les administrations et/ou les exploitations privées intéressées.

[146] § 2. Les taxes des conversations se composent des taxes terminales et, s'il y a lieu, de la ou des taxes de transit. [147] § 3. (1) Pour la détermination des taxes terminales, le territoire des administrations et des exploitations privées peut être divisé en zones.

[148] (2) Chaque administration ou exploitation privée fixe le nombre et l'étendue des zones pour ses relations avec chacune des autres administrations et exploitations

privées.

[149] (3) Une taxe terminale uniforme est fixée pour

une même zone.

[150] § 4. Chaque administration ou exploitation privée de transit fixe sa taxe de transit. Dans les mêmes conditions de transit, une même administration ou exploitation privée applique les mêmes taxes de transit.

[151] § 5. Pour une relation déterminée, une administration ou exploitation privée fournissant un premier circuit direct de transit a la faculté de comprendre, dans sa taxe de transit, les frais d'exploitation d'un bureau de transit, aussi longtemps que le nombre moyen des minutes taxées des conversations échangées sur ce circuit direct par jour ouvrable, ne dépasse pas un nombre minimum déterminé; ce nombre minimum est fixé par accord entre les administrations et/ou les exploitations privées intéressées.

[152] § 6. L'unité de taxe dans une relation déterminée est toujours la même, quelle que soit la voie (normale, auxiliaire, de secours) utilisée pour l'établissement d'une com-

munication dans cette relation.

[153] § 7. (1) Toute conversation d'une durée égale ou inférieure à trois minutes est taxée pour trois minutes.

[154] (2) Lorsque la durée d'une conversation dépasse trois minutes, la taxation a lieu par minute pour la période excédant les trois premières minutes. Toute fraction de minute est taxée pour une minute. La taxe par minute est le tiers de la taxe appliquée pour trois minutes.

[155] (3) Toutefois, dans les relations entre réseaux voisins de la frontière, les taxes sont perçues par périodes indivisibles de trois minutes. Les administrations et/ou les exploitations privées intéressées déterminent ces relations

d'un commun accord.

[158]

[156] § 8. Les conversations s'étendant à la fois sur la période de fort trafic et sur la période de faible trafic sont taxxées comme il suit:

[157]
a) la durée de la conversation est de trois minutes au plus: on applique le tarif en vigueur dans l'administration ou l'exploitation privée d'origine et afférent à la période de fort trafic ou à celle de faible trafic, suivant que la conversation a commencé pendant la période de fort trafic ou pendant celle de faible trafic:

b) la durée de la conversation excède trois minutes: les trois premières minutes sont taxées d'après le tarif en vigueur dans l'administration ou l'exploitation privée d'origine au moment où la conversation commence, et les minutes supplémentaires, d'après le tarif en vigueur dans cette administration ou exploitation privée à l'heure où chacune de ces minutes commence.

[159] § 9. Chaque opératrice de bureau tête de ligne annonce à sa correspondante le moment du passage d'une période de fort trafic à une période de faible trafic, ou réciproquement, en ce qui concerne son trafic de départ.

[160] § 10. La taxe est perçue, selon le cas, sur le titulaire du poste d'abonné à partir duquel la communication a été demandée ou sur la personne qui a demandé la communication à partir d'un poste public.

## Article 30.

Taxes applicables aux différentes catégories de conversations.

[161] § 1. (1) Pour toute conversation, le tarif appliqué pendant la période de faible trafic est, au maximum, égal aux trois cinquièmes (3/5) du tarif qui serait appliqué à cette conversation pendant la période de fort trafic.

[162] (2) La période de faible trafic est déterminée par accord entre les administrations et/ou les exploitations pri-

vées intéressées.

[163] § 2. La taxe appliquée à une conversation urgente est égale au double de celle afférente à une conversation or dinaire de même durée, échangée pendant la même période de taxation.

[164] § 3. La taxe appliquée à une conversation « éclair » est égale au décuple de celle afférente à une conversation ordinaire de même durée, échangée pendant la même période de taxation. [165] § 4. Les conversations d'Etat sont taxées comme des conversations privées de même catégorie.

[166] § 5. (1) Les conversations par abonnement sont sou mises aux taxes suivantes:

[167]

 a) pendant la période de fort tratic: le double de la taxe afférente à une conversation ordinaire de même durée, échangée pendant cette même période;

[168]

b) pendant la période de faible trafic: au maximum, la moitié de la taxe afférente à une conversation ordinaire de même durée, échangée pendant la période de fort trafic.

[169] (2) Pendant la période de fort trafic — sauf pendant les heures les plus chargées — les conversations par abonnement peuvent être admises, au tarif des conversations ordinaires, par accord entre les administrations et/ou les exploitations privées intéressées.

[170] § 6. La conversation supplémentaire consécutive à une conversation par abonnement est taxée par minute, au tarif applicable aux conversations par abonnement pendant la ou les périodes de taxation où cette conversation supplémentaire est échangée.

[171] § 7. (1) Le montant mensuel de l'abonnement est cal culé sur la base de trente jours.

[172] (2) Toutefois, le montant mensuel de l'abonnement peut être calculé sur la base de viugt-cinq jours, si le titulaire renonce à l'usage de son abonnement les dimanches ainsi que les jours de fête assimilés aux dimanches dans son propre pays.

[173] § 8. La taxe appliquée à une conversation fortuite à heure fixe échangée pendant la période de fort trafic est égale au double de celle afférente à une conversation ordinaire de même durée, échangée pendant la même période de taxation, augmentée d'une surtaxe égale au prix d'une minute de conversation ordinaire pendant la période de fort trafic, le minimum de cette surtaxe étant de cinquante centimes (0 fr. 50).

[174] § 9. La taxe appliquée à une conversation fortuite à heure fixe échangée pendant la période de faible trafic est égale à celle afférente à une conversation ordinaire de même durée, échangée pendant la période de faible trafic, augmentée d'une surtaxe égale au prix d'une minute de conversation ordinaire pendant la période de faible trafic.

[175] § 10. (1) La taxe appliquée à une conversation avec préavis est égale à celle afférente à une conversation de même catégorie et de même durée, échangée pendant la même période de taxation, augmentée d'une surtaxe égale au prix d'une minute de conversation ordinaire échangée pendant la même période de taxation que le début de la conversation visée par ce préavis, le minimum de cette surtaxe étant de cinquante centimes (0 fr. 50).

[176] (2) Sauf stipulations contraires du présent Règlement relatives à certaines circonstances spéciales, un préavis non suivi de conversation est soumis à une taxe fixée an tiers (1/3) de la taxe applicable à une conversation ordinaire de trois minutes échangée pendant la période de taxation où le préavis a été transmis par le bureau tête de ligne, côté demandeur, le minimum de cette taxe étant de cinquante centimes (0 fr. 50).

[177] § 11. (1) La taxe appliquée à une conversation avec avis d'appel est égale à celle afférente à une conversation de même catégorie et de même durée, échangée pendant la même période de taxation, àugmentée d'une surtaxe égale au prix d'une minute de conversation ordinaire échangée pendant la même période de taxation que le début de la conversation visée par l'avis d'appel, le minimum de cette surtaxe étant de cinquante centimes (0 fr. 50).

[178] (2) Sauf stipulations contraires du présent Règlement relatives à certaines circonstances spéciales, un avis d'appel non suivi de conversation est soumis à une taxe fixée au tiers (1/3) de la taxe applicable à une conversation ordinaire de trois minutes échangée pendant la période de taxation où l'avis d'appel a été transmis par le bureau tête de ligne, côté demandeur, le minimum de cette taxe étant de cinquante centimes (0 fr. 50).

[179] (3) Si l'avis d'appel a été remis à un destinataire habitant en dehors du périmètre de distribution gratuite de télégrammes, il est soumis à une surtaxe supplémentaire, dite taxe d'exprès, égale à la taxe demandée pour un exprès dans le service télégraphique. Cette taxe d'exprès est portée intégralement dans les comptes internationaux au crédit de l'administration ou de l'exploitation privée de destination.

[180] § 12. Les conversations de service sont exemptes de taxe.

[181] § 13. Une demande de renseignement n'est taxée dans le service international que si elle nécessite l'utilisation d'un circuit téléphonique international. Dans ce cas, la taxe appliquée à la demande de renseignement est égale au tiers (1/3) de celle afferente à une conversation ordinaire de trois minutes qui serait échangée, entre la personne demandant le renseignement et celle au sujet de laquelle le renseignement est demandé, pendant la période de taxation où la demande de renseignement a été transmise par le bureau tête de ligne, côté demandeur, le minimum de cette taxe étant de cinquante centimes (0 fr. 50).

[182] § 14. La taxe appliquée à une conversation de bourse est égale à celle afférente à une conversation de même catégorie et de même durée, augmentée, par accord entre les administrations et/ou les exploitations privées intéressées, d'une surtaxe égale au tiers (1/3) de l'unité de taxe.

#### Article 31.

Taxation dans des cas particuliers. Détaxes et remboursements.

[183] § 1. Lorsque, du fait du service téléphonique, une demande de communication n'est pas suivie de la mise en communication des postes demandeur et demandé, aucune taxe n'est perçue. Si le montant de la taxe a été versé, il est remboursé.

[184] § 2. Si, dès l'établissement d'une communication, on constate que les conditions d'audition ne sont pas suffisantes, aucune taxe n'est perçue.

[185] § 3. (1) Lorsque, au cours d'une conversation, les correspondants éprouvent, du fait du service téléphonique, des difficultés, la durée taxable de la conversation est réduite au temps total pendant lequel les conditions de la conversation ont été suffisantes; si ce temps total n'atteint pas trois minutes, aucune taxe n'est perçue.

[186] (2) Le demandeur d'une communication ne peut exiger l'application de cette disposition que si les bureaux centraux ou, le cas échéant, les postes publics intéressés ont été invités, pendant la conversation, à constater les difficultés survenues.

[187] § 4. (1) Toute réclamation faite après l'accord intervenu entre les bureaux intéressés au sujet des durées taxables des conversations est instruite par le bureau d'origine. Les bureaux tête de ligne correspondent directement entre eux à l'effet de recueillir les renseignements qui peuvent être nécessaires à l'enquête.

[188] (2) Les dégrévements sont accordés par l'administration ou l'exploitation privée d'origine et sont à sa charge.

- [189] § 5: (1) Une demande de communication peut être annulée, sans perception d'aucune taxe, jusqu'au moment où le demandeur est appelé pour échanger la conversation.
- [190] (2) Toutefois, s'il s'agit d'une demande de communication avec préavis, ou d'une demande de communication avec avis d'appel, ou d'une demande de communication fortuite à heure fixe, et si la transmission, par le bureau tête de ligne côté demandeur, des indications du préavis, ou de l'avis d'appel, ou des indications relatives à la conversation fortuite à heure fixe, est déjà commencée au moment de l'annulation, la surtaxe afférente au préavis, à l'avis d'appel, ou à la demande de communication fortuite à heure fixe, est perçue.
- [191] (3) De même, s'il s'agit de l'annulation d'une demande de communication à destination d'un « bureaubourse », dans une relation où les conversations de bourse sont soumises à une surtaxe, cette surtaxe est perçue si, au moment de l'annulation, la transmission, par le bureau tête de ligne côté demandeur, des indications relatives au boursier demandé est déjà commencée.

[192] (4) Dans le cas d'une demande de communication avec avis d'appel, si le demandeur désire que le destinataire soit informé de l'annulation à son domicile, il est perçu de nouveau la surtaxe afférente à un avis d'appel et, éventuellement, la surtaxe d'exprès.

[193] (5) Si, dans le cas d'une demande de communication avec avis d'appel et avec exprès payé, le messager n'est pas encore parti au moment de la réception de l'avis d'annulation par le bureau destinataire, la surtaxe d'exprès n'est pas perçue.

[194] § 6. (1) Lorsque, du fait des correspondants, une séance d'abonnément n'a pu avoir lieu ou n'a pas eu la durée concédée, aucune compensation n'est donnée et aucun remboursement n'est effectué.

[195] (2) Lorsque, du fait du service téléphonique, une séance d'abonnement n'a pu avoir lieu, ou n'a pas eu la durée concédée, cette séance est, si possible, remplacée ou compensée par une conversation d'une durée équivalente au temps inutilisé et à échanger avant la fin de la même période de taxation. Si la séance n'a pu être remplacée ou compensée dans la même période de taxation, seule la taxe afférente au temps utilisé est portée dans les comptes internationaux; si le temps utilisé n'atteint pas trois minutes, aucune taxe n'est portée en compte. Pour le calcul de cette taxe afférente au temps utilisé, on prend comme base la taxe correspondant à la durée concédée pour une séance d'abonnement entière, et cette taxe de base est égale au vingt-cinquième (1/10) ou au trentième (1/10) du montant mensuel de l'abonnement, quel que soit le mois considéré.

[196] § 7. (1) Pour toute conversation autre qu'une conversation par abonnement, en cas de refus du poste demandeur ou du poste demandé, il est perçu la taxe afférente à une minute de conversation ordinaire échangée entre les deux postes intéressés pendant la période de taxation où le refus a eu lieu, le minimum étant de cinquante centimes (0 fr. 50).

[197] (2) Stil s'agit d'une conversation fortuite à heure fixe, en cas de refus du poste demandeur ou du poste demande, il est perçu seulement la taxe afférente à une minute de conversation ordinaire échangée entre les deux postes intéressés pendant la période de taxation où le refus a eu lieu, le minimum étant de cinquante centimes (0 fr. 50).

[198] (3) Si une conversation avec préavis ou avis-d'appel n'a pu avoir lieu par suite de refus du poste demandeur ou du destinataire ou de son délégué, il est perçu seulement la surtaxe afférente au préavis ou à l'avis d'appel atule cas échéant la surtaxe d'exprès.

[199] (4) Si une conversation à destination d'un a bureau-bourse », dans une relation où les conversations de
bourse sont soumises à une surtaxe, n'a pu avoir lieu par
suite du refus ou de l'absence du demandeur ou du destinataire au moment où ils sont appelés pour échanger la
conversation, il est perçu seulement la surtaxe afférente à
une demande de communication de bourse.

[200] (5) Par accord entre les administrations et/ou les exploitations privées intéressées, une taxe égale à celle appliquée en cas de refus peut être appliquée pour toute conversation autre qu'une conversation par abonnement, en cas de non réponse du poste demandeur au moment où il est appelé pour échanger la conversation, ou en cas de non réponse du poste demandé, lorsqu'il est appelé soit pour recevoir un préavis, soit pour échanger une conversation avec préavis.

#### CHAPITRE X.

#### COMPTABILITE.

#### Article 32.

#### Etablissement des comptes.

[201] § 1. (1) A moins que les administrations et/ou les exploitations privées intéressées n'aient décidé de ne pas procéder à la comparaison journalière des minutes de conversations échangées, les bureaux tête de ligne de chaque groupe de circuits fixent journellement entre eux, par téléphone, le nombre des minutes dont la taxe doit entrer dans les comptes internationaux.

[202] (2) La comparaison journalière doit faire res, sortir, pour chaque groupe de circuits entre deux bureaux tête de ligne, et pour chaque période de taxation, les nombres de minutes taxées de chaque catégorie, en mentionnant séparément les conversations écoulées par voies de secours. Pour chaque période de taxation, les minutes sont groupées par pays et par zone de taxation.

[203] (3) La comparaison journalière du nombre des minutes doit être effectuée après vérification des documents de service; elle doit être terminée au plus tard le surlendemain de la journée considérée et doit être effectuée de manière à ne pas gêner l'écoulement du trafic.

[204] § 2. Les taxes téléphoniques font l'objet de comptes mensuels établis par l'administration ou l'exploitation privée du pays de destination. Ces comptes sont établis de munière à faire apparaître, pour chaque période de taxation, les nombres de minutes taxées de chaque catégorie, groupées par zone de destination. En outre, si le trafic a été écoulé par des voies différentes, le trafic écoulé par chaque voie est mentionné séparément en indiquant, le cas échéant, s'il s'agit d'une voie de secours.

[205] § 3. (1) Les comptes mensuels contiennent toutes les taxes et surtaxes afférentes aux conversations téléphoniques internationales, à l'exclusion de celles faisant l'objet d'une stipulation contraire du présent Règlement.

[206] (2) Les surtaxes entrant dans les comptes internationaux sont réparties entre les administrations et/au, les exploitations privées intéressées suivant la même proportion que les taxes des conversations.

## Article 33.

## Echange et acceptation des comptes.

[207] § 1. L'administration ou l'exploitation privée de lestination transmet à l'administration ou à l'exploitation privée d'origine les comptes mensuels en autant d'expédition qu'il y a de pays intéresses, y compris le pays de destination. Après acceptation du compte, l'administration or l'exploitation privée d'origine renvoie toutes ces expéditions, sauf une à l'administration ou à l'exploitation privée de destination, laquelle transmet une expédition à chacun des pays de transit intéressés.

[208] § 2. Chaque compte mensuel doit être transmis avant l'expiration du troisième mois qui suit celui auquel ce

compte se rapporte.

[209] § 3. La notification de l'acceptation d'un compte ou des observations y relatives, ont lieu avant l'expiration du sixième mois qui suit celui auquel ce compte se rapporte. L'administration ou l'exploitation privée qui n'a reçu, dans cet intervalle, aucune observation rectificative considère le compte mensuel comme admis de plein droit.

[210] § 4. (1) Les comptes mensuels sont admis sans revision quand la différence entre les comptes dressés par les deux administrations ou exploitations privées intéressées ne dépasse pas 1 p. 100 du compte de l'administration ou exploitation privée créditrice, pourvu que le montant de ce compte ne soit pas supérieur à cent mille francs (100 000 fr.); lorsque le montant du compte dressé par l'administration ou l'exploitation privée créditrice est supérieur à cent mille francs (100 000 fr.), la différence ne doit pas dépasser une somme totale comprenant:

> 1º 1 p. 100 des premiers cent mille francs (100 000 fr.);

> $2^{\circ}$  0,5 p. 100 du surplus du montant du compte.

[211] '(2) Toutefois, si la différence ne dépasse pas vingt-cinq francs (25 fr.), le décompte doit être eccepté.

(3) Une revision commencée est arrêtée dès que, à la suite d'échange d'observation entre les administrations et/ou les exploitations privées intéressées, la différence a été ramenée à une valeur ne dépassant pas le maximum fixé par le premier alinéa du présent paragraphe.

[213] § 5. (1) Immédiatement après l'acceptation des comptes afférents au dernier mois d'un trimestre, un compte trimestriel, faisant ressortir le solde pour l'ensemble des trois mois du trimestre, est, sauf arrangement contraire entre les administrations et/ou les exploitations privées intéressées, dressé par l'administration ou l'exploitation privée créditrice et transmis en deux exemplaires à l'administration ou à l'exploitation privée débitrice, qui, après vérification, renvoie l'un des deux exemplaires revêtu de son acceptation.

(2) A défaut d'acceptation de l'un ou l'autre des comptes mensuels d'un même trimestre avant l'expiration du 6° mois qui suit le trimestre auquel ces comptes se rapportent, le compte trimestriel peut, néanmoins, être dressé par l'administration ou l'exploitation privée créditrice, en vue d'une liquidation provisoire, qui devient obligatoire pour l'administration ou l'exploitation privée débitrice, dans les conditions de l'article 35, § 1. Les rectifications reconnues ultérieurement nécessaires sont comprises dans une liquidation trimestrielle subséquente.

## Article 34. Conservation des bordereaux.

[215] Les bordereaux qui ont servi à l'établissement des comptes téléphoniques internationaux sont conservés jusqu'à la liquidation des comptes qui s'y rapportent, et, dans tous les cas, au moins pendant dix mois.

## Article 35.

## Liquidation des comptes.

[216] § 1. Le compte trimestriel doit être vérifié et le mortant doit en être payé dans un délai de six semaines,

débitrice l'a reçu. Passé ce délai, les sommes dues à une administration ou à une exploitation privée par une autre sont productives d'intérêt, à raison de 6 p. 100 par an, à dater du lendemain du jour d'expiration dudit délai.

[217] § 2. (1) Sauf entente contraire, le solde du compte trimestriel est payé par l'administration ou l'exploitation privée débitrice, à l'administration ou à l'exploitation privée créditrice, en or ou au moyen de chèques ou de traites payables à vue et établis pour un montant équivalant à la valeur du solde exprimé en francs-or.

(2) En cas de payement au moyen de chèques ou de traites, ces titres sont établis en monnaie d'un pays où la banque centrale d'émission ou une autre institution officielle d'émission achète et vend de l'or ou des devises-or contre la monnaie nationale, à des taux fixes déterminés par la loi ou en vertu d'un arrangement avec le gouvernement.

[219] (3) Si les monnaies de plusieurs pays répondent à ces conditions, il appartient à l'administration ou à l'exploitation privée créditrice de désigner la monnaie qui lui convient. La conversion est faite au pair des monnaies d'or-

[220] (4) Dans le cas où la monnaie d'un pays créditeur ne répond pas aux conditions prévues ci-dessus, sous (2), et si les deux pays se sont mis d'accord à ce sujet, les chèques ou traites peuvent aussi être exprimés en monnaie du pays créditeur. Dans ce cas, le solde est converti au pair des monnaies d'or, en monnaie d'un pays répondant aux conditions susvisées. Le résultat obtenu est ensuite converti dans la monnaie du pays débiteur, et de celle-ci dans la monnaie du pays créditeur, au cours de la bourse de la capitale ou d'une place commerciale du pays débiteur, au jour de la remise de l'ordre d'achat du chèque ou de la traite.

[221] § 3. Les frais de payement sont supportés par l'administration ou l'exploitation privée débitrice.

## CHAPITRE XI.

## BUREAU DE L'UNION. - COMITE CONSULTATIF TNTERNATIONAL TELEPHONIQUE (C.C.I.F.).

#### Article 36.

Documents publiés par le Bureau de l'Union.

222] Le Bureau de l'Union publie les documents suivants concernant la téléphonie internationale, en s'inspirant des recommandations formulées à ce sujet par le C.C.I.F.:

statistique générale de la téléphonie; nomenclature des circuits téléphoniques internationaux; cartes officielles relatives au réseau international.

#### Article 37.

Comité consultatif international téléphonique (C.C.I.F.).

[223] § 1. Un comité consultatif international téléphonique (C.C.I.F.) est chargé d'étudier les questions techniques. d'exploitation et de tarification qui intéressent la téléphonie internationale et qui lui sont soumises par les administrations et les exploitations privées.

[224] § 2. (1) Il est formé d'experts des administrations et des exploitations privées qui déclarent vouloir participer à ses travaux. Cette déclaration est adressée à l'administration du pays où a été tenue la dernière conférence admini-

strative.

(2) Les frais du C.C.I.F. sont supportés inté-[225]gralement par les pays participants et répartis entre eux d'après un système analogue à celui adopté pour la répartition des frais du Bureau de l'Union.

[226] (3) Lorsqu'un pays n'est pas représenté par une à dater du jour où l'administration ou l'exploitation privée | administration mais par une ou des exploitations privées, la part de ce pays est à la charge de la ou des exploitations privées qui représentent ce pays. Les exploitations privées sont invitées à s'entendre pour répartir entre elles la part contributive de ce pays; à défaut d'entente, cette part contributive est divisée en parties égales mises à la charge de ces exploitations.

[227] (4) Les dépenses personnelles des experts de chaque administration ou exploitation privée sont suppor-

tées par celles-ci.

[228] § 3. En principe, les réunions du C.C.I.F. ont lieu de deux en deux ans. Cependant, une réunion fixée peut être avaucée ou ajournée par l'administration qui l'a convoquée, sur demande de dix administrations participantes, si le nombre et la nature des questions à examiner le justifient.

[229] § 4 (1) Les langues et le mode de votation employés dans les assemblées plénières, commissions et sous-commissions sont ceux adoptés par la dernière conférence de pléni-

potentiaires ou administrative.

[230] (2) Toutefois, lorsqu'un pays n'est pas représenté par une administration, les experts des exploitations privées de ce pays disposent, pour leur ensemble et quel que soit leur nombre, d'une seule voix délibérative.

[231] § 5. Le directeur du Bureau de l'Union ou son représentant et les représentants des autres comités consultatifs internationaux, C.C.I.R. et C.C.I.T., ont le droit de participer avec voix consultative aux réunions du C.C.I.F. [232] § 6. Les dispositions qui précèdent relatives à l'organisation et au fonctionnement du C.C.I.F. sont complétées par un règlement de service intérieur dont les dispositions essentielles sont reproduites en annexe au présent Règlement.

#### CHAPITRE XII.

### DISPOSITIONS SUPPLEMENTAIRES.

Article 38.

Dispositions supplémentaires.

[233] Les administrations et/ou les exploitations privées s'entendent pour fixer toute disposition relative au service téléphonique international qui n'est pas contenue dans le présent Règlement; à cet égard, elles s'inspirent des avis émis par le C.C.I.F.

#### CHAPITRE XIII.

### DISPOSITION FINALE.

Article 39.

Mise en vigueur du Règlement.

[234] Le présent Règlement entrera en vigueur le premier janvier mil neuf cent trente-quatre.

[235] En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé ce Règlement en un exemplaire qui restera déposé aux hrchives du Gouvernement de l'Espagne et dont une copie sera remise à chaque gouvernement.

Fait à Madrid, le 10 décembre 1932-

Pour l'Union de l'Afrique du Sud:

H. J. LENTON.

A. R. Mc. LACHLAN.

Pour l'Allemagne:

HERMANN GIESS. HANS STEIDLE. MARTIN FEUERHAHN. SIEGFRIED MEY. Pour la République Argentine:

DANIEL GARCIA MANSILLA.

RENÉ CORREA LUNA.

LUIS CASTINEIRAS.

Luis Castineiras.

Melquiades Sáenz Briones.

HANS PERUFFER.

Pour l'Autriche:

RUDOLF OESTREICHER.

Pour la Belgique:

MAUS B. P. M. J. G. LAMBERT J. F. G. FOSSION H. E.

Pour la Bolivie:

GEORGES SAENZ.

Pour le Brésil:

LUIS GUIMARAES.

Pour le Chili:

ENRIQUE BERMUDEZ.

Pour l'Etat de la Cité du Vatican:
GIUSEPPE GIANFRANCESCHI.

Pour la République de Colombie:

José Joaquin Casas.

Alberto Sanchez de Iriarte.

Walter Mac Lellan Aldrich.

Pour les Colonies Portugaises:

ERNESTO JULIO NAVARO.

ARNALDO DE PAIVA CARVALHO.

JOSÉ MENDES DE VASCONCELLOS GUIMARAES.

MARIO CORREA BARATA DA CRUZ.

Pour la Confédération suisse :

A. Möckli.

Pour le Congo belge:

TONDEUR FELIX GEORGES.

Pour Costa-Rica:

ADRIANO MARTIN LANUZA.

Pour Cuba:

MANUEL S. PICHARDO Y PERALTA.

Pour Curação et Surinam:

G. SCHOTEL.

J. J. HOOGEWOONING.

Pour la Cyrénaïque:

G. GNEME.

GIAN FRANCO DELLA PORTA.

Pour le Danemark:

KAY CHRISTIANSEN.

M. J. C. GREDSTID.

Pour la Ville libre de Dantzig:

H. KOWALSKI. VICTOR ZANDER.

Pour la République Dominicaine:

Elias Brache. Juan de Olózaga.

Pour l'Egypte:

R. MURRAY.

MOHAMED SAID.

Pour la République de El Salvador: RAOUL CONTRERAS.

Pour l'Equateur:

HIPOLITO DE MOZONCILLO.

ABEL ROMEO CASTILLO.

Pour l'Erythrée:

G. GNEME.

GIAN FRANCO DELLA PORTA,

Pour, l'Espagne:

MIGUEL SASTRE Y PICATOSTE. GABRIEL HOMBRE CHALBAND. FRANCISCO VIDAL Y PLANAS. TOMAS FERNANDEZ QUINTANA. CARLOS DE BORDONS GOMEZ.

Pour la Finlande:

NIILO ORASMAA.

Pour la France:

JULES GAUTIER.

Fis.

MORILLON.

SCHNEIDER.

Pour le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord:

F. W. PHILLIPS.

J. LOUDEN.

Pour la Grèce:

TH. PENTHEROUDAKIS.

ST. NICOLIS.

Pour le Guatemala:

VIRGILIO RODRIGUEZ BETETA. ENRIQUE TRAUMANN. RICARDO CASTANIDA PAGANINI.

Pour la République de Honduras:

Antonio Graino.

Pour la Hongrie:

FRANÇOIS HAVAS.

Pour les Iles italiennes de l'Egée:

G. GNEME.

ERMINIO MARIANI.

Pour les Indes britanniques::

M. L. PASRICHA.

P. J. EDMUNDS.

Pour les Indes néerlandaises:

A. J. H. VAN LEEUWEN.

A. VAN DOOREN.

G. SCHOTEL.

J. J. HOOGEWOONING.

Pour l'Etat libre d'Irlande:

P. S. OH EIGEARTAIGH.

E. Cuisin.

Pour l'Islande:

G. J. HLIDDAL.

Pour l'Italie :

G. GNEME.

Pour le Japon:

Pour Chosen, Taiwan, Karafuto, le Territoire à bail du Kwantung et les Iles des Mers du Sud sous mandat japonais:

SAICHIRO KOSHIDA.

YOSOSHICHI YONEZAWA.

Toyokichi Nakagami.

TAKEO JINO.

Pour la Lettonie:

BERNHARD EINBERG.

Pour la Lithuanie:

KLEOPAS GAIGALIS.

Pour le Luxembourg:

EDOUARD JAAQUES.

Pour le Maroc:

DUBEAUCLARD.

Pour la Norvège:

T. Engser.

ANDR, HADLAND.

Pour la République de Panama:

MELCHOR LASSO DE LA VEGA.

Pour les Pays-Bas:

H. C. Felser.

Pour le Pérou:

JUAN DE OSMA.

Pour la Pologne:

H. KOWALSKI.

ST. ZUCHMANTOWICZ

K. GOEBEL.

K. KRULISZ.

Pour le Portugal:

MIGUEL VAZ DUARTE BACELAR. JOSÉ DE LIZ FERREIRA JUNIOR. DAVID DE SOUSA PIRES.

JOAQUIM RODRIGUEZ GONÇALVES.

Pour la Roumanie:

T. TANESESCU.

Pour la Somalie Italienne:

G. GNEME.

GELMETTI.

Pour la Suède:

G. WOLD.

Pour la Syrie et le Liban:

MORILLON.

Pour la Tchécoslovaquis:

OTTO KUCERA.

JAROMIR SVOBODA.

VÁCLAV KUCERA.

Pour la Tripolitaine:

G. GNEME.

D. CRETY.

Pour la Tunisie:

CROUZET.

Pour la Turquie:

FAHRI.

IHSAN CEMAL

MAZHAR.

Pour l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes: Eugène Hirschfeld.

ALEXANDRE KOKADEEV

Pour l'Uruguay:

DANIEL CASTELLANOS.

Pour la Yougoslavie:

DIMITRIEV ZLATANOVITCH.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re: p. Il Ministro per gli affari esteri:

Suvich.

ANNEXE (Voir art, 37).

ke ment intérieur du Comité consultatif international téléphonique (C.C.I.F.).

DISPOSITIONS ESSENTIELLES.

Article premier.

Organisation.

Le Comité consultatif international téléphonique (C.C.I.F.) comprend quatre organes:

a) l'assemblée plénière (A.P.);

b) les commissions de rapporteurs (C.R.);

c) le laboratoire du système fondamental européen de référence pour la transmission téléphonique (S.F.E.R.T.);

d) le secrétariat général.

#### Article 2.

## Assemblée plénière.

- § 1. Le rôle de l'assemblée plénière est d'approuver, de rejeter ou de modifier les rapports et les projets d'avis présentés par les commissions de rapporteurs et de décider la mise à l'étude des nouvelles questions qui lui sont soumises par les administrations et les exploitations privées adhérentes.
- § 2. Chaque assemblée plénière se réunit dans une ville et à une époque fixées par l'assemblée plénière précédente.
- § 3. La première séance de l'assemblée plénière est ouverte par le représentant du pays où elle a lieu. Dans cette séance, sont élus le président, les vice-présidents et les secrétaires.
- § 4. Des groupements ou organismes traitant des questions susceptibles d'intéresser la téléphonie internationale peuvent être invités à prendre part à certaines réunions avec voix consultative. Les représentants des constructeurs de matériel ne sont pas autorisés à assister aux séances de l'assemblée plénière. L'assemblée plénière détermine la représentation du C.C.I.F. dans les réunions d'organismes traitant des questions susceptibles d'intéresser la téléphonie internationale.

§ 5. L'assemblée plénière constitue les commissions de rapporteurs nécessaires pour traiter les questions qu'elle a mises à l'étude.

§ 6. L'assemblée plénière désigne trois vérificateurs des comptes chargés d'examiner le projet de budget annuel préparé par le secrétaire général, ainsi que les comptes de l'année écoulée. Elle examine le rapport établi par les vérificateurs pour la période écoulée depuis la dernière assemblée plénière.

§ 7. Les avis adoptés par l'assemblée plénière doivent porter la formule « à l'unanimité », si l'avis à été adopté à

l'unanimité des votants, ou la formule « à la majorité », si l'avis a été adopté à la majorité.

§ 8. Le C.C.I.F. transmet les avis qu'il émet au Bureau de l'Union en lui indiquant les avis ou parties d'avis qu'il y aurait le plus d'intérêt à insérer dans le Journal publié par ce Bureau.

#### Article 3.

#### Commissions de rapporteurs.

§ 1. La tâche des commissions de rapporteurs est de faire une étude approfondie des questions nouvelles et de présenter à l'assemblée plénière suivante, sur chaque question, un rapport détaillé, complété par des projets d'avis.

§ 2. (1) Chaque commission de rapporteurs élit un rapporteur principal, qui assume la direction des travaux de la commission de rapporteurs et a compétence pour convoquer les rapporteurs de sa commission avec l'autorisation de son administration.

(2) Les questions doivent, dans la mesure du possible, être résolues par correspondance; le rapporteur principal peut, à cet effet, correspondre directement par écrit avec les autres membres de sa commission. Mais, si la solution complète d'une question ne peut pas être obtenue par cette voie, il a le droit de proposer des réunions à des endroits convenables, afin de pouvoir discuter verbalement la question à l'étude.

(3) Pour éviter des voyages réitérés et des séjours prolongés, les commissions d'un même groupe tiennent leurs réunions dans une même ville et à une même époque, suivant un plan d'ensemble établi par le secrétaire général et approuvé par les administrations intéressées.

§ 3. Les commissions de rapporteurs peuvent inviter des représentants des constructeurs de matériel à participer à certaines de leurs études et discussions, s'il apparaît que leur collaboration peut être utile.

## Article 4.

Laboratoire du système fondamental européen de référence pour la transmission téléphonique (S.F.E.R.T.).

§ 1. Le S.F.E.R.T. sert de base pour les mesures de transmission et pour la coordination des données de transmission relatives aux systèmes téléphoniques utilisés dans tous les pays européens.

§ 2. (1) Le laboratoire du S.F.E.R.T. effectue des étalonnages d'appareils téléphoniques à la demande et aux frais des administrations et des exploitations privées adhérant ou

non au C.C.I.F.

(2) Il procède, a la demande de l'assemblée plénière ou des commissions de rapporteurs, à des expériences et essais destinés à faciliter la solution des questions nouvelles mises à l'étude par l'assemblée plénière.

## Article 5.

#### Secrétariat général.

§ 1. (1) Le secrétaire général est choisi par l'assemblée plénière. Ses appointements sont payables sur le budget du C.C.I.F. et sont fixés par l'assemblée plénière.

(2) Le secrétaire général tient la correspondance en-

tière du C.C.I.F.

(3) Pour la gestion des affaires, il dispose d'un bureau entretenu sur le budget du C.C.I.F. Il est chargé du recrutement et de la surveillance du personnel de ce bureau et du personnel du laboratoire.

§ 2. (1) Le secrétaire général participe aux séances de l'assemblée plénière et prend part aux réunions des com-

missions de rapporteurs, avec voix consultative.

- (2) Il prépare la session prochaine de l'assemblée plénière; il établit l'ordre du jour de cette session d'après l'état des rapports présentés par les commissions de rapporteurs.
- (3) Il rend compte à l'assemblée plénière de l'activité du C.C.I.F. depuis la dernière assemblée plénière.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

p. Il Ministro per gli affari esteri:
Suvich-

## Règlement général des radiocommunications annexé à la Convention internationale des télécommunications.

#### Article premier.

#### DÉFINITIONS.

- [1] Les définitions ci-après complètent celles qui sont mentionnées dans la Convention:
- [2] Station fixe: Station non susceptible de se déplacer et comuniquant, par le moyen de radiocommunication, avec une ou plusieurs stations établies de la même manière.

[8] Station terrestre: Une station non susceptible de se déplacer et effectuant un service mobile.

- [4] Station côtière: Une station terrestre effectuant un service avec les stations de navire. Ce peut être une station fixe affectée aussi aux communications avec les stations de navire; elle n'est alors considérée comme station côtière que pendant la durée de son service avec les stations de navire.
- [5] Station aéronautique: Une station terrestre effectuant un service avec les stations d'aéronef. Ce peut être une station fixe affectée aussi aux communications avec les stations d'aéronef; elle n'est alors considérée comme station aéronautique que pendant la durée de son service avec les stations d'aéronef.
- [6] Station mobile: Une station susceptible de se déplacer et qui habituellement se déplace.
- [7] Station de bord: Une station placée à bord, soit d'un navire qui n'est pas amarré en permanence, soit d'un aéronef.
- [8] Station de navire: Une station placée à bord d'un navire qui n'est pas amarré en permanence.
- [9] Station d'aéronef: Une station placée à bord de tout véhicule aérien.
- [10] Station de radiophare: Une station spéciale dont les emissions sont destinées à permettre à une station de bord de déterminer son relèvement ou une direction par rapport à la station de radiophare, éventuellement aussi la distance qui la sépare de cette dernière.
- [11] Station radiogoniométrique: Une station pourvue d'appareils spéciaux destinés à déterminer la direction des émissions d'autres stations.
- [12] Station de radiodiffusion téléphonique: Une station effectuant un service de radiodiffusion téléphonique.
- [13] Station de radiodiffusion visuelle: Une station effectuant un service de radiodiffusion visuelle.
- [14] Station d'amateur: Une station utilisée par un « amateur », c'est-à-dire par une personne dûment autorisée, s'intéressant à la technique radioélectrique dans un but uniquement personnel et sans intérêt pécuniaire.
- [15] Station expérimentale privée: Une station privée destinée à des expériences en vue du développement de la technique ou de la science radioélectrique.
- [15<sup>a</sup>] Station privée de radiocommunication: Une station privée, non ouverte à la correspondance publique, qui est

- autorisée uniquement à échanger avec d'autres « stations privées de radiocommunication » des communications concernant les affaires propres du ou des licenciés.
- [16] Fréquence assignée à une station: La fréquence assignée à une station est la fréquence qui occupe le centre de la bande de fréquences dans laquelle la station est autorisée à travailler. En général, cette fréquence est celle de l'onde porteuse.
- [17] Bande de fréquences d'une émission: La bande de fréquences d'une émission est la bande de fréquences effectivement occupée par cette émission, pour le type de transmission et pour la vitesse de signalisation utilisés.
- [18] Tolérance de fréquence: La tolérance de fréquence est le maximum de l'écart admissible entre la fréquence assignée à une station et la fréquence réelle d'émission.
- [19] Puissance d'un émetteur radioélectrique: La puissance d'un émetteur radioélectrique est la puissance fournie à l'antenne.
- [20] Dans le cas d'un émetteur à ondes modulées, la puissance dans l'antenne est caractérisée par deux nombres, indiquant, l'un la valeur de la puissance de l'onde porteuse fournie à l'antenne et l'autre le taux maximum réel de modulation employé.
- [21] Télégraphie: Télécommunication par un système quelconque de signalisation télégraphique. Le mot « télégramme » vise aussi le «radiotélégramme », sauf lorsque le texte exclut expressément une telle signification.
- [22] Téléphonie: Télécommunication par un système quelconque de signalisation téléphonique.
- [23] Réseau général des voies de télécommunication: L'ensemble des voies de télécommunication existantes ouvertes au service public, à l'exclusion des voies de radiocommunication du service mobile.
- [24] Service aéronautique: Un service de radiocommunication exécuté entre stations d'aéronef et stations terrestres et par les stations d'aéronef communiquant entre elles. Ce terme s'applique également aux services fixes et spéciaux de radiocommunication destinés à assurer la sécurité de la navigation aérienne.
- [25] Service fixe: Un service assurant des radiocommunications de toute nature entre points fixes, a l'exclusion des services de radiodiffusion et des services speciaux.
- [26] Service spécial: Un service de télécommunication opérant spécialement pour les besoins d'un service d'intérêt général déterminé et non ouvert à la correspondance publique, tel que: un service de radiophare, de radiogoniométrie, de signaux horaires, de bulletins météorologiques réguliers, d'avis aux navigateurs, de messages de presse adressés à tous, d'avis médicaux (consultations radiomédicales), de fréquences étalonnées, d'émissions destinées à des buts scientifiques, etc.
- [27] Service de radiodiffusion téléphonique: Un service effectuant la diffusion d'émission radiophoniques essentiellement destinées à être reçues par le public en général.
- [28] Service de radiodiffusion visuelle: Un service effectuant la diffusion d'images visuelles, fixes ou animées, essentiellement destinées à être reçues par le public en général.

#### Article 2.

#### SECRET DES RADIOCOMMUNICATIONS.

- [29] Les administrations s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour faire interdire et réprimer:
- [30] a) l'interception, sans autorisation, de radiocommunications qui ne sont pas destinées à l'usage général du public:
- [31] b) la divulgation du contenu ou simplement de l'exis-

tence, la publication ou l'usage, sans autorisation, de radiocommunications qui auraient été interceptées délibérément

#### Article 3. LICENCE.

[32] § 1. (1) Aucune station émettrice ne pourra être établie ou exploitée par un particulier, ou par une entreprise quelconque, sans licence spéciale délivrée par le gouverne-

ment du pays dont relève la station en question.

(2) Les stations mobiles qui on leur port d'attache dans une colonie, un territoire sous souveraineté ou mandat, un territoire d'outremer ou un protectorat peuvent être considérées comme dépendant de l'autorité de cette colonie, de ces territoires ou de ce protectorat, en ce qui concerne l'octroi des licences.

[34] § 2. Le titulaire d'une licence est tenu de garder le secret des télécommunications, comme il est prévu à l'article 24 de la Convention. En outre, il doit résulter de la licence qu'il est interdit de capter les correspondances de radiocommunication autres que celles que la station est autorisée à recevoir et que, dans le cas où de telles correspondances sont involontairement reques, elles ne doivent être ni reproduites, ni communiquées à des tiers, ni utilisées dans un but quelconque, et leur existence même ne doit pas être révélée.

[35] § 3. Afin de faciliter la vérification des licences dé-livrées à des stations mobiles, il est recommandé d'ajouter, s'il y a lieu, au texte rédigé dans la langue nationale, une traduction de ce texte en une langue dont l'usage est très

répandu dans les relations internationales.

[36] § 4. Le gouvernement qui délivre la licence à une station mobile y mentionne la catégorie dans laquelle cette station est classée au point de vue de la correspondance publique internationale.

### Article 4.

### CHOIX DES APPAREILS.

[37] § 1. Le choix des appareils et des dispositifs radioélectriques à employer dans une station est libre, à condition que les ondes émises satisfassent aux stipulations du présent Réglement.

[38] § 2. Toutefois, dans les limites compatibles avec les exigences économiques, le choix des appareils d'émission, le réception et de mesure doit s'inspirer des plus récents progrès de la technique, tels qu'ils sont indiqués notamment dans les avis du C. C. I. R.

#### Article 5.

## CLASSIFICATION DES ÉMISSIONS.

- [39] § 1. Les émissions sont réparties en deux classes:
  - A. Ondes entretenues,
  - B. Ondes amorties.

définies comme suit:

- [40] Classe A: Ondes dont les oscillations successives sont identiques en régime permanent.
- [41] Classe B: Ondes composées de séries successives d'oscillations dont l'amplitude, après avoir atteint un maximum, décroit graduellement.
- § 2. Des ondes de la classe A dérivent les ondes des types ci après:
- [43] Type A1. Ondes entretenues dont l'amplitude ou le fréquence varie sous l'effet d'une manipulation télégraphique.
- [44] Type A2. Ondes entretenues dont l'amplitude ou la fréquence varie suivant une loi périodique

de fréquence audible combinée avec une manipulation télégraphique.

- [45] Type A3. Ondes entretenues dont l'amplitude ou la fréquence varie suivant une loi complexe et variable de fréquences audibles. Un exemple de ce type est la radiotéléphonie.
- [46] Type A4. Ondes entretenues dont l'amplitude ou la fréquence varie suivant une loi quelconque de fréquence plus grande que les fréquences audibles. Un exemple de ce type est la télévision.
- [47] § 3. La classification qui précède, en ondes A1, A2, A3 et A4, n'empêche pas l'emploi, dans des conditions fixées par les administrations intéressées, d'ondes modulées ou manipulées, par des procédés ne rentrant pas dans les définitions des types A1, A2, A3 et A4.

[48] § 4. Ces définitions ne sont pas relatives aux sy-

stémes des appareils d'émission.

[49] § 5. Les ondes seront designées, en premier lieu, par leur fréquence en kilocycles par seconde (kc/s). A la suite de cette désignation sera indiquée, entre parenthéses, la longueur approximative en mètres. Dans le présent Réglement, la valeur approximative de la longueur d'onde en mètres est le quotient de la division du nombre 300 000 par la fréquence exprimée en kilocycles par seconde.

#### Article 6.

#### QUALITÉ DES ÉMISSIONS.

[50] § 1. Les ondes émises par une station doivent être maintenues à la fréquence autorisée, aussi exactement que le permet l'état de la technique, et leur rayonnement doit être aussi exempt qu'il est pratiquement possible de toute émission qui n'est pas essentielle au type de la communication effectuée.

[51] § 2. (1) Les administrations fixent, pour les différents cas d'exploitation, les caractéristiques relatives à la qualité des émissions, notamment l'exactitude et la stabilité de la fréquence de l'onde émise, le niveau des harmoniques, la largeur de la bande totale de fréquences occupée, etc., de manière qu'elles répondent aux progrès de la technique.

(2) Les administrations sont d'accord pour considéres les tableaux (appendice 1: tableau des tolérances de fréquence et des instabilités, appendice 2: tableau des largeurs de bande de fréquences occupées par les émissions) comme un guide indiquant, pour les différents cas, les limites à observer dans la mesure du possible.

(3) En ce qui concerne la largeur des bandes de [53] fréquences occupées par les émissions, il faut tenir compte, dans la pratique, des conditions suivantes:

- Largeur de la bande donnée dans l'appendice 2.
- Variation de la fréquence de l'onde porteuse.
- Conditions techniques supplémentaires, telles que les possibilités techniques relatives à la forme des caractéristiques des circuits filtrants, tant pour les émetteurs que pour les récepteurs.
- [54] § 3. (1) Les administrations vérifieront fréquemment si les ondes émises par les stations relevant de leur autoritérépondent aux prescriptions du présent Règlement.
- (2) On s'efforcera d'obtenir une collaboration internationale en cette matière.
- [56] § 4. Afin de réduire les brouillages dans la bande de fréquences au dessus de 6000 kc/s (longueurs d'onde inférieures à 50 m), il est recommandé d'employer, lorsquela nature du service le permet, des systèmes d'antennes directives.

#### Article 7.

RÉPARTITION ET EMPLOI DES FRÉQUENCES (LONGUEURS D'ONDE) ET DES TYPES D'ÉMISSION.

- [57] § 1. Sous réserve des dispositions de l'alinéa (5) du § 5 ci-après, les administrations des pays contractants peuvent attribuer une fréquence quelconque et un type d'onde quelconque à toute station radioélectrique sous leur autorité, à la seule condition qu'il n'en résulte pas de brouillages avec un service quelconque d'un autre pays.
- [58] § 2. Toutefois, les administrations sont d'accord pour attribuer aux stations qui, en raison de leur nature même, sont susceptibles de causer de sérieux brouillages internationaux, des fréquences et des types d'onde en conformité avec les règles de répartition et d'emploi des ondes, telles qu'elles sont indiquées ci-après.
- [59] § 3. Les administrations s'engagent aussi à attribuer des fréquences à ces stations, selon le genre de leur service. en se conformant au tableau de répartition des fréquences (voir le tableau ci-après).
- [60] § 4. Dans le cas où des bandes de fréquences sont attribuées à un service déterminé, les stations de ce service doivent employer des fréquences suffisamment éloignées des limites de ces bandes, pour ne pas produire de brouillage nuisible dans le travail des stations appartenant aux services auxquels sont attribuées les bandes de fréquences immédiatement voisines.
- [61] § 5. (1) Les fréquences assignées par les administrations à toutes stations fixes, terrestres et de radiodiffusion. ainsi que la limite supérieure de la puissance prévue doi vent être notifiées au Bureau de l'Union, en vue de leur publication, lorsque les stations en question effectueront un service régulier et qu'elles seront susceptibles de causer des brouillages internationaux. Doivent également être notifiées au Bureau de l'Union, en vue de leur publication, les fréquences sur lesquelles reçoit une station côtière pour effec tuer un service particulier aves les stations de navire utilisant des émetteurs stabilisés. Les fréquences doivent être choisies de manière à éviter, autant que possible, de brouil ler les services internationaux appartenant aux pays contrac tants et effectués par des stations existantes, dont les fréquences ont déjà été notifiées au Bureau de l'Union. La notification précitée devra être faite selon les dispositions de l'article 15,  $\S$  1, b) et de l'appendice 3 avant la mise en service de la fréquence et suffisamment à temps pour permettre aux administrations de prendre toute mesure qui leur semblerait nécessaire en vue d'assurer une bonne exécution de leurs services.
- [62] (2) a) Toutefois, lorsque la fréquence d'une administration a l'intention d'assigner à une station est une fréquence en dehors des bandes autorisées par le présent Règiement pour le service en cause, cette administration fera, par avis spécial, la notification prévue à l'alinéa précédent au moins six mois avant la mise en exploitation de cette fréquence et, dans les cas d'urgence, au moins trois mois avant cette date.
- [63] b) La procédure de notification indiquée cî-avant sera également observée lorsqu'une administration aura l'intention d'augmenter ou d'autoriser l'augmentation de la puissance ou un changement dans les conditions de rayonnement d'une station travaillant déjà en dehors des bandes autorisées, même si la fréquence utilisée doit rester la même.
- [64] c) Pour ce qui est des stations qui, lors de l'entrée en vigueur du présent Règlement, travaillent déjà en dehors des bandes y autorisées, la fréquence utilisée et la

- puissance employée seront immédiatement notifiées au Bureau de l'Union en vue de leur publication, pour autant que pareille notification n'aura pas été faite auparavant.
- [65] (3) a) Les administrations intéressées s'entendent, en cas de besoin, pour la fixation des ondes à attribuer aux station dont il s'agit, ainsi que pour la détermination des conditions d'emploi des ondes ainsi attribuées.
- [66] b) Les administrations d'une région quelconque peuvent conclure, conformément à l'article 13 de la Convention, des arrangements régionaux concernant l'attribution soit de bandes de fréquences aux services des pays participants, soit de fréquences aux stations de ces pays, et concernant les conditions d'emploi des ondes ainsi attribuées. Les dispositions du § 1 et celles du § 5 (1) et (2) s'appliquent également à tout arrangement de cette nature.
- [67] (4) Les administrations intéressées prennent les accords nécessaires pour éviter les brouillages et, en cas de besoin, feront appel, à cet effet, conformément à la procédure qui sera convenue entre elles par des accords bilatéraux ou régionaux, à des organes soit d'expertise, soit d'expertise et de conciliation. Si aucun arrangement en vue d'éviter les brouillages ne peut être réalisé, les prescriptions de l'article 15 de la Convention peuvent être appliquées.
- [68] (5) a) En ce qui concerne la radiodiffusion européenne et sous réserve de tout droit qui reviendrait aux administrations extra-européennes en vertu du présent Règlement, les modalités ci-après, qui pourront être abrogées ou modifiées par accord entre les administrations européennes et qui ne modifient en rien les dispositions de l'alinea (2) ci-avant, sont apportées à l'application du principe énoncé au § 1.
- [69] b) A défaut d'accord préalable entre les administrations des pays européens contractants, la faculté prévue au § 1 ne pourra, dans les limites de la région européenne, être utilisée en vue d'effectuer un service de radio-diffusion en dehors des bandes autorisées par le présent Règlement sur des fréquences au-dessous de 1 500 kc/s (longueurs d'onde au dessus de 200 m).
- [70] c) L'administration qui désire établir un tel service ou obtenir une modification des conditions fixées par un accord antérieur relatif à un tel service (fréquence, puissance, position géographique, etc.) en saisit les administrations européennes par l'intermédiaire du Bureau de l'Union. Toute administration qui u'aura pas répondu dans un délai de 6 semaines après réception de ladite communication sera considérée comme avant donné son assentiment.
- [71] d) Il est bien entendu qu'un tel accord préalable sera également nécessaire toutes les fois que, dans une station de radiodiffusion européenne, travaillant hors des bandes de fréquences autorisées, un changement sera apporté aux caractéristiques précédemment notifiées au Bureau de l'Union, et que ce changement sera susceptible d'affecter les conditions de brouillages internationaux.
- [72] § 6. (1) En principe, la puissance des stations de radiodiffusion ne doit pas dépasser la valeur permettant d'assurer économiquement un service national efficace et de bonne qualité dans les limites du pays considéré.
- [73] (2) En principe, l'emplacement des stations de radiodiffusion puissantes, et plus particulièrement de celles qui travaillent près des limites des bandes de fréquences réservées à la radiodiffusion, doit être choisi de manière à éviter, autant que possible, la gêne causée aux services de radiodiffusion des autres pays ou aux autres services travaillant avec des fréquences voisines.
- [74] § 7. Le tableau ci-après donne la répartition des fréquences (longueurs d'onde approximatives) entre les divers services.

Aéronautiques.

870-822

345-365

Aéronautiques.

923-870

325\_345 6)

verts à la corres-pondance publi-que.

b) Mobiles non ou a) Aéronautiques,

Aéronautiques.

938 - 923

320-325

Aéronautiques.

mari-

Radiophares times.

952 - 938

315-320

mari-

Radiophares

times.

Radio-phares

034 - 952

-

290–315 <sup>5</sup>)

Répartition des bandes de fréquences entre 10 et 60 000 kc/s

m).
10
2000 et
30 00
•

Autres régions

Région européenne

Accords régionaux

Attribution générale

Longueurs

d'ondo

Fréquences

Ħ

kc/8

Radiophares.

Aéronautiques.

034

053-1

\_

285-290

,			SERVICE	20
Fréquences	Longueurs d'onde	Attribution	Accords regionaux	rionaux
kc/s	Ħ	générale	Région européanne *)	Autres régions
10-100	30 000-3 000	Fixes.		
100-110	3 000-2 727	a) Fixes b) Mobiles.	'šč	
110-125	2 727-2 400	Mobiles.		
125–150	2 400-2' 000	1	Mobiles maritimes (ouvertes à la correspondance publique exclusivement).	que exclusivement).
150-160	2 000-1 875	Mobiles.		
160–285	1 875-1 053	. ,	160-240 (1875-1250)   160-194 (1875-1546)   Radiodiffusion <sup>3</sup> ).   240-256 (1250-1176)   b) Mobiles.   240-256 (1250-1176)   b) Mobiles.   a) non ouverts a la   194-285 (1546-1053)   oversepue.   b) Fixes non oublique.   b) Radiodiffusion   pondance publication   255-265 (1176-1132)   que.   c) Mobiles, excepté   b) Radiodiffusion   c)   stations commertings.   265-285 (1132-1053)   ciales des navires.	180–194 (1875–1546) a) Fixes. b) Mobiles. 194–285 (1546–1053) a) Aéronautiques. b) Fixes non ouverts à la corres. pondance publique. c) Mobiles, excepté stations commerciales des navires.

finio au Nord et à l'égion européenne: La région européenne est définio au Nord et à l'Obst par les limites naturelles de l'Europe, à l'Est par le méridien 40° Est de Greenwich et au Sud par le parallèle 30° Nord, de façon à englober la partie occidentale de l'U. R. S. S. et les territoires bordant la Méditerranée, à l'exception des parties de l'Arabie et du Hedjaz qui se trouvent comprises dans ce secteur.

[76] 1) L'onde de 143 kc/s (2 100 m) est l'onde d'appel des stations mobiles utilisant des ondes longues entretenues.

[77] 2) Les administrations européennes s'entendront entre elles pour placer dans la bande de 24° à 26° kc/s (1 25° à 113° m) des stations de radiodiffusion qui, du fait de leur position géographique, ne géneront pas les services non ouverts à la correspondance publique et les services aéronautiques. Par ailleurs, ces services s'organiseront pour ne pas brouiller la réception des stations de trois de radiodiffusion amsi choisies, dans les limites des territoires nationaux ces stations.

[78] 3) Les services ouverts à la correspondance publique ne seront pas admis dans les bandes destinées à la radiodiffusion, comprises entre 160 et 265 kc/s (1875 et 1132 m), même sous la couvert de l'article 7, § 1. [79] 4) La bande de fréquences de 160 à 265 kc/s (1875 à 1132 m) est également attribuée à l'Australie et à la Nouvelle Zélande pour la radiodiffusion

a) Aéronautiques.
b) Mobiles non ouverts à la correspondance publique. Mobiles, à condition de ne pas gêner la radio-goniométrie. Stations côtieres employant ondes B exclues a) Radiogoniométrie. 6 822-779 365-385

comme distribution régionale. Les administrations de ces deux pays sont d'ac-cord pour placer les stations, qui émettront dans cette bande, de manière à éviter des brouillages avec les autres services dans les autres régions.

[80] 5) Une bande de 30 kc/s de largeur, comprise entre les limites de 285 et 320 kc/s (1 053 et 938 m), est allouée dans chaque région au service des radiophares. Dans la région européenne, cette bande est réservée aux seuls radiophares maritimes.

[81] 6) L'onde de 333 kc/s (900 m) est une onde internationale d'appel des services aéronautiques.

SERVICES	Attribution Accords régionaux	générale Région curopéenne Autres régions	Non ouverts à la Mobiles, correspondance publique.	Mobiles.	Mobiles Al et A2 seulement.	Mobiles (détresse, appel, etc.)	Non onverts à la correspondance publique Al et A2 seulement.	Radiodiffusion.  Onde de 1 364 kc/s (220 m) A1, A2 et B pour les services mobiles exclusivement <sup>10</sup> ).	1500-1530   a) Fixe.     (200-196,1)   b) Mobiles,     a) Fixes.     b) Mobiles Al et A2     seulement.     1530-1630     12     Mobiles Al, A2     2     et A3         mobile mariti- me (A3 seule- ment).     1670-1715 (179,6-     174,9     Mobiles maritimes     Mobiles maritimes     (200-196,0-     (184,0-1715 (179,6-     (184,0-1715 (179,6-     (187,9)     (187,9)     Mobiles maritimes     (43 seulemant).
	Longueurs d'onde	m gé	779–750	750-652 M	652-619 M	M 619-583 (do	583-545 N	545-200 a)	200-174, 9
	Fréquences	ko/s	385-400	400–460	460-485	485–515	515-550	550-1 500	1 500–1 715

[82] 7) L'onde de 500 kc/s (600 m) est l'onde internationale d'appel et de détresse. L'emploi de cette onde est défini aux articles 19, 22 et 30.

σα	gionaux	Autres régions	(174,9- a) Amateurs. b) Fixes. c) Mobiles. (155,8- mariti- mariti-
SERVICES	Accords régionaux	Région européenne	1715-1925 (174,9-155,8) a) Amateurs. b) Fixes. c) Mobiles. 1925-2000 (155,8-150) a) Amateurs. a) Amateurs. b) Mobilos maritibility.
	Attribution	générale	
	Longueurs d'onde	8	174, 9–150
	Fréquences	kc/s	1 716-2 00m 174, 9-150

[83] 8) Les administrations européennes s'entendront entre elles pour placer dans la bande de 540 à 550 kc/s (556 à 545 m) des stations de radiodiffusion qui, du fait de leur position géographique, ne géneront ni les services mobiles dans la bande 485 à 515 kc/s (619 à 583 m), ni les sorvices non ouverts à la correspondance publique dans la bande de 515 à 550 kc/s (583 à 545 m). [84] Par ailleurs, les services non ouverts à la correspondance publique s'organiseront pour ne pas brouiller la réception des stations de radiodiffusion ainsi choisies, dans les limites des territoires nationaux de ces stations.

[85] 9) Less services mobiles peuvent utiliser la bande de 550 à 1300 kc/s (545 à 230,8 m), à condition de ne pas brouiller les services d'un rays qui utilise cette même bande exclusivement pour la radiodiffusion.

[86] 10) Sur la fréquence de 1364 kc/s (220 m), les ondes du type B sont interdites entre 1800 et 2300 h, heure locale, dans toutes les régions où leur emploi est susceptible de brouiller la radiodiffusion. Toutefois, dans la région de l'Amérique du Nord, les seules ondes du type A1 sont autorisées pendant ces heures.

[87] 11) La fréquence de 1650 kc/s (182 m) est une onde d'appel pour le service mobile de radiotéléphonie avec les stations de navire de faible puissance. Cette onde d'appel n'est pas obligatoire et la date à laquelle elle deviendra obligatoire pour chaque pays sera déterminée par réglementation intérieure.

[88] 12) En principe, cette bande de fréquences est réservée au service téléphonique avec les stations de navire de faible puissance. Les pays d'Europe dont les bateaux n'utilisent pas ce type de communication éviteront, autant que possibile, l'usage de la télégraphie dans cette bande dans les régions voissines de celles où ce service téléphonique est exploité.

[89] 13) Aucun trafic ne peut se faire dans la bande de 1 630 à 1 670 kc/s (184,0 à 179, 6 m).
[90] L'appel sur l'onde de 1 650 kc/s (182 m) n'est pas obligatoire; sa mise en vigueur pour chaque pays sera déterminée par réglementation intérieure.
[91] 14) A l'intérieur de l'Europe, les bandes de fréquences de 1 530 à 1 630 kc/s et de 1 670 à 1 715 kc/s (196,1 à 184,0 m et 179,6 à 174,9 m) peuvent être utilisées par les services fixes à courte distance, à condition de ne pas brouiller les services mobiles.

[92] Remarque. — Une Conférence européenne, qui aura lieu avant l'entrée en viguer du présent Règlement, pourra décider exceptionnellement d'annexer à son protocole certaines des dérogations particulières qu'elle aura pu décider dans les bandes régionales et qu'elle estimera devoir y faire figurer. Ces dérogations s'ajouteront à celles qui sont prévues dans les notes relatives au tableau qui précède.

	•		<u> </u>													Ī			
SERVIGES	Attribution générale	a) Fixes. b) Mobiles.	a) Amateurs. b) Fixes. c) Mobiles.	a) Fixes. b) Mobiles.	Mobiles.	Fixes.	Radiodiffusion.	Mobiles.	Fixes.	Amateurs.	Fixes.	Mobiles.	a) Fixes. b) Mobiles.	Fixes.	Radiodiffusion.	Fixes.	Mobiles.	Fixes.	Radiodiffusion.
Longueurs d'onde	Ē	150-85, 71	85, 71–75	75-54, 55	54, '5-52, 63	52, 63-50	50-48, 78	48, 78–14, 94	44, 94–42, 86	42, 86-41, 10	41, 10–36, 59	36, 59-35, 09	35, 09–33, 71	33, 71-31, 58	31, 58-31, 25	31, 25-27, 27	27, 27-26, 32	26, 32-25, 64	25, 64-25, 21
Fréquences	6/8	2 000-3 500	3 500-4 000	4 000-5 500	5 500-5 700	5 700-6 000	6 000-6 150	6 150-6 675	6 675-7 000	7 000-7 300	7 300-8-200	8 200-8 550	8 550-8 900	8 900-9 500	9 500-9 600	9 600-11 000	11 000-11 400	11 400-11 700	11 700-11 900

Fréquences	Longueurs d'onde	SERVICES
kc/s	uı	Attribution générale
11 900-12 300	25, 21-24, 39	Fixes.
12 300-12 825	24, 39-23, 39	Mobiles.
12 825-13 350	23, 39-22, 47	a) Fixes. b) Mobiles.
13 350-14 000	22, 47-21, 43	Fixes.
14 000-14 400	21, 43–20, 83	Amateurs.
14 400-15 100	20, 83-19, 87	Fixes.
15 100-15 350	19, 87–19, 54	Radiodiffusion.
15 350-16 400	19, 54–18, 29	Fixes.
16 400-17 100	18, 29–17, 54	Mobiles.
17 100-17 750	17, 54–16, 90	a) Fixes.
17 750-17 800	16, 90–16, 85	Radiodiffusion.
17 800-21 450	16, 85–13, 99	Fixes.
21 450-21 550	13, 99–13, 92	Radiodiffusion.
21 550-22 300	13, 92-13, 45	Mobiles.
22 300-24 600	13, 45–12, 20	a) Fixes. b) Mobiles.
24 600-25 600	12, 20-11, 72	Mobiles.
25 600-26 600	11, 72-11, 28	Radiodiffusion.
26 600-28 000	11, 28–10, 71	Fixes.
28 000-30 000	10, 71–10	a) Amateurs. b) Expériences.
30 000-56 000	10-5, 357	Non réservé.
26 000-60 000	5, 357-5	a) Amateurs. b) Expériences.

[93] § 8. (1) L'usage des ondes du type B est interdit pour toutes les fréquences à l'exception des fréquences suivantes:

375 kc/s (800 m) 410 kc/s (730 m) 425 kc/s (705 m) 454 kc/s (660 m) 500 kc/s (600 m) 1364 kc/s (220 m) \*)

[94] (2) Aucune nouvelle installation d'émetteurs d'ondes du type B ne peut être faite sur des navires ou des aéronefs, sauf quand ces émetteurs, travaillant à pleine puissance, dépenseront moins de 300 watts mesurés à l'entrée du transformateur d'alimentation à fréquence audible.

[95] (3) L'usage des ondes du type B de toutes fréquences sera interdit à partir du 1er janvier 1940, sauf pour les émetteurs remplissant les conditions de puissance indiquées à l'alineéa (2) ci-avant.

[96] (4) Aucune nouvelle installation d'émetteurs d'ondes du type B ne peut être faite dans une station terrestre ou fixe. Les ondes de ce type seront interdites dans toutes les stations terrestres à partir du 1er janvier 1935

[97] (5) Les administrations s'efforceront d'abandonner le plus tôt possible les ondes du type B, autres que l'onde de 500 kc/s (600 m).

[98] § 9. L'emploi des ondes du type A1 seulement est autorisé entre 100 et 160 kc/s (3 000 et 1 875 m); la seule exception à cette règle est relative aux ondes du type A2 qui peuvent être utilisées dans la bande de 100 à 125 kc/s (3 000 à 2 400 m) pour les signaux horaires exclusivement.

[99] § 10. Dans la bande de 460 à 550 kc/s (652 à 545 m), aucun type d'émission susceptible de rendre inopérant les signaux de détresse, d'alarme, de sécurité on d'urgence, émis su 500 kc/s (600 m), n'est autorisé.

[100] § 11. (1) Dans la bande de 325 à 345 kc/s (923 à 870 m) aucun type d'émission susceptible de rendre inopérants les signaux de détresse, de sécurité ou d'urgence, n'est autorisé.

[101] (2) Cette règle ne s'applique pas aux régions où des accords particuliers en disposent autrement.

[102] § 12. (1) En principe, toute station qui assure un service entre points fixes sur une onde de fréquence inférieure à 110 kc/s (longueur d'onde supérieure à 2 727 m) doit employer une seule fréquence, choisie parmi les bandes attribuées audit service (§ 7 ci-avant), pour chacun des émetteurs qu'elle comporte, susceptibles de fonctionner simultanément.

[103] (2) Il n'est pas permis à une station de faire usage, pour un service entre points fixes, d'une fréquence autre que celle attribuée comme il est dit ci-avant.

[104] § 13. En principe, les stations emploient les mêmes fréquences et les mêmes types d'émission pour les trasmissions de messages par la méthode unilatérale que pour leur service normal. Toutefois, des arrangements régionaux peuvent être réalisés en vue de dispenser les stations intéressées de se soumettre à cette règle.

[105] § 14. Une station fixe peut effectuer, sur sa fréquence normale de travail, comme service secondaire, des émissions destinées aux stations mobiles, à condition:

[106] a) que les administrations intéressées jugent nécessaire d'utiliser cette méthode exceptionnelle de travail; [107] b) qu'il n'en résulte aucune augmentation des brouillages.

[108] § 15. Afin de faciliter l'échange des messages météorologiques synoptiques dans les régions européennes, les fréquences 41,6 kc/s et 89,5 kc/s (7210 m et 3352 m) sont attribuées à ce service.

[109] § 16. Pour faciliter la transmission et la distribution rapides des renseignements utiles à la découverte des crimes et à la poursuite des criminels, une fréquence entre 37,5 et 100 kc/s (entre 8000 et 3000 m) sera réservée pour cet objet, par des arrangements régionaux.

[110] § 17. Chaque administration peut attribuer aux stations d'amateur des bandes de fréquences conformes au

tableau de répartition (§ 7 ci-avant).

[111] § 18. En vue de réduire les brouillages dans les bandes de fréquences supérieures à 4000 kc/s (longueurs d'onde inférieures à 75 m), utilisées par le service mobile, et en particulier pour éviter de gêner les communications téléphoniques à grande distance de ce service, les administrations sont d'accord pour adopter, autant que possible, les règles suivantes, en tenant compte du développement de la technique courante:

[112] (1) a) Dans les bandes de fréquences supérieures a 5500 kc/s (longueurs d'onde inférieures à 54,55 m) attribuées exclusivement au service mobile, les fréquences (longueurs d'onde) qui devront être utilisees par les stations de navire affectées au service commercial seront du côte des basses fréquences (ondes plus longues) et spécialement dans les limites des bandes harmoniques énumérées ci-après:

```
5 500 à 5 500 kc/s (54,55 à 54,05 m)
6 170 b 6 250 kc/s (48,62 à 48,00 m)
8 230 à 8 330 kc/s (36,45 à 36,01 m)
11 000 à 11 100 kc/s (27,27 à 27,03 m)
12 340 à 12 500 kc/s (24,31 à 24,00 m)
16 460 à 16 660 kc/s (18,23 à 18,01 m)
22 000 à 22 200 kc/s (13,64 à 13,51 m).
```

[113] Note. Les bandes de fréquences de 4115 à 4165 kc/s (72,90 à 72,03 m) peuvent également être utilisées par les stations susdites (voir aussi (2), c) ci-après).

[114] b) Cependant, toute station commerciale de navire dont l'émission satisfait aux tolérances de fréquence exigées des stations terrestres au § 2, (2) de l'article 6, peut émettre sur la même fréquence que la station côtière avec laquelle elle communique.

[115] c) Quand une communication, pour laquelle aucun arrangement spécial n'a été fait, doit être établie entre une station de navire, d'une part, et une autre station de navire ou une station côtière, d'autre part, la station mobile utilisera une des fréquences suivantes situées approximativement au milieu des bandes:

```
4 140 ke/s (72,46 m)

5 520 ke/s (54,35 m)

6 210 ke/s (48,31 m)

8 280 ke/s (36,23 m)

11 040 ke/s (27,17 m)

12 420 ke/s (24,15 m)

16 560 ke/s (18,12 m)

22 080 ke/s (13,59 m).
```

[116] Note. Les administrations sont d'accord pour indiquer, en notifiant la fréquence d'une station côtière, sur laquelle des ondes spécifiées à l'alinéa (1), litt. c) l'écoute sera faite.

[117] (2) a) Les stations de navire affectées au service commercial n'utiliseront les bandes communes supérieures à 4 000 kc/s (longueurs d'onde inférieures à 75 m) qu'autant que leurs émissions satisferont aux tolérances de fréquence spécifiées pour les stations terrestres au § 2, (2) de l'article 6. Dans ces cas, les fréquences employées doivent être choisies du côté des fréquences les plus hautes (ondes plus courtes) de la bande commune et, plus spécialement, dans les limites des bandes harmoniques énumérées ci-après:

```
4 400 à 4 450 kc/s (68,18 à 67,42 m)
8 800 à 8 900 kc/s (34,09 à 33,71 m)
```

<sup>\*)</sup> Voir la note 10) du tableau de répartition des fréquences.

13 200 à 13 350 kc/s (22,73 à 22,47 m) 17 600 à 17 750 kc/s (17.05 à 16,90 m) 22 900 à 23 000 kc/s (13,10 à 13,04 m).

[118] b) On peut également utiliser des fréquences choisies dans la portion de la bande réservée aux services mobiles de 6 600 à 6 675 kc/s (45,45 à 44,94 m), en relation harmonique avec les bandes précédentes.

[119] c) Les prescriptions de l'alinéa (2), a) ne s'appliquent pas à la portion de la bande commune entre 4 115 et 4 165 kc/s (72,90 et 72,03 m) qui peut être utilisée par toute station de navire affectée au service commercial.

[120] (3) En choisissant les fréquences des nouvelles stations fixes et côtières, les administrations éviteront d'employer les fréquences des bandes spécifiées dans les alinéas (1), litt. a), (2), litt. a), (2), litt. b) et (2), litt. c).
[121] § 19. (1) Il est reconnu que les fréquences entre 6 000

[121] § 19. (1) Il est reconnu que les fréquences entre 6 000 et 30 000 kc/s (50 et 10 m) sont très efficaces pour les communications à longue distance.

[122] (2) Les administrations s'efforceront, dans toute la mesure du possible, de réserver les fréquences de cette bande dans ce but, excepté quand leur emploi pour des communications à courte ou à moyenne distance n'est pas susceptible de brouiller les communications à grande distance.

[123] § 20. En Europe, Afrique, Asie, les radiophares directionnels de faible puissance et dont la portée ne dépasse pas 50 km environ peuvent faire usage de toute fréquence dans la bande de 1 500 à 3 500 kc/s (200 à 85,71 m), à l'exception de la bande de protection de 1 630 à 1 670 kc/s (184 à 180 m), sous réserve d'accord des pays dont les services sont susceptibles d'être brouillés.

### Article 8.

STATIONS D'AMATEUR ET STATIONS ESPÉRIMENTALES PRIVÉES.

[124] § 1. L'échange de communications entre stations d'amateur et entre stations expérimentales privées de pays différents est interdit si l'administration de l'un des pays intéressés a notifié son opposition à cet échange.

[125] § 2. (1) Lorsque cet échange est permis, les communications doivent s'effectuer en langage clair et se limiter aux messages ayant trait aux expériences et à des remarques d'un caractère personnel pour lesquelles, en raison de leur manque d'importance, le recours au service télégraphique public ne saurait entrer en considération. Il est absolument interdit aux titulaires des stations d'amateur de transmettre des communications internationales émanant de tierces personnes.

[126] (2) Les dispositions ci-avant peuvent être modifiées par des arrangements particuliers entre les pays intéressés.

[127] § 3. Dans les stations d'amateur ou dans les stations expérimentales privées, autorisées à effectuer des émissions, toute personne manœuvrant les appareils, pour son propre compte ou pour celui de tiers, doit avoir prouvé qu'elle est apte à transmettre les textes en signaux du code Morse et à lire, à la réception radiotélégraphique auditive, les textes ainsi transmis. Elle ne peut se faire remplacer que par des personnes autorisées possédant les mêmes aptitudes.

[128] § 4. Les administrations prennent telles mesures qu'elles jugent nécessaires pour vérifier les capacités, au point de vue technique, de toute personne manœuvrant les appareils

[129] § 5. (1) La puissance maximum que les stations d'amateur et les stations expérimentales privées peuvent utiliser est fixée par les administrations intéressées, en tenant compte des qualités techniques des opérateurs et des conditions dans lesquelles lesdites stations doivent travailler. [130] (2) Toutes les règles générales fixées dans la Convention et dans le présent Règlement s'appliquent aux stations d'amateur et aux stations expérimentales privées. En particulier, la fréquence des ondes émises doit être aussi constante et aussi exempte d'harmoniques que l'état de la technique le permet.

[131] (3) Au cours de leurs émissions, ces stations doivent transmettre, à de courts intervalles, leur indicatif d'appel, ou leur nom dans le cas de stations expérimentales

non encore pourvues d'indicatif d'appel.

### Article 9.

CONDITIONS À REMPLIR PAR LES STATIONS MOBILES.

### A. Généralités.

[132] § 1. (1) Les stations mobiles doivent être établies de manière à se conformer, en ce qui concerne les fréquences et les types d'onde, aux dispositions générales faisant l'objet de l'article 7.

[133] (2) En outre, aucune nouvelle installation d'émetteurs d'ondes du type B ne peut être faite, dans les stations mobiles, sauf quand ces émetteurs, travaillant à pleine puissance, dépenseront moins de 300 watts mesurés à l'entrée du transformateur d'alimentation à fréquence audible.

[134] (3) Enfin, l'emploi des ondes du type B de toutes fréquences sera interdit à partir du 1er janvier 1940, sauf pour les émetteurs remplissant les mêmes conditions de puissance que ci-avant.

[135] § 2. La fréquence d'émission des stations mobiles ser a vérifiée le plus souvent possible par le service d'inspection dont elles relèvent.

[136] § 3. Les appareils récepteurs doivent être tels que le courant qu'ils induisent dans l'antenne soit aussi réduit que possible et n'incommode pas les stations du voisinage.

[137] § 4. Les changements de fréquence dans les appareils émetteurs et récepteurs de toute station mobile doivent pouvoir être effectués aussi rapidement que possible. Toutes les installations doivent être telles, que la communication étant établie, le temps nécessaire au passage de l'émission à la réception et vice-versa soit aussi réduit que possible.

### B. Stations de navire.

[138] § 5. (1) Les appareils d'émission utilisés dans les stations de navire travaillant sur des ondes du type A2 ou B dans les bandes autorisées entre 365 et 515 kc/s (822 et 583 m) doivent être pourvus de dispositifs permettant, d'une manière facile, d'en réduire sensiblement la puissance.

[139] (2) Cette disposition ne s'applique pas aux émetteurs dont la puissance, mesurée à pleine charge, ne dépasse pas 300 watts à la plaque des lampes émettrices (émission du type A2) ou à l'entrée des transformateurs d'alimentation à fréquence audible (émission du type B).

[140] (3) Toutes les stations de navire émettant sur des fréquences dans les bandes de 100 à 160 kc/s (3 000 à 1875 m) et sur des fréquences supérieures à 4 000 kc/s (lonqueurs d'onde inférieures à 75 m) doivent être munies d'un ondemètre ayant une précision au moins égale à 3/1000 ou d'un dispositif équivalent.

[141] § 6. Tonte station installée à bord d'un navire obligatoirement pourvu d'appareils radioélectriques par suite d'un accord international doit pouvoir émettre et recevoir sur l'onde de 500 kc/s (600 m), du type A2 on B et, en outre au moins sur une autre onde, du type A2 ou B, dans les bandes autorisées entre 365 et 485 kc/s (822 et 619 m).

[142] § 7. (1) En plus des ondes visées ci-avant, les stations de navire équipées pour émettre des ondes des types

A1, A2 ou A3 peuvent employer les ondes autorisées à l'article 7.

[143] (2) L'usage des ondes du type B est interdit pour toutes les fréquences à l'exception des fréquences suivantes:

> 375 kc/s (800 m) 410 kc/s (730 m) 425 kc/s (705 m) 454 kc/s (660 m) 500 kc/s (600 m) 1 364 kc/s (220 m) \*).

[144] § 8. Tous les appareils de station de navire établis pour la transmission d'ondes du type A1 des bandes autorisées entre 100 et 160 kc/s (3000 et 1875 m) doivent permettre l'emploi, en plus de la fréquence de 143 kc/s (2100 m), de deux fréquences au minimum, choisies dans ces bandes. [145] § 9. (1) Toutes les stations à bord des navires obligatoirement pourvus d'appareils radiotélégraphiques doivent être à même de recevoir l'onde de 500 kc/s (600 m) et, en outre, toutes les ondes nécessaires à l'accomplissement du service qu'elles effectuent.

[146] (2) Ces stations doivent être à même de recevoir facilement et efficacement, sur les mêmes fréquences, les ondes des types A1 et A2.

### C. Stations d'aéronef.

[147] § 10. (1)  $\alpha$ ) Toute station installée à bond d'un aéronef effectuant un parcours maritime, obligatoirement pourvu d'appareils radioélectriques par suite d'un accord international, doit pouvoir émettre et recevoir sur l'onde de 500 kc/s (600 m), du type A2 ou B.

[148] b) En ce qui concerne la restriction dans l'usage des ondes du type B, voir sous B, § 7 (2) ci-avant. [149] (2) a) Toute station d'aéronef doit pouvoir émettre et recevoir l'onde de 333 kc/c (900 m), du type A2 ou A3.

[150] b) Cette règle ne s'applique pas aux stations d'aéronef survolant les régions où des accords locaux, qui en disposent autrement, sont en vigueur.

### Article 10.

### CERTIFICATS DES OPÉRATEURS.

### A. Dispositions générales.

[451] § 1. (1) Le service de toute station mobile, radiotélégraphique ou radiotéléphonique, doit être assuré par un opérateur radiotélégraphiste, titulaire d'un certificat délivré par le gouvernement dont dépend cette station. Toutefois, dans les stations mobiles pourvues d'une installation radioélectrique de faible puissance [d'une piussance d'onde porteuse dans l'antenne ne dépassant pas 100 watts, sauf dans le cas des accords régionaux prévus au § 7, (4)], et lorsque cette installation est utilisée seulement pour la té léphonie, le service peut être assuré par un opérateur titulaire d'un certificat de radiotéléphoniste.

[152] (2) Dans le cas d'indisponibilité absolue de l'opérateur, au cours d'une traversée, d'un vol ou d'un voyage, le commandant ou la personne responsable de la station mobile peut autoriser, mais à titre temporaire seulement, un opérateur titulaire d'un certificat délivré par un autre gouvernement contractant, à assurer le service radio-

électrique. Lorsqu'il devra être fait appel, comme opérateur provisoire, à une personne ne possédant pas de certificat suffisant, son intervention devra se limiter aux cas d'urgence, De toutes façons, l'opérateur ou la personne susvisé devra être remplacé, aussitôt que possible, par un opérateur titulaire du certificat prévu au § 1, (1) ci-avant.

[153] § 2. Chaque administration prend les mesures nécessaires pour soumettre les opérateurs à l'obligation du secret des correspondances et pour éviter, dans la plus grande mesure possibile, l'emploi, frauduleux des certificats. [154] § 3. (1) Il y a deux classes de certificats et un certificat spécial pour les opérateurs radiotélégraphistes, et deux certificats pour les opérateurs radiotéléphonistes (genéral et restreint).

[155] (2) Les conditions à imposer pour l'obtention des ces certificats sont contenus dans les paragraphes suivant; ces conditions sont des minima.

[156] (3) Chaque gouvernement reste libre de fixer le nombre des examens jugés nécessaires pour accéder aux-dits certificats.

[157] (4) Le titulaire d'un certificat de radiotélégraphiste de 1er classe, ainsi que le titulaire d'un certificat de radiotélégraphiste de 2e classe pourvu du certificat général de radiotéléphoniste peuvent assurer le service radiotéléphonique sur toute station mobile. Dans ce dernier cas, les deux certificats d'opérateur radiotélégraphiste de 2e classe et d'opérateur radiotéléphoniste peuvent être combinés.

### B. Certificat de radiotélégraphiste de 1er classe.

[158] § 4. Le certificat de 1er classe est délivré aux opérateurs qui ont fait preuve des connaissances et aptitudes techniques et professionnelles énumérées ci-après:

[159] a) La connaissance des principes généraux d'électricité et de la théorie de la radiotélégraphie et de la radiotéléphonie, ainsi que la connaissance du réglage et du fonctionnement pratique des types d'appareils utilisés dans le service mobile.

[160] b) La connaissance théorique et pratique du fonctionnement des appareils accessoires, tels que groupes électrogénes, accumulateurs, etc., utilisés pour la mise en œuvre et le réglage des appareils indiqués au littera a).

[161] c) Les connaissances pratiques nécessaires pour effectuer, par les moyens du bord, les réparations d'avaries pouvant survenir aux appareils, en cours de voyage.

[162] d) L'aptitude à la transmission correcte et à la réception auditive correcte de groupes de code (mélange de lettres, de chiffres et de signes de ponctuation), à une vitesse de 20 (vingt) groupes par minute, et d'un texte en langage clair. à une vitesse de 25 (vingt-cinq) mots par minute. Chaque groupe de code doit comprendre cinq caractères, chaque chiffre ou signe de ponctuation comptant pour deux caractères. Le mot moyen du texte en langage clair doit comporter cinq caractères.

[163] e) L'aptitude à la transmission correcte et à la réception correcte téléphoniques.

[164] f) La connaissance détaillée des Règlements s'appliquant à l'échange des radiocommunications, la connaissance des documents relatifs à la taxation des radiocommunications, la connaissance de la partie de la Convention pour la sauvegarde de la vie humaine en mer se rapportant à la radiotélégraphie, et, pour la navigation aérienne, la connaissance des dispositions spéciales régissant le service radioéléctrique de la navigation aérienne. Dans ce cas, le certificat stipule que le titulaire a subi avec succès les épreuves portant sur ces dispositions.

<sup>\*)</sup> Voir la note 10) du tableau de répartition des fréquences.

- [165] g) La connaissance de la géographie générale du monde, notamment des principales lignes de navigation (maritimes ou aériennes, suivant la catégorie du certificat) et des voies de télécommunication les plus importantes.
  - C. Certificat de radiotélégraphiste de 2º classe.
- [166] § 5. Le certificat de 2º classe est délivré aux opérateurs qui ont fait preuve des connaissances et aptitudes techniques et professionelles énumérées ci-après:
- [167] a) La connaissance théorique et pratique élémentaire de l'électricité et de la radiotélégraphie, ainsi que la connaissance du réglage et du fonctionnement pratique des types d'appareils utilisés dans le service mobile radiotélégraphique.
- [168] b) La connaissance théorique et pratique élémentaire du fonctionnement des appareils accessoires, tels que groupes éléctrogènes, accumulateurs, etc., utilisés pour la mise en œuvre et le réglage des appareils mentionnés au littera a).
- [169] c) Les connaissances pratiques suffisantes pour pouvoir effectuer les petites réparations, en cas d'avaries survenant aux appareils.
- [170] d) L'aptitude à la transmission correcte et à la réception auditive correcte de groupes de code (mélange de lettres, de chiffres et de signes de ponctuation) à une vitesse de 16 (seize) groupes par minute. Chaque groupe de code doit comprendre cinq caractères, chaque chiffre ou signe de ponctuation comptant pour deux caractères.
- [171] e) La connaissance des Règlement s'appliquant à l'échange des radiocommunications, la connaissance des documentes relatifs à la taxation des radiocommunications, la connaissance de la partie de la Convention pour la sauvegarde de la vie humaine en mer se rapportant à la radiotélégraphie, et, pour la navigation aérienne, la connaissance des dispositions spéciales régissant le service radioélectrique de la navigation aérienne. Dans ce cas, le certificat stipule que le titulaire a subi avec succès les épreuves portant sur ces dispositions.
- [172] f) La connaissance de la géographie générale du monde, notamment des principales lignes de navigation (maritimes ou aériennes, suivant la catégorie du certificat) et des voies de télécommunication les plus importantes.

### D. Certificat spécial de radiotélégraphiste.

- [173] § 6. (1) a) Le service radiotélégraphique des navires, aéronefs et de tous autres véhicules auxquels une installation radiotélégraphique n'est pas imposée par des accords internationaux peut être effectué par des opérateurs titulaires d'un certificat spécial de radiotélégraphiste. Ce certificat est délivré aux opérateurs capables d'assurer les radiocommunications à la vitesse de transmission et de réception prévue pour l'obtention du certificat de radiotélégraphiste de 2e classe.
- [174] b) Il appartient à chaque gouvernement intéressé de fixer les autres conditions pour l'obtention de ce certificat.
- [175] (2) A titre exceptionnel, il est concédé provisoirement au Gouvernement de la Nouvelle-Zèlande d'accorder un certificat spécial, dont il fixe les conditions d'obtention, aux opérateurs de petits bâtiments de sa nationalité, qui ne s'éloignent pas des côtes dudit pays et ne participent au service international de la correspondance publique et au travail général des stations mobiles que d'une manière restreinte.

- E. Certificats de radiotéléphoniste.
- [176] § 7. (1) Le certificat général de radiotéléphoniste est délivré aux opérateurs qui on fait preuve des connaissances et aptitudes professionnelles énumérées ci-après [voir aussi § 3, (4)]:
- [177] a) La connaissance pratique de la radiotéléphonie, surtout en vue d'éviter des brouillages.
- [178] b) La connaissance du réglage et du fonctionnement des appareils de radiotéléphonie.
- [179] c) L'aptitude à la transmission correcte et à la réception correcte téléphonique.
- [180] d) La connaissance des Règlements s'appliquant à l'échange des communications radiotéléphoniques et de la partie des Règlements des radiocommunications concernant la sécurité de la vie humaine.
- [181] (2) Pour les stations radiotéléphoniques dont la puissance de l'onde porteuse dans l'antenne ne dépasse pas 50 watts, il est admis que chaque gouvernement intéresse fixe lui-même les conditions d'obtention du certificat de radiotéléphoniste (certificat restreint de radiotéléphoniste).
- [182] (3) Dans un certificat de radiotéléphoniste, il doit être indiqué si celui-ci est un certificat général ou un, certificat restreint.
- [183] (4) Pour satisfaire à des besoins spéciaux, des accords régionaux peuvent fixer les conditions à remplir pour l'obtention d'un certificat de radiotéléphoniste, destiné à être utilisé dans des stations radiotéléphoniques remplissant certaines conditions techniques et certaines conditions d'exploitation. Il est fait mention de ces conditions et de ces accords sur les titres délivrés à ces opérateurs. Ces accords sont admis sous réserve que les services internationaux ne soient pas brouillés.
- [184] (5) Les certificats de radiotéléphoniste déjà délivrés aux opérateurs et répondant aux conditions fixées par le Règlement général de Washington (1927) restent en vigueur et sont considérés comme des certificats généraux de radiotéléphoniste.

### F. Stages professionnels

- [185] § S. (1) Avant de devenir chef de poste d'une station de navire de la première catégorie (article 23, § 3), un opérateur de 1 classe doit avoir au moins une année d'expérience comme opérateur à bord d'un navire ou dans une station côtière.
- [186] (2) Pour devenir chef de poste d'une station de navire de la deuxième catégorie (article 23, § 3), un opérateur de les classe doit avoir au moins six mois d'expérience comme opérateur à bord d'un navire ou dans une station côtière.
- [187] (3) a) Les opérateurs munis d'un certificat de 2e classe sont autorisés à embarquer comme chef de poste sur les navires dont la station est classée dans la troisième catégorie (article 23, § 3).
- [188] b) Après avoir justifié d'un service de six mois à bord d'un navire, ils peuvent embarquer comme chef de poste sur les navires dont la station est classée dans la deuxième catégorie.
- [189] (4) Le gouvernement qui délivre un certificat pourra n'autoriser un opérateur à assurer le service à bord d'un aéronef que lorsque cet opérateur aura rempli d'autres conditions (par exemple: accompli un certain nombre d'heures de vol dans le service mobile aérien, etc.).

### Article 11.

### AUTORITÉ DU COMMANDANT.

[190] § 1. Le service radioélectrique d'une station mobile est placé sous l'autorité supérieure du commandant ou de la personne responsable du navire, de l'aéronef ou de tout autre véhicule portant la station mobile.

[191] § 2. Le commandant ou la personne responsable, ainsi que toutes les personnes qui peuvent avoir connaissance du texte ou simplement de l'existence des radiotélégrammes, ou de tout renseignement quelconque obtenu au moyen du service radioélectrique, sont soumis à l'obligation de garder et d'assurer le secret des correspondances.

### Article 12.

### INSPECTION DES STATIONS.

[192] § 1. (1) Les gouvernements ou administrations compétents des pays où une station mobile fait escale peuvent exiger la production de la licence. L'opérateur de la station mobile, ou la personne responsable de la station, doit se prêter à cette constatation. La licence doit être conservée de façon qu'elle puisse être fournie sans délai. Toutefois, la production de la licence peut être remplacée par l'affichage à demeure, dans la station, d'une copie de la licence, certifiée conforme par l'autorité qui l'a délivrée.

[193] (2) Lorsque la licence ne peut être produite, ou que des anomalies manifestes sont constatées, les gouvernements ou administrations peuvent faire procéder à l'inspection des installations radioélectriques, en vue de s'assurer qu'elles répondent aux stipulations du présent Règlement.

[194] (3) En outre, les inspecteurs sont en droit d'exiger la production des certificats des opérateurs, sans qu'aucune justification de connaissances professionnelles puisse être demandée.

[195] § 2. (1) Lorsqu'un gouvernement ou une administration s'est trouvé dans l'obligation de recourir à la mesure prévue au § 1 ci-avant ou lorsque les certificats d'opérateur n'ont pu être produits, il y a lieu d'en informer immédiatement le gouvernement ou l'administration dont dépend la station mobile en cause. Pour le surplus, il est procédé, le cas échéant, ainsi que le prescrit l'article 13.

[196] (2) Le délégué du gouvernement ou de l'administration qui a inspecté la station doit, avant de quitter celle-ci, faire parte de ses constatations au commandant ou à la personne responsable (article 11) ou à leur remplaçant.

[197] § 3. En ce qui concerne les conditions techniques et d'exploitation auxquelles doivent satisfaire, pour le service de radiocommunication international, les stations mobiles titulaires d'une licence, les gouvernements contractants s'engagent à ne pas imposer aux stations mobiles étrangères qui se trouvent temporairement dans leurs eaux territoriales, ou s'arrêtent temporairement sur leur territoire, des conditions plus rigoureuses que celles qui sont prévues dans le présent Règlement. Ces prescriptions n'affectent en rien les dispositions qui, étant du ressort d'accords internationaux relatifs à la navigation maritime ou aérienne, ne sont pas déterminées dans le présent Règlement.

### Article 13.

### RAPPORT SUE LES INFRACTIONS.

[198] § 1. Les infractions à la Convention ou aux Règlements des radiocommunications sont signalées à leur administration par les stations qui les constatent et ce, au moyen d'états conformes au modèle reproduit à l'appendice 3.

[199] § 2. Dans le cas d'infractions importantes, commises par une station, des représentations doivent être faites à l'administration du pays dont dépend cette station.

[200] § 3. Si une administration a connaissance d'une infraction à la Convention ou aux Règlements, commise dans une des stations qu'elle a autorisées, elle constate les faits, fixe les responsabilités et prend les mesures nécessaires.

### Article 14.

### INDICATIFS D'APPEL.

[201] § 1. (1) Toutes les stations ouvertes au service international de la correspondance publique, ainsi que les stations expérimentales privées, les stations d'amateur et les stations privées de radiocommunication, doivent posséder des indicatifs d'appel de la série internationale attribuée à chaque pays dans le tableau de répartition ci-après. Dans ce tableau, la première lettre ou les deux premières lettres prévues pour les indicatifs d'appel distinguent la nationalité des stations.

[202] (2) Lorsqu'une station fixe emploie, dans le service international, plus d'une fréquence, chaque fréquence est désignée par un indicatif d'appel distinct, utilisé uniquement pour cette fréquence.

-		•	
PAYE	INDICATIFS	PAYS	INDICATIFS
Chill	CAA-CEZ	σ.	PJA-PJZ
Cuba	CFA-CNZ	Indes neerlandaises Brésil	PKA-POZ PPA.PYZ
Maroc	CNA-CNZ	Surinam	PZA.PZZ
Cuba	CPA-CPZ	Union des Républiques	<b>3</b>
Colonies portugaises	CQA-CRZ	étistes	ĸ
Portugal	CSA-CUZ	Suede	SAA-SMZ
Canada	SS	Egypte	STA-SUZ
Allemagne	C 7 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2	Grèce	SVA-SZZ
Etst libre d'Irlande	EAA EHZ EIA EIZ	Islande	TFA-TEZ
République de Libéria.	ELA-FLZ	Guatemala	TGA.TGZ
Perse	EPA EQZ	France et colonies et	ZII-VII
Ethiopie	ETA.ETZ	etorats	TKA-TZZ
Ĕ.	EZA-FZZ	Union des Républiques	
protectorats		Canada	VAA-VGZ
Grande-Bretagne	G 44 44 44 44 44 44 44 44 44 44 44 44 44	Fédération Australienne.	VHA.VMZ
Confédération suisse	HBA-HBZ	Colonies et protectorats	10A-804
Equateur	HCA.HCZ		VPA-V8Z
Republique d'Haiti	HIA HIZ	Inde oritanniques	VIA.VWZ VXA.VYZ
République de Colombie	HJA-HKZ	Etats-Unis d'Amérique	5
République de Panama.	HPA-HPZ HRA.HRZ	Mexique	XAA-XFZ XGA-XIIZ
Sigm	HSA-HSZ	Indes britanniques	XXA-XZZ
Etat de la Cité du Vatican	HVA.HVZ	Afghanistan	YAA.YAZ
Hedjaz Italia et colonias	H2A-H22	Indes neerlandaises	Y BA-Y HZ
Japon	٠	Nouvelles-Hébrides	YJA-YJZ
Etats-Unis d'Amérique	K X X X X	Lettonie	YLA.YLZ
Rémithlique Argentine	LAA-LNZ LOA-LWZ	Ville libre de Dantzig	YNA-YNZ
Luxembourg	LXA-LXZ		YOA-YRZ
Lithuanie	LYA LYZ	dne de El	700 V 600
Grande-Bretagne	M. M.	Yougoslavie	YTA-YUZ
Etats-Unis d'Amérique	Z		YVA.YWZ
Rerou	OFA-OEZ	Colonies et protectorats	ZAA-CAZ
	OFA-OHZ	nida	ZBA-ZJZ
Tenecoslovaquie Belgique et colonies	ONA-OKZ ONA-OTZ	Nouvelle-Zelande Paraguay	ZPA-ZMZ
	OUA-OZZ	ന	
Pays-Bas	PAA-PIZ	Sud	ZSA-ZUZ

[204] § 2. Les indicatifs d'appel sont formés de:

[205] a) trois lettres, dans le cas de stations terrestres;

[206] b) trois lettres, ou trois lettres suivies d'un seul chiffre (autre que 0 ou 1), dans le cas de stations fixes; [207] c) quatre lettres, dans le cas de stations de navire;

[208] d) cinq lettres, dans le cas de stations d'aéronef;

[210] f) quatre lettres, suivies d'un seul chiffre (autre que 0 ou 1), dans le cas d'autres stations mobiles; [211] g) une ou deux lettres et un seul chiffre (autre que 0 ou 1), suivi d'un groupe de trois lettres au plus dans le cas de stations expérimentales privées, de stations d'amateur et de stations privées de radiocommunication; toutefois, l'interdiction d'employer les chiffres 0 et 1 ne s'applique pas aux stations d'amateur.

[212] § 3. (1) Dans le service radioaérien, après que la communication a été établie au moyen de l'indicatif d'appel complet [voir § 2, d) et e)], la station d'aéronef peut employer un indicatif abrégé constitué:

[213] a) en radiotélégraphie, par les première et dernière lettres de l'indicatif d'appel complet de cinq lettres; [214] b) en radiotéléphonie, par tout ou partie du nom du propriétaire de l'aéronef (compagnie ou particulier) suivi des deux dernières lettres de la marque d'immatriculation.

[215] (2) Pour un aéronef effectuant un service intéressant le fonctionnement de la Société des Nations, les

mots « Société des Nations » remplacent le nom du propriétaire de l'aéronef.

[216] § 4 (1) Les 26 lettres de l'alphabet, ainsi que les chiffres dans les cas prévus au § 2, peuvent être employés pour former les indicatifs d'appel; les lettres accentuées sont exclues.

[217] (2) Toutefois, les combinaisons de lettres indiquées ci-après ne peuvent être employées comme indicatifs d'appel:

[218] a) combinaisons commençant par A ou par B, ces deux lettres étant réservées pour la partie géographique du Code International de Signaux;

[219] b) combinaisons employées dans le Code International de Signaux, deuxième partie;

[220] c) combinaisons qui pourraient être confondues avec les signaux de détresse ou avec d'autres signaux de même nature;

[221] d) combinaisons réservées pour les abréviations à employer dans les services de radiocommunication. [222] § 5. (1) Chaque pays choisit les indicatifs d'appel de ses stations dans la série internationale qui lui est allouée et notifie au Bureau de l'Union les indicatifs d'appel qu'il a attribués à ses stations.

[223] (2) Le Bureau de l'Union veille à ce qu'un même indicatif d'appel ne soit pas attribué plus d'une fois et à ce que les indicatifs d'appel qui pourraient être confondus avec les signaux de détresse, ou avec d'autres signaux de même nature, ne soient pas attribués.

### Article 15.

### DOCUMENTS DE SERVICE.

[224] § 1. Le Bureau de l'Union dresse et publie les documents de service suivants:

- [225] a) les nomenclatures de toutes les stations terrestres, mobiles, fixes ayant un indicatif d'appel de la serie internationale et ouvertes ou non à la correspondance publique; les nomenclatures des stations effectuant des services spéciaux, de la radiodiffusion, des radiocommunications entre points fixes;
- [226] b) la liste des fréquences. Cette liste indique toutes les fréquences attribuées aux stations destinées à effectuer un service régulier et qui sont susceptibles de causer des brouillages internationaux;
- [227] c) une nomenclature des bureaux télégraphiques et des stations terrestres ouverts au service international;
- [228] d) une carte des stations côtières ouvertes à la correspondance publique;
- [229] e) un tableau et une carte destinés à être aunexés à la nomenclature des stations côtières et de navire, et indiquant les zones et les heures de service à bord des navires dont les stations sont classées dans la deuxième catégorie (voir appendices 4 et 5):
- [230] f) une liste alphabétique des indicatifs d'appel des stations mentionnées sous a) et pourvues d'un indicatif d'appel de la série internationale. Cette liste est dressée sans considération de nationalité. Elle est précédée du tableau de répartition des indicatifs d'appel figurant à l'article 14;
- [231] g) une statistique générale des radiocommunications.
- [232]  $\S$  2. (1) Les nomenclatures des stations [ $\S$  1, a)] sont publiées en fascicules séparés, ainsi qu'il suit :
  - I. Nomenclature des stations côtières et de navire.
  - Nomenclature des stations aéronautiques et d'aéronef.
  - III. Nomenclature des stations effectuant des services spéciaux.
  - IV. Nomenclature des stations fixes (Index à la liste des fréquences pour les stations fixes en service).
  - V. Nomenclature des stations de radiodiffusion.
- [233] (2) Dans les nomenclatures I, II et III, chaque catégorie de stations est rangée dans une section spéciale. [234] § 3. La forme à donner aux différentes nomenclatures et à la liste des fréquences est indiquée à l'appendice 6. Les renseignements détaillés sur l'établissement de ces documents sont donnés dans les préfaces, dans l'en-tête des colonnes et dans les annotations desdits documents.
- [235] § 4. Les administrations notifient une fois par mois au Bureau de l'Union, au moyen de formules identiques à celles données par l'appendice 6, les additions, modifications et suppressions à apporter aux documents susvisés.
- [236] § 5 (1) La nomenclature des stations côtières et de navire ainsi que la nomenclature des stations aéronautiques et d'aéronef sont rééditées tous les six mois sans supplément entre acux rééditions. En ce qui concerne la nomenclature des stations effectuant des services spéciaux et la nomenclature des stations de radiodiffusion, le Bureau de l'Union décide à quels intervalles elles doivent être rééditées.
- [237] (2) Un supplément récapitulatif est publié tous les 3 mois pour la nomenclature des stations effectuant des services spéciaux et tous les 6 mois pour la nomenclature des stations de radiodiffusion.
- [238] (3) La liste des fréquences et la nomenclature des stations fixes qui constitue un index à la liste des fréquences, pour les stations fixes mises en service, sont rééditées séparément chaque année. Elles sont tenues à jour au moyen de suppléments mensuels édités également séparément.

- [239] § 6. (1) Les noms des stations côtières et aéronautiques sont suivis respectivement des mots RADIO et AE-RADIO.
- [240] (2) Les noms des stations radiogoniométriques et des radiophares sont suivis respectivement des mots GONIO et PHARE.
- [241] § 7. L'appendice 7 contient les notations employées dans les documents pour indiquer la nature et l'étendue du service des stations.
- [242] § 8. Les documents de service dont les stations mobiles doivent être pourvues sont énumérés dans l'appeudice 8.

### Article 16.

Procédure générale radiotélégraphique dans le service mobile (1) (2).

- [243] § 1 (1) Dans le service mobile, la procédure détaillée ci après est obligatoire, sauf dans le cas d'appel ou de trafic de détresse auquel sont applicables les dispositions de l'article 22.
- [244] (2) Pour l'échange des radiocommunications, les stations du service mobile utilisent les abréviations visées à l'appendice 9.
- [245] § 2. (1) Avant d'émettre, toute station doit s'assurer qu'elle ne produira pas un brouillage nuisible aux transmissions s'effectuant dans son rayon d'action; si un tel brouillage est probable, la station attend le premier arrêt de la transmission qu'elle pourrait troubler.
- [246] (2) Toutefois, même si, en opérant ainsi, l'émission de cette station vient à brouiller une transmission radioélectrique déjà en cours, on appliquera les règles suivantes:
- [247] a) Dans la zone de communication d'une station terrestre ouverte au service de la correspondance publique ou d'une station aéronautique quelconque, la station dont l'émission produit le brouillage doit cesser d'émettre à la première demande de la station terrestre ou aéronautique précitée.
- [248] b) Dans le cas où une transmission radioélectrique déjà en cours entre deux navires vient à être brouillée par une émission d'un autre navire, ce dernier doit cesser d'émettre à la première demande de l'un quelconque des deux autres.
- [249] c) La station qui demande cette cessation doit indiquer la durée approximative de l'attente imposée à la station dont elle suspend l'émission.
- [250] § 3. Les radiotélégrammes de toute nature transmis par les stations de navire sont numérotés par séries quotidiennes en donnant le numéro 1 au premier radiotélégramme transmis chaque jour à chaque station terrestre différente.
- [251] § 4. Appel d'une station èt signaux préparatoires au trafic.

[252] (1) Formule d'appel.

L'appel est constitué comme suit:

trois fois, au plus, l'indicatif d'appel de la station appelée;

le mot DE;

trois fois, au plus, l'indicatif d'appel de la station appelante.

(1) Cette procédure est applicable aux ondes courtes, dans la mesure du possible.
(2) Les dispositions des §§ 2 et 8 sont applicables aux transmis-

(2) Les dispositions des §§ 2 et 8 sont applicables aux transmissions radiotéléphoniques du service mobile.

[253] (2) Onde a utiliser pour l'appel et les signaux préparatoires.

Pour faire l'appel ainsi que pour transmettre les signaux préparatoires, la station appelante utilise l'onde sur laquelle weille la station appelée.

[254] (3) Indication de l'onde à utiliser pour le trafic. [255] L'appel, tel qu'il est indiqué à l'alinéa (1) ci-avant, doit être suivi de l'abréviation réglementaire indiquant la fréquence et/ou le type d'onde que la station appelante se propose d'utiliser pour transmettre son trafic.

[256] Lorsque, par exception à cette règle, l'appel n'est pas suivi de l'indication de l'onde à utiliser pour le trafic:

[257] a) si la station appelante est une station terrestre:

c'est que cette station se propose d'utiliser pour le trafic son onde normale de travail, indiquée dans la nomenclature;

[258] b) si la station appelante est une station mobile: c'est que l'onde à utiliser pour le trafic est à choisir par la station appelée.

[259] (4) Indication éventuelle du nombre de radiotélégrammes ou de la transmission par série.

[260] Lorsque la station appelante a plus d'un radiotélégramme à transmettre à la station appelée, les signaux préparatoires précédents sont suivis de l'abréviation réglementaire et du chiffre spécifiant le nombre de ces radiotélégrammes.

[261] En outre, lorsque la station appelante désire transmettre ces radiotélégrammes par série, elle l'indique en ajoutant l'abréviation réglementaire pour demander le consentement de la station appelée.

[262] § 5. — Réponse aux appels et signaux préparatoires au trafic.

[263] (1) Formule de réponse aux appels.

La réponse aux appels est constituée comme suit: trois fois, au plus, l'indicatif d'appel de la station appelante;

le mot DE;

l'indicatif d'appel de la station appelée.

[264] (2) Onde de réponse.

[265] Pour transmettre la réponse aux appels et aux signaux préparatoires, la station appelée emploie l'onde sur laquelle doit veiller la station appelante.

[266] Par exception à cette règle, quand une station mobile appelle une station côtière sur l'onde de 143 kc/s (2 100 m), la station côtière transmet la réponse aux appels sur son onde normal de travail des bandes de 100 à 160 kc/s (3 000 à 1875 m), telle qu'elle est indiquée dans la nomenclature.

'[267] (3) Accord sur l'onde à utiliser pour le trafic.

[208] A. Si la station appelée est d'accord avec la station appelante, elle transmet:

a) la réponse à l'appel;

b) l'abréviation réglementaire indiquant qu'à partir de ce moment elle écoute sur la fréquence et/ou le type d'onde annoncés par la station appelante;

c) éventuellement les indications prévues à l'a-

linéa (4) 🕫 🦠 🔻

d) la lettre K si la station appelée est prête à

recevoir le trafic de la station appelante;
e) éventuellement, si c'est utile, l'abréviation réglementaire et le chiffre indiquant la force des signaux re-

cus (voir l'appendice 10).
[260] (B) to Si la station n'est pas d'accord, ou si elle doit choisir l'onde à utiliser pour le trafic, elle transmet:

a) la réponse à l'appel;

b) l'abréviation réglementaire indiquant la fré quence et/ou le type d'onde demandés(\*);

c) éventuellement les indications prévues à l'a

linéa (4).

[270] Lorsque l'accord est réalisé sur l'onde que devra employer la station appelante pour son trafic, la station appelée transmet la lettre K à la suite des indications contenues dans sa réponse.

[271] (4) Réponse à la demande de transmission par série.

[272] La station appelée, répondant à une station appelante qui a demande à transmettre ses radiotélégrammes par série [§ 4, (4)], indique, au moyen de l'abréviation réglementaire, son refus ou son acceptation et, dans ce dernier cas, s'il y a lieu, elle spécifie le nombre des radiotélégrammes qu'elle est prête à recevoir en une série.

[273] (5) Difficultés de réception.

[274] a) Si la station appelée est empêchée de recevoir, elle répond à l'appel comme il est indiqué à l'alinéa (3) ci avant, mais elle remplace la lettre K par le signal . . . . . (attente), suivi d'un nombre indiquant en minutes la durée probable de l'attente. Si cette durée probable excède 10 minutes (5 minutes dans le service mobile de l'aéronautique), l'attente doit être motivée.

[275] b) Lorsqu'une station reçoit un appel sans être certaine que cet appel lui est destiné, elle ne doit pas répondre avant que l'appel n'ait été répété et compris. Lorsque, par ailleurs, une station reçoit un appel qui lui est destiné, mais a des doutes sur l'indicatif d'appel de la station appelante, elle doit répondre immédiatement en utilisant l'abréviation réglementaire en lieu et place de l'indicatif d'appel de cette dernière station.

[276] § 6. — Acheminement du trafic.

[277] (1) Onde de trafic.

[278] a) Chaque station du service mobile transmet son trafic en employant, en principe, une de ses ondes de travail, telles qu'elles sont indiquées dans la nomenclature, pour la bande dans laquelle a eu lieu l'appel.

[279] b) En dehors de son onde normale de travail, imprimée en caractères gras dans la nomenclature, chaque station peut employer des ondes supplémentaires de la même bande, conformément aux dispositions de l'article 19, § 1, (10).

[280] c) L'emploi des ondes d'appel pour le trafic est réglementé par l'article 19.

[281] (2) Longs radiotélégrammes.

[282] a) En principe, tout radiotélégramme contenant plus de 100 mots est considéré comme formant une série, ou met fin à la série en cours.

[283] b) En règle générale, les longs radiotélégrammes, tant ceux en langage clair que ceux en langage convenu ou chiffré, sont transmis par tranches, chaque tranche contenant 50 mots dans le cas du langage clair et 20 mots ou groupes lorsqu'il s'agit du langage convenu ou chiffré.

[284] c) A la fin de chaque tranche, le signal ... ... (?) signifiant « avez-vous bien reçu le radiotélégramme jusqu'ici? » est transmis. Si la tranche a été correctement reçue, la station réceptrice répond par la lettre K et la transmission du radiotélégramme est poursuivie.

<sup>(\*)</sup> Dans le cas où le choix de l'onde à utiliser pour le trafic revient à la station appelée, et si, exceptionnellement, cette dernière station ne donne pas l'indication correspondante, le trafic a lieu sur l'onde utilisée pour l'appel.

### [285]

### (3) Suspension du trafic.

Quand une station du service mobile transmet sur une onde de travail d'une station terrestre et cause ainsi du brouillage à ladite station terrestre, elle doit suspendre son travail à la demande de cette dernière.

[286]

§ 7. — Fin du trafic et du travail.

[287]

(1) Signal de fin de transmission.

[288] a) La transmission d'un radiotélégramme se termine par le signal..... (fin de transmission), suivi de l'indicatif d'appel de la station transmettrice et de la lettre K.

[289] b) Dans le cas de transmission par série, la fin de chaque radiotélégramme est indiquée par le signal.....et la fin de la série par l'indicatif d'appel de la station transmettrice et la lettre K.

### [290]

### Accusé de réception.

[291] a) L'accusé de réception d'un radiotélégramme est donné en transmettant la lettre R, suivie du numéro du radiotélégramme; cet accusé de réception est précéde de la formule ci-après: indicatif d'appel de la station qui a transmis, mot DE, indicatif d'appel de la station qui a recu.

[292] b) L'accusé de réception d'une série de radiotélégrammes est donné en transmettant la lettre R suivie du numéro du dernier radiotélégramme reçu. Cet accusé de réception est précédé de la formule ci-avant.

[293] c) L'accusé de réception est fait par la station réceptrice sur la même onde que pour la réponse à l'appel [voir § 5, (2) ci-avant].

### [294]

### (3) Fin du travait.

[295] a) La fin du travail entre deux stations est indiquée par chacune d'elles au moyen du signal...... (fin du travail), suivi de son propre indicatif d'appel.

[296] b) Pour ces signaux, la station émettrice continue à utiliser l'onde de trafic et la station réceptrice l'onde de réponse à l'appel.

[297] c) Le signal ... \_ (fin du travail) est aussi utilisé lorsque la transmission des radiotélégrammes d'information générale, des informations météorologiques et des avis généraux de sécurité se termine et que la transmission se termine dans le service de radiocommunication à grande distance avec accusé de réception différé ou sans accusé de réception.

### [298]

### § 8. — Durée du travail.

[299] (1) a) En aucun cas, dans le service mobile maritime, le travail sur 500 kc/s (600 m) ne doit dépasser dix minutes.

[300] b) En aucun cas, dans le service mobile aérien, le travail sur 333 kc/s (900 m) ne doit dépasser cinq minutes.
[301] (2) Sur les fréquences autres que celles de 500 kc/s (600 m) et 333 kc/s (900 m), la durée des périodes de travail est déterminée:

[302] a) entre station terrestre et station mobile, par la station terrestre,

[303] b) entre stations mobiles, par la station réceptrice.

### [304]

### § 9. - Essais.

Lorsqu'il est nécessaire de faire des signaux d'essais, soit pour le réglage d'un émetteur avant de transmettre l'appel, soit pour le réglage d'un récepteur, ces signaux ne doivent pas durer plus de 10 secondes et ils doivent être constitués par une série de VVV suivie de l'indicatif d'appel de la station qui émet pour essais.

### Article 17.

### APPEL GÉNÉRAL « À TOUS ».

[305] § 1. Deux types de signaux d'appels « à tous » sont reconnus:

1° appel CQ suivi de la lettre K (voir §§ 2 et 3); 2° appel CQ non suivi de la lettre K (voir § 4).

[306] § 2. Les stations qui désirent entrer en communication avec des stations du service mobile, sans toutefois connaître le nom de celles de ces stations qui sont dans leur rayon d'action, peuvent employer le signal de recherche CQ, remplaçant l'indicatif de la station appelée dans la formule d'appel, cette formule étant suivie de la lettre K (appel général à toutes les stations du service mobile, avec demande de réponse).

[307] § 3. Dans les régions où le trafic est intense, l'emploi de l'appel CQ suivi de la lettre K est interdit, sauf en

combinaison avec des signaux d'urgence.

[308] § 4. L'appel CQ non suivi de la lettre K (appel général à toutes les stations sans demande de réponse) est employé avant la transmission des informations de toute nature destinées à être lues ou utilisées par quiconque peut les capter.

### Article 18.

### APPELS.

[309] § 1. (1) En règle générale, il incombre à la station mobile d'établir la communication avec la station terrestre. Elle ne peut appeler la station terrestre dans ce but qu'apres être arrivée dans le rayon d'action de celle-ci.

[310] (2) Toutefois, une station terrestre ayant du trafic pour une station mobile qui ne lui a pas signalé sa présence, peut appeler cette station si elle est en droit de supposer que ladite station mobile est à sa portée et assure l'écoute.

[311] § 2. (1) En outre, les stations terrestres peuvent transmettre leurs appels sous forme de « listes d'appels » formées des indicatifs d'appel de toutes les stations mobiles pour lesquelles elles ont du trafic en instance, à des intervalles déterminés, espacés d'au moins deux heures, ayant fait l'objet d'accords conclus entre les gouvernements intéressés. Les stations terrestres qui émettent leurs appels sur l'onde de 500 kc/s (600 m) les transmettent sous forme de « listes d'appels », par ordre alphabétique, en y insérant seulement les indicatifs d'appel de ces stations mobiles pour lesquelles elles ont du trafic en instance et qui se trouvent dans leur rayon d'action. Elles ajoutent à leur propre indicatif d'appel. les abréviations pour l'indication de l'onde de travail dont elles veulent faire usage pour la transmission. Les stations terrestres qui utilisent des ondes entretennes en dehors de la bande de 365 à 515 kc/s (822 à 583 m) transmettent les indicatifs d'appel dans l'ordre qui leur convient le mieux.

[312] (2) L'heure à laquelle les stations terrestres transmettent leur liste d'appels, ainsi que les fréquences et les types d'onde qu'elles utilisent à cette fin doivent être mentionnés dans la nomenclature.

[313] (3) Les stations mobiles qui, dans cette transmission, perçoivent leur indicatif d'appel, doivent répondre, aussitôt qu'elles le peuvent, en observant entre elles, autant que possible, l'ordre dans lequel elles ont été appelées.

[314] (4) Lorsque le trafic ne peut être écoulé immédiatement, la station terrestre fait connaître à chaque station mobile intéressée l'heure probable à laquelle le travail pourra commencer ainsi que, si cela est nécessaire, la fréquence et le type d'onde qui seront utilisés pour le travail evec elle.
[315] § 3. Quand une station terrestre reçoit, pratiquement en même temps, des appels de plusieurs stations mobiles, elle

décide de l'ordre dans lequel ces stations pourront lui transmettre leur trafic, sa décision s'inspirant uniquement de la nécessité de permettre à chacune des stations appelantes d'échanger avec elle le plus grand nombre possible de radiotélégrammes.

[316] § 4. (1) Lors du premier établissement de communication avec une station terrestre, toute station mobile peut, si elle le juge utile parce que des confusions sont à craindre, transmettre en toutes lettres son nom tel qu'il figure dans la nomenclature.

(2) La station terrestre peut, au moyen de l'abréviation PTR, demander à la station mobile de lui fournir les indications ci-après:

a) distance approximative en milles marins et relèvement par rapport à la station terrestre ou bien position indiquée par la latitude et la longitude;

b) prochain lieu d'escale.

(3) Les indications visées à l'alinéa (2) sont fournies après autorisation du commandant ou de la personne responsable du véhicule portant la station mobile et seulement dans le cas où elles sont demandées par la station terrestre. [319] § 5. Dans les communications entre stations terrestres et stations mobiles, la station mobile se conforme aux instructions données par la station terrestre, dans toutes les questions relatives à l'ordre et à l'heure de transmission, au choix de la fréquence (longueur d'onde) et/ou du type d'onde et à la suspension du travail. Cette prescription ne s'applique pas aux cas de détresse.

[320] § 6. Dans les échanges entre stations mobiles, et sauf dans le cas de détresse, la station appelée a le contrôle du

travail, comme il est indiqué au § 5 ci-avant.

[321] § 7. (1). Lorsqu'une station appelée ne répond pas à l'appel emis trois fois, à des intervalles de deux minutes, l'appel doit cesser et il ne peut être repris que 15 minutes plus tard (5 minutes pour le service mobile de l'aéronautique). La station appelante, avant de recommencer l'appel, doit s'assurer que la station appelée n'est pas, à ce moment, en communication avec une autre station.

(2) L'appel peut être répété à des intervalles moins longs, s'il n'est pas à craindre qu'il vienne brouiller

des communications en cours.

[323] § 8. Lorsque le nom et l'adresse de l'exploitant d'une station mobile ne sont pas mentionnés dans la nomenclature ou ne sont plus en concordance avec les indications de celle-ci, il appartient à la station mobile de donner d'office à la station terrestre à laquelle elle transmet du trafic, tous les renseignements nécessaires, sous ce rapport, en utilisant, à cette fin, les abréviations appropriées.

### Article 19.

EMPLOI DES ONDES DANS LE SERVICE MOBILE.

[324] § 1. (1) Dans les bandes comprises entre 365 et 515 kc/s (822 et 583 m), les seules ondes admises en type B sont

les suivantes: 375, 410, 425, 454 et 500 kc/s (800, 730, 705, 060 et 600 m). (2) L'onde générale d'appel qui doit être employée par toute station de navire et toute station côtière travaillant en radiotélégraphie dans les bandes autorisées entre 305 et 515 kc/s (822 et 583 m), ainsi que par les aéronefs qui désirent entrer en communication avec une station côtière ou une station de navire, est l'onde de 500 kc/s (600 m) (A1, A2 ou B).

(3) L'onde de 333 kc/s (900 m) est l'onde inter-T3261" nationale d'appel pour les services aériens, sauf comme il

est indique dans l'article 9, § 10 (2).

(4) L'onde de 143 kc/s (2 100 m) (du type A1 senlement) est l'onde internationale d'appel employée dans les communications du service mobile à grande distance dans les

bandes de 100 à 160 kc/s (3 000 à 1 875 m).

(5) L'onde de 500 kc/s (600 m) est l'onde inter-13281nationale de détresse; elle est utilisée dans ce but par les stations de navire et par les stations d'aéronef qui demandent l'assistance des services maritimes. Elle ne peut être utilisée d'une manière générale que pour l'appel et la réponse ainsi que pour le trafic de détresse, les signaux et messages d'urgence et de sécurité.

(6) Toutefois, à condition de ne pas troubler les [3291]signaux de détresse, d'urgence, de sécurité, d'appel et de réponse, l'onde de 500 kc/s (600 m) peut être utilisée:

a) dans les régions de trafic intense pour la transmission d'un radiotélégramme unique et court; 1)

b) dans les autres régions, pour d'autres buts, [331] mais avec discrétion.

(7) En dehors de l'onde de 500 kc/s (600 m), l'usage des ondes de tous types comprises entre 485 et 515 kc/s (620 et 583 m) est interdit.

(8) En dehors de l'onde de 143 kc/s (2 100 m), l'usage de toutes ondes comprises entre 140 et 146 kc/s (2 143 et 2 055 m) est interdit.

(9) Les stations côtières et de navire travaillant dans les bandes autorisées entre 365 et 515 kc/s (822 et 583 m) doivent être en mesure de faire usage au moins d'une onde en plus de celle de 500 kc/s (600 m); quand une onde additionnelle est imprimée en caractères gras dans la nomenclature, elle est l'onde normale de travail de la station. Les ondes additionnelles ainsi choisies pour les stations côtières peuvent être les mêmes que celles des stations de bord ou peuvent être différents. En tout cas, les ondes de travail des stations côtières doivent être choisies de manière à éviter les brouillages avec les stations voisines.

(10) En dehors de leur onde normale de travail imprimée en caractères gras dans la nomenclature, les stations terrestres et de bord peuvent employer, dans les bandes autorisées, des ondes supplémentaires qui sont mentionnées en caractères ordinaires dans la nomenclature Toutefois, la bande de fréquences de 365 à 385 kc/s (822 à 779 m) est réservé au service de la radiogoniométrie; elle ne peut être utilisée par le service mobile, pour la correspondance radiotélégraphique, que sous les réserves indiquées à

l'article 7.

(11) a) L'onde de réponse à un appel émis sur **F3361** l'onde générale d'appel [voir § 1, (2)] est l'onde de 500 kc/s (600 m), la même que celle d'appel.

b) L'onde de réponse à un appel, pour les stations d'aéronef et les stations aéronautiques travaillant dans la bande de 315 à 365 kc/s (952 à 822 m), est l'onde de 333 kc/s (900 m), la même que celle d'appel.

c) L'onde de réponse à un appel émis sur 73381 l'onde internationale d'appel de 143 kc/s (2 100 m) [voir

§ 1, (4) est:

pour une station mobile, l'onde de 143 kc/s (2 100 m); pour une station côtière, son onde normale de travail. [339] § 2. (1) En vue d'augmenter la sécurité de la vie humaine sur mer (navires) et au dessus de la mer (aéronefs), toutes les stations du service mobile maritime qui écoutent normalement les ondes des bandes autorisées entre 365 et 515 kc/s (822 et 583 m) doivent, pendant la durée de leurs vacations, prendre les mesures utiles pour assurer l'écoute sur l'onde de détresse [500 kc/s (600 m)] deux fois par heure,

<sup>(1)</sup> Les régions de trafic intense sont indiquées par la nomenclature des stations côtières; ces régions sont constituées par les zones d'action des stations côtières indiquées comme n'acceptant pas le tranc sur 500 kc/s (600 m) (voir l'appendice 7).

pendant trois minutes, commençant à x h 15 et à x h 45, temps moyen de Greenwich.

[340] (2) Pendant les intervalles indiqués ci-avant, en dehors des émissions envisagées à l'article 22 (§§ 22 à 28):

[341] A. Les émissions doivent cesser dans les bandes de 460 à 550 kc/s (652 à 545 m);

 $\lceil 342 \rceil$ 

B. Hors de ces bandes:

a) les émissions des ondes du type B sont

interdites;

b) les autres émissions des stations du service mobile peuvent continuer; les stations du service mobile maritime peuvent écouter ces émissions sous déserve expresse que ces stations assurent d'abord la veille sur l'onde de détresse, comme il est prévu à l'alinéa (1) de ce paragraphe.

[343] § 3. Les appels dans les bandes autorisées entre 365 et 515 kc/s (822 et 583 m) et entre 315 et 365 kc/s (952 et 822 m) étant faits normalement sur les ondes internationales d'appel [§ 1, (2) et (3) ci-avant], les stations du service mobile ouvertes au service de la correspondance publique et utilisant pour leur travail des ondes de ces bandes doivent, pendant leurs heures de veille, rester à l'écoute sur l'onde d'appel de leur service. Ces stations, tout en observant les prescriptions de l'article 19, § 2, (1) et (2), et § 4, D, ne sont autorisées à abandonner cette écoute que lorsqu'elles sont engagées dans une communication sur d'autres ondes.

[344] § 4. Les règles ci après doivent être suivies dans l'exploitation des stations du service mobile employant des ondes du type A1 des bandes de 100 à 160 kc/s (3 000 à 1875 m):

[345] A. a) Toute station côtière assurant une communication sur une de ces ondes doit faire l'écoute sur l'onde de 143 kc/s (2 100 m), à moins qu'il n'en soit disposé autrement dans la nomenclature.

[346] b) La station côtière transmet tout son trafic sur l'onde ou sur les ondes qui lui sont spécialement attribuées.

[347] c) Une station côtière, à laquelle une ou plusieurs ondes comprises dans la bande de 125 à 150 kc/s (2 400 à 2 000 m) sont allouées, possède sur cette ou sur ces ondes un droit de préférence.

[348] d) Toute autre station du service mobile transmettant un trafic public sur cette ou sur ces ondes, et causant ainsi du brouillage à ladite station côtière, doit suspendre son travail à la demande de cette dernière.

[349] B. a) Lorsqu'une station mobile désire établir la communication sur une de ces ondes avec une autre station du service mobile, elle doit employer l'onde de 143 kc/s (2 100 m), à moins qu'il n'en soit disposé autrement dans la nomenclature.

[350] b) Cette onde, désignée comme onde générale d'appel, doit être employée exclusivement, dans l'Atlantique Nord:

1º pour la production des appels individuels et des réponses à ces appels;

2º pour la transmission des signaux préalables à la transmission du trafic.

[351] C. Une station mobile, après avoir établi la communication avec une autre station du service mobile sur l'onde générale d'appel de 143 kc/s (2 100 m), doit, autant que possible, transmettre son trafic sur une autre onde quelconque des bandes autorisées, à condition de ne pas troubler le travail en cours d'une autre station.

[352] D. En règle générale, toute station mobile équipée pour le service sur les ondes du type A1 des bandes de 100 à 160 kc/s (3 000 à 1 875 m) et qui n'est pas engagée dans une communication sur une autre onde doit, en vue de per-

mettre l'échange du trafic avec d'autres stations du service mobile, revenir chaque heure sur l'onde de 143 kc/s (2 100 m) pendant 5 minutes à partir de x h 35, temps moyen de Greenwich, durant les heures prévues, suivant la catégorie à laquelle appartient la station envisagée.

[353] E. a) Les stations terrestres doivent, autant que possible, transmettre les appels sous forme de listes d'appels; dans ce cas, les stations transmetten leurs listes d'appels à des heures déterminées, publiées dans la nomenclature, sur l'onde ou sur les ondes qui leur sont attribuées, dans les bandes de 100 à 160 kc/s (3 000 à 1 875 m), mais non sur l'onde de 143 kc/s (2 100 m).

[354] b) Les stations terrestres peuvent, toutefois, appeler individuellement les stations mobiles à toute autre heure, en dehors des heures fixées pour l'émission des listes d'appels, selon les circostances ou le travail qu'elles ont à effectuer.

[355] c) L'onde de 143 kc/s (2 100 m) peut être employée pour les appels individuels et sera, de préférence, utilisée dans ce but pendant la période indiquée au § 4, D. [356] § 5. Les radiocommunications des stations aéronautiques et des stations d'aéronef sont échangées, en principe, de la façon suivante:

[357] 1. Pour les stations d'aéronef;

a) En radiotéléphonie (appel et travail) pour les aéronefs dont l'équipage ne comporte pas d'opérateur radiotélégraphiste.

b) En radiotélégraphie sur ondes entretenues pour les aéronefs dont l'équipage comporte un opérateur radiotélégraphiste.

Appel: ondes du type A2.

Travail: ondes du type A1 (le type A2

est admis dans le cas du travail sur ondes courtes).

[358] 2. Pour les stations aéronautiques:

a) En radiotéléphonie (appel et travail) lorsque la station doit communiquer avec un aéronef dont l'équipage ne comporte pas d'opérateur radiotélégraphiste.

b) En radiotélégraphie lorsque la station doit communiquer avec un aéronef dont l'équipage comporte un opérateur radiotélégraphiste.

Ondes du type A1 (appel et travail). Les ondes du type A2 sont admises (appel et travail) dans le cas des ondes courtes.

### Article 20. Brouillages.

[359] § 1. (1) L'échange de signaux ou correspondances superflus est interdit à toutes les stations.

[360] (2) Des essais et des expériences sont tolérés dans les stations mobiles, s'ils ne troublent pont le service d'autres stations. Quant aux stations autres que les stations mobiles, chaque administration apprécie, avant de les autoriser, si les essais ou expériences proposés sont susceptibles ou non de troubler le service d'autres stations.

[361] § 2.11 est recommandé de transmettre le trafic se rapportant à la correspondance publique sur des ondes du type A1, plutôt que sur des ondes du type A2 et sur des ondes du type A2, plutôt que sur des ondes du type B.

[362] § 3. Toutes les stations du service mobile sont tenues d'échanger le trafic avec le minimum d'énergie rayonnée nécessaire pour assurer une bonne communication.

[363] § 4. Sauf dans les cas de détresse, les communications entre stations de bord ne doivent pas troubler le travail des stations terrestres. Lorsque ce travail est ainsi troublé, les stations de bord qui en sont la cause doivent cesser leurs

transmissione ou changer d'onde à la première demande de la station terrestre intèressèe.

[364] § 5. Les signaux d'essais et de réglage doivent être choisis de telle manière qu'aucune confusion ne puisse se produire avec un signal, une abrèviation, etc., d'une signification particulière définie par le présent Règlement ou par le Code International de Signaux.

[365] § 6. (1) Quand il est nécessaire d'émettre des signaux d'essais ou de réglage, et qu'il y a risque de troubler le service de la station terrestre voisine, le consentement de cette station terrestre doit être obtenu avant d'effectuer de telles émission.

[366] (2) Une station quelconque effectuant des émissions pour des essais, des réglages ou des expériences doit transmettre son indicatif d'appel ou, en cas de besoin, son nom, à de fréquents intervalles au cours de ces émissions.

[367] § 7. L'administration ou l'entreprise qui formule une plainte en matière de brouillage doit, pour étayer et justifier celle-ci:

a) préciser les caracteristiques du brouillage constaté (fréquence, varations de réglage, indicatif du poste brouilleur, etc);

b) déclarer que le poste brouillé utilise bien la fréquence qui lui est attribuée;

c) faire connaître qu'elle emploie régulièrement des appareils de réception d'un type équivalent au type le meilleur utilisé dans la pratique courante du service dont il s'agit.

[368] § 8. Les administration prennent les mesures qu'elles jugent utiles et qui sont compatibles avec leur législation intérieure, pour que les appareils électriques susceptibles de troubler sérieusement un service autorisé de radiocommunication soient employés de manière à éviter de telles perturbations.

### · Article 21.

### Installations de secours.

[369] § 1. La Convention pour la sauvegarde de la vie humaine en mer détermine quels sont les navires qui doivent être pourvus d'une installation de secours et définit les conditions à remplir pas les installations de cette categorie.
[370] § 2. Pour l'utilisation des installations de secours, toutes les prescriptions du présent Règlement doivent être observées.

### Article 22.

SIGNAL ET TRAFIC DE DÉTRESSE. SIGNAUX D'ALARME, D'URGENCE ET DE SÉCURITÉ.

### A. Généralités.

[371] § 1. Aucune disposition du présent Règlement ne peut faire obstacle à l'emploi, par une station mobile en détresse, de tous les moyens dont elle dispose pour attirer l'attention, signaler sa situation et obtenir du secours.

[372] § 2. (1) La vitesse de transmission télégraphique dans les cas de détresse, d'urgence ou de sécurité ne doit pas, en général, dépasser 16 mots à la minute.

[373] (2) La vitesse de transmission du signal d'alarme est indiquée au § 21, (1).

### B. Ondes à employer en cas de détresse.

[374] § 3. (1) Navires. — En cas de détresse, l'onde à employer est l'onde internationale de détresse, c'est-à-dire 500 kc/s (600 m) (voir article 19); elle doit être, de préférence, utilisée en type A2 ou B. Les bâtiments qui ne peuvent émettre sur l'onde internationale de détresse utilisent leur onde normale d'appel.

[375] (2) Aéronefs. — Tout aéronef en détresse doit transmettre l'appel de détresse sur l'onde de veille des stations fixes ou mobiles susceptibles de lui porter secours; 500 kc/s (600 m) pour les stations du service maritime, 333 kc/s (900 m) pour les stations du service aéronautique [sauf comme il est indiqué à l'article 9, § 10, (2)]. Les ondes à employer sont du type A2 ou A3.

### C. Signal de détresse.

[376] § 4. (1) En radiotélégraphie, le signal de détresse consiste dans le groupe .....; en radiotéléphonie, le signal de détresse consiste dans l'expression parlée MAYDAY (correspondant à la prononciation française de l'expression « m'aider »).

[377] (2) Ces signaux des détresse annoncent que le navire, l'aéronef, ou trout autre véhicule qui émet le signal de détresse est sous la menace d'un danger grave et imminent et demande une assistance immédiate.

### D. Appel de détresse.

[378] § 5. (1) L'appel de détresse, lorsqu'il est émis par radiotélégraphie sur 500 kc/s (600 m), est, en règle générale, immédiatement précédé du signal d'alarme tel que ce dernier est défini au § 21, (1).

[379] (2) Lorsque les circostances le permettent, l'emission de l'appel est séparée de la fin du signal d'alarme par un silence de deux minutes.

[380] (3) L'appel de détresse comprend: le signal de détresse transmis trois fois, le mot DE, et

l'indicatif d'appel de la station mobile en détresse, transmis trois fois.

[381] (4) Cet appel a priorité absolue sur les autres transmissions. Toutes les stations qui l'entendent doivent cesser immédiatement toute transmission susceptible de troubler le trafic de détrese et écouter sur l'onde d'émission de l'appel de détresse. Cet appel ne doit pas être adressé à une station détérminée et ne donne pas lieu à l'accusé de réception.

### E. Message de détresse.

[382] § 6. (1) L'appel de détresse doit être suivi aussitôt que possible du message de détresse. Ce message comprend l'appel de détresse, suivi du nom du navire, de l'aéronef ou du vèhicule en détresse, des indications relatives à la position de celui-ci, à la nature de la détresse et à la nature du secours demandé et, éventuellement, de tout autre renseignement qui pourrait faciliter ce secours.

[383] (2) Lorsque, après avoir transmis son message de détresse, un aéronef ne peut signaler sa position, il s'efforce d'émettre son indicatif d'appel suffisamment longtemps pour permettre aux stations radiogoniométriques de déter-

miner sa position.

[384] § 7 (1) En règle générale, un navire ou un aéronef à la mer signale sa position en latitude et longitude (Greenwich), en employant des chiffres pour les degrés et les minutes, accompagnès de l'un des mots NORTH ou SOUTH et de l'un des mots EAST ou WEST; un point sépare les degrés des minutes. Eventuellement, le relévement vrai et la distance en milles marins par rapport à un point géographique connu peuvent être donnés.

[385] (2) En règle généra le, un aéronef en vol au-dessus de la terre signale sa position par le nom de la localité la plus proche, sa distance approximative par rapport à celle-ci, accompagnée, selon le cas, de l'un des mots NORTH, SOUTH, EAST ou WEST ou, éventuellement, des mots indiquant les directions intermèdiaires.

[386] § 8. L'appel et le message de détresse ne sont émis que sur ordre du commandant ou de la personne responsable du navire, de l'aéronef ou de tout autre véhicule portant la station mobile.

[387] § 9. (1) Le message de détresse doit être répété, par intervalles, jusqu'à ce qu'une réponse soit reçue et, notamment, pendant les périodes de silence prévues à l'article 19, § 2.

[388] (2) Le signal d'alarme peut également être répété, si nécessaire.

[389] (3) Les intervalles doivent, toutefois, être suffisamment longs pour que les stations qui se préparent à répondre aient le temps de mettre leurs appareils émetteurs en marche.

[390] (4) Dans le cas où la station de bord en détresse ne reçoit pas de reponse à un message de détresse transmis sur l'onde de 500 kc/s (600 m), le message peut être répété sur toute autre onde disponible, à l'aide de laquelle l'attention pourrait être attirée.

[391] § 10. De plus, une station mobile qui apprend qu'une autre station mobile est en détresse peut transmettre le message de détresse dans l'un des cas suivants:

 $\begin{bmatrix} 392 \end{bmatrix}$  a) la station en détresse n'est pas è même de le transmettre elle-même;

[393] b) le commandant (ou son remplaçant) du navire, aéronef ou autre véhicule portant la station intervenante juge que d'autres secours sont nécessaires.

[394] § 11. (1) Les stations qui reçoivent un message de détresse d'une station mobile se trouvant, sans doute possible, dans leur voisinage doivent en accuser réception immédiatement (voir §§ 18 et 19 ci-après), en prenant soin de ne pas troubler la transmission de l'accusé de réception dudit message effectuée par d'autres stations.

[395] (2) Les stations qui reçoivent un message de détresse d'une station mobile qui, sans doute possible, n'est pas dans leur voisinage doivent laisser s'écouler un court laps de temps avant d'en accuser réception, afin de permettre à des stations plus proches de la station mobile en détresse de répondre et d'accuser réception sans brouillage.

### F. Trafic de détresse.

[396] § 12. Le trafic de détresse comprend tous les messages relatifs au secours immédiat nécessaire à la station mobile en détresse.

[397] § 13. Tout radiotélégramme d'un trafic de détresse doit comprendre le signal de détresse transmis au début du préambule.

[398] § 14. La direction du trafic de détresse appartient à la station mobile en détresse ou à la station mobile qui, par application des dispositions du § 10, littera a), a émis l'appel de détresse. Ces stations peuvent céder la direction du trafic de détresse à une autre station.

[399] § 15. (1) Lorsqu'elle le juge indispensable, toute station du service mobile à proximité du navire, de l'aéronef ou du véhicule en détresse peut imposer silence soit à toutes les stations du service mobile dans la zone, soit à une station qui troublerait le trafic de détresse. Dans les deux cas il est fait usage de l'abréviation réglementaire (QRT) suivie du mot DETRESSE; suivant le cas, les indications sont adressées « à tous » ou seulement à une station.

[400] (2) Lorsque la station en détresse veut imposer silence, elle emploie la procédure qui vient d'être indiquée, en substituant le signal de détresse . . . . . . . . au mot DETRESSE.

[401] § 16. (f) Toute station qui entend un appel de détresse doit se conformer aux prescriptions du § 5, (4).

[402] (2) Toute station du service mobile qui a connaissance d'un trafic de détresse doit suivre ce trafic, même si elle n'y participe pas.

[403] (3) Pendant toute le durée d'un trafic de détresse, i' est interdit à toutes les stations qui ont connaissance de se trafic et qui n'y participent pas:

[404] a) d'employer l'onde de détresse [500 kc/s (600 m)] ou l'onde sur laquelle a lieu le trafic de détresse; [405] b) d'employer des ondes du type B.

[406] (4) Une station du service mobile, qui, tout en suivant un trafic de détresse dont elle a connaissance, est capable de continuer son service normal, peut le faire, lorsque le trafic de détresse est bien établi, dans les conditions suivantes:

[407] a) l'emploi des ondes indiquées en (3) est interdit;

[408] b) l'emploi des ondes du type A1, à l'exception de celles qui pourraient troubler le trafic de détresse, lui est permis;

[409] c) l'emploi des ondes des types A2 ou A3 ne lui est permis que dans la ou les bandes affectées au service mobile et qui ne comprennent pas de frèquence utilisée pour le trafic de détresse [la bande autour de 500 kc/s (600 m) s'étend de 385 à 550 kc/s (779 à 545 m)].

[410] § 17. Lorsque l'observation du silence n'est plus nécessaire ou que le tratic de détresse est terminé, la station qui a eu la direction de ce tratic transmet sur l'onde de détresse et, s'il y a lieu, sur l'onde utilisée pour ce tratic de détresse, un message adressé « à tous » indiquant que le tratic de détresse est terminé. Ce message affecte la forme suivante:

l'appel à tous CQ (trois fois),

le mot DE,

l'indicatif d'appel de la station qui transmet le message,

le signal de détresse,

l'heure de dépôt du message,

le nom et l'indicatif d'appel de la station mobile qui était en détresse,

les mots « trafic détresse terminé ».

G. Accusé de réception d'un message de détresse.

[411] § 18. L'accusé de réception d'un message de détresse est donné sous la forme suivante:

l'indicatif d'appel de la station mobile en détresse (trois fois),

le mot DE,

l'indicatif d'appel de la station qui accuse réception (trois fois),

le groupe RRR.

le signal de détresse.

[412] § 19. (1) Toute station mobile qui donne l'accusé de réception à un message de détresse doit, sur ordre du commandant ou de son remplaçant, faire connaître, aussitôt que possible, les renseignement ci-après dans l'ordre indiqué:

son nom,

sa position dans la forme indiquée au § 7,

la vitesse maximum avec laquelle elle se dirige vers le navire (aéronef ou autre véhicule) en détresse.

[413] (2) Avant d'émettre ce message, la station devra s'assurer qu'elle ne brouille pas les émissions d'autres stations mieux placées pour apporter un secours immédiat à la station en détresse.

H. Répétition d'un appel ou d'un message de détresse.

[414] § 20. (1) Toute station du service mobile, qui n'est pas à même de fournir du secours et qui a entendu un mes-

sage de détresse auquel il n'a pas été donné immédiatement d'accusé de réception, doit prendre toutes les dispositions possibles pour attirer l'attention des stations du service mobile qui sont en situation de fournir du secours.

(2) Dans ce but, avec l'autorisation de l'autorité [415] responsable de la station, l'appel de détresse ou le message de détresse peut être répété; cette répétition est faite à toute puissance soit sur l'onde de détresse, soit sur une des ondes qui peuvent être employées en cas de détresse (§ 3 du présent article); en même temps, toutes les dispositions nécessaires seront prises pour aviser les autorités qui peuvent intervenir utilement.

(3) Une station qui répète un appel de détresse ou un message de détresse le fait suivre du mot DE et de son propre indicatif d'appel transmis 3 fois.

### I. Signal d'alarme automatique.

- [417] § 21. (1) Le signal d'alarme se compose d'une série de douze traits transmis en une minute, la durée de chaque trait étant de quatre secondes et la durée de l'intervalle entre deux traits de une seconde. Il peut être émis à la main ou par un appareil automatique.
- (2) Ce signal spécial a pour seul but de faire fonctionner les appareils automatiques donnant l'alarme. Il doit être employé uniquement soit pour annoncer qu'un appel ou message de détresse va suivre, soit pour annoncer une émission d'avis urgent de cyclone, dans ce dernier cas, il ne peut être employé que par les stations côtières dûment autorisées par leur Gouvernement.
- **[419]** (3) Dans les cas de détresse, l'emploi du signal d'alarme est indiqué au § 5, (1) ; dans le cas d'avis urgent de cyclone, l'émission de cet avis ne doit commencer que deux minutes après la fin du signal d'alarme.
- (4) Les appareils automatiques destinés à la réception du signal d'alarme doivent satisfaire aux conditions suivantes:
- 1º répondre au signal d'alarme, même losque de nombreux postes travaillent, et aussi quand il y a du brouillage atmosphérique;
- 2º n'être pas mis en action par des « atmosphériques » ou par des signaux puissants autres que le signal d'alarme;
- 3º posséder une sensibilité égale à celle d'un récepteur détecteurcristal relié à la même antenne;
- 4º avertir quand son fonctionnement cesse d'être normal.
- (5) Avant qu'un récepteur automatique d'alar-[421] me soit approuvé pour l'usage des navires, l'administration dont ils relèvent doit s'être assurée, par des expériences pratiques faites dans des conditions de brouillage convenables, que l'appareil satisfait aux prescriptions du présent Règlement.
- **[422]** → (6) L'adoption du type de signal d'alarme mentionné en (1) n'empêche pas une administration d'autoriser l'emploi d'un appareil automatique qui répondrait aux conditions fixées ci-avant et qui serait actionné par le signal de détresse ... ry stati Polytoni

### J. Signal d'urgence.

- [423] § 22. (1) En radiotélégraphie, le signal d'urgence consiste en trois repétitions du groupe XXX, transmis en séparant bien les lettres de chaque groupe et les groupes successifs; il est émis avant l'appel.
- [424] (2) En radiotéléphonie, le signal d'urgence consiste en trois répétitions de l'expression PAN (correspondant

d la prononciation française du mot (panne »); il est émis avant l'appel 1).

- [425] (3) Le signal d'urgence indique que la station appelante a un message très urgent à transmettre concernant la sécurité d'un navire, d'un aéronef, d'un autre véhicule ou celle d'une personne quelconque se trouvant à bord ou en vue du bord.
- (4) En particulier, un aéronef envoyant un méssage pour indiquer qu'il est en difficulté et sur le point d'atterrir (ou d'amerrir) obligatoirement, mais qu'il n'a pas besoin de secours immédiat, fait précéder son message du signal d'urgence.
- [427] (5) Le signal d'urgence émis par un aéronef et non suivi d'un message signifie que l'aéronef est contraint d'atterrir (ou d'amerrir), ne peut transmettre de message, mais n'a pas besoin de secours immédiat.
- (6) Le signal d'urgence a la priorité sur toutes autres communications, sauf sur celles de détresse, et toutes les stations mobiles ou terrestres qui l'entendent doivent prendre soin de ne pas brouiller la transmission du message qui suit le signal d'urgence.

(7) Dans le cas où le signal d'urgence est employé par une station mobile, ce signal doit, en règle générale, être adressé à une station déterminée.

[430] § 23. Quand le signal d'urgence est employé, les messages que ce signal précède doivent, en règle générale, être rédigés en langage clair, sauf dans le cas des messages médicaux échangés entre des navires ou entre un navire et une station côtière.

[431] § 24. (1) Les stations mobiles qui entendent le signal d'urgence doivent rester sur écoute pendant trois minutes au moins. Passé ce délai, et si aucun message d'urgence n'a été entendu, elles peuvent reprendre leur service normal.

**[432]** (2) Toutefois, les stations terrestres et de bordqui sont en communication sur des ondes autres que celle utilisée pour la transmission du signal d'urgence et de l'appel qui le suit peuvent continuer sans arrêt leur travail normal.

[433] § 25. (1) Le signal d'urgence ne peut être tranmis qu'avec l'autorisation du commandant ou de la personne responsable du navire, de l'aéronef ou de tout autre véhicule portant la station mobile.

[434] (2) Dans le cas d'une station terrestre, le signal d'urgence ne peut être transmis qu'avec l'approbation de l'autorité responsable.

### K. Signal de sécurité.

[435] § 26. (1) En radiotélégraphie, le signal de sécurité consiste en trois répétitions du groupe TTT, transmis en séparant bien les lettres de chaque groupe et les groupes successifs. Ce signal est suivi du mot DE et de trois fois l'indicatif d'appel de la station qui l'émet. Il annonce que cette station va transmettre un message concernant la sécurité de la navigation ou donnant des avertissements météorologiques importants.

(2) En radiotéléphonie, le mot SECURITE [436] (correspondant à la prononciantion française du mot « sécurité») répété trois fois est utilisé comme signal de

[437] § 27. Le signal de sécurité et le message qui le suit sont transmis sur l'onde de détresse ou sur une des ondes

<sup>(1)</sup> Dans le service aéronautique le signal PAN est actuellement utilisé également comme signal radiotélégraphique d'urgence; dans ce cas, les 3 lettres doivent être bien séparées afin que les lettres AN ne se transforment pas en la lettre P.

qui peuvent éventuellement être imployées en cas de détresse (voir § 3 du présent article).

[438] § 28. (1) Dans le service mobile maritime, en dehors des messages dont la transmission est faite à heure fixe, le signal de sécurité doit être transmis vers la fin de la première période de silence qui se présente (article 19, § 2) et le message est transmis immédiatement après la période de silence; dans le cas prévus à l'article 30, A, § 4 (3) et § 5, (1), B, § 7, le signal de sécurité et le message qui le suit doivent être transmis dans le plus bref délai possible, mais doivent être répétés, comme il vient d'être indiqué, à la première période de silence suivante.

[439] (2) Toutes les stations qui perçoivent le signal de sécurité doivent rester à l'écoute sur l'onde sur laquelle le signal de sécurité a été émis jusqu'à ce que le message ainsi annoncé soit terminé; elles doivent de plus observer le silence sur toute onde susceptible de brouillar le message.

[440] (3) Les règles précédentes sont applicables au service aérien, dans la limite où elles ne sont pas en opposition avec des arrangements régionaux assurant à la navigation aérienne une protection au moins égale.

### Article 23.

VACATIONS DES STATIONS DU SERVICE MOBILE,

[441] § 1. Afin de permettre l'application des règles indiquées ci-après, au sujet des heures de veille, toute station du service mobile doit avoir une montre précise et prendre les dispositions voulues pour que celle-ci soit correctement réglée sur le temps moyen de Greenwich.

### A. Stations terrestres.

- [442] § 2. (1) Le service des stations terrestres est, autant que possible, permanent (de jour et de nuit). Toutefois, certaines stations terrestres peuvent avoir un service de durée limitée. Chaque administration ou exploitation privée, dûment autorisée à cet effet, fixe les heures de service des stations terrestres placées sous son autorité.
- [443] (2) Les stations terrestres dont le service n'est point permanent ne peuvent prendre clôture avant d'avoir:
- 1° terminé toutes les opérations motivées par un appel de détresse;
- 2º échangé tous le radiotélégrammes originaires ou à destination des stations mobiles qui se trouvent dans leur rayon d'action et ont signalé leur présence avant la cessation effective du travail.
- [444] (3) Le service des stations aéronautiques est continu pendant toute la durée du vol dans le ou les secteurs du ou des parcours dont la station considérée assure le service des radiocommunications.

### B. Stations de navire.

[445] § 3. (1) Pour le service international de la correspondance publique, les stations de navire sont classées, suivant la réglementation intérieure des administrations dont elles dépendent, en trois catégories:

[446] stations de première categorie: ces stations effectuent un service permanent;

[447] stations de deuxième catégorie ces stations effectuent un service de durée limitée, tel qu'il est indiqué à l'alinéa (2) ci-après;

[448] stations de troisième catégorie: ces stations effectuent un service de durée plus limité que celui des stations de deuxième categorie ou un service dont la durée n'est pas fixée par le présent Règlement.

- [449] (2) a) Les stations de navire classées dans la deuxième catégorie doivent assurer le service au moins pendant la durée qui leur est attribuée dans l'appendice 4. Il est fait mention de cette durée dans la licence.
- [450] b) Dans le cas de courtes traversées, elles assurent le service pendant les heures fixées par l'administration dont elles dépendent.
- [451] (3) Les cas échéant, les heures de service des stations de navire de la troisième catégorie peuvent être mentionnées dans la nomenclature.
- [452] (4) En règle générale, lorsqu'une station côtière a du trafic en instance pour une station de navire de la troisième catégorie n'ayant pas d'heures fixes d'écoute et présumée dans la rayon d'action de la station côtière, celle-ci effectue des appels à la station de navire au cours de la première demi-heure des 1re et 3e périodes d'écoute des stations de navire de la deuxième catégorie effectuant un service de huit heures, conformément aux dispositions de l'appendice 4.

[453] § 4. (1) Les dispositions du § 2, alinéa (2) du présent article s'appliquent aux stations de navire strictement en ce qui concerne le service de détresse et, autant que possible, en conformité avec l'esprit de ce qui est dit sous le 2° dudit alinéa.

[454] (2) Il appartient à chacun des gouvernements contractants d'assurer l'efficacité du service dans les stations de navire de sa nationalité, en exigeant la présence dans ces stations du nombre d'opérateurs nécessaires, compte tenu de sa réglementation intérieure en cette matière.

### C. Stations d'aéronef.

[455] § 5. Pour le service international de la correspondance publique, les stations d'aéronef sont classées, suivant la réglementation intérieure des administrations dont elles dépendent, en deux catégories:

[456] stations de première catégorie: ces stations effectuent un service permanent;

[457] stations de deuxième catégorie: ces stations effectuent un service limité dont la durée n'est pas fixée par le présent Règlement.

### D. Dispositions communes.

[458] § 6. (1) Une station mobile qui n'a pas de vacations déterminées doit communiquer à la station terrestre, avec laquelle elle est entrée en relation, l'heure de clôture et l'heure de réouverture de son service.

[459] (2) a) Toute station mobile dont le service est sur le point de fermer pour cause d'arrivée doit en avertir la station terrestre la plus proche et, s'il est utile, les autres stations terrestres avec lesquelles elle corresponde en général. Elle ne doit prendre clôture qu'après liquidation du trafic en instance.

[460] b) Au moment de son départ, elle doit avisser de sa réouverture la ou les stations terrestres précitées.

### E. Classe et nombre minimum d'opérateurs.

[461] § 7. En ce qui concerne le service international de la correspondance publique des stations mobiles, le personnel de ces stations devra comporter au moins:

[462] 1° pour les stations de navire de la première catégorie: un opérateur titulaire d'un certificat de radiotélégraphiste de 1re classe;

[463] 2º pour les stations de navire de la deuxième catégorie: un opérateur titulaire d'un certificat de radiotélégraphiste de 1re ou de 2e classe

[464] 3° a) pour les stations de navire de la troisième catégorie, sauf dans les cas prévus aux litteras b) et c) qui suivent, un opérateur qui a subi avec succès l'examen pour le certificat de radiotélégraphiste de 2e classe;

[465] b) pour les stations des navires auxquels l'installation radiotélégraphique n'est pas imposée par des accords internationaux, un opérateur titulaire d'un certificat spécial, répondant aux conditions de l'article 10, D, § 6, (1);

[466] c) pour les stations de navires munis d'une installation radiotéléphonique de faible puissance, un opérateur titulaire d'un certificat de radiotéléphoniste, répondant aux conditions de l'article 10, E, § 7;

[467]  $4^{\circ}$  a) pour les stations d'aéronef, sauf dans les cas prévus aux alinéas b) et c) qui suivent, un opérateur titulaire d'un certificat de radiotélégraphiste de  $1^{\circ}$  ou de  $2^{\circ}$  classe, suivant les dispositions d'ordre intérieur prises par les gouvernements dont dépendent ces stations;

[468] b) pour les stations des aéronefs auxquels l'installation radiotélégraphique n'est pas imposée par des accords internationaux, un opérateur titulaire d'un certificat spécial répondant aux conditions de l'article 10, D, § 6, (1);

[469] c) pour les stations des aéroness munis d'une installation radiotéléphonique de faible puissance, un opérateur titulaire d'un certificat de radiotéléphoniste, fépondant aux conditions de l'article 10, E, § 7.

### Article 24.

ORDRE DE PRIORITÉ DES COMMUNICATIONS
DANS LE SERVICE MOBILE.

[470] L'ordre de priorité des radiocommunications dans le service mobile est le suivant :

- 4º appels de détresse, messages de détresse et trafic de détresse;
  - 2º communications précédées d'un signal d'urgence;
  - 3º communications précédées du signal de sécurité;
- 4º communications relatives au relévements radiogoniométriques;
- 5° radiotélégrammes d'Etat pour lesquels le droit de priorité n'a pas été abandonné;
  - 6° toutes les autres communications.

### Article 25.

Indication de la station d'origine des radiotéligrammes.

- [471] § 1. Lorsque, par suite d'homonymie, le nom d'une station est suivi de l'indicatif de cette station, cet indicatif est séparé du nom de la station par une barre de fraction. Exemple: Oregon/OZOC (et non Oregonozoc); Rose/DDOR (et iion Roseddor).
- '[472] § 2. Lors de la réexpédition sur les voies de communication du réseau générale d'un radiotélégramme reçu d'une station mobile, la station terrestre transmet, comme origine, le nom de la station mobile d'où émane le radiotélégramme, tel que ce nom figure à la nomenclature, suivi

du nom de ladite station terrestre.
[473] \$ 3. La station terrestre peut, si elle le juge utile, compléter l'indication du nom de la station mobile d'origine par le mot « navire » ou « avion » ou « dirigeable » placé avant le nom de ladite station d'origine, en vue d'éviter toute confusion avec un bureau télégraphique ou une station fixe de même nom.

### Article 26.

DIRECTION À DONNER AUX RADIOTÉLÉGRAMMES.

[474] § 1. (1) En régle générale, la station mobile qui mu usage d'ondes du type A2, A3 ou B comprises dans la bande de 365 à 515 kc/s (822 à 583 m) transmet ses radiotélégrammes à la station terrestre la plus proche. En vue d'accélérer ou de faciliter la transmission des radiotélégrammes elle peut cependant les transmettre à une autre station mobile. Cette dernière traite les radiotélégrammes ainsi reçus comme ceux déposés chez elle-même (voir également article 7 du Réglement additionnel).

[475] (2) Toutefois, lorsque la station mobile peut choisir entre plusieurs stations terrestres se trouvant approximativement à la même distance, elle doit donner la préférence à celle qui est située sur le territoire du pays de destination ou de transit normal des radiotélégrammes. Quand la station choisie n'est pas la plus proche, la station mobile doit cesser le travail ou changer de type ou de fréquence d'émission à la première demande faite par la station terrestre du service intéressé qui est réellement la plus proche, demande motivée par le brouillage que ledit travail cause à celle-ci.

[476] § 2. Les stations mobiles utilisant soit des ondes du type A1, soit des ondes du type A2 ou A3, en dehors de la bande de 365 à 515 kc/s (822 à 583 m) doivent, en règle générale, donner la préférence à la station terrestre établie sur le territoire du pays de destination ou du pays qui paraît devoir assurer le plus rationnellement le transit des radiotélégrammes.

[477] § 3. Si l'expéditeur d'un radiotélégramme déposé dans une station mobile a désigné la station terrestre à laquelle il désire que son radiotélégramme soit transmis, la station mobile doit, pour effectuer cette transmission à la station terrestre indiquée, attendre éventuellement que les conditions prévues aux paragraphes précédent soient remplies.

### Article 27.

COMPTABILITÉ DES RADIOTÉLÉGRAMMES.

### A. Etablissement des comptes.

[478] § 1. En principe, les taxes terrestres et de bord n'entrent pas dans les comptes télégraphiques internationaux.

[479] § 2. Les gouvernements se réservent la faculté de prendre entre eux et avec les exploitations privées intéressées des arrangements différents, en vue de l'adoption d'autres dispositions concernant la comptabilité, notamment l'adoption, autant que possible, du système sous lequel les taxes terrestres et de bord suivent les radiotélegrammes de pays à pays, par la voie des comptes télégraphiques.

[480] § 3. Sauf arrangement différent, suivant les dispositions du § 2 ci-avant, les comptes concernant ces taxes sont établis mensuellement par les administrations dont dépendent les stations terrestres et communiqués par elles aux administrations intéressées.

[481] § 4. Dans le cas où l'exploitant des stations terrestres n'est pas l'administration du pays, cet exploitant peut être substitué, en ce qui concerne les comptes, à l'administration de ce pays.

[482] § 5. Pour les radiotélégrammes originaires des stations de bord, l'administration dont dépend la station terrestre débite l'administration dont dépend la station de bord d'origine des taxes terrestres, des taxes afférentes aux

parcours sur le réseau général des voies de télécommunication — qui seront dorénavant appelees taxes télégraphiques —, des taxes totales perçues pour les réponses payées, dés taxes terrestres et télégraphiques perçues pour le collationnement, des taxes perçues pour la remise par exprès, par poste ou par poste-avion et des taxes perçues pour les copies des télégrammes multiples. Pour la transmission sur les voies de communication télégraphiques, les radiotélégrammes sont traités, au point de vue des comptes, conformément au Règlement télégraphique.

[483] § 6. Pour les radiotélégrammes à destination d'un pays situé au delà de celui auquel appartient la station terrestre, les taxes télégraphiques à liquider, conformément aux dispositions ci avant, sont celles qui résultent soit des tableaux des tarifs afférents à la correspondance télégraphique internationale, soit d'arrangements spéciaux conclus entre les administrations de pays limitrophes et publiés par ces administrations, et non les taxes qui pourraient être perques en appliquant des minima par télégramme ou des méthodes d'arrondir les prix par télégramme de quelque manière que ce soit.

[484] § 7. Pour les radiotélégrammes à destination des stations de bord, l'administration dont dépend le bureau d'origine est débitée directement par celle dont dépend la station terrestre des taxes terrestres et de bord plus les taxes terrestres et de bord applicables au collationnement, mais seulement dans le cas où le radiotélégramme a été transmis à la station de bord. Toutefois, dans le cas visé au § 4 de l'article 9 du Réglément additionnel, l'administration dont dépend le bureau d'origine est débitée de la taxe terrestre par celle dont dépend la station terrestre. L'administration dont dépend le bureau d'origine est toujours débitée, de pays à pays, s'il y a lieu, par la voie des comptes télégraphiques, et par l'administration dont dépend la station terrestre, des taxes totales afférentes aux reponses payées et des taxes télégraphiques afférentes au collationnement. En ce qui concerne les taxes télégraphiques et les taxes relatives à la remise par poste ou par posteavion, et aux copies des télégrammes multiples, il est opéré, pour ce qui regardes les comptes télégraphiques, conformément à la procédure télégraphique normale. L'administration dont dépend la station terrestre crédite, pour autant que le radiotélégramme ait été transmis, celle dont dépend la station de bord destinataire: a) de la taxe de bord; b) s'il y a lieu, des taxes revenant aux stations de bord intermédiaires, de la taxe totale perçue pour les réponses payées, de la taxe de bord relative au collationnement, des taxes perçues pour les copies des télégrammes multiples et des taxes perçues pour la remise par poste ou par poste-avion.

[485] § 8. Les avis de service taxés et les réponses aux radiotélégrammes avec réponse payée sont traités, à tous égards, dans les comptes du service mobile comme les autres radiotélégrammes.

[486] § 9. Pour les radiotélégrammes échangés entre stations de bord

[487] a) par l'intermédiaire d'une seule station terrestre:

L'administration dont dépend la station terrestre débite celle dont dépend la station de bord d'origine: de la taxe terrestre, de la taxe télégraphique territoriale s'il y a lieu et de la taxe de la station de bord de destination. Elle crédite l'Administration dont dépend la station de bord de déstination de la taxe de bord revenant à cette station.

[488] b) par l'intermédiaire de deux stations terrestres:

L'administration dont dépend la première station terrestre débite celle dont dépend la station de bord d'origine de toutes les taxes perçues, déduction faite des taxes revenant à cette station de bord. L'administration dont dépend la seconde station terrestre débite directement l'administration dont dépend la première station terrestre des taxes afférentes à la transmission à la station mobile de destination, mais seulement dans le cas où cette transmission a été effectuée.

[489] § 10. Pour les radiotélégrammes qui sont acheminés, à la demande de l'expéditeur, en recourant à une ou deux stations de bord intermédiaires, chacune de celles-ci débite la station de bord de destination, s'il s'agit d'un radiotélégramme destiné à une station de bord, ou la station de bord d'origine quand le radiotélégramme provient d'une station de bord, de la taxe de bord lui revenant pour le transit.

### B. Echange, vérification et liquidation des comptes.

[490] § 11. En principe, la liquidation des comptes afférents aux échanges entre stations de bord se fait directement entre les exploitants de ces stations, l'exploitant dont dépend la station d'origine étant débité par celui dont dépend la station de destination.

[491] § 12. En principe, les comptes mensuels servant de base à la comptabilité des radiotélégrammes, visés au présent article, sont établis, en utilisant autant que possible le relevé modèle qui fait l'objet de l'appendice 11, par station de bord et d'après le nombre mensuel de mots des radiotélégrammes de même origine pour une même destination, échangés avec une même station terrestre. Les comptes sont envoyés dans un délai de trois mois à partir du mois auquel ils se rapportent.

[492] § 13. La notification de l'acceptation d'un compte ou des observations y relatives a lieu dans un délai de six mois prenant cours à la date de son envoi.

[493] § 14. Les délais mentionnés dans les deux paragraphes précédents peuvent dépasser les périodes fixées quand des difficultés exceptionnelles se présentent dans le transport postal des documents entre les stations terrestres et les administrations dont elles dépendent. Néanmoins, la liquidation et le règlement des comptes présentés plus de dix-huit mois après la date de dépôt des radiotélégrammes auxquels ces comptes se rapportent peuvent être refusés par l'administration débitrice.

[494] § 15. Sauf entente contraire, les dispositions suivantes sont applicables aux comptes radiotélégraphiques visés au présent article.

[495] § 16. (1) Les comptes mensuels sont admis sans revision quand la différence entre les comptes dressés par les deux administrations intéressées ne dépasse pas un pour cent (1 %) du compte de l'administration créditrice, pourvu que le montant de ce compte ne soit pas supérieur à cent mille francs (100 000 fr.); lorsque le montant du compte dressé par l'administration créditrice est supérieur à cent mille francs (100 000 fr.), la différence ne doit pas dépasser une somme totale comprenant:

1º 1 % des premiers cent mille francs (100 000 fr.):

2° 0.5 % du surplus du montant compte. [496] Toutefois, si la différence ne dépasse pas vingt-cinq francs (25 fr.), le décompte devra être accepté.

[497] (2) Une revision commencée est arrêtée des que, à la suite d'échanges d'observations entre les deux administrations intéressées, la différence a été ramenée à une valeur ne dépassant pas le maximum fixé par le premier alinéa de ce paragraphe.

[498] § 17. (1) Immédiatement après l'acceptation des comptes afférents au dernier mois d'un trimestre, un compte

trimestriel, faisant ressortir le solde pour l'ensemble des trois mois du trimestre, est, sauf arrangement contraire entre les deux administrations intéressées, dressé par l'administration créditrice et transmis en deux exemplaires à l'administration débitrice qui, après vérification, renvoie l'un des deux exemplaires revêtu de son acceptation.

- [499] (2) A défaut d'acceptation de l'un ou l'autre des comptes mensuels d'un même trimestre avant l'expiration du 6e mois qui suit le trimestre auquel ces comptes se rapportent, le compte trimestriel peut, néanmoins, être dressé par l'administration créditrice en vue d'une liquidation provisoire qui devient obligatoire pour l'administration débitrice dans les conditions fixées par le § 18 ci-après. Les rectifications reconnues ultérieurement nécessaires sont comprises dans une liquidation trimestrielle subséquente.
- [500] § 18. Le compte trimestriel doit être vérifié et le montant doit en être payé dans un délai de six semaines à dater de juor où l'administration débitrice l'a reçu. Passé ce délai, les sommes dues à une administration par une autre sont productives d'intérêts à raison de 6 % par an, à dater du lendemain du jour d'expiration dudit délai.
- [501] § 19. (1) Sauf entente contraire, le solde du compte trimestriel est payé par l'administration débitrice à l'administration créditrice, en or ou au moyen de chèques ou de traites payables à vue et établis pour un montant équivalent à la valeur du solde exprimé au francs-or.
- [502] (2) En cas de paiement au moyen de chèques ou de traites, ces titres sont établis en monnaie d'un pays où la banque centrale d'émission ou une autre institution officielle d'émission achète et vend de l'or ou des devises-or contre la monnaie nationale à des taux fixes déterminés par la loi ou en vertu d'un arrangement avec le gouvernement. Si les monnaies de plusieurs pays répondent à ces conditions, il appartient à l'administration créditrice de désigner la monnaie qui lui convient. La conversion est faite au pair des monnaies d'or.
- [503] (3) Dans le cas où la monnaie d'un pays créditeur ne répond pas aux conditions prévues ci-avant sous (2), et si les deux pays se sont mis d'accord à ce sujet, les chèques ou traites peuvent aussi être exprimés en monnaie du pays créditeur. Dans ce cas, le solde est converti au pair des monnaies d'or en monnaie d'un pays répondant aux conditions susvisées. Le résultat obtenu est ensuite converti dans la monnaie du pays débiteur, et de celle-ci dans la monnaie du pays créditeur, au cours de la bourse de la capitale ou d'une place commerciale du pays débiteur au jour de la remise de l'ordre d'achat du chèque ou de la traite.
- [504] § 20. Les frais de paiement sont supportés par l'administration débitrice.
- [505] § 21. Les originaux des radiotélégrammes et les documents de comptabilité y relatifs sont conservés jusqu'à la liquidation des comptes qui s'y rapportent et, dans les cas, au moins pendant dix mois, à compter du mois qui suit le dépôt du radiotélégramme, avec toutes les précautions nécessaires au point de vue du secret.

### Article 28.

SERVICE RADIOAÉRIEN DE CORRESPONDANE PUBLIQUE.

[506] Sauf arrangements spéciaux (article 13 de la Convention), les dispositions du présent Règlement visant la procédure d'échange et de comptabilité des radiocommunications sont applicables, d'une façon générale, au service radioaérien de correspondance publique.

### Article 29.

Service des stations radiotéléphoniques mobiles de faible puissince. \*)

- [507] § 1. Les dispositions suivantes ne concernent que le service des stations radiotéléphoniques mobiles dont la puissance d'onde porteuse dans l'antenne ne dépasse pas 100 watts (sauf accords régionaux prévus à l'article 10, § 7, (4) du présent Règlement) à l'intérieur de la bande de 1 530 à 2 000 kc/s (196,1 à 150 m).
- [508] § 2. Le service d'une telle station doit être assuré par un opérateur titulaire d'un certificat de radiotéléphoniste (article 10, § 7 du présent Reglement).
- [509] § 3. (1) Pour appeler les stations côtières, l'indicatif d'appel ou le nom géographique du lieu, tel qu'il figure dans la nomenclature des stations côtieres et de navire ou dans le nomenclature des stations effectuant des services spéciaux, peut être employé comme indicatif d'appel radiotéléphonique.
- [510] (2) Pour appeler les stations de navire, on peut employer comme indicatif d'appel radiotéléphonique soit le nom du navire, soit un indicatif d'appel établi conformément à l'article 14 du présent Règlement.
- [511] (3) Dans les cas où le nom et la nationalité du navire ne peuvent être établis avec certitude, l'indicatif d'appel ou le nom sera précédé du nom du propriétaire.
- [512] § 4. (1) L'onde de 1 650 kc/s (182 m) est une onde d'appel pour le service mobile de radiotéléphonie. Elle peut être utilisée dans les conditions visées à l'article 7, § 7 [tableau, note 11) et 113)]. Cette disposition n'exclut pas l'emploi des autres fréquences qui peuvent être fixées par les administration pour le service radiotéléphonique avec des stations côtières ou des stations de navire désignées par elles.
- [513] (2) Les stations côtières et de navire qui utilisent l'onde d'appel de 1 650 kc/s (182 m) devront disposer d'au moins une autre onde dans la bande de 1 530 à 2 000 kc/s (196,1 à 150 m). Cette deuxième onde sera imprimée en caractère gras dans la nomenclature des stations pour indiquer qu'elle est l'onde normale de travail de la station. Les ondes de travail de ces stations devront être choisies de manière à éviter les brouillages avec les autres stations de radiocommunication.
- [514] (3) En dehors de leur onde normale de travail, les stations côtières et de navire peuvent employer, dans la bande mentionnée, des ondes supplémentaires. Ces ondes sont indiquées dans la nomenclature en caractères ordinaires. [515] § 5. (1) En cas de détresse, s'il n'est pas possible d'utiliser pour la radiotéléphonie l'onde générale de détresse de 500 kc/s (600 m), l'onde de 1 650 kc/s (182 m) peut être employée pour l'appel et le trafic de détresse. La station peut également employer toute autre onde pour attirer l'attention, signaler sa situation et obtenir du secours.
- [516] (2) Le signal de détresse radiotéléphonique consiste dans l'expression parlée MAYDAY (correspondant à la pronunciation française de l'expression « m'aider »).
- [517] § 6. Dans la mesure où cela sera pratique et reisonnable, on appliquera au service radiotéléphonique mobile les dispositions concernant le service radiotélégraphique et, en particulier, les dispositions relatives aux brouillages, aux service de détresse, d'urgence, de sécurité, à la clôture du service et aux appels (articles 16, 20, 22, 23 et 18 du présent Règlement).
- [518] § 7. Dans le service des stations radiotéléphoniques mobiles à faible puissance, la procédure indiquée dans l'appendice 12 du présent Règlement peut être appliquée.

<sup>&#</sup>x27;) Le cas échéant, ces dispositions peuvent être appliquées aux stations d'aéronef.

### Article 30. Services spéciaux.

### A. Météorologie.

[519] § 1. Les messages météorologiques comportent:

[520] a) des messages destinés aux services de météorologie chargés officiellement de la prévision du temps et de la protection des navigations maritime et aérienne;

[521] b) des messages de ces services météorologiques destinés spécialement:

1º aux stations mobiles du service maritime;

2º à la protection du sercive aérien;

3º au public.

[522] Les renseignements contenus dans ces messages peuvent être:

1º des observations à heure fixe;

2º des avis de phénomènes dangereux;

3º des prévisions et avertissements;

4° des exposés de la situation météorologique générale. [523] § 2. (1) Les différents services météorologiques nationaux s'entendent pour l'établissement de programmes communs d'émissions de manière à utiliser les émetteurs les mieux placés, au bénéfice de régions étendues que ceux ci peuvent desservir

[524] (2) Les observations météorologiques contenues dans les catégories a) et b) 1° et 2° ci-avant (§ 1) sont rédigées, en principe, dans un code météorologique international, qu'elles soient transmises par des stations mobiles ou qu'elles leur soient destinées.

[525] § 3. Les messages d'observation destinés à un service météorologique officiel profitent des facilités résultant de l'attribution d'ondes exclusives à la météorologie synoptique et à la méteorologie aéronautique, conformément aux accords régionaux établis par les services intéressés pour l'emploi de ces ondes.

[526] § 4. (1) Les messages météorologiques destinés spécialement à l'ensemble des stations mobiles du service maritime sont émis, en principe, d'après un horaire déterminé et, autant que possible, aux heures où leur réception peut se faire par celles de ces stations n'ayant qu'un seul opérateur, la vicesse de transmission étant choisie de manière que la lecture des signaux soit possible à un opérateur ne possédant que le certificat de 2° classe.

(2) Pendant les transmission « à tous » des messages météorologiques destinés aux stations du service mobile, toutes les stations de ce service dont les transmissions bouilleraient la réception des messages en question doivent observer le silence, afin de permettre à toutes les stations qui le désirent de recevoir lesdits messages.

[528] (3) Les messages d'avertissements météorologiques sont transmis immédiatement et doivent être répétés après la fin de la première période de silence qui se présente (voir article 19, § 2). Ces messages doivent être transmis sur les ondes attribuées au service mobile maritime. Leur transmission est précédée du signal de sécurité.

[529] (4) En plus des services réguliers d'information, prévus dans les alinéas précédents, les administrations prennent les mesures nécessaires pour que certaines stations soient chargées de communiquer, sur demande, des messages météorologiques aux stations du service mobile.

[530] (5) Les règles précédentes sont applicables au service aérien, dans la limite où elles ne sont pas en opposition avec des arrangements régionaux plus précis assurant à la navigation aérienne une protection au moins égale.

[531] § (1) Les messages provenant de stations mobiles et contenant des renseignements sur la présence de cyclones tropieaux doivent être transmis, dans le plus bref délai possi-

ble, aux autres stations mobiles voisines et aux autorités compétentes du premier point de la côte avec lequel le contact peut être établi. Leur transmission est précédée du signal de sécurité.

[532] (2) Toute station mobile peut écouter, pour son propre usage, les observations météorologiques émises par d'autres stations mobiles, même quand elles sont adressées à un service météorologique national. Les stations du service mobile qui transmettent des observations météorologiques, adressées à un service météorologique national, ne sont pas tenues de répéter ces observations; mais l'échange, sur demande, des renseignements relatifs à l'état du temps est autorisé entre stations mobiles.

### B. Signaux horaires. Avis aux navigateurs.

[533] § 6. Les prescriptions du § 4 ci-avant sont applicables aux signaux horaires et aux avis aux navigateurs, à l'exception, en ce qui concerne les signaux horaires, des prescription du § 4, (3) du titre A.

[534] § 7. Les messages contenant des renseignements sur la présence de glaces dangereuses, d'épaves dangereuses ou de tout autre danger imminent pour la navigation doivent être transmis, dans le plus bref délai possible, aux autres stations mobiles voisines et aux autorités compétentes du premier point de la côte avec lequel le contact peut être établi. Ces transmissions doivent être précédées du signal de sécurité.

[535] § 8. Lorsqu'elles le jugent utile, et à condition que l'expéditeur y consente, les administrations peuvent autoriser leurs stations terrestres à communiquer des renseignements concernant les avaries et sinistres maritimes ou présentant un intérêt général pour la navigation, aux agences d'information maritime, agréées par elles et suivant des conditions fixées par elles mêmes.

### C. Services des stations radiogoniométriques.

[536] § 9. Les administrations sous l'autorité desquelles sont placées les stations radiogoniométriques n'acceptent aucune responsabilité quant aux conséquences d'un relèvement inexact.

[537] § 10. Ces : dministrations notifient, pour être insérées dans la nomenclature des stations effectuant des services spéciaux, les caractéristiques de chaque station radiogoniométrique en indiquant, pour chaque d'elles, les secteurs dans lesquels les relèvements sont normalement sûrs. Tout changement en ce qui concerne ces renseignements doit être publié sans retard; si le changement est d'une nature permanente, il doit être communiqué au Bureau de l'Union.

[538] § 11. (1) L'onde normale de radiogoniométrie est l'onde de 375 kc/s (800 m). Toutes les station radiogoniométriques côtières doivent, en principe, pouvoir l'utiliser '). Elles doivent, en outre, être à même de prendre des relèvements d'émission faites sur 500 kc/s (600 m), en particulier pour relever les signaux de détresse, d'alarme et d'urgence. [539] (2) Une station d'aéronef désirant avoir un relèvement doit, pour le demander, appeler sur l'onde de 333 kc/s (900 m) ou sur une onde affectée à la route aérienne sur laquelle vole l'aéronef. Dans tous les cas où une station d'aéronef, étant à proximité de stations côtières, s'adresse à celles-ci pour obtenir un relèvement, elle doit faire usage de la fréquence de veille de ces stations côtières.

niométrique est donnée à l'appendice 13.

1) Il est reconnu que certains stations existantes ne sont pas à

<sup>1)</sup> It est reconnu que certains stations existantes ne sont pas à même de pouvoirs utiliser cette onde, mais toute nouvelle station devra pouvoir prendre des relevements sur 375 Kc/s (800 m) e sur 500 Kc/s (600 m).

### D. Service des radiophares.

[541] § 13. (1) Lorsqu'une administration juge utile, dans l'intérêt de la navigation maritime et aérienne, d'organiser un service de radiophares, elle peut employer dans ce but:

[542] a) des radiophares proprement dits, établis sur terre ferme ou sur des navires amarrés de façon permanente; ces radiophares sont à émission circulaire ou à émission directionnelle;

[543] b) des stations fixes, des stations côtières ou des stations aéronautiques, désignées pour fonctionner aussi comme radiophares à la demande des stations mobiles.

[544] (2) Les radiophares proprement dits emploient les ondes suivantes:

[545] a) Dans la région européenne, pour les radiophares maritimes, les ondes de la bande de 290 à 320 kc/s (1 034 à 938 m) et, pour les radiophares aériens, les ondes de la bande de 350 à 365 kc/s (857 à 822 m), ainsi que certaines ondes de la bande de 255 à 290 kc/s (1 176 à 1 034 m) choisies par des organismes aéronautiques internationaux.

[546] b) Dans les autres régions, pour les radiophares maritimes, les ondes de la bande de 285 à 315 kc/s (1053 à 952 m) et, pour les radiophares aériens, des ondes choisies dans la bande de 194 à 365 kc/s (1546 à 822 m).

[547] c) En outre, en Europe, Afrique, Asie, les radiophares directionnels (maritimes et aériens) peuvent employer les ondes des bandes de 1500 à 1630 kc/s (200 à 184 m) et de 1670 à 3500 kc/s (179,6 à 85,71 m) aux conditions fixées par le  $\S$  20 de l'article 7.

[548] d) L'emploi des ondes du type B est interdit aux radiophares proprement dits.

[549] (3) Les autres stations notifiées comme radiophares utilisent leur fréquence normale et leur type normal d'émission.

[550] § 14. Les signaux émis par les radiophares doivent permettre des repérages exacts et précis; ils doivent être choisis de manière à éviter tout doute lorsqu'il s'agit de distinguer entre eux deux ou plusieurs radiophares.

[551] § 15. Les administrations qui ont organisé un service de radiophares n'acceptent aucune responsabilité quant aux conséquences de relèvements inexacts obtenus au moyen des radiophares de ce service.

[552] § 16. (1) Les administrations notifient, pour être insérées dans la nomenclature des stations effectuant des services spéciaux, les caractéristiques de chaque radiophare proprement dit et de chaque station désignée pour fonctionner comme radiophare, y compris, s'il est nécessaire, l'indication des secteurs dans lesquels les relèvements sont normalement sûrs.

[553] (2) Toute modification ou toute irrégularité de fonctionnement survenant dans le service des radiophares doit être publiée sans délai; si la modification ou l'irrégularité de fonctionnement est d'une nature permanente, elle doit être notifiée au Bureau de l'Union.

### Article 31.

Comité consultatif international des radiocommunications (C.C.I.R.).

[554] § 1. Un comité consultatif international des radiocommunications (C.C.I.R.) est chargé d'étudier les questions radioélectriques techniques et celles dont la solution dépend principalement de considérations d'ordre technique et qui lui sont soumises par les administrations et les compagnies de exploitation radioélectrique.

[555] § 2. (1) Il est formé d'experts des administrations et des compagnies ou groupes de compagnies d'exploitation radioélectrique reconnues par leurs gouvernements respectifs,

qui déclarent vouloir participer à ses travaux et qui s'engagent à contribuer, par parts égales, aux frais communs de ses réunions. La déclaration est adressée à l'administration du pays où a été tenue la dernière conférence administrative. [556] (2) Sont aussi admis des organismes internationaux s'intéressant aux études radioélectriques qui sont désignés par la dernière conférence de plénipotentiaires ou administrative, et qui s'engagent à contribuer aux frais des

réunions comme il est indiqué à l'alinéa précédent.

[557] (3) Les dépenses personnelles des experts de chaque administration; compagnie, groupe de compagnies ou organisme international sont supportées par ceux-ci.

[558] § 3. En principe, les réunions du C.C.I.R. ont lieu de cinq en cinq ans. Cependant, une réunion fixée peut être avancée ou ajournée par l'administration qui l'a convoquée, sur demande de dix administrations participantes, si le nombre et la nature des questions à examiner le justifient.

[559] § 4. Les langues et le mode de votation employés dans les assemblées plénières, commissions et sous-commissions, sont ceux adoptés par la dernière conférence de plénipotentiaires ou administrative.

[560] (2) Toutefois, lorsqu'un pays n'est pas représenté par une administration, les expertes des compagnies de exploitation reconnues de ce pays disposent, pour leur ensemble et quel que soit leur nombre, d'une seule voix délibérative.

[561] § 5. Le directeur du Bureau de l'Union ou son représentant et les représentants des autres comités consultatifs internationaux, C.C.I.F. et C.C.I.T., ont le droit de participer, avec voix consultative, aux réunions du C.C.I.R. [562] § 6. L'organisation intérieure du C.C.I.R. est régie par les dispositions de l'appendice 14 au présent Règlement.

### Article 32.

### FRAIS DU BUREAU DE L'UNION.

[563] § 1. Les frais communs du Bureau de l'Union pour le service des radiocommunications ne doivent pas dépasser, par année, la somme de 200 000 francs-or.

[564] § 2. Toutefois, si une dépense exceptionnellement élevée en imprimés ou documents divers se présente au cours d'une année, sans que les recettes correspondantes soient encaissées pendant la même année, le Bureau est autorisé, exclusivement dans ce cas, à dépasser le crédit maximum prévu, sous la réserve que le maximum du crédit pour l'année suivante sera réduit d'un montant égal à l'excédent susvisé.

[565] § 3. La somme de 200 000 francs-or pourra être modifiée ultérieurement du consentement de toutes les parties contractantes.

### Article 33.

MISE EN VIGUEUR DU RÈGLEMENT GÉNÉRAL.

[566] Le présent Règlement général entrera en vigueur le premier janvier mil neuf cent trente-quatre.
[567] En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé ce Règlement général en un exemplaire qui restera déposé aux archives du Gouvernement de l'Espagne et dont une copie sera remise à chaque gouvernement.

Fait à Madrid, le 9 décembre 1932.

Pour l'Union de l'Afrique du Sud:

H. J. LENTON.

A. R. Mc. LACHLAN.

Pour l'Allemagne:

HERMANN GIESS. HANS STEIDLE. PAUL JÄGER.

HANS HARBICH.

PAUL MÜNCH.

MARTIN FEUERHAHN.

SIEGFRIED MEY.

Pour l'Allemagne (suite):

FRIEDRICH HERATH.

RUDOLF SALZMANN.

ERHARD FRIEDRICH MAERTENS.

CURT WAGNER.

Pour la République Argentine:

DANIEL GARCIA MANSILLA.

RENÉ CORREA LUNA.

Luis Castineiras.

MELQUIADES SÁENZ BRIONES.

Pour la Fédération Australienne:

JOHN MURRAY CRAWFORD.

Pour l'Autriche:

RUDOLF OESTREICHER.

HANS PFEUFFER.

Pour la Belgique:

Maus B. P. M. J. G.

CORTEIL R. E. M.

Pour la Bolivie:

GEORGES SAENZ.

Pour le Brésil:

Luis Guimaraes.

Pour le Canada:

ALFRED DURANLEAU.

W. ARTHUR STEEL.

JEAN DESY.

Pour le Chili;

ENRIQUE BERMUDEZ.

Pour la Chine:

LINGOH WANG.

Pour l'Etat de la Cité du Vatican:

GIUSEPPE GIANFRANCESCHI.

Pour la République de Colombie:

JOSÉ JOAQUIN CASAS.

ALBERTO SANCHEZ DE IRIARTE.

WALTER MAC LELLAN ALDRICH.

Pour les Colonies françaises, protectorats et territoires sous mandat français:

CAROUR.

Pour les Colonies Portugaises:

ERNESTO JULIO NAVARO.

ARNALDO DE PAIVA CARVALHO.

Pour les Colonies Portugaises (suite):

José Méndes de Vasconcellos Guimarães.

MARIO CORREA BARATA DA CRUZ.

Pour la Confédération suisse :

G. KELLER.

E. METZLER.

Pour le Congo belge:

TONDEUR FELIX GEORGES.

Pour Costa-Rica:

ADRIANO MARTIN LANUZA.

Pour Cuba:

MANUEL S. PICHARDO Y PERALTA.

Pour Curação et Surinam:

G. SCHOTEL.

J. J. HOOGEWOONING.

Pour la Cyrénaïque:

G. GNEME.

Pour le Danemark:

KAY CHRISTIANSEN.

C. D. LERCHE.

M. J. C. GREDSTED.

Pour la Ville libre de Dantzig:

H. Kowalski.

VICTOR ZANDER.

Pour la République Dominicaine:

ELIAS BRACHE.

JUAN DE OLÓZAGA.

Pour l'Egypte:

R. MURRAY.

MOHAMED SAID.

Pour la République de El Salvador:

RAOUL CONTRERAS.

Pour l'Equateur:

HIPOLITO DE MOZONCILLO.

ABEL ROMEO CASTILLO.

Pour l'Erythrée:

G. GNEME.

GIAN FRANCO DELLA PORTA.

Pour l'Espagno:

MIGUEL SASTRE Y PICATOSTE.

RAMON MIGUEL NIETO.

GABRIEL HOMBRE CHALBAUT.

FRANCISCO VIDAL Y PLANAS.

Jesús Encio Cortés.

Tomas Fernandez Quintana.

LEOPOLDO CAL y DIAZ.

TRINIDAD MATRES Y GARCIA.

Pour les Etats-Unis d'Amérique;

EUGÈNE O. SYKES. CHARLES B. JOLLIFFE.

WALTER LICHTENSTEIN.

IRVIN STEWART.

Pour la Finlande:

NIILO ORASMAA.

VILJO YLÖSTALO.

Pour la France:
Jules Gautier.

Pour le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de 1

lande du Nord:

F. W. Phillips.

J. LOUDEN.

F. W. Home.

C. H. Boyd.

J. P. G. WORLLEDGE.

### Pour la Grèce:

TH. PENTHEROUDAKIS.

ST. NICOLIS.

### Pour le Guatemala:

VIRGILIO RODRIGUEZ BETETA.

ENRIQUE TRAUMANN.

RICARDO CASTANEDA PAGANINI.

### Pour la République de Honduras:

ANTONIO GRAINO.

Pour la Hongrie:

Jules Erdöss.

Pour les Iles italiennes de l'Egée:

G. GNEME.

ERMINIG MARIANI.

### Pour les Indes britanniques:

M. L. PASRICHA.

P. J. EDMUNDS.

### Pour les Indes néerlandaises:

A. J. H. VAN LEEUWEN.

A. VAN DOOREN.

G. SCHOTEL.

J. J. Hoogewooning.

### Pour l'Etat libre d'Irlande:

P. S. OH. EIGEARTAIGH.

E. Cuisin.

### Pour l'Islande:

G. J. HLIDDAL.

### Pour l'Italie:

G. GNEME.

Gino Montefinale.

### Pour le Japon:

Pour Chosen, Taiwan, Karafuto, le Territoire à bail du Kwantung et les Hes des Mers du Sud sous mandat juponais:

SAICHIRO KOSHIDA.

Yososhichi Yonezawa.

Тоуокісні Накадамі.

TAKEO JINO.

### Pour la Lettonie:

BERNHARD EINBERG.

Pour Libéria:

Luis Maria Soler.

Pour la Lithuanie:

KLEOPAS GAIGALIS.

Pour le Maroc:

DUBEAUCLARD.

Pour le Nicaragua:

José Garcia Plaza.

Pour la Norvège:

T. ENGSET.

HERMOD PETERSEN.

ANDR. HADLAND.

Pour la Nouvelle Zélande:

MELVIN BROWN ESSON.

Pour la République de Panama:

MELCHOR LASSO DE LA VEGA.

### Pour les Pays-Bas:

H. J. Вовије.

C. H. DE Vos.

### Pour les Pays-Bas (suite):

J. A. BLAND VAN DEN BERG.

W. DOGTEROM.

### Pour le Pérou:

JUAN DE OSMA.

### Pour la Pologne:

H. KOWALSKI.

K. GOEBEL.

K. KRULISZ.

K. SZYMANSKI.

### Pour le Portugal:

MIGUEL VAZ DUARTE BACELAR.

JOSÉ DE LIZ FERREIRA JUNIOR.

DAVID DE SOUSA PIRES.

JOAQUIM RODRIGUEZ GONÇALVES.

### Pour la Roumanie:

T. TANASESCU.

### Pour la Somalie Italienne:

G. GNEME.

GELMETTI.

### Pour la Suède:

G. Wold.

### Pour la Syrie et le Liban:

MORILLON.

### Pour la Tchécoslovaquie:

JOSEPH STRNAD.

OTTO KUCERA.

JAROMIR SVOBODA.

### Pour la Tripolitaine:

G. GNEME.

D. CRETY.

### Pour la Tunisie:

CROUZET.

### Pour la Turquie:

FAHRI.

IHSAN CEMAL.

MAZHAR.

### Pour l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes:

EUGÈNE HIRSCHFELD.

ALEXANDRE KOKADEEV.

### Pour l'Uruguay:

DANIEL CASTELLANOS.

### Pour le Vénézuéla:

CESAR MARMOL CUERVO. ANTONIO REYES.

### Pour la Yougoslavie:

DIMITRIEV ZLATANOVITCH.

### Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

p. Il Ministro per gli affari esteri:

SUVICH.

### APPENDICE 1.

### Tableau des tolérances de fréquence et des instabilités.

(Voir l'article 6).

- 1° La tolérance de fréquence est le maximum de l'écart admissible entre la fréquence assignée à une station et la fréquence réelle d'émission.
  - 2º Cet écart résulte de la combinaison de trois erreurs:
- a) l'erreur du radiofréquencemètre ou de l'indicateur de fréquence employé;
- b) l'erreur faite lors du réglage du poste;
- c) les variations lentes de la fréquence de l'émetteur-
- 3° Dans la tolérance de fréquence, il n'est pas tenu compte de la modulation.
- 4° L'instabilité de fréquence est le maximum de l'écart admissible résultant de la seule erreur visée au c) ci-avant.

INSTABILITÉS	adilidatant nuoq səldissimba xusəvnon səl sələsimən sələlər seli sələy vələsi	H			0, 5 %			0,5 %			
	eàllideanI ealdisaimba laibàmmi taam	+1			0, 5 %			0,5.%	ı		
es et des	Tolérances admissibles puor semetteurs seule- smetteurs seule- seel sérat anom	#I	0,1 %	0,5%1)	0,0 <b>5 k</b> c/s		0,05 kc/s 0,1 %			0,03 %	0,04 %
FRÉQUENCES	esonaráloT esídissimbs esídibámmi tnem	H	0,1 %.	0,5 %1)	0, 3 kc/s		0,3 kc/s 0,1 %			0,05 %	0,1 %
TABLEAU DES TOLÉBANCES DE FI		A. De 10 à 550 kc/s (30 000 à 545 $m$ ):	a) Stations fixesb) Stations terrestres	c) Stations mobiles utilisant des fréquences indiquées	d) Stations mobiles utilisant une onde quelconque à l'intérieur de la bande	B. De 550 a 1 500 $kc/s$ (545 a 200 m):	<ul><li>a) Stations de radiodiffusion</li><li>b) Stations terrestros</li></ul>	c) Stations mobiles utilisant une onde quelconque à l'intérieur de la bande	C. De 1 500 c. 6 000 kc/s (200 à 50 m):	a) Stations fixes	b) Stations terrestres

1) Il est reconnu qu'il existe dans ce service un grand nombre d'émetteurs à étincelles et de simples émetteurs auto-oscillateurs qui ne sont pas à même de satisfaire à cette condition.

### APPENDICE 2.

# Tableau des largeurs de bande de fréquences occupées par les émissions.

(Voir Particle 6).

estilidaten Tustenbles pour Zustenben selles Sell séries trour Etter series

Instabilités admissibles immédiate-inent

ıuəui

890garəloT 89ldissimba •9ldistimi •9laibèmmi

kc/s

က

kc/s

10

**€** 

<u>2</u>

Ď

Ü,

faible puissance (jusqu'à 250 watts-antenne) travaillant dans les bandes communes aux services fixes et mobiles......

(e)

% %

%

0,05

€0,0 0,02

%

0,1

b) Stations terrestres.....

Stations fixes.  $(50 \ d \ 10 \ m)$ :

છે

%

0,1

Stations mobiles utilisant des fréquences indiquées.....

ં

kc/s

ಣ

kc/s

10

H

d) Stations mobiles utilisant une onde quelconque à l'intérieur de la bande ......

utilisées, en principe, par les différents types de transmission dans l'état actuel de la tech-nique sont indiquées ci après. Les bandes de fréquences effectivement

Type de transmission	Largeur de la bande Cycles par seconde (y compris les deux bandes latérales)
Télégraphie, vitesse de 100 mots par minute, code Morse (40 points par seconde)	-
sur onde entretenue non modulée	de 80 à 240 (correspondant à la fré- quence fondamentale de manipula- tion et à son troisième harmonique).
sur onde entretenue modulée	même valeur que ci-avant, plus deux fois la fréquence de modulation.
Transmission d'images fixes	environ le rapport du nombre d'élé- ments <sup>1</sup> ) d'images à transmettre au nombre de secondes nécessaires à la transmission. Exemple: 100 000 : 100 = 1 000.
Télévision	environ le produit du nombre d'élé- ments <sup>1</sup> ) d'une image par le nombre d'images transmises par seconde. Exemple: 10 000 × 20 = 200 000.
Radiotéléphonie commerciale	environ 6 000.
Radiotéléphonie de haute qualité, comme par exemple en radiodiffusion	environ 10 000 à 20 000.

%

0,05

,°0

0,1

%

0,01

%

0,03

Stations de radiodiffusion....

e)

Stations mobiles utilisant une onde quelconque à l'intérieur de la bande .....

0, 1%
(0,04%
pour les
fréquences
dans les
bandes

1) Un cycle est composé de deux éléments, un blanc et un noir; la fréquence de modulation est donc la moitié du nombre d'éléments transmis par seconde.

les administration	
es n'étant pas données,	s que faire se pourra.
pas	vire s
n'étant	s dne f
s admissibles	aussi réduite
olérances	tolérances
2) Les to	t des tol
63	ffxeront

%

0,05

% 0, 1

**₹** 

**≈** 

	3 de
	progrès
	des
ourra.	profiter
ة تت	de
mes due rame s	s'efforceront de profiter des progrès
merche des toterances aussi reduites que tante se pourra	Note. Les administration s
5	Les
Ilxerome de	Note.

technique pour réduire progressivement les tolérances de fréquence

les limites d'instabilité.

et e

### APPENDICE 3.

# Rapport sur une infraction à la Convention des télécommunications ou aux Règlements des radiocommunications.

(Voir Particle 13)

Détails relatifs à la station transgressant les Rè Jements.	
1. Nom, s'il est connu (en caractères d'imprimerio)[Remarque a)]	
Détails relatifs à la station signalant Firrégularité	•
6. Nom (en catactères d'imprimerie). 7. Indicatif d'appel (en caractères) d'imprimerie). 8. Nationalité 9. Position approximative [Remarque c]	
Détarts de l'irregularite.	
en communication avec celle qui commet l'infraction.  Il. Indicati d'appe: de la station en communication avec celle qui communication avec celle qui communication avec celle qui commet l'infraction	
12. Heure [Remarque e,] et date. 13. Nature de l'irrégularité  Remarque f)].	
<ol> <li>Extraits du journal de bord et autres nuer au verso, si nécessaire). Heure.</li> </ol>	14. Extraits du journal de bord et autres documents à l'appui du rapport (à continuer au verso, si nécessaire). Heure.
15. Certificat. Je certifie que le rapport ci-dessus don rendu complet et exact de ce qui a cu liou. Date: le	Certificat. Je certifie que le rapport ci-dessus donne, autant que je sache, le compte a complet et exact de ce qui a cu liou.  Date: le

(\*) Ce rapport doit être signé par l'opérateur qui a relevé l'infraction, et contresigné par le commandant du navire ou de l'aéronef, ou le chef de la station terrestre.

## INDICATIONS POUR REMPLIR CETTE FORMULE.

que rapport ne fera mention que d'un seul navire ou d'un	on, voir remarque $d$ ).
rque a) Chaque rappo	seule station,
e a	
Remarque	

Remarque b) Type Al, A2, A3 ou B.

Remarque c) Applicable seulement aux navires et aéronefs, doit être exprimée en latitude et longitude (Greenwich) ou par un relèvement vrai et distance en milles marins ou en kilomètres de quelque endroit bien connu.

Remarque d) Si les deux stations en communication enfreignent les Règlements, un rapport sera fait séparément pour chacune de ces stations.

Remarque c) Doit être exprimée par un groupe de quatro chiffres (0001 à 2400), temps moyen de Greenwich. Si l'infraction porte sur une période considérable, les heures devront être indiquées dans la marge du nº 14.

Remarque f) Un rapport séparé est requis pour chacune des irrégularités, à moins que les erreurs n'aient évidemment été faites par la même personne et n'aient eu lieu que dans une courte période de temps. Tous les rapports doivent être envoyés en deux exemplaires et être établis dans la mesure du possible à la machine à écrire.

(L'emploi du crayon indélébile et du papier carbone est autorisé).

## POUR L'USAGE EXCLUSIF DE L'ADMINISTRATION.

i	
1. Compagnie ayant le contrôle de l'installation do la station contre laquelle plainte est portée	2. Nom de l'opérateur de la station tenu responsable de l'infraction aux

APPENDICE 4.

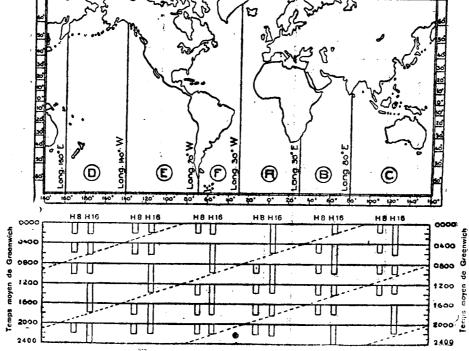
Heures de service des stations de navire classées dans la deuxième catégorie.	(Voir les graphique et carte à l'appendice 5 ainsi que les arzicles 15 m 22)
e ser	gra
s de	· les
Heure	(Voir

(Voir les graphique	ಿ	à l'appendic	ainsi que les artic	e 5 ainst que les articles 15 et 23).
Zones	Limites Ouest	Limites Est	Durée des heu (temps moyen	Durée des heures de sorvice (temps moyen de Greenwich)
	,		8 heures (H 8)	16 heures :(H 16)
A Océan Atlanti- que Est, Mé- diterranée, Mar du Nord, Baltique.	Méridien 30° W. C3. t3 du Gro- enland.	Méridien 30° E, au Sud de la côt; d'A-frique, Limites Est de la Médiccranée, de la Mer Noire et dola Baltque, Méridien 30° E au Nord de la Norvège.	de -8h à 10h de 12h à 14h de 16h à 18h de 20h à 22h	de Ohà (h de 8hà14h de16hà18h de20hà22h
B Océan Indi'n Ouost, Océan Arctique Est.	Limite Est de la Zone A.	Méridien 80° E, Côte Ouest de Caylan au Pont d'Adam, de là à l'Ouest, le long des côtes de l'Inde.	de 4hù 6h de 8hà10h de 12hà14h de 16hà18h	de Oh à 2h de 4h à 10h de 12h à 14h de 16h à 18h de 20h à 24h
C Océan Indien Est, Mer de Chine, Océan Pacifique Ouest.	Limite Est de la Zone B.	Méridien 160º E.	de 0hù 2h de 4hù 6h de 8hù10h de 12hù14h	de 0hà 6h de 8hà 10h de 12hà 14h de 16hà 22h
D Océan Pacifi. que Central.	Limite Est de la Zone C.	Méridien 140° W.	de 0h à 2h de 4h à 6h de 8h à 10h de 20h à 22h	de 0hà 2h do 4hà 6h do 8hà10h de 12hà10h de 20hà24h
E Océan Pacifi- que Est.	Limite Est de la Zone D.	Méridien 70° W au Sud de la Côte amé- ricainc, Côte Ouest d'Amérique.	de 0h à 2h de 4h à 6h de 16h à 18h de 20h à 22h	de 0h 2 2h de 4h 3 6h de 8h 3 14h de 16h 3 22h
F Océan Atlanti- que Ouest et Golfe du Me- xique.	Méridien 70° W au Sud de la Côte amé- ricaine, Côte Est d'Améri- que.	Méridien 20° W, Cô- te du Groenland.	de 0h à 2h de 12h à 14h de 16h à 18h de 20h à 22h	de Ohà 2h de 4hà10h de 12hà18h de 20hù22h
-	1		-	

APPENDICE 5.

Heures de service des stations de navire classées dans la deuxième catégorie.





(, (, saxe.L

Heures d'ouverture

Naturo

### APPENDICE 6.

Documents de service. (Voir Particle 15). TOME I. — NOMENCLATURE DES STATIONS COTIÈRES ET DE NAVIRE.

A. Index alphabétique des stations côlières. Partie .

partic Indicatif d'appel 01 Nom de la station

par orde alphabétique). Partie B. Etat signalétique des stations côtières. (Nom du pays Nom des stations

Puissance dans l'antenne \* exacte de l'antenne émettrice\*) Position

Fréquences (longueurs)<sup>1</sup>)

Indicatif d'appel

Nom de la station

L'onde normale de travail est imprimée en caractères gras. Méridien de Greenwich. Dans le cas d'antennes dirigées, il y a lieu d'indiquer la directivité et

9

-

9

10

O.

**₹**€

taxe télégraphique intérieure du pays dont dépend la station côtiére l'azimut. **⊕** છ

aux telegrammes à destination des pays annexe à la présente nomenclature. liquidés par une exploitation privée, il y n et l'adresse de cette exploitation privée. concernant les heures d'appel pour la quée par ce pays aux télindiquées dans une annexe nptes de taxes sont liquidé

Partie C. Etat signalétique des stations de navire.

Les renseignements relatifs à ces stations sont publiés en deux ou trois lignes dans l'ordre suivant:

1er ligne.

Indicatif d'appel au-dessous duquel figurera la taxe du navire, suivie d'un renvoi pour désigner l'administration ou l'exploitation privée à laquelle les comptes de taxe doivent être adressés. En cas de changement de l'adresse de l'exploitant, un second renvoi, après la taxe, donnera la nouvelle adresse et la date à partir de laquelle le changement entrera en vigueur;

nom du navire rangé à l'ordre alphabétique sans considération de nationalité, suivi de l'indicatif d'appel en cas d'homonymie; dans ce cas, le nom et l'indicatif sont séparés par une barre de fraction; ensuite, des notations x, \(\lambda\), etc. Lorsque deux ou plusieurs stations de navire de même nationalité portent le même nom, ainsi que dans les cas où les comptes de taxes doivent être adressés directement au propriétaire du navire, il est fait, dans un renvoi, mention du nom de la compagnie de navigation ou de l'armateur auquel appartient le navire; | Renvois et observations succincts.

puissance dans l'antenne en kilowatts;

mètres-ampères, entre parenthèses.

Pour établir le produit « mètres-ampères », on multiplie la hauteur réelle de l'antenne en mètres à partir de la ligne de charge par le courant efficace en ampères à la base de l'antenne;

nature du service;

heures d'ouverture sous forme de notation de service ou de renvoi. Les heures indiquées autrement que sous forme de notation de service doivent être indiquées en temps moven de Greenwich.

2e ligne.

(pour la taxe, voir 1er ligne).

Pays dont relève la station (indication abrégée); types et

fréquences (longueurs d'onde) d'émission pour lesquelles les réglages sont faits, l'onde normale de travail étant imprimée en caractères gras.

3e liane.

FONE II. — NOMENCIATURE DES STATIONS AÉRONAUTIQUES ET D'AÉRONEF. Partie A. Index alphalkítique des stations aéronautiques.

Linnar		
o A. Indea armanaique aes eranone des onacea	Voir partie B page	က
acidno nes	Indicatif d'appel	87
nace arma	Nom de la station	1
7		

Partie B. Etat signalétique des stations aéronautiques.

(Nom du pays Nom des stations | par ordre alphabétique).

	•	Observations	12
	(,	Taxes ')	11
Service	(* 91n	Нецгея d'ouvert	10
Sei		ozutaN.	6
ne 3)	l'anten	Ријевапсе dans	8
	Position	géographique exacte du l'antenne émettrice ¹)	7
	la lon	AdyT	စ
les	Pour la réception	Hongueur)	5
Ondes	g " ü	Type	7
	Pour la trans- mission	$\widehat{\mathbb{E}}_{\infty}^{\infty}$ (longueurs)	8
	appel	Indicatif d'	67
	;	Nom de la station	-

L'onde normale de travail est imprimée en caractères gras.
 Méridien de Greenwich.
 Dans le cas d'antennes dirigées, il y a lieu d'indiquer la directivité et l'azimut.
 Temps moyen de Greenwich.
 I.a taxe télégraphique intérieure du pays dont dépend la station aéronautique et la taxe appliquée par ce pays aux télégrammes à destination des pays limitrophes sont indiquées dans une annexe à la présente nomenclature, 6) Si les comptes de taxes sont liquidés par une exploitation privée, il y a lieu d'indiquer, le cas échéant, le nom et l'adresse de cette exploitation privée.

Partie C. Etat signalétique des stations d'aéronef.

Les stations sont rangées par ordre alphabétique de l'indicatif d'appel sans considération de nationalité.

_		
	Observa- tions	12
	Type do l'aéronef et marque de fabrique	п
	Parcours habituel d'at- tache)	10
-2011	Nom et adresse de l'adminis- tration ou entreprise à laquelle les comptes doivent detre envoyés	6
	səxaT	8
	Nature du service	7
	Pays	9
	ят Ријавансе dans Управние Витеппе	5
	Conguents)	4
	Bu (longueurs)	န
Samo	Nom de la station on marque de nationalité et d'immatriculation	83
apper same constructions as marchanics	Indicatif d'appel	1
- '		

1) L'onde normale de travail est imprimée en caractères gras.

TOME III. — NOMENCLATURE DES STATIONS EFFECTUANT DES SERVICES SPÉCIAUX.

Partie A. Index alphabétique des stations.

Voir partie B page	က
Indicatif d'appel	61
Nom de la station	pred

Partie B. Etat signalétique des stations.

## 1º Stations radiogoniométriques.

(Nom du pays ) par ordre alphabétique).

Observations a) sectours de releve- ment normalement publications natio- nales ou informatio- nales de balisage b) heures d'ouverture '), etc.	7 01
Taxes	6
Nom of indicatit d'appel de la sta- tion avec laquelle la communica- tion dolt être établie el la station gonio n'est pas dotée d'un émetteur	<b>∞</b>
Puissance dans l'antenne de	2
B c des relevements par mente par me	9
Ondes Properties a	ð
Four appeler la sta- olicoz noti	4
leqqa'b litacibaI	က
Position geographique oxacte ') a) de l'antenne récoptrice de la station gonio e) de l'antenne de l'antenne de l'antenne de l'antenne de l'antenne de l'enet- teur de la station visée colonne 8	. 63
Moits at ob moM	1

Méridien de Greenwich.
 Temps moyen de Greenwich.

## 2º Stations radiophares.

Les radiophares sont rengés en deux sections: a) du service maritime b) du service aérien.

(Nom du pays

Nom de la station) par ordre alphabétique).

Observa- tions	a) secents ment surs et renyois aux pu- blications ou inter- nationales de bali- sage b) heuvs d'ouver- ture ?	. []
	Onde d'appel fré- quence (lon- gueur) kc s (m)	10
al ob sasta notes	logqa'b ligholing to moZ station is laquelle on peut the demande of the control in the control of the control o	6
	Portée normale *)	œ
	Fré- quence de modu- lation s'il y a licu	7
Onde	Type	9
	Fré- quence (lon- gueur) ke/s (m)	10
	Indicatif d'appet du radio- phare s'il y a lieu	4
	Signal caracté- ristique du radio- phare	က
Position	phique exacte do l'antenne emetrice emetrice du radio-	ก
	Nom de la station	_

- 1) Méridien de Greenw.ch.
- 2) Les portées sont indiquées en milles marins pour les stations du service maritime et en kilomètres pour les stations du service aérien.
  - 3) Temps moyen de Greenwich.

## 3º Ntations émettant des signaux horaires.

(Nom du pays

Nom de la station | par ordre alphabét que).

6	
Méthode ?)	
He ires d'émission ') 5	_
Type 4	
Ondes Frequences (longueurs) kc/s (m)	-
Indicatif d'appel	<u> </u>
Nom de la station	_

- 1) Temps moyen de Greenwich.
- 2) Instructions generales concernant le signaux hôra res.

4° Stations émettant des bulletins météorologiques réguliers.

	(Obscrvations')	9
	Heures d'emission¹)	20
. 80	Type	4
Onde	Fréquences (longueurs) kc/s (m)	ဧ
	Indicatif d'appel	2
	Nom de la station	H
		la Indicatif Fréquences d'appel (longueurs) (m)

- (1) Temps moyen de Greenwich. (2) Instructions générales concernant les bulletins météorologiques.

5º Stations émettant des avis aux navigateurs.

(Nom des stations par pays avec les indications nécessaires).

- a) Service radiomaritime.b) Service radioaérien.

6º Station émettant des messages de presse adressés à tous (CQ).

(Nom du pays.....)

(Nom de la station avec les indications nécessaires.) 7º Station émettant des avis médicaux.

8º Stations émettant des ondes étalonnées. 9º (le cas échéant, autres catégories de stations).

(Index à la liste des fréquences pour les stations fixe en service). Tome IV. — Nomenceature des stations fixes.

Index alphabétique des stations rangées;

a) par stations

	1
Onde fréquence (longueur) ke/æ (m)	<b>ന</b>
Indicatif d'appel?)	લ
Station	

(1) L'indicatif d'appel distinctif de chaque fréquence doit être indiqué en face de cette fréquence.

	Observations	4	tre indique	USION.					+ 2 <b>+ +</b> ₹\$\$ <b>+</b> .	Observations	2	•
	Onde fréquence (longueur) ke/s (m)	က	fréquence doit être	STATIONS DE RADIODIFFUSION.	e des stations.	Voir partie B page	4.	des stations.	e alphabétique).	Nom et adresse de l'administra- tion ou de l'entreprise effectuant l'emission	9	•
			ctif de chaque	URE DES STAT	alphabétique	Indicatif d'appel	8	Partic B. Etat signalétique des	on } par ordre	mphique pricence pric	1.0	
	Indicatif d'appel ')	63	L'indicatif d'appel distinctif de e de cette fréquence.	· Nomenclature des	ie A. Index	Nom de la station	1	rtic B. Etat	(Nom du pays Nom de la station	Position geographique oxacte do l'antenne émettrice!	4	(1) Méridien de Greenwich.
pays	uo	<del></del>	(1) L'indicatif d'appel d face de cette fréquence.	Tome V. —	Partie		·,	Pa	Z Z	Indi- catif d'appel kc/s (n)	<u>61</u>	- éridien de
<b>b</b> ) par	Station		(1) L en face	Tol			•			Nom de la gtation d		(I) M

LISTE DES FREQUENCES.

### I. Généralités.

- a) En ce qui concerne les stations fixes, terrestres et de radiodiffusion, les administrations notifient au Bureau de l'Union un état signalétique complet pour chaque fréquence attribuée à ces stations (voir l'article 7, § 5).
- b) En ce qui concerne les stations mobiles, il n'est pas fourni d'état signalétique complet. On indique seulement pour chaque pays, séparément pour chaque catégorie de stations (de navire, d'aéronef, d'autres véhicules), les fréquences attribuées à ces stations dans les bandes qui leur sont réservées.

Exemple:

- 5 525 kc/s (54,30 m) stations de navire Etats-Unis d'Amerique.
- 5 690 kc/s (52,72) m) station d'aéronef Brésil.
- c) Les fréquences attribuées aux stations effectuant des services spéciaux ainsi qu'aux stations d'amateur et expérimentales privées sont indiques en bloc, par pays et pour chaque catégorie de stations [exemple: 3 500 à 4 000 kc/s .(85,71 à 75 m) stations d'amateur Canada].
- d) En vue de faciliter l'utilisation de la liste des fréquences, le Bureau de l'Union mentionne sur chaque page la gamme de fréquences du tableau de répartition correspondant aux fréquences qui figurent sur cette page [exemple: 7 300 à 8 200 kc/s (41,10 à 36,59 m) services fixes].
- e) Paur les termes et indications techniques employés dans

la liste, il est recommandé aux administrations de se référer aux avis du C. C. I. R.

### II. Notification.

a) La date de notification d'une fréquence, à insérer dans la colonne 3 a, est la date que porte la communication par laquelle le Bureau de l'Union a été informé de la première attribution de cette fréquence à une station du pays indiqué, Le nom de cette station figure dans la colonne 5.

Par pays, on entend, dans cette liste, le pays dans les liquites duquel est installée la station.

- b) Lors de la première notification d'une fréquence pour une station d'un pays, la date à inscrire dans la colonne 3 b, en regard de cette station, est la même que celle portée dans la colonne 3 a. Si l'on attribue ultérieurement la même fréquence à une autre station du même pays, on insére en regard de la nouvelle station, dans la colonne 3 a, la date de la première notification visée ci-avant et, dans la colonne 3 b, la date de l'attribution de cette fréquence à cette nouvelle station.
- c) Si, deux ans après la notification (colonne 3 b), la fréquence notifiée n'a pas été mise en exploitation par la station à laquelle elle a été attribuée, les inscriptions y relatives sont annulées, à moins que l'administration intéressée, obligatoirement consultée par le Bureau de l'Union six mois avant l'expiration du délai précité, n'en ait demandé le maintien. Dans ce cas, les dates de notification insérées dans les colonnes 3 a et 3 b subsistent.

	Obser- vations	14
эзпе	Administration on compagnio exploi	13
al sna	Date de mise en exploitation de la tréc par la station dont le nom figure d colonne 5 (date prévue entre parenth	12
oile	Nature du service et pays avec lesc la comunication est prévue ou étab	11
noissi	Witesso maximum normale de transmi (*sbuad no	10
səl ruc cial*)	Fréquence maximum de modulation p types d'emission A2), A3, A4, et Spé	6
	Directivité de l'antenne	<b>∞</b>
Puissance dans l'antenne	noidslubom eb xust 2%	q
Put Put	en kw	ಜ
([sioèq	Type d'émission (Ai, A2, A3, A4, B, S	9
noitat noita	Nom et position géographique <sup>1)</sup> de la cette str	ಸು
	Indicatif d'appel	4
Date	de notification de cette fréquence pour la station dont le non figure dans la la colonne 5	م ش
Da	de première notification de la fréquence 23,50 de de moitele de pays	ಜ
	Lon- guer d'onde appro- xima- tive en en	63
	Fré- quence exacte exacte en en	prod

## 1) Méridien de Greenwich. 2) Le chiffre à inscrire dans la colonne 9 doit permettre de déterminer argeur de la bande de fréquences occupée par la transmission.

largeur de la bande de fréquences occupée par la transmission.

Aucun signe ne précède le chiffre, lorsque la transmission utilise les deux bandes laié...les. Si la transmission n'utilise qu'une bande latérale, on l'indique en pla çant devant le chiffre le signe + (bande latérale de fréquences supérieure à la fréquence porteuse) ou — (bande latérale de fréquences inférieure à la fréquence porteuse).

3) La vitesse en bands pour le code Morse international est approximativement égale à 0,8 × mots par minute.

4) Les administrations notifient sans délai au Bureau de l'Union la mise en exploitation des fréquences pour lesquelles un état signalétique complet figure

### APPENDICE 7. Notations de service.

[Voir les articles 15 et 19,  $\S$  1, (6), a).]

- station à bord d'un navire de guerre ou d'un aéronef de guerre
- △ radiogoniomètre à bord d'une station mobile
- station classée comme située dans une région de trafic intense pour laquelle le trafic sur 500 kc/s (600 m) est restreint, conformément à l'article 19, § 1, (6), a)
- **D** 30° antenne dirigée dans la direction de rayonnement maximum de 30° (exprimé en degrés à partir du nord vrai, de zéro à 360, dans le sens des aiguilles d'une montre)
- DR antenne dirigée pourvue d'un réflecteur
- FA station aéronautique
- FC station côtière
- FR station réceptrice seulement, reliée au réseau général des voies de télécommunication
- FS station terrestre établie dans le seul but de la sécurité de la vie humaine
- **FX** station effectuant un service de radiocommunication entre points fixes
- H 24 station ayant un service permanent, de jour et de

- H 16 station de navire de la 2e catégorie effectuant 16 heures de service
- H 8 station de navire de la 2<sup>c</sup> catégorie effectuant 8 heures de service
- HJ station ouverte du lever au coucher du soleil (service de jour)
- HX station n'ayant pas de vacations déterminées
- CO station ouverte à la correspondance exclusivement officiel
- CP station ouverte à la correspondance publique
- CR station ouverte à la correspondance publique restreinte
- CV station ouverte exclusivement à la correspondance d'une entreprise privée
- RC radiophare circulaire
- RD radiophare directionnel
- RG station radiogoniométrique
- RT radiophare tournant
- RV radiophare directionnel variable

### APPENDICE 8.

### Documents dont les stations mobiles doivent être pourvues.

(Voir les articles 3, 10, 12, 15 et l'appendice 6.)

- A. les « stations de navire » à bord des navires obligatoirement pourvus d'une installation radiotélégraphique:
- 1° la licence radioélectrique;
- 2º le certificat du ou des opérateurs;

### APPENDICE 9.

Liste des abréviations à employer dans les radiocommunications.

(Voir Particle 16).

Abréviations utilisables dans tous les services 1/2)

1. CODE Q.

3° le registre (journal du service radioélectrique) sur lequel sont mentionnés, au moment où ils se produisent, les incidents de service de toute nature, ainsi que les communications échangées avec des stations terrestres ou des stations mobiles et relatives à des avis de sinistre. Si le réglement de bord le permet, la position du véhicule sera indiquée une fois par jour sur ledit registre;
4° la liste alphabétique des indicatifs d'appel;

5° la nomenclature des stations côtières et de navire;

6º la nomenclature des stations effectuant des services spéciaux;

7º la Convention et les Règlements y annexés;

8° les tarifs télégraphiques des pays à destination desquels

la station accepte le plus fréquemment des radiotélégrammes.

B. les autres « stations de navire »:

les documents visés aux chiffres 1º à 5º inclus sous le titre A

C. les « stations d'aéronef »:

- 1° les documents visés aux chiffres 1°, 2° et 3° sous le titre A;
- la nomenclature des stations aéronautiques et d'aéronef;
- 3º tels documents que des organismes compétents de l'aéronautique du pays intéressé jugeront éventuellement nêcessaires à la station pour l'exécution de son service.

QRA Quel est le nom de votre station?  QRB A quelle distance approximative e tive vous trouvez-vous de mastation estation sestedmillométres).  QRC Quel exploitation privée taxes de votre station?  QRD Où allez-vous et d'où venez et d'où venez en ke/s ou m)?  QRG Voulez-vous m'indiquer ma fréquence (longueur d'onde) exacte en ke/s ou m)?  QRH Ma fréquence (longueur d'onde) exacte est de ko (oum).  QRH Ma fréquence (longueur d'onde) exacte est de ko (oum).  QRH Ma fréquence (longueur d'onde) exacte est de ko (oum).  QRH Ma fréquence (longueur d'onde) varie.  QRH Ma fréquence (longueur d'onde) varie.  QRB Me recevez-vous mal ? Mes si-gnaux sont ils faibles?  QRB Me recevez-vous vien ? Mes si-gnaux sont bons.  QRB Etes-vous brouillé ?  QRM Etes-vous brouillé ?  Action de ma station est  La distance approximative e tre nactions et axes de taxes de taxes de taxes de taxes de vous et de ko (oum).  Votre fréquence (longue d'onde) exacte est de ko (oum).  Votre fréquence (longue d'onde) varie.  QRB Me recevez-vous mal ? Mes si-gnaux sont trop fines.  QRB Etes-vous occupé ?  GRB Etes-vous brouillé ?  Je nom de ma station est  Je vous reactor de mission et axes de nace de taxes de vous recevo (ou. Je varie.  Je vais à et je viens de ko (oum).  Votre fréquence (longue d'onde) varie.  Je vais à et je viens de ko (oum).  Out en fréquence (longue d'onde) varie.  Je vais à et je viens de ko (oum).  Out en fréquence (longue d'onde) varie.  QRB Etes-vous socupé ?  Je vais à et je viens de ko (oum).  Je vais à et je viens de ko (oum).  Je vais à et je viens de ko (oum).  Je vais recoupe de ko (oum).  Je vais recoupe de ko (ou le longue est de ko (ou le ko	Abré- viation	Question	Reponse on avis
A quelle distance approximative vous trouvez vous de ma station?  Par quelle exploitation privée (ou administration d'Etat)  Sont liquidés les comptes de tax station sont liquidés les comptes de tax station?  Où allez-vous et d'où venez- vous?  Voulez-vous m'indiquer ma fréquence (longueur d'onde) exacte est exacte en kc/s ou m)?  Ma fréquence (longueur d'onde)  Voulez-vous m'indiquer ma fréquence (longueur d'onde) exacte est exacte en kc/s ou m)?  Ma fréquence (longueur d'onde)  Voulez-vous mai? Mes si- La tonalité de votre extequence ext-elle?  Me recevez-vous mai? Mes si- Be rous reçois bien gnaux sont-ils faibles?  Me recevez-vous vien? Mes si- Be vous reçois bien gnaux sont-ils bons?  Etes-vous occupé?  Etes-vous brouillé?  La quistance approximation et approximation.  La comptes de tax station sont liquiter.  Je vous saction sour liquiter.  Je vous reçois bien gnaux sont bons.  Etes-vous brouillé?  La quistance approximation et aux pas vous gnaux sont-ils faibles?  Je vous reçois bien gnaux sont bies.  Je suis occupé (ou Jeneralité (o	QRA	Quel est le nom de votre sta- tion?	Le nom de ma station est
Par quelle exploitation privée (ou administration d'Etat)  sont liquidés les comptes de taxes de votre station?  Où allez-vous et d'où venez- vous?  Voulez-vous m'indiquer ma fréquence (longueur d'onde) exacte est exacte en kc/s ou m)?  Ma fréquence (longueur d'onde)  exacte en kc/s ou m)?  Ma fréquence (longueur d'onde) exacte est exacte en kc/s ou m)?  Ma fréquence (longueur d'onde)  varie-t-elle?  La tonalité de mon émission l'a tonalité de votre est-elle régulière?  Me recevez-vous mal? Mes si- Bere-vous occupé?  Me recevez-vous vien? Mes si- gnaux sont-ils faibles?  Me recevez-vous vien? Mes si- gnaux sont-ils bons?  Etes-vous occupé?  Etes-vous brouillé?  Je suis occupé ou Je suis brouillé.	QRB		La distance approximative entre nos stations est de milles marins (ou kilométres)
Où allez-vous et d'où venez- vous ?  Voulez-vous m'indiquer ma fréquence fréquence (longueur d'onde) exacte en kc/s ou m)?  Ma fréquence (longueur d'onde) varie-t-elle ?  La tonalité de mon émission la tonalité de votre est-elle régulière ?  Me recevez-vous mal? Mes si- gnaux sont-ils faibles ?  Me recevez-vous vien ? Mes si- gnaux sont-ils bons ?  Etes-vous occupé ?  Etes-vous brouillé ?  Je vais occupé (ou Je vois bien gnaux sont bons.  Etes-vous brouillé ?  Je suis occupé (ou Je suis brouillé.)	QRC	Par quelle exploitation privée (ou administration d'Etat) sont liquidés les comptes de taxes de votre station?	Les comptes de taxes de ma station sont liquidés par l'exploitation privée (ou par l'administration de l'E- fat)
Voulcz-vous m'indiquer ma fréquence fréquence (longueur d'onde) exacte est exacte en kc/s ou m)?  Ma fréquence (longueur d'onde) voure fréquence variet-elle?  La tonalité de mon émission la tonalité de votre est-elle régulière?  Me recevez-vous mal? Mes si-gene peux pas vous gnaux sont-ils faibles?  Me recevez-vous vien? Mes si-gene reçois bien gnaux sont-ils bons?  Etes-vous occupé?  Etes-vous brouillé?  Soule fréquence est d'onde) exacte est d'onde) exacte est d'onde) varie.  La tonalité de votre varie.  Vos signaux sont bles si-gene reçois bien gnaux sont-ils bons?  Etes-vous occupé?  Etes-vous brouillé?	QRD	Où allez-vous et d'où venez- vous ?	Je vais à et je viens de
Ma frequence (longueur d'onde) varie-t-elle ?  La tonalité de mon émission la tonalité de votre est-elle régulière ?  Me recevez-vous mal ? Mes si-gnaux sont-ils faibles ?  Me recevez-vous vien ? Mes si-gnaux sont bles.  Me recevez-vous vien ? Mes si-gnaux sont bons.  Etes-vous occupé ?  Etes-vous brouillé ?  Etes-vous brouillé ?  La tonalité de votre varie.  Vos signaux sont pas vous gnaux sont bons.  Etes-vous occupé ?  Cupé avec). Pri pas brouillé.	QRG	m'indiquer (longueur d'o: kc/s ou m) ?	Votre fréquence (longueur d'onde) exacte est de ke/s
La tonalité de mon émission Le est-elle régulière?  Me recevez-vous mal? Mes si- Je gnaux sont-ils faibles?  Me recevez-vous vien? Mes si- Je gnaux sont-ils bons?  Etes-vous occupé?  Etes-vous brouillé?	QRH	Ma fréquence (longueur d'onde) varie-t-elle?	Votre fréquence (longueur d'onde) varie
Me recevez-vous mal? Mes si- Je gnaux sont-ils faibles?  Me recevez-vous vien? Mes si- Je gnaux sont-ils bons?  Etes-vous occupé?  Etes-vous brouillé?	QRI	La tonalité de mon émission est-elle régulière ?	La tonalité de votre émission varie.
Me recevez-vous vien? Mes si- Je gnaux sont-ils bons? Etes-vous occupé?  Etes-vous brouillé?	QRJ	Me recevez-vous mal? Mes si- gnaux sont-ils faibles?	Je ne peux pas vous recevoir. Vos signaux sont trop fai- bles.
Etes-vous occupé ? Je  Etes-vous brouillé ? Je	QRK	Me recevez-vous vien? Mes signaux sont-ils bons?	Je vous reçois bien. Vos signaux sont bons.
Etes-vous brouillé?	QRL	Etes-vous occupé ?	Je suis occupé (ou Je suis occupé avec), Prière de ne pas broniller
	QRM	Etes-vous brouillé?	Je suis brouillé.

Les abréviations prennent la forme de questions quand elles sont suivie d'un point d'interrogation.

2) Les séries de signaux QA, QB, QC, QD, QF, QG sont réservées au Code

spécial de l'aéronautique,

						,						•							,		•
Réponse ou avis	Je suis trouble par les atmos-	pnenques. Augmentez l'énergie.	Diminuez l'énergie.	Transmettez plus vite (mots par minute).	Transmettez plus lentement (	Cessez la transmission.	Je n'ai rien pour vous.	Je suis prêt.	Prière d'avisor que ie l'ap- pello sur kc/s (ou m).		ce que j'aie fini de communi-	quer avec). Je vous rappellerai à heure (ou aussitôt).	Votre tour est numéro (ou	Vous êtes appelé par	La force de vos signaux est (1 à 5).	La force de vos signaux varie.	Votre manipulation est incorrecte; vos signaux sont ma vais.	Transmettez télégrammes (ou un t'ilégramme) à la fois.	La taxe à percevoir par mot rour est de francs, y compris ma taxe télégra-phique intérieure.	Continuez la transmission de tout votre trafic, je vous interromprai s'il y a lieu.	Je vous donne aceusé de re- ception.
Question	Etes-vous troublé par les at-	Dois-je augmenter l'énergie ?	Dois-je diminuer l'énergie ?	Dois-je transmettre plus vite	Dois-je transmettre plus lenter	Dois-je cesser la transmission?	Avez-vous quelque chose pour moi?	Etes-vous prêt?	Dois-je aviser que vous l'appelez sur ke,s (ou m) ?	Dois-je attendre? A quel mo-	snov-zaranador am anam		Quel est mon tour?	Par cui suis-ie appelé?	Quelle est la force de mes signanx (1 à 5)?	La force de mes signaux varrie-t-elle?	Ma manipulation est-elle correcte; mes signaux sont-ils nets?	Dois-je transmettre télé- grammes ou un télégramme) à la fois ?	Quelle est la taxe à percevoir par mot pour, y compris votre taxe télégraphique intérieure?	Dois-je continuer la transmis- sion de tout mon trafic, je peux vous écouter entre mes signaux ?	Pouvez-vous me donner ac- cusé de réception ?
Abré- viation	QRN	QRO	QRP	೧೪೧	QRS	QRT	QRU	QRV	QRW	QRX		· ·	QRY	QRZ	<b>OSA</b>	OSB	QSD	683	QSJ	<b>S</b> SK	OSL

Abré-	Question	Bénonse ou avis
viation	10,000	
МSØ	Dois-je vous répéter le dernier télégramme que je vous ai	Répétez le dernier télégramme que vous m'avez transmis.
OSO	transmis? Pouvez-vous communiquer avec directement (ou par	Je puis communiquer avec directement (ou l'intermé-
OSP	Voulez-vous retransmettre à	Je retransmettrai à gratuite- ment.
QSR	L'appel de détresse reçu de a-t-il été réglé?	L'appel de détresse reçu de a été réglé par
<b>QSU</b>	Dois-je transmettre (ou répondre) sur kc/s (ou m) et ou sur ondes du type A1, A2, A3 ou B?	Transmettez (ou Répondez) sur kc/s (ou m) et/ou sur ondes du type A1, A2, A3 ou B.
OSV	Dois-je transmettre une sérrie de VVV?	Transmettez une série de VVV.
<b>W</b> S <b>Q</b>	Voulez-vous transmettre surve-solves (oum) et ou sur ondes du type A1, A2, A3 ou B?	Je vais transmettre (ou Je transmettrei) sur kc/s ou m) et ou sur ondes du type Al, A2, A3 ou B.
<b>OSX</b>	Voulez-vous écouter (indi- catif d'appel) sur kc/s (ou m) ?	J'écoute (indicatif d'appel) sur kc/s (oum).
QSY	Dois-je passer à la transmission sur ke/s (oul m), sans changer de type d'onde? ou	Passez à la transmission sur kc/s (ou m), sans changer de type d'onde
	Dois-je passer à la transmission sur une autre onde ?	Passez à la transmission sur une autre onde.
ZSÒ	Dois-je transmettre chaque mot ou groupe deux fois?	Transmettez chaque mot ou groupe deux fois.
QTA	Dois-je annuler le télégramme nº comme s'il n'avait pas été transmis?	Annulez le télégramme n° comme s'il n'avait pas été transmis.
QTB	Etes-vous d'accord avec mon compte de mots ?	Je ne suis pas d'accord avec votre compte de mots; je répète la première lettre de chaque mot et le premier chiffre de chaque nombre.
QTC	Combien avez-vous de télégrammes à transmettre?	J'ai télégrammes pour vous (ou pour).
QTE	Quel est mon relèvement vrai relativement à vous ? ou	Votre relevement vrai rela- tivement à moi est de
=	-	

					7 موادر المناس			•					
Répon e on avis	Votre relèvement vrai rela- tivement à (indicatif d'appel est de degrés à (heure)	Le relèvement vrai de (indi- catif d'appel) relativement à (indicatif d'appel) et de degrés à (heure)		Je vais transmettre mon indicatif d'appel pendant cinquante secondes, en termiant par un trait de dix secondes, sur kc/s (ou m) pour que vous puissez prendre mon relèvement radiogoniométrique.	Ma position est latitude, longitude (ou d'après toute autre indication).	Ma route vraie est de degrés.	Ma vitesse de marche est de nœuds (ou de kilomètres) à l'heure.	Je transmets des signaux radio-électriques et des signaux acoustiques sous-marins pour vous permettre de déterminer votre relèvement et votre distance.	Je viens de sortir du bassin (ou du port).	Je vais entrer dans le bassin (ou	Je vais communiquer avec votre station à l'aide du Code International de Signaux.	L'heure exacte est	Les heures d'ouverture de ma station sont de à
Question	Quel est mon relevement vrai relativement à (indicatif d'appel)?	Que est le relèvement vrai do (indicatif d'appel) relativement à (indicatif d'appel)?	Voulez-vous m'indiquer la po- sition de ma station sur la base des relèvements pris par les postes radiogonio- métriques que vous contrôlez?	Voulez-vous transmettre votre indicatif d'appel pendant cinquante secondes, en terminant par un trait de dix secondes, surkc/s(oun) pour que je puisse prendre votre relèvement radiogoniométrique?	Quelle est votre position en latitude et en longitude (ou d'après toute autre indication?	Quelle est votre route vraie?	Quelle est votre vitesse de marche?	Transmettez des signaux radio- electriques et des signaux acoustiques sous-marins pour me permettre de déterminer mon relèvement et ma distan- oe.	Etes.vous sorti du bassin (ou du port) ?	Allez-vous entrer dans le bassin (ou dans le port)?	Pouvez-vous communiquer a- vec ma station à l'aide du Code International de Si- gnaux ?	Quelle est l'heure exacte ?	Quelles sont les heures d'ou- verture de votre station?
Abré- viation			QTF	QTG	отн	QTI	CTJ	QTM	QTO	QTP	QTQ	QTR	QTU

Abré- viation	Question	Réponse ou avis
QUA	Avez-vous des nouvelles de (indicatif d'appel de la station mobile):	Voici les nouvelles de (indi- catif d'appel de la station mobile).
QUB	Pouvez-vous me donner, dans l'ordre, les renscignements concernat: la visibilité, la hauteur des nuages, le vent au sol pour (lieu d'observation)?	Voici les renseignements de- mandés
onc	Quel est le dernier message reçu par vous de (indicatif d'appel de la station mobile)?	Le dernier message reçu par moi de (indicatif d'appel de la station mobile) est
QUD	Avez-vous reçu le signal d'ur- gence fait par (ndicatif d'appel de la station mobile)?	J'ai reçu le signal d'urgence fait par (indicatif d'appel de la station mobile à (heure)
QUE	Avez-vous reçu le signal de dé- tresse fait par (indicatif d'appel de la station mobile)?	J'ai reçu le signal de détresse fait par (indicatif d'appel de la station mobile) à
QUG	Allez-vous- être forcé d'amerrir (ou d'atterrir)?	Je suis forcé d'amerrir (ou d'atterir) à (lieu).
fað Hað	Voulez-vous m'indiquer la pression barométrique actuelle au niveau de la mer? Voulez-vous m'indiquer le cap vrai à suivre, par vent nul, pour me diriger vers vous?	La pression barométrique actuelle au niveau de la mer est de (unités).  Le cap vrai à suivre, par vent nul, pour vous diriger vers moi est de degrés à (heure).

### 2. A BRÉVIATION DIVERSES.

Abré- viation	Signification
٥	Oui.
z	Non.
щ	Annonce de télégramme privé dans le service mobile (à employer
	en préfixe).
W	Mot ou mots.
AA	Tout après (à employer après un point d'interrogation pour demander une répétition).
AB	Tout avant (à employer après un point d'interrogation pour demander une répétition).
_	•

Abré- viation	Signification
AL	Tout ce qui vient d'être transmis (à employer après un point
BN	a interrogation pour demander une repétition).  Tout entre (à employer après un point d'interrogation pour
BQ	Réponse à R.O.
$C\Gamma$	Je ferme ma station.
S	Indicatif d'appel (à employer pour demander ou faire répéter un indicatif d'appel).
DB	Je ne puis pas vous fournir de relèvement, vous n'êtes pas dans le secteur vérifié de cette station.
DC	Le minimum de votre signal convient pour le relèvement.
DF	Votre relèvement à (heure) était de degrés, dans le secteur douteux de cette station, avec une erreur possible de deux degrés.
DG	Veuillez m'aviser si vous constatez une erreur dans le relèvement donné.
ЮI	Relevement douteux par suite de la mauvaise qualité de votre signal.
DJ	Relévement douteux par suite du brouillage.
DF	Votre relèvement à (heure) était de degrés, dans le secteur incertain de cette station.
D0	Relèvement douteux. Demandez un autre relèvement plus tard ou à (heure).
DP	Au delà de 50 milles, l'erreur possible de relévement peut atteindre deux degrés.
DS	Réglez votre transmetteur, le minimum de votre signal est trop étendu.
DT	Je ne puis pas vous fournir de relèvement, le minimum de votre signal est trop étendu.
DY	Cette station est bilatérale, quelle est votre direction approximative en degrés relativement à cette station ?
DZ	Votre relèvement est réciproque (à utiliser seulement par la station de contrôle d'un groupe de stations radiogoniométriques lorsqu'elle s'adresse à d'autres stations du même groupe).
ER	Ici (à employer avant le nome de la station mobile dans la trans- mission des indications de route).
G.A.	Reprenez la trasmission (à employer plus spécialement dans le service fixe).
JM	Si je puis transmettre, faites une série de traits. Pour arrêter ma transmission, faites une série de points [à ne pas utiliser sur 500 kc/s (600 m)].
MN	Minute ou minutes (à employer pour marquer la durée d'une attente).

Abré- viation	Lignification
MN	Je reprends la transmission (à employer plus spécialement dans le sernce fire).
- 0K	Nous sommes d'accord.
RQ	ande.
SA	Prannee du nom d'une station d'aéronef (à employer dans la transmission des indications de passage).
SF	Anyonee du nom d'une station aéronautique,
S. Z.	Anabace du nom d'une station eôtière.
	Annonce du nom d'une station de bord (à employer dans la transmission des indications de passage).
TR	Envoi d'indications concernant une station mobile.
r.y	Sommes-nous d'accord?
WA	Mot après (à employer après un point d'interrogation pour d'enander une répétition).
WB	Mo: avant (à employer après un point d'interrogation pour demander une répétition).
XX	Parasites atmosphériques.
1.5	Voyez votre avis de service.
ABV	Répétez (ou Je répète) les chiffres en abrégé.
ADR	Adresse (à employer après un point d'interrogation pour demander une rénétition).
CFM	Confirmez (ou Je confirme).
COL	Collationnez (ou Je collationne).
JTP	La ponctuation compte.
MS :	Annonce de télégramme concernant le service du bord (à em- vlouer en préfixe).
NIL	Je n'ai rien à vous transmettre (à employer après une abrévition
	du code Q pour indiquer que la réponse à la question posée est négative).
PBL	Préambule (à employer après un point d'interrogation pour de- mander une répétition).
REF	Référence à (ou Référez-vous à).
RPT	Répétez (ou Je répète) (à employer pour demander ou pour don- ner répétition de tout partie du trafic, en faisant suivre l'a- bréviation des indications correspondantes).
$\operatorname{sig}$	Signature (à employer après un point d'interrogation pour de- mader une répétition).
$_{ m SAC}$	Annonce de télégramme de service concernant le trafic privé (à employer en préfixe).
TFC	Trafic.
TXT	Texte (à employer après un point d'interrogation pour demander une répétition).
=	

St. Asi.

# APPENDICE 10.

## Echelle employée pour exprimer la force des signaux.

(Voir l'article 16.)

- 1 = a peine perceptible; illisible.
- 2 = faible; lisible par instants.
- 3 = assez bon; lisible, mais difficilement.
- 4 = bon; lisible.
- 5 = très bon; parfaitement lisible.

#### APPENDICE 11.

(Voir l'article 27).

Relevé des radiotélégrammes échangés avec les stations mobiles de nationalité .....

Année .											
---------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Mois .....

#### Station terrestre ......

	Destination	Nombre de diotélégrammes	Nom- bre de mots	L'Adn	inis porte	Observations Indiquer, par catérorie, le nombre de ra- d i otélégram- mes speciaux		
Origine				crédit				
1	2	" radic		francs or	cts	francs or	cts	et le nombre de mots s'y rapportant
S/S Ile-de- France	Etats-Unis							
	ler zone	5	90			,		1 urg <sup>t</sup> 13
S/S Paris .	Brésil	3	65		<b></b> .			
S/S Paris .	Japon	2	19	<b></b>	•••••			
S/S France	S/S Espa- gne	4	46					2 urg <sup>t</sup> 15

## APPENDICE 12.

# Procédure dans le service des stations radiotéléphoniques mebiles de faible puissance.

(Voir l'article 29).

- § 1. La procédure suivante est donnée à titre d'exemple 1):
  - 1° A appelle:
    - Allo B, allo B, A appelle, A appelle, radiotélégramme pour vous, commutez (over).
  - 2º B répond:
    - Allo A, allo A. B répond, B répond, envoyez votre radiotélégramme, envoyez votre radiotélégramme, commutez (over).
  - 3º A répond:
    - Allo B, A répond, radiotélégramme commence, de . . . n. . . . nombre de mots . . . jour . . . heure . . . adresse . . . texte . . . signature . . ., transmission du radiotélégramme terminée, je répète, radiotélégramme commence, de . . n. . . . nombre de mots . . . jour . . . heure . . . adresse . . . texte . . . signature . . . ., radiotélégramme terminé, commutez (over).
- 1) Dans le service téléphonique européen, l'utilisation du mot «Allo» est interdite.

- 4º B répond:
- 5° A répond:

Allo B, A répond, exact, exact, coupant.

- 6º A coupe ensuite la communication et les deux stations reprennent l'écoute normale.
- Remarque: Au commencement d'une communication, la formule d'appel est prononcée deux fois, et par la station appelante et par la station appelée. Une fois la communication établie, elle est prononcée une fois seulement.
- 2. En tant qu'une épellation des indicatifs d'appel, des abréviations de service et des mots est nécessaire, il y sera procédé suivant le tableau ci-après:

Chiffre à indiquer?)	Lettres à épeler	Mots à utiliser pour l'épellation	Lettres à épeler	Mots à utiliser pour l'épellation
1	A	Amsterdam	N	New York
2	$\mathbf{B}$	Baltimore	O	Oslo
3	$\mathbf{C}$	Casablanca	P	Paris
4	$\mathbf{D}$	Danemark	$\mathbf{Q}$	Québe <b>s</b>
5	$\mathbf{E}$	Edison	$\mathbf{R}$	Roma
6	$\mathbf{F}$	Florida	$\mathbf{s}$	Santiago
7	$\mathbf{G}$	Gallipoli	${f T}$	Tripoli
8	$\mathbf{H}$	Havana	$\mathbf{U}$	Upsala
9	$\mathbf{I}$	Italia	${f v}$	Valencia.
0	$\mathbf{J}$ .	Jérusalem	$\mathbf{W}$	Washington
virgule	К	Kilogramme	X	Xantippe
Barre de fraction	${f L}$	Liverpool	${f Y}$	Yokohama
	M	Madagascar	$\mathbf{Z}$	Zürich.

§ 3. Lorsque la station réceptrice a la certitude d'avoir reçu correctement le radiotélégramme, la répétition visée au 4° du § 1 n'est pas nécessaire, à moins qu'il ne s'agisse d'un radiotélégramme avec collationnement. Si l'on renonce à la répétition, la station B accuse réception du radiotélégramme transmis, dans la forme suivante:

Allo A, B répond, bien reçu votre radiotélégramme, commutez (over).

# APPENDICE 13.

# Obtention des relévements radiogoniométriques.

(Voir l'article 30).

#### I. Instructions générales.

- A. Avant d'appeler une ou plusieurs stations radiogoniométriques, pour demander son relèvement, la station mobile doit rechercher dans la nomenclature:
- 1º Les indicatifs d'appel des stations à appeler pour obtenir les relèvements radiogoniométriques qui l'intéressent.
- 2º L'onde sur laquelle les stations radiogoniométriques veillent, et l'onde ou les ondes sur lesquelles elles prennent les relèvements.
- 3° Les stations radiogoniométriques qui, grâce à des liaisons par fils spéciaux peuvent être groupées avec la station radiogoniométrique à appeler.

<sup>2)</sup> Toute transmission de chiffres est annoncée et se termine par les mots « en nombre » répétés deux fois.

B. La procédure à suivre par la station mobile dépend de diverses circonstances. D'une façon générale, elle doit tenir compte de ce qui suit:

.1º Si les stations radiogoniométriques ne veillent pas sur la même onde, que ce soit l'onde pour l'opération du relèvement ou une autre onde, les relèvements doivent être demandes séparément à chaque station ou groupe de stations utilisant une onde donnée.

2º Si toutes les stations radiogoniométriques intéressées veillent sur une même onde, et si elles sont en mesure de prendre des relèvements sur une onde commune - qui peut être une autre onde que l'onde de veille - il y a lieu de les appeler ensemble, afin que les relèvements soient pris par toutes ces stations à la fois, sur une seule et même émission.

 $3^{\rm o}$  Si plusieurs stations radiogoniométriques sont groupées à l'aide de fils spéciaux, une seule d'entre elles doit être appelée, même si toutes sont munies d'appareils émetteurs. Dans ce cas, la station mobile doit cependant, s'il est nécessaire, mentionner dans l'appel, au moyen des indicatifs d'appel, les stations radiogoniométriques dont elle désire obtenir des relèvements.

# II. RÈGLES DE PROCEDURE.

- A. La station mobile appelle la ou les stations radiogoniométriques sur l'onde indiquée à la nomenclature comme étant leur onde de veille. Elle transmet l'abréviation QTE qui signifie:
- « Je désire connaître mon relèvement radiogoniométrique par rapport à la station radiogoniométrique à laquelle je m'adresse ».

ou

« Je désire connaître mon relèvement radiogoniométrique par rapport à la ou aux stations dont les indicatifs d'appel suivent ».

« Je désire connaître mon relèvement radiogoniométrique par rapport aux stations radiogoniométriques groupées sous votre contrôle ».

le ou les indicatifs d'appel nécessaires, et finit en indiquant, si besoin est, l'onde qu'elle va employer pour faire établir son relèvement. Après cela, elle attend des instructions.

B. La ou les stations radiogoniométriques appelées se preparent à prendre le relèvement; elles avertissent, si nécessaire, les stations radiogoniométriques avec lesquelles elles sont conjuguées. Aussitôt que les stations radiogoniométriques sont prêtes, celles parmi ces stations qui sont pourvues d'appareils émetteurs répondent à l'adresse de la station mobile, dans l'ordre alpabétique de leurs indicatifs d'appel, en donnant leur indicatif d'appel suivi de la lettre K.

Dans le cas où il s'agit de stations radiogoniométriques groupées, la station appelée prévient les autres stations du groupement et informe la station mobile dès que les stations du groupement sont prêtes à prendre le relèvement.

C. Après avoir, si nécessaire, préparé sa nouvelle onde de transmission, la station mobile répond en trasmettant son indicatif d'appel, combiné éventuellement avec un autre signal, pendant un temps suffisamment prolongé pour permettre le relèvement.

D. La ou les stations radiogoniométriques qui sont satisfaites de l'opération transmettent le signal QTE (« Votre relèvement vrai par rapport à moi était de . . . degrés »), précédé de l'heure de l'observation, et suivi d'un groupe de vrai de la station mobile par rapport à la station radiogoniométrique.

Si une station radiogoniométrique n'est pas satisfaite de l'opération, elle demande à la station mobile de répéter l'émission indiquée en C.

- E. Dès que la station mobile a reçu le résultat de l'observation, elle répète le message à la station radiogonimétrique qui, alors, annonce que la répétition est exacte ou, le cas échéant, rectifie en répétant le message. Quand la station radiogoniométrique a la certitude que la station mobile a correctement recu le message, elle transmet le signal « fin de travail ». Ce signal est alors répété par la station mobile pour indiquer que l'opération est terminée.
- F. Les indications relatives: a) au signal à employer pour obtenir le relèvement; b) à la durée des émissions à faire par la station mobile et c) à l'heure utilisée par la station radiogoniométrique considérée, sont données dans la nomenclature.

#### APPENDICE 14.

Règlement intérieur du Comité consultatif international des radiocommunications (C.C.I.R.).

(Voir l'article 31).

# Article premier.

On entend par « administration gérante », l'administration qui est chargée d'organiser une réunion du C.C.I.R. L'administration gérante commence à s'occuper des travaux du C.C.I.R. cinq mois après la clôture de la réunion précédente: son rôle expire cinq mois après la clôture de la réunion qu'elle a organisée.

#### Article 2.

L'administration gérante fixe le lieu et la date définitive de la réunion qu'elle est chargée d'organiser. Au moins six mois avant la date susdite, l'administration gérante adresse l'invitation pour cette réunion à toutes les administrations de l'Union internationale des télécommunications et, par l'entremise de celles-ci, aux compagnies, aux groupes des compagnies et aux organismes internationaux radioélectriques visés à l'article 31 du Règlement général des radiocommunications.

# Article 3.

- § 1. La première séance de l'assemblée plénjère est ouverte par l'administration gérante. Cette assemblée constitue les commissions nécessaires et répartit entre elles, par catégories, les questions à traiter. Elle désigne aussi le président et le vice-président du C.C.I.R., le président et le ou les vice-présidents de chaque commission.
- § 2. Le président du C:C.I.R. dirige les assemblées plénières: il a, en outre, la direction générale des travaux de la réunion. Les vice-présidents prêtent assistance aux présidents et les remplacent en cas d'absence.

# Article 4.

Le secrétariat de la réunion du C.C.I.R. est assuré par l'administration gérante, avec la collaboration du Bureau de l'Union.

## Article 5.

En principe, les procès-verbaux et les rapports-ne reproduisent les exposés des délégués que dans leurs points printrois chiffres (000 à 359) indiquant, en degrés, le relèvement | cipaux. Cependant, chaque délégué a le droit de demander l'insertion analytique ou in extenso au procès-verbal ou au rapport de toute déclaration qu'il a faite, à condition qu'il en fournisse le texte au plus tard le matin qui suit la fin de la séance.

#### Article 6.

- § 1. Une délégation qui serait empêchée, pour une cause grave, d'assister à des séances, a la faculté de charger de sa ou de ses voix une autre délégation. Toutefois, une même délégation ne peut réunir et disposer dans ces conditions des voix de plus de deux délégations, y compris la sienne ou les siennes.
- § 2. Une proposition n'est adoptée que si elle réunit la majorité absolue des suffrages exprimés; en cas d'égalité de voix, elle est écartée. Les procès-verbaux indiqueront le nombre des délégations qui ont voté pour et le nombre de celles qui ont voté contre la proposition.
- § 3. Les votations ont lieu soit à mains levées, soit, sur demande d'une délégation, par appel nominal, dans l'ordre alphabétique du nom français des pays participants. Dans ce dernier cas, les procès verbaux indiqueront les délégations qui ont voté pour et celles qui ont voté contre la proposition.

# Article 7.

§ 1. Les commissions instituées par l'assemblée plénière peuvent se subdiviser en sous-commissions, et les sous-commissions en sous-sous-commissions.

§ 2. Les présidents des commissions proposent à la ratification de la commission respective le choix du président de chaque sous-commission et sous-sous-commissions. Les commissions, sous-commissions et sous-sous-commissions nomment elles-mêmes leurs rapporteurs.

§ 3. Les avis émis par les commissions doivent porter la formule: « à l'unanimité » si l'avis a été émis à l'unanimité des votants, ou la formule: « à la majorité » si l'avis a éte adopté à la majorité.

# Article 8.

Le Bureau de l'Union prend part aux divers travaux du C.C.I.R. en vue de la centralisation et de la publication d'une documentation génèrale à l'usage des administrations.

# Article 9.

§ 1. A la séance de clôture de l'assemblée plénière, le président communique la liste des avis et celle des questions qui restent à résoudre et des questions nouvelles soumises par les commissions.

§ 2. Le président constate, le cas échéant, l'adoption définitive des avis exprimés. S'il y a lieu à votation à l'assemblée plénière, les formules « à l'unanimité » ou « à la majo-

rité » s'appliquent à cette votation.

1.67

- § 3. Les questions non résolues et les questions nouvelles sont enregistrées par le président, si l'assemblée est d'accord pour en faire poursuivre l'étude. Celui-ci demande en suite quelles administrations désirent se charger de la préparation des propositions se rapportant à ces questions et quelles autres administrations ou entreprises d'exploitation radioélectrique sont prêtes à collaborer aux travaux. D'après les résponses, il dresse une liste officielle des questions à inserire à l'ordre du jour de la réunion suivante, avec l'indication des administrations centralisatrices et des administrations et entreprises privées d'exploitation radioélectrique collaboratrices. Cette liste est insérée au procès-verbal de l'assemblée.
- § 4. A la même séance de l'assemblée plénière, le C.C.I.R., sur l'offre ou le consentement de la délégation intéressée,

désigne l'administration qui convoquera la réunion suivante et la date approximative de cette réunion (\*).

# Article 10.

- § 1. Après la clôture de la réunion, la préparation des questions mises à l'étude est confiée à l'administration désignée pour organiser la prochaine réunion (administration gérante nouvelle). Les affaires en instance sont, au contraire, confiées à l'administration gérante ancienne, laquelle est chargée de les terminer, en collaboration avec le Bureau de l'Union.
- § 2. L'ancienne administration gérante transmet les documents à la nouvelle administration gérante, au plus tard cinq mois après la clôture de cette réunion.

# Article 11.

Après la fin d'une réunion, toutes les autres questions que les administrations et compagnies d'exploitation radioélectrique désirent soumettre au comité sont adressées à la nouvelle administration géranté. Cette administration inscrit ces questions à l'ordre du jour de la prochaine réunion. Toutefois, aucune question ne peut y être comprise, si elle n'a été communiquée à l'administration gérante au moins six mois avant la date de la réunion.

# Article 12.

- § 1. Tous les documents afférents à une réunion, envoyés avant cette réunion à l'administration gérante, ou présentés pendant la réunion, sont imprimés et distribués par le Bureau de l'Union en collaboration avec l'administration gérante.
- § 2. Lorsque l'etude d'une question a été confiée à une administration centralisatrice, il appartient à cette administration de faire le nécessaire pour procéder à l'étude de la question. Les administrations et les compagnies d'exploitation radioélectrique collaboratrices doivent envoyer directement à l'administration centralisatrice leur rapport sur cette question, six mois avant la date de la réunion du C.C.I.R., afin que ladite administration en puisse tenir compte dans son rapport général et dans ses propositions.
- § 3. Toutefois, les administrations et les compagnies d'exploitation radioélectrique sont libres d'envoyer aussi copie de leur rapport au Bureau de l'Union, si elles désirent que ces rapports soient communiqués immédiatement et séparément, par les soins dudit Bureau, à toutes les administrations et compagnies intéressée.

# Article 13.

L'administration gérante peut correspondre directement avec les administrations et les compagnies d'exploitation radioélectrique reconnues susceptibles de collaborer aux tra-

La procédure à suive après la 3º réunion du C.C.I.R. est indiquée dans le procès-verbal de la 4º assemblée plénière de la Condiquée dans le procès-verbal de la 4º assemblée plénière de la Condiquée dans le procès-verbal de la 4º assemblée plénière de la Condiquée dans le procès-verbal de la 4º assemblée plénière de la Condiquée dans le procès-verbal de la 4º assemblée plénière de la Condiquée dans le procès-verbal de la 4º assemblée plénière de la Condiquée dans le procès-verbal de la 4º assemblée plénière de la Condiquée dans le procès-verbal de la 4º assemblée plénière de la Condiquée dans le procès-verbal de la 4º assemblée plénière de la Condiquée dans le procès-verbal de la 4º assemblée plénière de la Condiquée dans le procès-verbal de la 4º assemblée plénière de la Condiquée dans le procès-verbal de la 4º assemblée plénière de la Condiquée dans le procès-verbal de la 4º assemblée plénière de la Condiquée dans le procès-verbal de la 4º assemblée plénière de la Condiquée dans le procès-verbal de la 4º assemblée plénière de la Condiquée dans le procès-verbal de la Condiquée da la Condiquée de la Condiquée da la Condique de l

férence radiotélégraphique de Madrid.

<sup>(\*)</sup> Note du B.1.: Dans sa 3° assemblée plénière, la Conférence radiotélégraphique de Madrid a décidé qu'il serait permis à la 3° réunion du C.C.I.R. d'examiner la question de savoir s'il convient que ce comité se réunisse au même lieu et à la même époque que la prochaine conférence radiotélégraphique administrative. La recommandation du C.C.I.R. à ce aujet serait à considérer, parl'administration qui invitera la prochaine conférence et par les autres administrations de l'Union qui décideraient s'il y a lieu de donner suite à cette recommandation.

vaux du comite. Elle remet au moins un exemplaire des documents au Bureau de l'Union.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re: p. Il Ministro per gli affari esteri: Suvich.

# Protocole final au Règlement général des radiocommunications annexé à la Convention internationale des télécommunications.

Au moment de procéder à la signature du Règlement général des radiocommunications annexé à la Convention internationale des télécommunications, les plénipotentiaires soussignés prennent acte des déclarations suivantes:

1.

Les plénipotentiaires de l'Allemagne déclarent formellement que leur gouvernement se réserve le droit de maintenir l'usage des ondes de 105 kc/s (2857 m) et 117,5 kc/s (2553 m) pour quelques services de presse spéciaux faits par radiotéléphonie.

H

Les plénipotentiaires des Indes néerlandaises déclarent formellement que leur gouvernement se réserve le droit de ne pas permettre aux stations mobiles de son pays d'appliquer les dispositions des deux dernières phrases de l'article 26, § 1, (1) du Règlement général concernant la retransmission des radiotélégrammes par l'intermédiaire d'une station mobile dans le seul but d'accélérer ou de faciliter la transmission au lieu de les transmettre à la station terrestre la plus proche.

#### $\Pi I$

Les plénipotentiaires de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes déclarent formellement que leur gouvernement se réserve le droit d'utiliser les bandes de fréquences suivantes pour les services ci-après énumérés:

	150	à		285	kc/s	(2	000	à	1 053	m)	radiodiffusion
	285	à		315	kc/s	(1	053	à	<b>952</b>	m)	radiophares
	315	à		340	kc/s	(	952	à	882	m)	services aéronautique et radiogoniométri
	<b>340</b>	à		<b>42</b> 0	ke/s	(	882	à	714	m)	radiodiffusion
	515	à		<b>55</b> 0	kc/s	(	583	à	545	m)	services aéronautique
9	600	à	9	700	kc/s	(	31,25	à	30,93	m)	radiodiffusion
11	700	à	11	900	kc/s	(	25,64	à	25,21	m)	services fixes
12	100	à	12	<b>3</b> 00	kc/s	(	24,79	à	24,39	m)	radiodiffusion
15	350	à	15	<b>45</b> 0	kc(s	(	19,54	à	19.42	m)	radiodiffusion
17	800	à	17	<b>85</b> 0	ke/s	(	16,85	à	16,81	m)	radiodiffusion
21	<b>55</b> 0	à	21	750	ke/s	(	13,92	à	13,79	$\mathbf{m}$ )	radiodiffusion.

IV.

Se référant à la déclaration faite dans le présent Protocole par les plénipotentiaires de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes relativement à l'utilisation de certaines bandes de fréquences, les plénipotentiaires de la Chine déclarent formellement que leur gouvernement se réserve le droit de prendre toutes les mesures qui seraient éventuellement nécessaires en vue de protéger leurs radiocommunications contre tout brouillage qui pourrait être occasionné par la mise en exécution desdites réserves du Gouvernement de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes.

V

Le plénipotentiaire de la Hougrie déclare formellement qu'en raison de la réserve de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes relative à l'article 7 du Règlement général des radiocommunications (répartition et emploi des fréquences), des postes installés par l'Union des Républiques quences), son gouvernement se réserve le droit de ne pasappliquer les dispositions du § 5, (2) dudit article dans les cas où les emission des postes installés par l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes, en exécution des ses réserves, brouilleraient d'une manière grave les émissions de stations hongroises.

#### VI.

Se référant à la déclaration faite dans le présent Protocole par les plénipotentiaires de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes relativement à l'utilisation de certaines bandes de fréquences, les plénipotentiaires du Japon déclarent formellement que leur gouvernement se réserve pour le Japon, Chosen, Taiwan, Karafuto, le Territoire à bail du Kwantung et les Iles des Mers du Sud sous mandat japonais, le droit de prendre toutes les mesures qui seraient éventuellement nécessaires en vue de protéger leurs radiocommunications contre tout brouillage qui pourrait être occasionné par la mise en exécution desdites réserves du Gouvernement de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes.

#### VII.

Les plénipotentiaires de la Pologne et de la Roumanie, vu les réserves déjà formulées au sujet de l'utilisation de certaines bandes de fréquences, déclarent formellement que, dans les cas où un arrangement régional (Conférence européenne) ou particulier satisfaisant n'aboutirait pas, chacun de leurs gouvernements se réserve le droit de faire éventuellement des dérogations en ce qui concerne l'utilisation pour les services aéronautiques de certaines fréquences en dehors des bandes attribuées par l'article 7 du Règlement général des radiocommunications, en accord avec les pays voisins intéressés, et spécialement de ne pas attendre le délai prévu au § 5, (2) de cet article, pour sauvegarder les besoins fondamentaux de ces services contre tout brouillage qui pourrait être occasionné par la mise en exécution des réserves ci-avant mentionnées.

En foi de quoi les plénipotentiaires ci-après ont dressé le présent Protocole et ils l'ont signé en un exemplaire qui restera dans les archives du Gouvernement de l'Espagne et dont une copie sera remise à chaque gouvernement signataire dudit Protocole.

Fait à Madrid, le 9 décembre 1932.

# Suivent les signatures,

Les pays qui ont signé le Protocole final sont les mêmes que ceux qui ont signé le Règlement général des radiocommunications (voir aux pages 78 à 99 ci-avant). Toutefois, pour la Pologne, seuls MM. Kowalski et Krulisz ont signé.

> Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re: p. Il Ministro per gli affari esteri: Suvich.

Règlement additionnel des radiocommunications annexé à la Convention internationale des télécommunications,

Article premier.

Application des Règlements télégraphique et téléphonique aux radiocommunications.

[568] § 1. Les dispositions des Règlements télégraphique et téléphonique sont applicables aux radiocommunications en

tant que les Règlements des radiocommunications n'en disposent pas autrement.

[569] § 2. (1) Les radiotélégrammes sont rédigés et traités conformément aux dispositions fixées dans le Règlement télégraphique pour les télégrammes, sauf les exceptions prévues dans les articles suivants.

[570] (2) L'emploi de groupes de lettres du Code International de Signaux est permis dans les radiotélégrammes échangés avec les navires.

[571] § 3. Le mot RADIO ou AERADIO, respectivement, étant toujours ajouté, dans la nomenclature, au nom de la station terrestre mentionnée dans l'adresse des radiotélégrammes, ce mot ne doit pas être donné, comme indication de service, en tête du préambule, dans la transmission d'un radiotélégramme.

#### Article 2.

#### TAXES.

[572] § 1. La taxe d'un radiotélégramme originaire ou à destination d'une station mobile ou échangé entre stations mobiles comprend, selon le cas:

[573] a) la taxe de bord, revenant à la station mobile d'origine ou de destination, ou à ces deux stations;

[574] b) la ou les taxes terrestres [voir § 3, (2)] revenant à la station terrestre ou aux stations terrestres qui participent à la transmission;

[575] c) la taxe pour la transmission sur le réseau général des voies de télécommunication, calculée d'après les règles ordinaires;

[576] d) la taxe afférente aux opérations accessoires demandées par l'expéditeur.

[577] § 2. (1) La taxe terrestre et celle de bord sont fixées suivant le tarif par mot pur et simple, sans perception d'un minimum.

[578] (2) La taxe maximum terrestre est de soixante centimes (0 fr. 60) par mot; la taxe maximum de bord est de quarante centimes (0 fr. 40) par mot.

[579] (3) Les taxes terrestres ou de bord afférentes aux radiotélégrammes intéressant des stations non encore inscrites à la nomenclature peuvent être fixées d'office par le bureau taxateur aux maxima visés ci-avant.

[580] (4) Toutefois. chaque administration se réserve la faculté de fixer et d'autoriser des taxes terrestres ou de bord supérieures aux maxima indiqués ci-avant, dans le cas de stations terrestres ou d'aéronef exceptionnellement oné reuse, du fait de l'installation ou de l'exploitation.

[581] (5) La taxe radiotélégraphique des radiotélé grammes CDE est réduite dans les mêmes proportions que la taxe télégraphique de ces mêmes radiotélégrammes.

[582] (6) Dans le trafic entre postes de bord, direct ou par l'intermédiaire d'une seule station côtière, la taxe à appliquer aux radiotélégrammes CDE est toujours égale aux six dixièmes (\*/10) de la taxe pleine.

[583] (7) La réduction accordée est toujours applicable aux taxes éventuelles de retransmission radiotélégra phique.

[584] (8) Le minimum de perception égal à la taxe de cinq mots, prévu à l'article 26, § 3, a) du Règlement télégraphique, n'est pas applicable au parcours radiotélégraphique des radiotélégrammes.

[585] § 3. (1) Lorsq'une station terrestre est utilisée comme intermédiaire entre des stations mobiles, il n'est perçu qu'une seule taxe terrestre. Si la taxe terrestre applicable aux échanges avec la station mobile qui transmet est différente de celle applicable aux échanges avec la station mobile qui reçoit c'est la plus élevée de ces deux taxes qui est perçue. Il peut être perçu, en outre, une taxe territoriale télégraphique,

égale à celle qui, au § 5 ci-après, est indiquée comme étant applicable à la transmission sur les voies de télécommunication.

[586] (2) Lorsque, sur la demande de l'expéditeur, deux stations terrestre sont utilisées comme intermédiaires entre deux stations mobiles, la taxe terrestre de chaque station est perçue ainsi que la taxe télégraphique afférente au parcours entre les deux stations.

[587] § 4. Le service et les taxes des retransmissions sont réglés par l'article 7 du présent Règlement.

[588] § 5. (1) Dans le cas où des radiotélégrammes originaires ou à destination d'un pays sont échangés directement par ou avec les stations terrestres de ce pays, la taxe télégraphique applicable à la transmission sur les voies intérieures de télécommunication de ce pays est, en principe calculée suivant le tarif par mot pur et simple, sans perception d'un minimum. Cette taxe est notifiée, en francs-or, au Bureau de l'Union par l'administration dont relèvent les stations terrestres.

[589] (2) Lorsqu'un pays se trouve dans l'obligation d'imposer un minimum de perception, en raison du fait que son système de télécommunications intérieures n'est pas exploité par le gouvernement, il doit en informer le Bureau de l'Union, qui mentionne dans la nomenclature le montant de ce minimum de perception à la suite de l'indication de la taxe par mot. A défaut d'une pareille mention, la taxe à appliquer est celle par mot pur et simple, sans perception d'un minimum.

[590] § 6. Le pays sur le territoire duquel est établie une station terrestre servant d'intermédiaire pour l'échange de radiotélégrammes entre une station mobile et un autre pays est considéré, en ce qui concerne l'application des taxes télégraphiques, comme pays de provenance ou de destination de ces radiotélégrammes et non comme pays de transit.

[591] § 7. La taxe totale des radiotélégrammes est perçue sur l'expéditeur, à l'exception:

[592] 1° des frais d'exprès à percevoir à l'arrivée [article 62, § 5, (2) du Règlement télégraphique];

[593] 2° des taxes applicables aux réunions ou altérations de mots non admises, constatées par le bureau ou la station mobile de destination (article 23, § 1 du Règlement télégraphique); ces taxes sont perçues sur le destinataire.

[594].. § 8. Le compte des mots par le bureau d'origive est décisif au sujet des radiotélégrammes à destination de stations mobiles, et celui de la station mobile d'origine est décisif au sujet des radiotélégrammes originaires des stations mobiles, tant pour la transmission que pour les comptes internationaux. Toutefois, quand le radiotélégramme est rédigé totalement ou partiellement soit dans une des langues du pays de destination, en cas de radiotélégrammes originaires de stations mobiles, soit dans une des langues du pays dont dépend la station mobile, s'il s'agit de radiotélégrammes à destination de stations mobiles, et que le radiotélégramme contient des réunions ou des altérations de mots contraires à l'usage de cette langue, le bureau ou la station mobile de destination, suivant le cas, a la faculté de recouvrer sur le destinataire le montant de la taxe non perçue. En cas de refus de paiement, le radiotélégramme peut être arrêté.

[595] § 9. Aucune taxe afférente au parcours radioélectrique, dans le service mobile, n'est perçue pour les radiotélégrammes d'un intérêt général immédiat, rentrant dans les catégories suivantes:

[596] a) messages de détresse et réponses à ces

messages;
[597] b) avis originaires des stations mobiles sur la présence de glaces, épaves et mines, ou annonçant des cyclones et tempêtes;

[598] o) avis annonçant des phénoménes brusques menaçant la navigation aérienne ou la survenue soudaine d'obstacles dans les aérodromes;

[599] d) avis originaires des stations mobiles, notifiant des changements soudains dans la position des bouées, le fonctionnement des phares, appareils de balisage, etc.;
[600] e) avis de service relatifs aux services mo

biles.

[601] § 10. (1) Les taxes terrestres et de bord sont réduites de 50 % pour les radiotélégrammes de presse originaires d'une station de bord et destinés à la terre ferme Ces radiotélégrammes sont soumis aux conditions d'admission prévues par le Règlement télégraphique international pour les télégrammes de presse. Pour ceux qui sont adressés à une destination dans le pays de la station terrestre, la taxe télégraphique à percevoir est la moitié de la taxe télégraphique à pur radiotélégramme ordinaire.

[602] (2) Les radiotélégrammes de presse à destination d'un pays autre que celui de la station terrestre jouissent du tarif de presse en vigueur entre le pays de la station ter

restre et le pays de destination.

[603] § 11. (1) a) Les taxes terrestres et de bord applicables aux radiotélégrammes météorologiques sont réduites d'au moins 50 % dans toutes les relations

[604] b) Pour les stations terrestres, la date à la quelle cette disposition sera mise en vigueur sera fixée par accord entre les administrations et compagnies exploitantes, d'une part, et les services météorologiques officiels intéressés d'autre part.

[605] (2) a) Le terme « radiotélégramme météorolo gique » désigne un radiotélégramme envoyé par un service météorologique officiel ou par une station en relation officielle avec un tel service, et adressé à un tel service ou à une telle station, et qui contient exclusivement des observations météorologiques ou des prévisions météorologiques.

[606] b) Ces radiotélégrammes comportent, obliga toirement, en tête de l'adresse, l'indication de service taxce

= OBS = .

[607] (3) Sur demande, l'expéditeur doit déclarer que le texte de son radiotélégramme correspond aux conditions fixées ci-avant.

[608] § 12. Les stations mobiles doivent connaître les tarifs nécessaires pour la taxation des radiotélégrammes. Toutefois elle sont autorisées, le cas échéant, à se renseigner auprès des stations terrestres; les montants des tarifs que celles ci indiquent sont donnés en francs or.

[609] § 13. (1) Toute taxe nouvelle, toutes modifications d'ensemble ou de détail concernant les tarifs ne sont exécutoires que 15 jours après leur notification par le Bureau de l'Union (jour de dépôt non compris) et ne sont mises en application qu'à partir du 1er ou du 16 qui suit le jour d'expiration de ce délai.

[610] (2) Toutefois, pour les radiotélégrammes originaires des stations mobiles, les modifications aux tarifs ne sont exécutoires qu'un mois après les délais fixés à l'alinéa (1).

[611] (3) Les dispositions des alinéas ci-avant n'admet tent aucune exception.

# Article 3.

ORDRE DE PRIORITÉ DES COMMUNICATIONS DANS LE SERVICE MOBILE.

[612] L'ordre de priorité des radiocommunications visées au chiffre 6° de l'article 24 du Règlement général est, en principe, le suivant:

1º radiotélégrammes d'Etat;

2º radiotélégrammes relatifs à la navigation, aux mouvements et aux besoins des navires, à la sécurité et à la régularité des services aériens, et messages d'observation du temps destinés à un service météorologique officiel;

3° radiotélégrammes de service relatifs au fonctionnement du service des radiocommunications ou à des radiotélégram-

mes précédemment échangés;

4° radiotélégrammes de la correspondance publique.

#### Article 4.

#### HEURE DE DÉPÔT DES RADIOTÉLÉGRAMMES.

[613] § 1. Dans la transmission des radiotélégrammes originaires d'une station mobile, la date et l'heure du dépôt à cette station sont indiquées dans le préambule.

[614] § 2. Pour indiquer l'heure de dépôt des radiotélégrammes acceptés dans les stations mobiles, le préposé se base sur le temps moyen de Greenwich et utilise la notation suivant le cadran de 24 heures. Cette heure est toujours exprimée et transmise à l'aide de quatre chiffres (0001 à 2400).

[615] § 3. Toutefois, les administrations des pays situés en deliors de la zone « A » (appendice 5) peuvent autoriser les stations des navires longeant les côtes de leur pays à utiliser le temps du fuseau pour l'indication, en un groupe de quatre chiffres, de l'heure de dépôt, et, dans ce cas, le groupe doit être suivi de la lettre F.

#### Article 5.

# Adresse des radiotélégrammes.

[616] § 1. (1) L'adresse des radiotélégrammes à destination des stations mobiles doit être aussi compléte que possible; elle est obligatoirement libellée comme suint:

[617] a) nom ou qualité du destinataire avec indi-

cation complémentaire, s'il y a lieu;

[618] b) nom de la station de navire ou, dans le cas d'une autre station mobile, indicatif d'appel, tels qu'ils figurent dans la nomenclature appropriée;

[619] c) nom de la station terrestre chargée de la transmission, tel qu'il figure dans la nomenclature.

[620] (2) Toutefois, le nom et l'indicatif d'appel prévus au § 1, (1) b) peuvent être remplacés, aux risques et périls de l'expéditeur, par l'indication du parcours effectué par la station mobile, ce parcours étant déterminé par le nom des ports de départ et d'arrivée ou par toute autre mention équivalente.

[621] (3) Dans l'adresse, le nom de la station mobile et celui de la station terrestre, écrits tels qu'ils figurent dans les nomenclatures appropriées, sont, dans tous les cas et indépendamment de leur longueur, comptés individuellement pour un mot.

[622] § 2. (1) Les stations mobiles non pourvues de la nomenclature officielle des bureaux télégraphiques peuvent faire suivre le nom du bureau télégraphique de destination du nom de la subdivision territoriale et, éventuellement, du nom du pays de destination, si elles doutent que, sans cette adjonction, l'acheminement puisse être assuré sans hésitation.

[623] (2) Le nom du bureau télégraphique et les indications complémentaires ne sont, dans ce cas, comptés et taxés que pour un seul mot. L'agent de la station terrestre qui reçoit le radiotélégramme maintient ou supprime cesindications, ou encore modifie le nom du bureau de destination, selon qu'il est nécessaire ou suffisant pour diriger le radiotélégramme sur sa véritable destination.

#### Article 6.

RECEPTION DOUTEUSE. TRANSMISSION PAR « AMPLIATION ».

RADIOCOMMUNICATIONS À GRANDE DISTANCE.

[624] § 1. (1) Quand, dans le service mobile, la communication devient difficile, les deux stations en correspondance s'efforcent d'assurer l'échange du radiotélégramme en cours de transmission. La station réceptrice ne peut demander que deux fois la répétition d'un radiotélégramme dont la réception est douteuse. Si cette triple transmission demeure sans résultat, le radiotélégramme est conservé en instance, en vue d'une occasion favorable de le terminer pouvant survenir.

[625] (2) Si la station transmettrice juge qu'il ne lui sera pas possible de rétablir la communication avec la station réceptrice dans les 24 heures, elle agit comme suit:

[626] a) Si la station transmettrice est une station mobile

[627] Elle fait connaître, immédiatement, à l'expéditeur, la cause de la non transmission de son radiotélégramme. L'expéditeur peut alors demander:

[628] 1° que le radiotélégramme soit transmis par l'intermédiaire d'une autre station terrestre ou par l'intermédiaire d'autres stations mobiles;

[629] 2º que le radiotélégramme soit retenu jusqu'à ce qu'il puisse être transmis sans augmentation de la taxe;

[630] 3° que le radiotélégramme soit annulé.

[631] b) Si la station transmettrice est une station terrestre.

[632] Elle applique au radiotélégramme les dispositions de l'article 9 du présent Règlement.

[633] § 2. Lorsqu'une station mobile transmet ultérieure ment le radiotélégramme qu'elle a ainsi retenu, à la station terrestre qui l'a reçu incomplètement, cette nouvelle trans mission doit comporter l'indication de service « amplia tion » dans le préambule du radiotélégramme, ou si ce radio télégramme est transmis à une autre station terrestre qui dépend de la même administration ou de la même esploita tion privée, cette nouvelle transmission doit comporter l'indication de service « ampliation via . . . » (insérer ici l'indi catif d'appel de la station terrestre à laquelle le radiotélé gramme a été transmis en premier lieu) et ladite admi nistration ou exploitation privée ne peut réclamer que les taxes afférentes à une seule transmission. Les frais supplémentaires résultant de la transmission du radiotélégram me sur les voies de communication du réseau général entre cette « autre station terrestre », par l'intermédiaire de la quelle le radiotélégramme a été acheminé, et le bureau de destination peuvent être réclamés par ladite autre station terrestre à la station mobile d'origine.

[634] § 3. Lorsque la station terrestre chargée, d'après le libellé de l'adresse du radiotélégramme, d'effectuer la transmission de celui-ci ne peut pas atteindre la station mobile de destination, et qu'elle a des raisons de supposer que cette station mobile se trouve dans le rayon d'action d'une autre station terrestre de l'administration ou de l'exploitation privée dont elle même dépend, elle peut, si aucune perception de taxe supplémentaire ne doit en résulter, diriger le radiotélégramme sur cette autre station terrestre.

[635] § 4. (1) Une station du service mobile qui a reçu un radiotélégramme sans avoir pu en accuser la réception dans des conditions normales doit saisir la première occasion favorable pour le faire.

[636] (2) Lorsque l'accusé de réception d'un radiotélégramme échangé entre une station mobile et une station terrestre ne peut pas être donné directement, il est acheminé par l'intermédiaire d'une autre station mobile ou terrestre, si celle-ci est à même de communiquer avec la station qui a transmis le radiotélégramme en litige. En tout cas, aucune taxe supplémentaire ne doit en résulter. [637] § 5. (1) Les administrations se réservent la faculté d'organiser un service de radiocommunication à grande distance entre stations terrestres et stations mobiles, avec ac-

cusé de réception différé ou sans accusé de réception.
[638] (2) Quand il y a doute sur l'exactitude d'une partie quelconque d'un radiotélégramme transmis selon l'un ou l'autre de ces systèmes, la mention « réception douteuse » est inscrite sur le feuillet de réception remis au destinataire, et les mots ou groupes de mots douteux sont soulignés. Si des mots manquent, des blancs sont laissés aux endroits où ces mots devraient se trouver.

[639] (3) Lorsque, dans le service des radiocommunications à grande distance avec accusé de réception differé, la station terrestre transmettrice n'a pas reçu, dans un délai de 5 jours, l'accusé de réception d'un radiotélégramme qu'elle a transmis, elle en informe le bureau d'origine dudit radiotélégramme. Le remboursement des taxes terrestres et de bord doit être différé jusqu'à ce que le bureau de dépôt se soit assuré auprès de la station terrestre en cause qu'aucun accusé de réception n'est parvenu après coup dans un délai d'un mois.

# Article 7.

RETRANSMISSION PAR LES STATIONS DU SERVICE MOBILE.

[640] A. Retransmission à la demande de l'expéditeur.
[641] § 1. Les stations du service mobile doivent, si la demande en est faite par l'expéditeur, servir d'intermédiaires pour l'échange des radiotélégrammes originaires ou à destination d'autres stations du service mobile; toutefois, le nombre des stations du service mobile intermédiaires est

limité à deux.

[642] § 2. La taxe afférente au transit, aussi bien quand deux stations intermédiaires interviennent que quand une seule station assure le transit, est uniformément fixée à quarante centimes (0 fr. 40) par mot pur et simple, sans perception d'un minimum. Lorsque deux stations du service mobile sont intervenues, cette taxe est partagée entre elles, par moitié.

[643] § 3. Les radiotélégrammes acheminés comme il est dit ci-avant doivent porter avant l'adresse l'indication de service taxée = RM = (retransmission).

[644] B. Retransmission d'office.

[645] § 4. (1) La station terrestre qui ne peut pas atteindre la station mobile de destination d'un radiofélégramme pour lequel aucune taxe de retransmission n'a été déposée par l'expéditeur peut, pour faire parvenir le radiotélégramme à destination, avoir recours à l'intervention d'une autre station mobile, pourvu que celle-ci y consente. Le radiotélégramme est alor transmis à cette autre station mobile et l'intervention de cette dernière a lieu gratuitement. [646] (2) La même dispositions est aussi applicable dans le sens station mobile vers station terrestre en cas de nécessité.

[647] (3) Pour qu'un radiotélégramme ainsi acheminé puisse être considéré comme arrivé à destination, il faut que la station qui a eu recours à la voie indirecte ait reçu l'accusé de réception réglementaire soit directement, soit par une voie indirecte, de la station mobile à laquelle le radiotélégramme était destiné ou de la station terrestre sur laquelle il devait être acheminé, selon le cas.

# Article 8.

#### AVIS DE NON REMISE.

[648] § 1. Lorsque, pour une cause quelconque, un radiotélégramme originaire d'une station mobile et destiné à la terre ferme ne peut pas être remis au destinataire, il est émis un avis de non remise adressé à la station terrestre qui a reçu ce radiotélégramme. Cette station terrestre, après vérification de l'adresse, réexpédie l'avis à la station mobile, si cela est possible, au besoin par l'intermédiaire d'une station terrestre du même pays ou d'un pays voisin, pour autant que la situation existante ou, éventuellement, des accords particuliers le permettent.

[649] § 2. Quand un radiotélégramme parvenu à une station mobile ne peut pas être remis, cette station en informe le bureau ou la station mobile d'origine, par un avis de service. Dans le cas d'un radiotélégramme émanant de la terre ferme, cet avis de service est transmis, autant que possible, à la station terrestre par laquelle le radiotélégramme a transité ou, le cas échéant, à une autre station terrestre du même pays ou d'un pays voisin, pour autant que la situation existante ou, éventuellement, des accords particuliers le permettent.

#### Article 9.

Délai de séjour des radiotélégrammes dans les stations terrestres.

[650] § 1. (1) L'expéditeur d'un radiotélégramme à destination d'un navire en mer peut préciser le nombre de jours pendant lesquels ce radiotélégramme doit être tenu à la dispositions du navire par la station côtière.

[651] (2) Dans ce cas, il inscrit avant l'adresse l'indication de service taxée « x jours » ou = Jx = spécifiant ce nombre de jours, y compris celui du dépôt du radiotélégramme.

[652] § 2. (1) Lorsque la station mobile à laquelle est destiné un radiotélégramme n'a pas signalé sa présence à la station terrestre dans le délai indiqué par l'expéditeur ou, à défaut d'une telle indication, jusqu'au matin du troisième jour qui suit le jour du dépôt, la station terrestre en informe le bureau d'origine, qui prévient l'expéditeur. Celuici peut demander, par avis de service taxé, télégraphique ou postal, adressé à la station terrestre, que son radiotélégramme soit retenu jusqu'à l'expiration du quatorzième jour à compter du jour de dépôt (jour de dépôt non compris) en l'absence d'un tel avis, le radiotélégramme est mis au rebut à la fin du septième jour (jour de dépôt non compris). (2) Toutefois, il n'est pas tenu compte de l'expiration de l'un quelconque des délais visés ci-avant, quand la station terrestre a la certitude que la station mobile entrera prochainement dans son rayon d'action.

[654] § 3. (1) D'autre part, l'expiration des délais n'est pas attendue quand la station terrestre a la certitude que la station mobile effectuant un parcours commencé est déjà sortie définitivement de son rayon d'action ou n'y entrera pas. Si elle présume qu'aucune autre station terrestre de l'administration ou de l'exploitation privée dont elle dépend n'est en liaison avec la station mobile ou n'entrera pas en liaison avec celle-ci, la station terrestre annule le radiotélégramme en ce qui concerne son parcours entre elle et la station mobile, ed informe du fait le bureau d'origine, qui prévient l'expéditeur. Dans le cas contraire, elle le dirige sur la station terrestre présumée en liaison avec la station mobile, à condition toutefois qu'aucune taxe additionnelle n'en résulte.

[655] (2) La station terrestre qui effectue la réexpédition par fil, modifie l'adresse du radiotélégramme en portant à la suite du nom de la station mobile celui de la nouvelle station terrestre chargée de la transmission et en insérant à la fin du préambule la mention de service « réexpédié de X. . . Radio » obligatoirement transmise sur tout le parcours du radiotélégramme.

[656] § 4. Lorsqu'un radiotélégramme ne peut pas être transmis à une station mobile, par suite de l'arrivée de celle-ci dans un port voisin de la station terrestre, cette dernière station peut, éventuellement, faire parvenir le radiotélégramme à la station mobile par d'autres moyens de communication, en informant de cette remise le bureau d'origine par avis de service. Dans ce cas, la taxe terrestre est retenue par l'administration dont dépend la station terrestre et la taxe de bord est remboursée à l'expéditeur par l'administration dont dépend le bureau d'origine.

#### Article 10.

RADIOTÉLÉGRAMMES À RÉEXPÉDIER PAR VOIL POSTALE ORDINAIRE OU AÉRIENNE.

[657] § 1. Chaque administration peut, dans les relations entre stations du service mobile de son ressort, organiser, dans les conditions de réglementation et de taxation qui lui conviennent, un service de radiotélégrammes réexpédiés par poste ordinaire ou aérienne. Le cas échéant, la participation d'autres administrations à ce service est réglementée par des accords spéciaux.

[658] § 2. Ces radiotélégrammes ne comportent aucune retransmission radiotélégraphique dans le service mobile.

#### Article 11.

# RADIOTÉLÉGRAMMES SPÉCIAUX.

- [659] § 1. Sont seuls admis, sous réserve que les administrations intéressées les acceptent:
  - 1º les radiotélégrammes avec réponse payée \*);
  - 2º les radiotélégrammes avec collationnement;
  - 3º les radiotélégrammes à remettre par exprès;
  - 4º les radiotélégrammes à remettre par poste;
  - 5° les radiotélégrammes multiples;
- 6° les radiotélégrammes avec accusé de réception, mais seulement en ce qui concerne la notification de la date et de l'heure auxquelles la station terrestre a transmis à la station mobile le radiotélégramme adressé à cette dernière;
- 7° les avis de service taxés, sauf ceux qui demandent une répétition ou un renseignement; toutefois, ces derniers sont également admis s'ils transitent par la station terrestre qui a transmis le radiotélégramme. Tous les avis de service taxés sont admis sur le réseau général des voies de télécommunication;
- 8° les radiotélégrammes urgents, mais seulement sur le réseau général des voies de télécommunication;
- 9° les radiotélégrammes de presse originaires des stations mobiles et destinés à la terre ferme;
- 10° les radiotélégrammes météorologiques (OBS). [660] § 2. Les radiotélégrammes ne sont pas admis comme différés et comme lettres-télégrammes.

<sup>(\*)</sup> Le bon de réponse émis à bord d'un navire donne la faculté d'expédier, dans la limit de sa valeur, un radiotélégramme à une destination quelconque, mais seulement à partir de la station de navire qui a émis ce bon.

# Article 12.

# RADIOCOMMUNICATIONS À MULTIPLES DESTINATIONS.

[661] § 1. (1) Les administrations se réservent la faculté d'organiser des services de transmission, par télégraphie sans fil ou par téléphonie sans fil, de radiocommunications à multiples destinations.

[662] (2) Seuls les expéditeurs et destinataires qui satisfont aux prescriptions et conditions spécialement établies par les administrations respectives sont admis à participer auxdits services.

[663] (3) Ces radiocommunications doivent être constituées par des informations et nouvelles politiques, commerciales, etc., et ne doivent contenir aucun passage, annonce ou communication ayant un caractère privé.

[664] § 2. (1) a) L'expéditeur est tenu de communiquer les adresses des destinataires à l'administration du pays d'émission. Celle-ci communique aux autres administration l'adresse des destinataires qui sont établis sur leur territoire.

[665] b) Elle notifie, en outre, pour chacun de ces destinataires, la date fixée pour la première réception, ainsi que le nom de la station d'émission et l'adresse de l'expéditeur. Les administrations se notifient mutuellement les changements intervenus dans le nombre et les adresses des expéditeurs et des destinataires.

[666] (2) Il appartient à l'administration du pays de réception d'autoriser ou non les destinataires désignés par l'expéditeur à recevoir les radiocommunications en faisant les communications nécessaires à l'administration du pays d'émission.

[667] (3) Chaque administration prend, autant que possible, les mesures appropriées en vue de s'assurer que seules les stations autorisées pour ce service spécial de communications font usage des radiocommunications en question et uniquement de celles qui leur sont destinées. Les dispositions de l'article 24 de la Convention, relatives au secret des télécommunications, s'appliquent à ces radiocommunications.

[668] § 3 (1) Ces radiocommunications sont transmises à heures fixes et comportent comme adresse un mot conventionnel placé immédiatement avant le texte.

[669] (2) Elles peuvent être rédigées soit en langage clair, soit en langage secret, d'après la décision des administrations des pays d'émission et de réception. Sauf arrangements spéciaux entre les administrations intéressées, les seules langues autorisées pour le langage clair sont le français, l'une des langues désignées par le pays d'émission, ou l'une des langues d'un des pays de réception. Les administrations des pays d'émission et de réception se réservent le droit de demander le dépôt des codes utilisés.

[670] § 4. (1) La taxe à percevoir sur l'expéditeur est fixée par l'administration du pays d'émission.

[671] (2) Les destinataires des radiocommunications peuvent être grevés par l'administration de leur pays, en dehors des charges prévues pour l'établissement et l'exploitation éventuels des stations privées réceptrices, d'une taxe télégraphique ou téléphonique dont le montant et les modalités sont déterminés par cette administration.

[672] (3) Les taxes de ces radiocommunications n'entrent pas dans les comptes internationaux.

#### Article 13.

MISE EN VIGUEUR DU RÈGLEMENT ADDITIONNEL.

[673] Le présent Règlement additionnel entrera en vigueur le premier janvier mil neuf cent trente-quatre.

[674] En foi dei quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé ce Règlement en un exemplaire qui restera déposé aux archives du Gouvernement de l'Espagne et dont une copie sera remise à chaque gouvernement.

Fait à Madrid, le 9 décembre 1932.

# Suivent les signatures.

Les pays qui ont signé le Règlement additionnel des radiocommunications sont les mêmes que ceux qui ont signé le Règlement général des radiocommunications (voir aux pages 78 à 99 ci-avant), à l'exception du Canada, des Etats-Unis d'Amérique et du Nicaragua.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

p. Il Ministro per gli affari esteri; Suvich.

Protocole additionnel aux actes de la Conférence radiotélégraphique internationale de Madrid signé par les gouvernements de la région européenne.

Les soussignés, plénipotentiaires des Gouvernements de l'Allemagne; de l'Autriche; de la Belgique; de l'Etat de la Cité du Vatican; de la Confédération suisse; du Danemark; de la Ville libre de Dantzig; de l'Egypte; de l'Espagne et de la zone espagnole du Maroc; de la Finlande; de la France et de l'Algérie, du Maroc, de la Tunisie; du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord; de la Grèce; de la Hongrie; de l'Etat libre d'Irlande; de l'Islande; de l'Italie; de la Cyrénaïque et de la Tripolitaine; de la Lettonie; de la Lithuanie; de la Norvège; des Pays-Bas; de la Pologne; du Portugal; de la Roumanie; de la Suède; de la Tchécoslovaquie; de la Turquie; de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes; de la Yugoslavie,

se basant sur les dispositions de l'article 14 de la Convention radiotélégraphique internationale de Washington, ont, d'un commun accord, arrêté le Protocole additionnel suivant:

# Chapitre premier.

COMPOSITION ET ATTRIBUTIONS DE LA CONFÉRENCE EUROPÉENNE.

§ 1.

Une conférence des gouvernements de la région européenne, destinée à conclure un arrangement concernant l'attribution des fréquences aux diverses stations de radiodiffusion de cette région et la fixation des modalités de l'emploi des fréquences ainsi attribuées, sera tenue avant l'entrée en vigueur du Règlement général des radiocommunications de Madrid. Cette conférence sera composée de représentants de tous les pays compris dans la région intéressée, adhérents aux Conventions radiotélégraphiques de Berlin (1906). Londres (1912) ou Washington (1927).

Tout gouvernement d'un pays extra-européen aura la faculté de se faire représenter à la Conférence européenne par des observateurs qui seront admis à assister à toute réunion de cette conférence et de ses commissions et souscommissions et à y prendre la parole sur toute question qu'ils estiment toucher aux droits des services radioélectriques de leurs pays.

A la Conférence européenne peuvent être admis, sur leur demande les organismes internationaux suivants:

U. I. R. (Union Internationale de Radiodiffusion)

C. I. N. A. (Commission Internationale de Navigation Aérienne)

C. I. R. (Comité International Radio-Maritime)

U. R. S. I. (Union Radio-Scientifique Internationale) International Shipping Conference.

Ces organismes ont voix consultative.

#### § 2.

La conférence, se conformant aux dispositions respectives de l'article 7 du Règlement général des radiocommunications de Madrid, attribuera les fréquences visées au paragraphe précédent soit dans les bandes autorisées pour les services de radiodiffusion, soit, en dérogation, en dehors de ces bandes.

Elle traitera toutes question connexes.

## § 3.

Cette conférence prendra ses décisions en tenant compte des besoins de tous les pays de la région européenne.

Elle s'efforcera d'attribuer à chaque pays de la région européenne les ondes lui permettant d'assurer un service national d'une qualité raisonnablement satisfaisante, en tenant compte, dans la mesure du possible, de la situation existante.

Lorsqu'il ne lui sera pas possible d'attribuer soit dans les bandes autorisées pour les services de radiodiffusion, soit, en dérogation, en dehors de ces bandes, à certains pays dont les dimensions et la structure orographique justificaient une telle allocation, une fréquence inférieure à 550 kc/s (longueur d'onde supérieure à 545 m), ces pays devront, autant que possible, recevoir une fréquence parmi les plus basses de la bande de 500 à 1 500 kc/s (une longueur d'onde parmi les plus longues de la bande de 545 à 200 m).

Les gouvernements soussignés reconnaissent que, pour arriver à ce résultat, il pourra leur être nécessaire de consentir des sacrifices dans l'intérêt commun.

# Chapitre II.

Préparation de la Conférence européenne.

#### § 4.

Le Gouvernement de la Confédération suisse est chargé de convoquer et de préparer la Conférence européenne.

Un projet d'attribution des fréquences aux stations de radiodiffusion sera présenté par l'Union Internationale de Radiodiffusion (U. I. R.) au gouvernement gérant (Gouvernement de la Confédération suisse) au plus tard le 15 mars 1933 et communiqué par celui-ci à tous les gouvernements de la région européenne par l'intermédiaire du Bureau international de l'Union télégraphique.

Après la distribution du rapport de l'U. I. R., chaque gouvernement intéressé aura la faculté de présenter ses observations, amendements et contre-propositions au gouvernement gérant, en vue de leur communication aux autres gouvernements de la région européenne ainsi qu'à l'U. I. R.

Le gouvernement gérant présentera à la conférence un rapport sur l'ensemble de la question.

# § 5.

La conférence se réunira le plus tôt possible et, au plus tard, le 1er juin 1933.

#### § 6.

Les gouvernements soussignés donneront au gouvernement gérant soit sur la demande de celui-ci, soit de leur propre initiative, pendant toute la durée des travaux préparatoires, tout renseignement susceptible d'aider à la préparation de la Conférence européenne.

# Capitre III.

#### DISPOSITIONS PARTICULIÈRES.

#### § 7.

Dans ses décisions relatives à l'attribution des fréquences aux diverses stations de radiodiffusion, la Conférence européenne appliquera les règles du Règlement général des radiocommunications de Madrid destinées à réglementer et à mieux assurer les services de la radiodiffusion. Elle fixera la limite supérieure de la puissance non modulée mesurée dans l'antenne, susceptible d'être utilisée par chaque station pour la fréquence en question, et la limite supérieure de la valeur du champ efficace de l'onde porteuse produit de jour à la frontière la plus éloignée ainsi qu'à la frontière la plus proche. Dans ses décisions y relatives elle prendra pour guide les indications contenues dans le document annexé au présent Protocole.

L'arrangement conclu à cette conférence comprendra, parmi les règles générales à observer à l'avenir, des dispositions analogues à celles ci-avant visées, ainsi qu'une clause correspondant à l'alinéa (5) du § 5 de l'article 7 du Règlement général des radiocommunications de Madrid.

Sous réserve des projets en voie d'exécution, les gouvernements soussignés s'engagent, d'ici à la conclusion des travaux de la Conférence européenne, à n'apporter dans leur service de radiodiffusion aucun changement de nature à affecter sensiblement la situation d'ensemble des services radioélectriques de la région européenne.

#### § 8.

Si la Conférence européenne est amenée à envisager l'utilisation, par une station de radiodiffusion, d'une fréquence appartenant à une des bandes réservées à d'autres services régionaux européens, l'arrangement conclu stipulera qu'au cas où cette utilisation provoquerait des interférences qui n'avaient pas été prévues lors de l'admission de ladite station de radiodiffusion, les administrations intéressées s'efforceront d'obtenir des accords susceptibles d'éliminer ces interférences et que, dans ces cas, les services autorisés seront privilégiés par rapport au service de radiodiffusion.

# § 9.

Si la Conférence européenne est amenée à envisager l'utilisation, par une station de radiodiffusion, d'une fréquence appartenant à une des bandes réservées internationalement, dans le tableau général d'attribution des fréquences, aux services mobiles, elle devra, avant d'émettre son avis, procéder à une étude technique approfondie des conditions dans lesquelles ce service pourrait être effectué sans gêne pour les services mobiles internationalement autorisés et s'efforcera d'obtenir les accords nécessaires à une telle utilisation. Il est bien entendu que, par ces dérogations, il ne peut être porté atteinte aux dispositions du § 1 de l'article 7 du Règlement général des radiocommunications de Madrid, qui resteut entièrement applicables.

# Chapitre IV.

DISPOSITIONS RELATIVES AUX CONDITIONS SPÉCIALES DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES (U.R.S.S.).

# § 10.

Les gouvernements soussignés reconnaissent les réserves suivantes de l'U.R.S.S. en ce qui regarde l'utilisation spéciale, par ses services, des fréquences suivantes:

150 à 285 kc/s (2 000 à 1 053 m) radiodiffusion

285 à 315 kc/s (1 053 à 952 m) radiophares

315 à 340 kc/s (925 à 882 m) services aéronautiques et radiogoniométrie

340 à 420 kc/s (882 à 714 m) radiodiffusion

515 à 550 kc/s (583 à 545 m) services aéronautiques.

Ces mêmes gouvernements déclarent que la reconnaissance susmentionnée, tirant son origine de considérations d'un caractère particulier, ne pourra servir de précédent dans aucun autre cas.

Dans la préparation de la Conférence européenne et pendant les travaux de cette conférence, les gouvernements soussignés, y compris l'U.R.S.S., s'engagent à prêter toute leur collaboration en vue d'aboutir à une organisation unifiée des services radioélectriques européens ayant tout spécialement pour but d'éliminer les interférences entre les stations.

# Chapitre V.

#### DISPOSITIONS FINALES.

#### § 11.

La Conférence européenne fixera la date de l'entrée en vigueur de l'arrangement conclu.

# § 12.

Les dépenses de la conférence sont à la charge des gouvernements et des organismes internationaux qui y prennent part.

# § 13.. . . . .

Le présent Protocole entre en vigueur immédiatement; il cessera son effet à la date de clôture de la Conférence européenne.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Protocole additionnel en un exemplaire qui restera déposé aux archives du Gouvernement de l'Espagne et dont une copie sera remise à chaque Partie.

Fait à Madrid, le 9 décembre 1932.

## Pour l'Allemagne:

HERMANN GIESS.

HANS CARL STEIDLE.

Paul Jäger.

HANS HARBICH.

PAUL MÜNCH.

MARTIN FEUERHAHAHN.

SIEGFRIED MEY.

ERHARD MAERTENS.

# Pour l'Autriche:

RUDOLF OESTREICHER.

H. Preuffer.

# Pour la Belgique:

R. CORTEIL.

Pour l'Etat de la Cité du Vatican:

GIUSEPPE GIANFRANCESCHI.

# =Pour-la-Confédération suisse:

G. KELLER.

E. METZLER.

Pour le Danemark:

KAY CHRISTIANSEN.

C. LERCHE.

GREDSTED.

Pour la ville libre de Dantzig:

H. Kowalski.

ZANDER.

#### Pour l'Egypte:

R. MURRAY.

MOHAMED SAID.

Pour l'Espagne et la zone espagnole du Maroc:

MIGUEL SASTRE.

RAMON MIGUEL NIETO.

GABRIEL HOMBRE.

FRANCISCO VIDAL.

J. E. Cortés.

TOMAS FERNANDEZ QUINTANA.

LEOPOLDO CAL.

TRINIDAD MATRES.

# Pour la Finlande:

NIILO ORASMAA.

VILJO YLÖSTALO.

Pour la France et l'Algérie, le Maroc, le Tunisie:

JULES GAUTIER.

Pour le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irelande du Nord:

F. W. PHILLIPS.

J. LOUDEN.

F. W. Home.

C. H. BOYD.

J. P. G. WORLLEDGE.

# Pour la Grèce:

TH. PENTHEROUDAKIS.

ST. NICOLIS.

# Pour la Hongrie:

FRANÇOIS HAVAS.

Jules Erdöss.

# Pour l'Etat libre d'Irlande:

P. S. OH. EIGEARTAIGH.

E. Cúisin.

# Pour l'Islande:

G. J. HLIDDAL.

Pour l'Italie, la Cyrénaïque et la Tripolitaine:

G. GNEME.

D. CRETY.

#### Pour la Lettonie:

B. EINBERG.

#### Pour la Lithuanie:

K. GAIGALIS.

Pour la Norvège:

T. ENGSET.

HERMOR PETERSEN.

ANDR. HADLAND.

# Pour les Pays Bas:

Н. Л. Воетле.

J. A. BLAND VAN DEN BERG.

Pour la Pologne:

K. KRULISZ.

Pour le Portugal:

MIGUEL VAZ DUARTE BACELAR.
JOSÉ DE LIZ FERREIRA JUNIOR.
DAVID DE SOUSA PIRES.
JOAQUIM RODRIGUEZ GONÇALVES.

Pour la Roumanie:

T. TANASESCU.

Pour la Suède:

G. WOLD.

Pour la Tchécoslovaquie:

JAROMIR SVOBODA.

Pour la Turquie:

FAHRI.

I. CEMAL.

MAZHAR.

Pour l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes:

EUGÈNE HIRSCHFELD.

ALEXANDRE KOKADEEV.

Pour la Yougoslavie:

DIMITRIEV ZLATANOVITCH.

# Document annexé au Protocole additionnel.

DIRECTIVES POUR LA CONFÉRENCE EUROPÉENNE EN MATIÈRE DE LIMITATION DE PUISSANCE.

(Voir le § 7.)

(1) En principe, la puissance des stations de radiodiffusion ne doit pas dépasser la valeur permettant d'assurer économiquement un service national efficace et de bonne qualité dans les limites du pays considéré.

(2) La puissance non modulée mesurée dans l'antenne des stations de radiodiffusion ne dépassera pas les valeurs suivantes:

1. pour les fréquences inférieures à 300 kc/s

(ondes supérieures à 1 000 m) . . 150 kW;

2. pour les fréquences supérieures à 300 kc/s

(ondes inférieures à 1 000 m) . . 100 kW (\*).

Toutefois, la puissance pourra dépasser exceptionnellement les chiffres donnés ci-avant lorsque: 1° la situation géographique, l'étendue du territoire à desservir, les conditions de propagation des ondes dans la zone à desservir ou des besoins nationaux exceptionnels le justifient; 2° les dispositifs techniques utilisés le permettent sans causer une augmentation de gêne aux autres services.

(3) La puissance de toute station de radiodiffusion ne doit pas dépasser celle qui est nécessaire pour assurer un service national effectif vec un champ ne dépassant pas 2 mV/m (onde porteuse) pendant le jour à la frontière la plus éloignée.

(4) En règle générale, la valeur du champ efficace produit pendant le jour par les stations de radiodiffusion travaillant avec des fréquences inférieures à 300 kc/s (longueurs d'onde supérieures à 1 000 m) ne devra pas dépasser 10 mV/m (onde porteuse) en dehors des frontières des pays auxquels appartiennent ces stations. Toutefois, des dispositions différentes permettant de dépasser ce chiffre pourront être prévues, exceptionnellement.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

p. Il Ministro per gli affari esteri:
Suvich.

Prezzo L. 6 —